



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

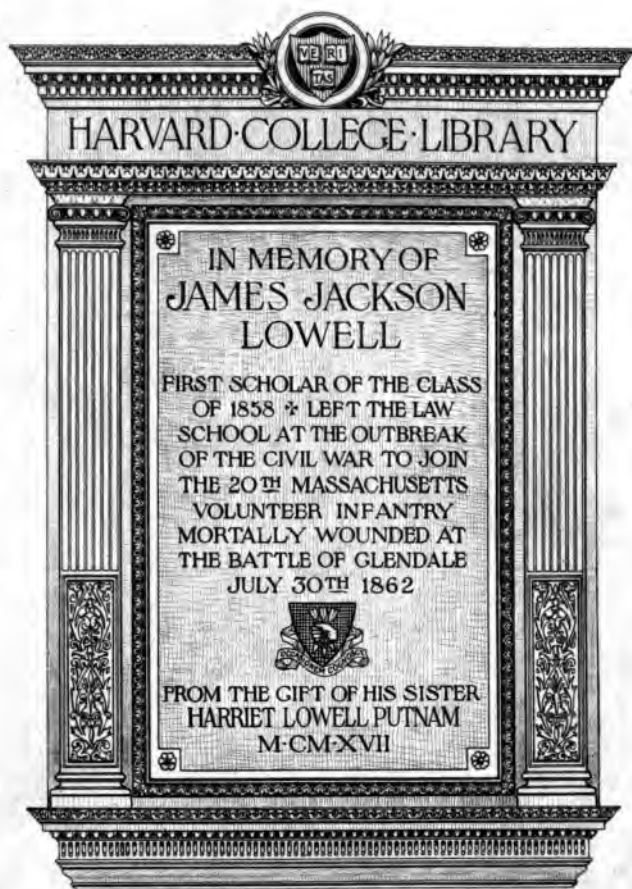
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Fr  
7014  
52.3

7014  
52.3







HISTOIRE  
DE  
L'ADMINISTRATION MUNICIPALE  
DE LA VILLE D'ARRAS

## APPENDIX

**HISTOIRE**  
**DE**  
**L'ADMINISTRATION MUNICIPALE**  
**DE LA VILLE D'ARRAS**

HISTOIRE  
DE  
L'ADMINISTRATION MUNICIPALE  
DE LA VILLE D'ARRAS

DEPUIS L'ORIGINE DE LA COMMUNE JUSQU'A NOS JOURS

PAR  
ADOLPHE DE CARDEVACQUE



ARRAS  
SUEUR-CHARRUEY, IMPRIMEUR, LIBRAIRE, ÉDITEUR

31, Petite-Place, 31

—  
1 8 7 9

1



2



Sceau du Maire et des Échevins 2. Grand sceau du Maire et des Echevins des  
d Arras, du xii<sup>e</sup> au xvii<sup>e</sup> siècle. ville et cité de Franchise sous Louis XI.

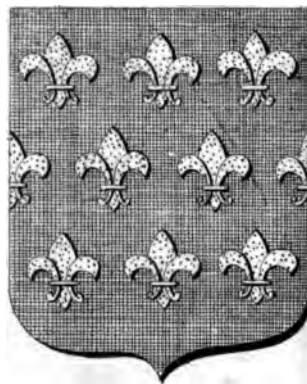
Imp. Sueur Charruey Arras



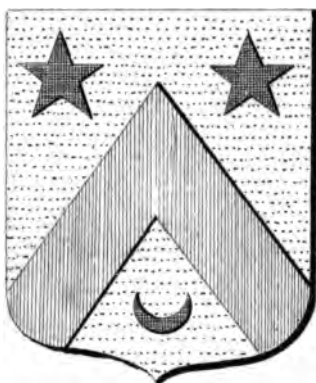
SACQUESPÉE Jean,  
Maire en 1414



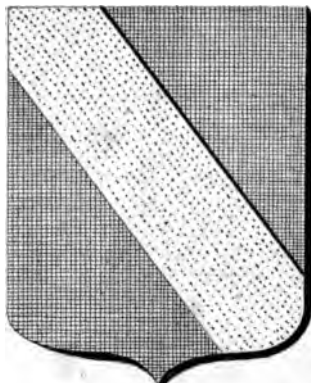
LYONNEL de S<sup>t</sup>-Vaast,  
Maire en 1431



BERNEMICOURT Michel de  
Maire en 1476



LALLART Pierre,  
Maire en 1527



BLONDEL Louis. de,  
Maire en 1554



DEVILLERS Pierre,  
Maire en 1578



LE MERCHIER Antoine,  
Maire en 1598



DUVAL Nicolas,  
Maire en 1601

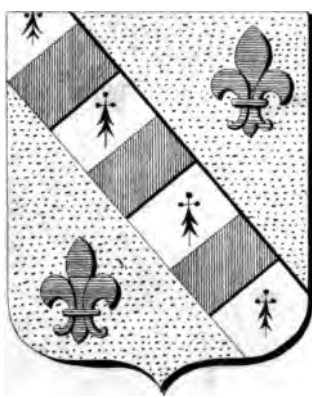


BELVALET Antoine de,  
Maire en 1642





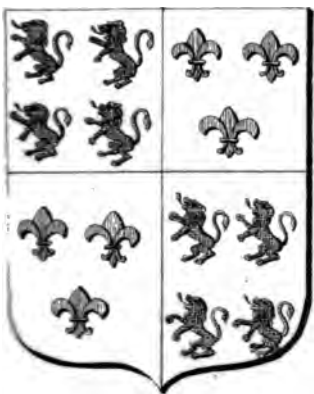
PAYEN Adrien,  
Maire en 1654



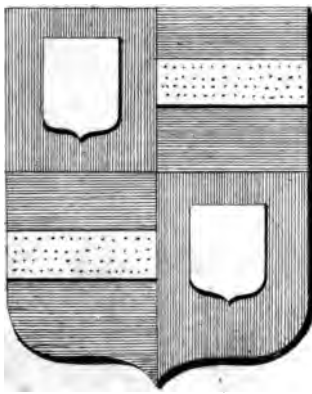
VENANT Dominique de,  
Maire en 1666.



BOUDART Joseph,  
Maire en 1667



LYONS Louis des,  
Maire en 1685



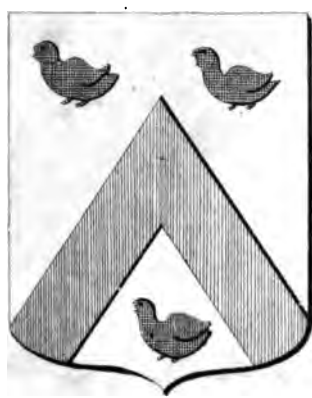
BOUCQUEL Nicolas Franç<sup>s</sup>,  
Maire en 1692



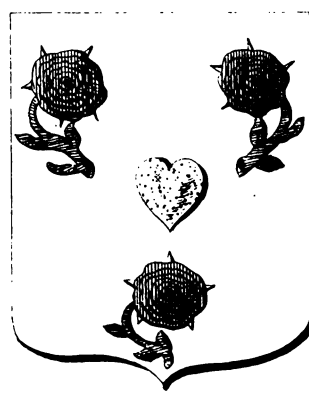
QUARRÉ du repaire  
GUISLAIN JOSEPH,  
Maire en 1729



BEAUFFORT de,  
Maire en 1764



BLOCQUEL de Croix,  
(Antoine de)  
Maire en 1771



RAULIN de Belval  
JULES CESAR,  
Maire en 1774



LANNOY Ignace Godefroy de  
Maire en 1781.



DUBOIS de Fosseux Ferd.<sup>1</sup>  
Maire en 1790.



✓ 7014.52.3



5

*J. J. Lowell fund*

# HISTOIRE

DE

## L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

### DE LA VILLE D'ARRAS

DEPUIS L'ORIGINE DE LA COMMUNE JUSQU'A NOS JOURS

---

#### CHAPITRE PREMIER

Nul citoyen sincèrement attaché à son pays  
n'y doit cependant pas rester étranger.

(TAILLIAR. — *De l'Afranchissement des  
Communes dans le nord de la France.*)

ARRAS SOUS LA DOMINATION ROMAINE.— VILLE ET CITÉ D'ARRAS.  
CHARTRE DE THIERRY III. — RÉGIME DES FRANCHISES MUNICIPALES.

La branche la plus considérable de l'histoire politique et constitutionnelle de la France est sans contredit celle qui concerne les municipalités et les communes. Quoi de plus attachant que la recherche de l'origine de nos cités, voir même de nos plus petites bourgades ? Que d'attraits présente aux cœurs bien nés l'étude des fastes divers de l'administration qui, pendant plus de sept siècles, présida aux destinées d'une ville qui nous est chère à plus d'un titre !

Rien ne nous a paru plus digne de captiver l'attention ; aussi essayerons-nous de retracer l'histoire municipale de la ville d'Arras, demandant souvent grâce pour notre insuffisance, mais confiant dans l'heureux résultat de nos pénibles et consciencieuses recherches.

L'établissement municipal à Arras est enveloppé de ténèbres et n'a pas d'origine connue. Il faut remonter jusqu'au municipe romain, et peut-être même jusqu'au gouvernement des cités gauloises pour en retrouver

la source ; car à l'exception des villes où le vainqueur imposa le régime colonial, on sait que partout ailleurs sa politique respecta les usages établis, laissant les populations continuer à se gouverner par leurs propres lois.

Lorsque César fit la conquête de la Gaule-Belgique, quelles étaient les institutions politiques des peuples qui l'habitaient ? Les Atrébates avaient-ils déjà des magistrats locaux ? Les barbares avaient-ils devancé les Romains en apportant leurs coutumes dans l'antique cité et en y établissant la pratique du *Self government* (1) ? Sans fournir de réponse complète ou satisfaisante à cette question, nous pouvons conjecturer que les institutions municipales de la ville d'Arras précédèrent de beaucoup l'époque connue de l'affranchissement des communes. Nous croyons même dire que l'origine de l'administration communale d'Arras se confond avec celle de la Cité.

En effet, longtemps avant que la haute ville d'Arras se soit formée sous le patronage de l'abbaye de Saint-Vaast, il existait à côté une antique cité dont la naissance se perdait dans la nuit des âges. Jules César, mort plus de 46 ans avant la naissance de Jésus-Christ, en parle dans ses commentaires (2) et l'appelle *Atrebatum*, nom qui lui est resté. Les peuples d'Arras, Tournay, Soissons, Beauvais et Amiens s'étaient entrejuré fidélité et avaient fait ligue offensive et défensive contre lui. César vint avec ses légions et les soumit à la domination romaine. Arras et Tournay se défendirent vaillamment et ne cédèrent qu'à la force ; aussi le vainqueur, touché de leur valeur, ordonna-t-il que la cité d'Arras serait franche et conserverait librement ses anciens droits et coutumes ; de plus, il y ajouta le pays des Morins et Comius, à cause de son courage, et afin de l'attacher aux Romains, reçut le titre de roi des Atrébates.

A cette époque, et d'après l'opinion de savants historiens dont nous respectons l'autorité, déjà le peuple nommait ses magistrats.

Une fois maîtres du pays, les Romains nous laissèrent nos lois et nos libertés, et notre antique cité gallo-romaine, établie sur l'éminence de Beaudimont (*Balduini-Mons*), devint un *municipe* d'une grande importance, gouverné par une curie à laquelle présidait un major ou mayor. Arras était une des douze *civitates* de la seconde Belgique (3).

(1) E. LECESNE. *Académie d'Arras*, 1868.

(2) *Comm.*, libr. 4.

(3) E. LECESNE. *Dictionnaire historique du département du Pas-de-Calais*, t. 1., p. 2 — *Notitia dignitatum*, p. 150, PANCROLO, éd. de 1602.

Dans les municipes, les intérêts politiques étaient séparés des droits et offices municipaux, ces derniers restaient attribués à la ville et s'exerçaient avec la plus entière indépendance. Ils embrassaient le culte et les cérémonies religieuses, l'administration des biens et revenus du municipe, la nomination des magistrats qui en étaient chargés, et surtout la police municipale. Les magistrats du municipe étaient nommés par la masse des habitants, ou par les membres de la *curie*, c'est-à-dire par les propriétaires d'un revenu territorial déterminé (1).

Les municipes, *municipia*, furent donc des confédérations de citoyens réunis en société sous certaines lois, avec la conservation de la liberté dont ils avaient précédemment joui. La nature de leurs privilèges et de leurs franchises fut relative à leurs besoins et aux circonstances. Les règlements de police, que les officiers municipaux avaient le droit de dresser, n'exigeaient que la sanction des habitants pour être mis en vigueur, et n'étaient pas, néanmoins, une preuve de leur indépendance, ni une prérogative inhérente à leur institution, car dans les affaires importantes, les magistrats municipaux devaient recourir au comte de chaque cité, chargé d'intimer les ordres du souverain.

Pendant les trois premiers siècles, les auteurs ne révèlent rien qui se rapporte à l'organisation municipale. Lors de la dissolution de l'empire romain dans les Gaules, elle dut recevoir de nombreuses modifications. Toutefois, les libertés inhérentes à ce régime y furent conservées, et se maintinrent jusqu'au temps de la féodalité. Vers la fin de l'administration romaine, le premier magistrat municipal était le *défenseur de la cité*; protecteur choisi par tous, il devait défendre et protéger les droits et les libertés de chacun.

Lorsque le christianisme eut pénétré dans la province d'Artois, cette haute fonction tomba peu à peu entre les mains des évêques : mais alors commencèrent à s'agiter ces barbares que Rome avait été troubler jusqu'au fond de leurs déserts.

En quittant le sol germanique, ces conquérants n'avaient point oublié leurs institutions. En raison de leur petit nombre et surtout en n'imposant pas leurs lois aux vaincus, ils durent, pour leur propre sécurité et pour être toujours prêts à repousser les attaques du dehors, s'unir entre eux par les liens d'une association politique.

(1) GUIZOT. *Essai sur l'Histoire de France*. — TAILLIAR. *Sur l'affranchissement des communes*.



Mus par un sentiment d'égalité qui devait dominer dans ces âmes fières et indépendantes, ils ne conféraient l'application de leurs lois qu'à des juges du rang et de la condition du justiciable. De là vient la maxime fondamentale de leur justice : *Être jugé par ses pairs*.

Tous les membres de l'association participant à l'exercice du pouvoir judiciaire, acceptaient par cela même l'obligation d'en accomplir les devoirs et de comparaître au *Placitum du Graffion* où tous les hommes libres défendaient leurs intérêts et rendaient la justice commune, comme *Scabins* ou *Rachimbourgs*,

Dans le IV<sup>e</sup> siècle (1), dit M. Tailliar, probablement vers le règne de Valentin I<sup>er</sup> (367-375), un château-fort, nommé *Nobiliacus*, fut élevé du côté de l'est pour servir à la cité d'Arras de défense contre les irruptions des barbares. C'est dans cette forteresse, dite *Castrum nobiliacum*, que fut fondée, vers la fin du VII<sup>e</sup> siècle, la célèbre abbaye de Saint-Vaast, que le roi Thierry III dota si splendidement (2). La donation de ce prince comprenait, outre de vastes domaines, 1,400 arpents de terre ou 516 hectares situés près du monastère.

Trois faits principaux résultèrent des Chartes de Thierry III et de saint Vindicien : riche dotation, droits de tout genre et indépendance envers l'épiscopat. C'est de la réunion de ces trois éléments de puissance que naquit l'influence de l'abbaye de Saint-Vaast; on accourut autour de l'asile que les religieux avaient préparé, et où l'on espérait trouver quelque répit contre les déprédations toujours incessantes. Un grand nombre d'habitations s'élevèrent alors dans les dépendances du monastère et formèrent bientôt un bourg qui devint plus tard le noyau de la ville d'Arras proprement dite.

Ainsi, on peut distinguer au chef-lieu de l'Artois deux localités bien distinctes; d'une part la cité, résidence de l'évêque et soumise à son pouvoir, de l'autre, la ville dépendant de l'abbaye de Saint-Vaast.

Lorsque l'évêché d'Arras fut transporté à Cambrai par saint Vedulphe; vers 552, l'antique cité conserva les débris des institutions municipales romaines. La ville n'existant pas encore, elles demeurèrent entre les mains du clergé devenu seul dépositaire du pouvoir. La Cité eut donc

(1) *Mémoires de l'Académie d'Arras*, t. XXXI, 2<sup>e</sup> partie, p. 322.

(2) DE CARDEVACQUE et FERNINCK. *Histoire de l'abbaye de Saint-Vaast*, t. I<sup>er</sup>, page 24. et suivants.

ses magistrats qui lui étaient propres, et pour principal établissement, Notre-Dame avec son chapitre et ses dignitaires ecclésiastiques.

Dans la ville, l'industrie et le commerce naissent plus tard à l'abri de l'église de l'Abbaye de Saint-Vaast. Ses chefs influents reconnaissent bientôt tout l'intérêt qu'ils ont à favoriser le développement de cette agglomération, et ils lui accordent des privilèges, des franchises, en un mot des libertés municipales dont le voisinage de l'ancien Municipium romain leur fournit l'exemple.

Mais ces franchises municipales reçurent une cruelle atteinte à l'époque de l'invasion des Normands, et plus tard, quand l'orage fut dissipé, les habitants échappés au carnage, après avoir erré longtemps, se groupèrent de nouveau autour de l'Abbaye dans l'espoir de retrouver une position qu'ils avaient en vain cherchée dans l'isolement.

Nous voyons le capitulaire de Charlemagne de 803 ordonner aux *Missi Dominici* d'établir des *Echevins* en tous lieux, *per singula loca*. Celui de Worms de Louis-le-Pieux, 820, prescrit de révoquer les mauvais Eschevins et de les remplacer par d'autres plus convenables et du consentement de tout le peuple.

Jusqu'à la fin du IX<sup>e</sup> siècle, les habitants de la cité, de la ville épiscopale, protégés par les immunités du clergé et malgré la conquête, avaient conservé les franchises et les privilèges de la municipalité romaine ; ceux de la ville s'étaient façonnés aux usages germaniques. Cet état de choses dura jusqu'au moment où l'autorité royale et le pouvoir des *Missi Dominici* cessèrent d'exercer leur salutaire influence sur l'administration de notre province,

Alors commença l'application de ce système qui, confondant toutes les natures de possessions, ne forma plus de différence entre l'homme libre et l'esclave et ne reconnut plus que des sujets taillables à merci. Bientôt la féodalité dégénéra en une véritable tyrannie ; l'impunité accumula les vexations des seigneurs dans le paiement des redevances féodales, et leur cruauté à l'égard de leurs serfs qu'ils emprisonnaient et faisaient mourir. Les brigandages infestaient les routes, aucune sorte de commerce n'était libre. L'autorité royale avait beau s'armer contre les coupables, elle restait impuissante ou trop tardive dans leur punition.

Dès que les exactions de la féodalité eurent remplacé les franchises garanties par les lois romaines ou par les statuts germaniques, la maxime : *Nulle terre sans seigneur*, suscita la plus vive opposition. Dans ces conjectures accablantes, les vassaux, las d'être traités comme

des bêtes de somme, sollicitèrent des droits de commune et de bourgeoisie. On obtint de nouvelles lois avec promesse de les exécuter ; le serf fut affranchi et décoré du titre de bourgeois (1). Ceux qui, de même qu'à Arras, s'associèrent à une ville gratifiée de privilèges et de franchises, eurent la liberté de s'élire des échevins et de lever des octrois pour subvenir aux charges qu'ils avaient acceptées. L'Etat, de son côté trouva des secours plus actifs, soit en troupes, soit en argent, et le glaive de la justice s'inspira de respect pour les lois.

L'institution des communes fut donc une alliance offensive et défensive des opprimés contre les oppresseurs : elle résulta de l'état de désordre où les guerres intestines avaient plongé la société vers le milieu du XI<sup>e</sup> siècle, et qui avait suggéré à l'église cette grande idée de religion : *La trêve et la paix de Dieu*. Aussi toutes les villes qui durent leur affranchissement à l'insurrection, ont reçu des chartes qualifiées : *Institutions de paix*.

Les plus anciennes connues remontent au règne de Louis-le-Gros. Arbitre suprême entre les vassaux et leur seigneur, il interposa entre eux sa médiation propice et amena ce dernier à des concessions raisonnables. D'autres fois, respectant les droits seigneuriaux d'un comte dont le caractère et la conduite étaient irréprochables, il le pria de solliciter lui-même une charte d'affranchissement. Souvent enfin, pour arriver à ce résultat, il profita des intentions bienveillantes des évêques et des abbés des monastères (2).

Quant à la cité d'Arras, elle n'existait pas dans l'ordre de la féodalité, elle avait continué de relever directement de l'évêque et du roi de France. Des échevins, substitués aux anciens magistrats municipaux, étaient subordonnés à l'église épiscopale et nommés avec son concours.

Elle conserva son administration religieuse, dirigée par un Prévôt, et n'eut jamais rien de commun avec la ville, ni droits, ni privilèges, ni coutumes : elle ne fut même jamais comprise dans le domaine des comtes d'Artois. Ce ne fut qu'en 1749 qu'un édit royal la réunit à la ville en les soumettant toutes deux à la même administration.

La ville d'Arras, dans la hiérarchie féodale, dépendait de l'abbé de Saint-Vaast et du comte de Flandres, qui était lui-même vassal du roi de France. Sous l'égide sacrée de l'abbé, elle se développa et prit un accroissement rapide. Les habitants se multiplièrent dans la vaste enceinte qui les renfermait. Arras est du petit nombre des villes qui

(1) *Histoire générale de la province d'Artois*, t. 3, p. 95.

(2) TAILLIAR. *De l'Affranchissement des communes*, page 91.

avaient conservé, au milieu du cahos des temps barbares et des envahisseurs de la féodalité, quelques formes du régime administratif (1) ; elle garda les caractères particuliers, *les attributs distinctifs*, qui ne permettent pas de méconnaître la *ville de commune*. Comme symbole et comme garantie de son existence, elle possédait sa charte communale (*carta*), et des magistrats pris parmi les bourgeois (*scabinatus*, *collegium majoratus*), une juridiction (*juridictio*), un beffroi (*beffridum*), une cloche (*campana*), un scel (*sigillum*), etc., etc.

N'y a-t-il donc pas tout lieu de croire que sa municipalité momentanément affaiblie, ne cessa toutefois jamais d'exister ? Jamais la ville d'Arras ne fut dépourvue d'une sorte de gouvernement intérieur. Loin de là, rendue par Hugues Capet au comte de Flandre, elle change entièrement d'aspect ; ses maisons prennent une physionomie de luxe ; ses monuments, ses églises, ses hôpitaux se construisent ; ses fortifications s'élèvent ; ses institutions municipales se développent et son échevinage se constitue (2).

Aussi nous ne la voyons pas prendre part au mouvement communal des <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècles. Il n'y eut point d'*institution de paix* en sa faveur, elle n'avait pas besoin de réclamer des droits dont elle était en possession (3).

Les premiers vestiges de l'émancipation communale des villes de l'Artois remontent au commencement du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle. Jusque là le sol n'a été entre les mains du seigneur qu'un domaine patrimonial, une véritable propriété, excepté dans les villes. Les habitants attachés à la glèbe sont soumis au régime de serfs et leur législation est, pour ainsi dire négative, puisque tout se retrouve dans le bon plaisir du maître qui les tient à merci, et dispose à son gré de leur vie et de leurs biens. Le roi, dont le pouvoir réel et efficace est fort limité, n'est qu'un seigneur féodal comme tous les autres ; aussi la population n'a pas encore d'unité, les masses ne font point corps, et tous ces éléments, sans cohésion et par suite frappés d'impuissance, ne peuvent résister aux pressions qu'elles subissent isolément de tous côtés. Mais à l'époque où nous parlons, c'est-à-dire aux <sup>xii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles, une régénération s'opère, les éléments épars commencent à s'agréger, l'ordre naît et l'on voit apparaître la *Commune*.

(1) HARRAVILLE. *Mémorial historique*, tome 1<sup>er</sup>, page 54.

(2) E. LECESNE. *Dict. du Pas-de-Calais*, tome 1<sup>er</sup>.

(3) LECESNE. *Notice historique sur l'Échevinage d'Arras*. Annuaire de M. Parenty.

La commune est le résultat des premiers essais de vie politique. Avant de vivre de la vie de nationalité, le pays a besoin de rassembler ses forces par groupes élémentaires bien constitués, dans lesquels les droits et les devoirs publics ont été coordonnés et réglés par des lois : C'est ce qui a lieu. Les premières lois ne sont, il est vrai, qu'une modification de l'absolutisme seigneurial déguisé et prêtent encore beaucoup à l'arbitraire, mais peu à peu les garanties réelles apparaissent et l'affranchissement se produit.

Dans les villes et dans les localités soumises au clergé, on trouve, bien avant le XII<sup>e</sup> siècle, un régime beaucoup plus doux, et la Charte de Philippe-Auguste ne fut pour notre ville que le réveil de ses anciennes institutions municipales.

Au commencement du XII<sup>e</sup> siècle, les bourgeois d'Arras, déjà organisés en communauté, avaient à leur tête une administration spéciale : un collège d'échevins présidé par un *Mayeur*, le Magistrat (*Scabinat*) ou échevinage, constituant une puissance collective chargée du gouvernement de la ville (1). Une lettre du souverain Pontife, datée de 1101, dans laquelle nous rencontrons pour la première fois le mot *Major* (*Mayeur*), nous en fournit une preuve incontestable.

En effet, la Cité, placée d'une manière toute spéciale sous l'autorité de l'évêque, n'avait vu qu'avec une certaine jalousie le développement de la ville; les chanoines demandèrent que les limites fussent réglementées. L'affaire fut portée devant le pape Pascal II, qui ne pouvant parvenir à concilier les parties, les amena à s'en rapporter à l'arbitrage de divers habitants notables. Leurs noms nous ont été conservés; c'étaient le Mayeur Hugues (*Hugo Major*), Dodon de Lens, etc., etc. (2).

Ce document offre le plus grand intérêt; entre autres considérations importantes, nous ferons remarquer que la bulle pontificale est adressée à Hugues *major*, c'est-à-dire *chef des échevins* : Arras avait donc un Maire choisi parmi les échevins, pris eux-mêmes en dehors de la noblesse. Quoique soumis au comte de Flandre, les magistrats municipaux virent peu à peu leur autorité se consolider et s'élargir. En 1190, Philippe d'Alsace concéda aux habitants tous les *aisements* ou produits qu'ils pourraient retirer des marais et de la pêche pour être appliqués par le conseil des échevins à la restauration de la forteresse.

(1) TAILLIAR. *Mém. de l'Académie d'Arras*. T. 31, 2<sup>e</sup> partie, page 524.

(2) FERRI DE LOCRE. *Chronicon Belgicum*, page 28.

*Charte de Philippe d'Alsace, comte de Flandre, etc., en faveur  
des bourgeois d'Arras, pour les communes pâtures et la pêche  
dans les Marais, de l'an 1190.*

Moi Philippe de Flandre et de Vermandois, je veux faire savoir que j'ai accordé librement à tous les hommes ou habitants d'Arras, toutes les herbes, foins et autres pâturages qu'ils pourront tirer ou faire dans le marais, et de pouvoir pêcher dans le fossé qui en est voisin et contigu pour l'utilité de la ville et le bien de ses fortifications. Je leur ai concédé cette grâce par le conseil des échevins.

J'ai fait munir cette seule et présente charte, par l'impression de mon cachet.

Passé l'an du Seigneur mil cent nonante.

Ego Philippus, Flandriæ et Viromandiæ comes, notum fieri volo, quod omnibus hominibus Atrebatensibus libere concessi omnia asiamenta quæ facere potuerunt et habere ex marisco et piscatura ad firmitatem civitatis emendandam consilio scabinorum, unam et presentem feci paginam sigilli mei impressione muniri. Actum anno Domini millesimo centesimo nonagesimo.

Et est pendant un grand scel de cire jaune sur double queue de parchemin.

Ainsi, pendant les siècles du bas-Empire et les premiers âges de la monarchie des Francs, l'ancienne municipalité Gallo-Romaine d'Arras, survécut aux grandes commotions qu'elle eut à subir. L'établissement du christianisme, l'anarchie du Bas-Empire, les ravages des peuples du Nord, l'invasion des Normands, les guerres civiles et les désordres qui accompagnent la décadence et la chute des deux premières races, la féodalité enfin lui ont porté des coups terribles ; mais elle a résisté au triple choc, Romain, Chrétien et Barbare. Les traditions de la Curie se sont conservées dans l'antique cité des Atrébates.

Autour de l'abbaye de Saint-Vaast, sous le patronage du grand Saint qui préside à son institution, se sont rassemblés et multipliés de nombreux habitants, auxquels les richesses et les bienfaits du monastère ont procuré une vie douce et plus tranquille. La Curie d'Arras, toute romaine jusque là, s'est revêtue de la forme religieuse. Après l'invasion des Francs, subissant l'influence de la conquête, la municipalité Artésienne a vu ses lois se mélanger d'éléments germaniques et ses magistratures s'empreindre et se colorer d'une teinte barbare. Le règne brillant de Charlemagne apparaît comme un météore lumineux au milieu des ténèbres de la barbarie ; l'illustre monarque, joignant à



la gloire des conquêtes la sagesse de l'Administration, envoie ses commissaires impériaux, (*missi dominici*), présider dans notre ville à l'organisation municipale. Sous la domination des ineptes successeurs de Charlemagne, la puissance, disséminée et répartie sur mille autorités diverses, ne trouve plus l'énergie et la volonté nécessaires pour assurer l'exécution d'une loi générale. Pour surcroît de calamités, les pirates du Nord, dont le génie de Charlemagne avait pressenti les outrages, viennent pendant plus d'un siècle, promener dans l'Artois la fureur du pillage et du massacre. Arras est réduit à une situation si déplorable, que ses habitants sont obligés de se réfugier à Beauvais et en d'autres lieux. Puis ils reviennent de leur exil pour tomber sous le joug odieux de la féodalité.

Nous avons vu que la ville d'Arras n'eut pas à recevoir d'*institution de paix*. Plus heureuse que plusieurs de ses voisines, elle était restée en possession de quelques-uns de ses droits municipaux (1). Sans doute ils avaient subi de graves atteintes, mais le fond de la liberté, c'est-à-dire le droit de la ville de s'administrer elle-même et d'élire des magistrats n'était pas éteint.

La féodalité avait porté une grave atteinte à l'autorité royale. La turbulence des grands avait indigné Louis VI, il résolut de combattre ces seigneurs indociles et de les affaiblir pour les subjuguier. La création des communes lui offrit une précieuse ressource : parmi les lois communales que ce prince institua, celle octroyée en 1190 à la ville d'Arras, mentionne l'autorité et les attributions du corps échevinal. Nous verrons ce pouvoir s'agrandir et se consolider sous les comtes d'Artois.

Mais, avant de suivre le développement progressif des institutions communales de la ville d'Arras, nous examinerons en détail l'organisation primitive de sa municipalité, ses pouvoirs communaux et les attributions diverses des officiers du magistrat.

(1) V. DUBOS. *Hist. crit. de l'établissement de la Monarchie française dans les Gaules*, liv. VI, chap. XI. — *Recueil des ordonnances des rois de France*, in-fol., préface du t. XI, p. 4. — RAYNOUARD. *Hist. du droit municipal*, t. 1<sup>er</sup>, chap. X.

## CHAPITRE II

CONSTITUTION INTÉRIEURE DE LA COMMUNE D'ARRAS. — CHARTE DE PHILIPPE-AUGUSTE. — MAGISTRATS PRIS PARMI LES BOURGEOIS. — JURIDIC-  
TION. — MILICE BOURGEOISE ET TRAVAUX DE DÉFENSE. — BEFFROI, CLOCHES,  
HOTEL-DE-VILLE. — SCEAU DE LA COMMUNE. — ARMOIRIES. — DROIT  
DE BATTRE MONNAIE.

La commune d'Arras possédait comme garantie de sa Constitution  
1° Ses Chartes d'émancipation ; 2° des échevins choisis parmi les bour-  
geois ; 3° une juridiction particulière ; 4° une milice bourgeoise et des  
travaux de défense ; 5° un hôtel-de-ville, un beffroi et une cloche ;  
6° un scel et des armoiries ; 7° le droit de battre monnaie.

Nous allons constater l'existence de ces principaux symboles de la  
commune, et passer en revue les différents caractères qu'ils revêtaient.

### 1° CHARTE COMMUNALE

La Charte est le point fondamental de la commune, c'est la consé-  
cration solennelle des droits et des garanties dont les bourgeois doi-  
vent jouir (1).

Le titre le plus ancien qui se trouve dans les archives concernant la  
composition du corps échevinal, est la Charte de Philippe-Auguste de  
l'an 1194. Ce prince appréciant avec sagesse l'état des esprits et vou-  
lant affermir son autorité sur la partie de l'Artois dévolue à son fils  
Louis, s'empressa d'octroyer aux villes de cette contrée des Chartes  
communales et de compléter ainsi leur organisation. Celle qu'il pro-  
mulgua pour Arras, n'eut d'autre effet que de donner une éclatante  
consécration aux principes municipaux déjà existants et de régler dans  
tous ses détails l'exercice du pouvoir de l'échevinage.

Nous donnons ici la complète et littérale traduction de la Charte de  
Philippe-Auguste, qui rappelle la teneur de ses franchises et confir-  
mations :

« Au nom de la sainte et indivisible Trinité, ainsi soit-il.

» Philippe, par la grâce de Dieu, roi de France, nous faisons savoir à

(1) TAILLIAR. *De l'Affranchissement des Communes dans le Nord de la France.*

tous présents et à venir, par ces présentes que nous avons ordonné que les droits et coutumes des citoyens d'Arras demeureroient à perpétuité fermes et constants. — C'est à savoir :

» Si un bourgeois en tue un autre exprès et à son escient, soit en la ville, soit en dehors, il sera mis à mort, s'il en est convaincu par les échevins. Le même supplice sera prononcé contre un étranger qui seroit homicide hors de la banlieue.

» Quiconque en mutilera un autre de quelque membre de propos délibéré, et qu'il en sera convaincu par les échevins, il nous sera livré, pour être puni selon notre volonté par la peine du Tallion, en lui faisant couper le même membre, s'il ne se rachète par une somme de soixante livres.

» Quiconque se rendra coupable d'un rapt ou d'un homicide, les officiers de notre justice le feront arreter le plus tôt que faire se pourra, et ils donneront l'ordre aux échevins de le juger dans les 40 jours ; ils seront tenus durant ce terme d'en faire une bonne justice, que si du jour à eux signifié par ordre de mes officiers jusques au quarantième, les échevins ne l'ont pas jugé, alors son jugement nous appartiendra, et les échevins nous paieront une amende pour leur négligence.

» Quiconque sera convaincu de rapt par les échevins, sera condamné à mort, à moins que la fille à qui il a fait violence ne veuille l'épouser, ce qui ne se fera que par notre autorité.

» Quiconque sera convaincu par les échevins d'avoir enfreint les bancs ou défenses faites, à cause de la trêve, en blessant quelqu'un dans la banlieue sera mis à mort, si la playe n'a point été faite en dedans la banlieue, il paiera soixante livres d'amende. Celui que les échevins auront condamné, après les informations, demeurera condamné, et celui qu'ils auront absous, demeurera absous.

» Quiconque aura tué quelqu'un, ou l'aura blessé à mort, et qu'on fasse violence à celui qui veut retenir le coupable, pardevant notre justice, il dépendra de notre volonté de l'en punir, comme si le crime avoit été commis hors les limites des villes et banlieue, au cas que le criminel ait été enlevé par les échevins en commettant eux-mêmes cette violence.

» Si quelqu'un en blesse un autre, et que nos officiers le mènent devant les échevins pour être jugé, si ceux-ci trouvent dans l'enquête que la plaie n'est pas mortelle, mais qu'elle a été faite dans la banlieue, ils le condamneront à soixante livres ; s'ils doutent qu'elle soit mortelle,

on gardera le coupable pendant trente jours, si le blessé meurt pendant ce temps là, le prisonnier sera mis à mort; mais s'il est encore en vie après ce terme, le criminel payera soixante livres d'amende pour lui et au profit du blessé, et nous ne pourrons revenir de ce jugement contre les échevins.

» Quiconque aura enfrain la trêve, en dedans les limites de la ville, soit par rapt, vol ou blessure, faite dans la banlieue, notre justice doit arrêter le coupable et le conduire pardevant les échevins, et là il doit faire la paix, en s'accordant avec la partie aux conditions que les échevins jugeront convenables.

» Quiconque en aura tué un autre, ou blessé quelqu'un à mort, les mayeur et échevins et toute la commune, c'est-à-dire tous les bourgeois et habitants doivent aider ma justice pour se saisir du coupable, ils pourront le suivre partout au-delà de la banlieue, pour s'en saisir, indépendamment de nos officiers et de notre justice; ils pourront prendre avec eux pour cela dix ou douze hommes de la ville où environ tels qu'ils trouveront bon, et se transporter jusqu'à la maison où le criminel se sera sauvé. Là, ils sommeront le maître de la maison de le rendre et de comparaître lui-même en justice.

» Quiconque portera un couteau à pointe, ou un dard, épée courte, ou poignard, ou toutes autres sortes d'armes meurtrières, sera condamné à soixante livres d'amende, et s'il en blesse quelqu'un, il sera en notre pouvoir de lui faire couper le poing, et cet article regarde les manans et habitants en deçà la rivière d'Oise. Il est permis à notre justice de mettre la main sur les effets d'un banni pour une amende de soixante livres, tout le temps que les dits effets lui appartiennent, sauf les sûretés et garanties déjà prises par les échevins.

» Celui qui aura tué un banni au-delà de la banlieue, et que pour le punir de la mort de cet homme, aura été condamné à soixante livres d'amende, ne sera point recherché par la commune.

» Si quelqu'un a été dans une maison libre, et que nos officiers aient voulu l'y faire retenir par le maître de cette maison, ils pourront le faire arrêter, soit par eux, soit par d'autres jusqu'à ce que les échevins viennent le retirer. Alors ils doivent le traiter par un juste jugement selon la nature du délit.

» Si un forain frappe le premier un bourgeois ou qu'il le blesse injustement, les voisins de l'insulté pourront courir sus et secourir leur voisin, sans ordre de justice, et si l'agresseur se défend, ils ne seront pas punis ni repris de tout le mal qu'ils lui feront.

» Si un soldat qui doit de l'argent à un bourgeois se soumet à la loi des échevins après avoir été assigné, pardevant eux, et si mes officiers ne prennent point fait et cause pour lui, en ayant été requis, ils recevront la caution que le bourgeois donnera dans les limites pour la sûreté ou l'abonnement du soldat, sans formalité de justice, et celui qui, après la défense faite, recevra chez lui ce soldat, alors celui-ci sera tenu de le payer.

» Qui que ce soit qui demeure au-dedans de la ville, ne peut être interpellé que par les échevins, et ceux-ci ne peuvent refuser d'aller avec nos officiers, toutes les fois qu'ils en seront requis, pour faire quelque acte judiciaire ; mais ces mêmes officiers sont obligés de dire au magistrat le sujet et la cause de leur réquisition, si elle est raisonnable ; si elle ne l'était pas, les échevins ne sont point tenus d'obéir.

» Celui qui aura été tiré par les échevins d'une maison où il est entré de force, paiera soixante livres d'amende pour cette insulte.

» Celui qui en aura poursuivi un autre avec des armes, dans les limites de la banlieue, sera condamné à soixante livres d'amende.

» Tout ce qu'un homme fera étant attaqué, pour défendre son corps, n'en pourra être repris de justice.

» Celui qui aura été appréhendé par les échevins dans sa robe, ou dans ses meubles, sera condamné à soixante livres d'amende, et on rendra la robe à celui qui l'avait perdue.

» Quelque accord qu'un banni fasse avec nos officiers, il sera toujours au pouvoir des hommes de la ville, c'est-à-dire des bourgeois, jusqu'à ce qu'il leur ait payé soixante sols.

» Celui qui aura reçu en sa maison un banni pour soixante livres, sera condamné à payer pareille somme.

» Celui qui aura frappé quelqu'un avec un bâton, s'il est appréhendé par les échevins, il paiera dix livres, dont il nous reviendra cent sols, dix au châtelain, vingt au bourgeois et soixante au blessé.

» Celui qui aura donné un coup de poing, ou un soufflet à un autre, ou qui l'aura pris par les cheveux, sera condamné à onze livres et demie d'amende, dont il nous sera payé dix livres, au châtelain dix sols, à l'insulté quinze sols, et cinq aux bourgeois ou habitants.

» Celui qui aura dit des injures à un autre, sera tenu de lui donner cinq sols, et douze deniers à notre justice.

» Celui qui aura refusé d'observer la paix avec deux ou trois échevins, sera condamné à soixante livres d'amende.

» S'il arrive dans la ville, des guerres, discordes ou autres émotions

populaires, les échevins pourront les apaiser, et les faire cesser, sauf en tout notre droit.

» Celui qui aura enfreint le bon ordre et la police établis par les échevins sera condamné à soixante livres.

» Celui qui aura donné un démenti, soit en justice, soit en témoignage aux échevins, paiera soixante livres d'amende et dix livres à chaque échevin qu'il aura contredit.

» Celui qui aura mis la main par méchancheté sur les échevins, paiera soixante livres.

» Celui qui rendra un faux témoignage touchant les brèches, renversement des murailles de la ville, sera condamné à la même somme,

» Si quelqu'un s'enfuit de la ville avec les meubles appartenant à une personne de la bourgeoisie, si le vol est dénoncé aux échevins, le fuyard n'y pourra rentrer qu'après avoir donné caution et satisfait ses créanciers.

» Aucun des habitants ne peut en assigner un autre au sujet de quelque effet mobilier, que pardevant notre justice ou pardevant les échevins; s'il l'assigne ailleurs, il doit le décharger de sa complainte dans le terme prescrit par les échevins; s'il y manque, il sera condamné à soixante livres d'amende.

» Nul don, nulle vente, nulle concession, nulle investiture ou en-saisinement n'aura lieu, qu'autant que ces actes auront été passés en présence des échevins.

« Nul clerc ne peut demander son héritage contre un laïc que par son avocat qui se présentera devant notre justice et qui attendra le jugement des échevins. La même chose pour répéter son fief, il ne le pourra faire que par devant le seigneur dont il relève, et par le jugement de ses hommes de fief.

» Celui qui prendra à ferme ou à bail un marché ou terrain, sur flégard, paiera soixante sols à notre fisc.

» Les bancs à vin, et les bancs pour toutes sortes de denrées et marchandises à vendre seront loués depuis soixante sols et au-dessous mais les bancs qui sont sur les jeux qu'on appelle Tremereel, et sur buverie sou Tavernes, demeureront aux bourgeois et aux habitants de la ville.

» Si un homme étranger ou forain vient demeurer à Arras, il se présentera aux échevins, après quoi il pourra rester dans la ville tranquillement un an et un jour, et s'il n'est accusé d'aucune chose, il sera bourgeois, et il jouira du privilège de la loi de cette ville.

» Ceux qui sont obligés à la corvée pour travailler aux ouvrages publics, se rendront à l'endroit indiqué comme ils le doivent.



» Que personne, s'il n'est bourgeois ne reçoive de l'argent de notre part, c'est-à-dire les droits de tonlieu qu'on paye aux portes de la ville, pour l'entretien et la réparation des chaussées ou pavés.

» On nous fera raison, et on nous dira la vérité à telle heure que nous voudrons touchant nos bannis, et de toutes les autres choses, dont les échevins auront la connoissance.

» Les bannis en Flandre par justice, ou par les échevins, pour vol, pour une blessure, ou pour un rapt, doivent être nommés aux échevins d'Arras, qui les déclareront de nouveau bannis ; et comme tels, si on les trouve par la suite dans la ville, ils pourront être arrêtés.

» Tout ce qui vient d'être dit, doit être discuté, traité et réglé par l'examen et le jugement des échevins, de plus, nous avons accordé aux bourgeois d'Arras, de renouveler les échevins de quatorze mois en quatorze mois, de sorte, que ceux qui l'auront été pendant ce terme, choisiront quatre hommes de probité, et nés en légitime mariage dans la ville, lesquels avant toutes choses prêteront le serment d'élire de bonne foi les plus dignes. Ces quatre hommes en choisiront vingt autres gens de bien et discrets sur leur jurement, de ces vingt-quatre il en restera douze échevins, et les douze autres seront chargés de toutes les affaires de la ville, excepté ce qui appartient au jugement ou attestation du Magistrat, comme aussi tout ce qui regarde le Cry, et les comptes publics. Ainsi de quatorze mois en quatorze mois, on fera l'élection de douze échevins et de douze hommes, de la manière qu'on vient de le dire, sauf le droit du Maire d'Arras, tel qu'il le doit avoir et sauf les droits d'autrui.

» Nous leur avons encore donné l'inspection sur les rues et la perception des deniers que l'on reçoit aux portes de la ville pour construire et entretenir les chaussées et pavés selon les usages et coutumes de la ville, sauf néanmoins en tous nos revenus, domaines, juridictions, et notre souveraineté sur ce lieu.

» Mais afin que toutes ces choses demeurent fermes et stables, nous avons ordonné de confirmer cette présente Charte, par l'autorité de notre seing, et par le cachet de notre nom Royal, qui sera mis ci-dessous.

» Donné à Paris, l'an de l'incarnation du Seigneur, mil-cent-nonante-quatre, le quinzième de notre règne. Ont assisté au présent acte, dans notre palais, ceux dont les noms et les seings sont ci-après :

*Le seing de Guy Routeillier (grand échanson).  
Le seing de Mathieu, chambrier (grand chambellan).  
Le seing de Drogon (connétable).*

Expédiée pendant la vacance de la chancellerie.

Ainsi donc la Charte de Philippe Auguste de 1194 ne fut que confirmative des droits de commune déjà préexistants; elle ne fit que reconnaître une institution depuis longtemps en vigueur. Celle donnée en 1211, par son fils Louis, ne laisse aucun doute à cet égard. « Nous « confirmons, y est-il dit, les anciennes lois et coutumes des citoyens « d'Arras, *Antiquas leges et consuetudines*. »

« Lorsque Philippe Auguste, dit M. du Belloi, dans un mémoire « lu à l'Académie des inscriptions dont il faisait partie, et Louis VIII « accordèrent aux villes de Tournay et d'Arras des chartes de communes, ces princes ne leur donnèrent aucun droit nouveau; ils confirmèrent seulement ces villes dans la possession de ce dont elles « avaient joui de temps immémorial. Tournay et Arras étaient deux « anciennes cités de la Gaule Belgique; ces villes et plusieurs autres, à « la décadence de la maison de Charlemagne, lorsque les officiers du Roi « usurpèrent les droits des souverains et ceux du peuple, avaient été « assez puissantes pour conserver leurs privilèges et se maintenir dans leurs anciens usages de rendre la justice à leurs concitoyens et « d'avoir la direction de leurs revenus publics, enfin, l'autorité de ces « anciens senats (*échevinages*) qui ont été connus presque jusqu'à « notre siècle. »

## 2° DES MAGISTRATS DE LA COMMUNE.

Il n'est pas douteux que l'institution échevinale à Arras, ne soit bien antérieure aux Chartes d'émancipation de sa commune. Aussi l'article 45 de la Charte donnée en 1194, par Philippe Auguste, ne semble que confirmer un fait déjà existant, en déterminant le mode du renouvellement de l'échevinage, en voici les dispositions : « Outre cela nous « accordons aux bourgeois d'Arras, le pouvoir de renouveler leurs « échevins de 14 mois en 14 mois, de manière qu'après chaque expiration, les échevins qui sortiront d'exercice, éliront quatre citoyens « de probité et de bonne réputation, après avoir prêté serment de « céder loyalement à cette élection. Ces quatre élus en choisiront sous « leur serment vingt autres également honnêtes et irréprochables. De « ces vingt-quatre élus, douze entreront à l'échevinage et les douze autres administreront toutes les affaires de la ville sous l'inspection « et la surveillance des échevins, par qui ils feront examiner leur gestion. Dans ce même nombre, après l'expiration des 14 mois, on « cédera, comme dessus, à l'élection de douze échevins et de douze no-

« tables ou prud'hommes, sans préjudice au droit du *Mayeur d'Arras* « tel qu'il doit exister et tous autres (1). »

Après avoir secoué le joug de la féodalité, les bourgeois d'Arras voulurent n'être régis à l'avenir que par des magistrats sortis de leurs rangs et choisis dans le sein de la commune. Placés à la tête de leurs concitoyens, ces officiers, d'origine populaire, pouvaient mieux que tout autre, les protéger avec succès contre les périls qui menaçaient leurs libertés naissantes et leurs garanties nouvellement reconquises. Nous verrons plus loin quels étaient les pouvoirs et les attributions diverses des officiers du magistrat d'Arras.

### 3° DE LA JURIDICTION PARTICULIÈRE.

De même que la royauté, l'église et la féodalité avaient leurs juges, il était nécessaire que la commune eut les siens. Il convenait que les franchises et les garanties nouvellement acquises, fussent placées sous l'égide de la loi communale et protégées par des magistrats citoyens. Appelé à connaître de toutes les affaires criminelles et civiles qui intéressaient les bourgeois, le corps échevinal était investi tout à la fois de la haute, de la moyenne et de la basse justice.

Souvent les échevins eurent à lutter contre les prétentions des baillis qui voulaient empiéter sur leur juridiction. Chaque fois, ils protestèrent devant le souverain de l'Artois ; la plupart du temps leurs réclamations furent reconnues justes et légitimes, ainsi que nous le verrons dans le cours de notre travail.

*Jurés de la paix*, les échevins devaient aussi exercer les fonctions de pacificateurs. Leur mission, sous ce rapport, consistait à rapprocher les bourgeois que l'inimitié divisait et à éteindre leurs querelles.

Dans les temps où les guerres civiles et les violences troublaient à chaque instant la société, l'un des devoirs les plus essentiels des échevins était de maintenir la paix publique, en punissant les actes de vengeance, et en refrénant les passions désordonnées ; l'exercice de la police se trouvait donc parmi leurs prérogatives.

### 4° DE LA MILICE BOURGEOISE ET DES TRAVAUX DE DÉFENSE

Le savant père Daniel prétend à tort que Louis VI en créant les

(1) *Organisation municipale de la ville d'Arras*, par M. le BARON DE HAUTECLOQUE. — *Congrès scientifique de France*, XX<sup>e</sup> session. T. 1<sup>er</sup>, page 134.

communes imagina le premier de faire marcher les habitants des villes, et qu'il se concerta avec les seigneurs et les évêques pour lever ces nouvelles milices. Les non-nobles devaient le service militaire bien avant Louis VI, et, même, il n'y a aucun rapport entre la création des communes et l'obligation du service militaire, qui était une obligation féodale. Cependant l'institution des communes et les concessions de franchises aux habitants des villes et des campagnes ne laissèrent pas d'exercer quelque influence sur le service. Avant le xii<sup>e</sup> siècle, les prévôts des seigneurs convoquaient les non-nobles et les conduisaient à la guerre; à partir de l'émancipation communale, ce furent les magistrats municipaux qui furent chargés d'appeler sous les armes les citoyens et de les guider à l'armée.

Les communes étant organisées militairement, elles devaient le service directement au roi; leurs milices étaient commandées par leurs magistrats municipaux. C'était un droit dont les maires étaient fiers; aussi, sur un grand nombre de sceaux communaux du douzième et du treizième siècle, le maire est représenté en armes, tantôt à pied, tantôt à cheval, quelquefois seul, souvent accompagné des gens de la commune également armés. Son costume diffère peu de ceux des chevaliers; mais au lieu de porter la lance et l'écu, il tient ordinairement l'épieu, arme des roturiers, ou une masse, ou bien encore un bâton de commandement.

Bien que toutes les communes dussent le service d'*ost* du roi, leurs obligations à cet égard n'étaient pas uniformes. Les unes étaient tenues de marcher toutes les fois que le roi les convoquait, d'autres seulement pour une guerre générale; d'autres ne devaient pas dépasser certaines limites; d'autres pouvaient être contraintes de sortir de la province, mais à condition de recevoir une solde. Par rapport au Roi, le service militaire des communes ne différait donc pas essentiellement de celui imposé à des localités moins privilégiées, sauf cette différence, que les communes servaient le Roi sans être commandées par des seigneurs ou des officiers royaux; mais en quoi la milice communale différait profondément des autres milices bourgeoises, c'était par sa permanence et son existence en dehors des guerres royales. Les communes étaient en effet une association, dont tout les membres juraient de se défendre les uns les autres contre toute oppression; c'était là une obligation qu'ils s'imposaient et dont la validité était reconnue par la royauté. Or à ce droit de défendre soit la commune, soit ses membres, il n'y avait pas de limite. Les magistrats avaient le pouvoir de con-

voquer en armes tous les hommes de la commune, et ceux-ci étaient enus de se rendre à cet appel sous peine de forfaiture. Les communes avaient le droit de guerre, et ce droit avait souvent occasion de s'exercer. Quand un étranger avait causé quelque dommage à la commune et que, sommé de le réparer, il n'obéissait pas, le maire, à la tête des habitants, marchait contre le coupable et détruisait sa maison. S'il s'agissait d'un château dont le maître était à l'abri des attaques des bourgeois, le Roi devait venir au secours de la commune.

La garde bourgeoise d'Arras était formée des compagnies des habitants de chaque quartier, outre ces compagnies ordinaires, il s'en établit de spéciales, telles que celles des archers, des arbalétriers, des canonniers, etc. Elles prirent le nom de *serment* à cause du serment de fidélité que chaque confrère était tenu de prêter à son entrée dans la compagnie. Les confréries militaires établies à Arras, exercèrent une grande influence au moyen-âge. Elles ont été l'objet d'un grand nombre d'articles dus à la plume savante de M. le comte d'Héricourt et auxquels nous renvoyons le lecteur (1). Nous les verrons, du reste, jouer un rôle brillant dans la défense de leur ville, toutes les fois que l'ennemi viendra mettre le siège devant ses murs.

Pour se mettre à couvert des insultes et assurer leur sécurité, les communes élevaient des murailles et des fortifications ; elles avaient même la faculté de les établir sur la terre d'autrui. Les magistrats municipaux veillaient à leur entretien, les bourgeois faisaient le guet pour les défendre. Une des prérogatives des canonniers d'Arras, était la garde de plusieurs tours sur les remparts, et les échevins ne pouvaient y entrer sans les en avoir prévenus (2). La construction et l'entretien des fortifications de la ville furent en tout temps l'objet des soins et la préoccupation du magistrat. A peine le bourg de St-Vaast, *vicus sancti vedasti*, avait dépassé l'antique *castrum*, qu'il fut entouré de murailles, et une enceinte fortifiée s'étendit au sud-est de la ville, depuis la porte Ronville jusqu'au dessus de la porte Saint-Michel. Un article de la Charte de Philippe-Auguste de 1194 a trait aux fortifications d'Arras. En 1358, on travailla à la partie comprise entre la ville et la Cité. Dix ans plus tard avait lieu une visite générale des travaux de défense, et la description en fut consignée au registre mémo-

(1) *Hist. des Rues d'Arras*, tom. 1<sup>er</sup>, pag. 144 et suivantes, Passim, pag. 285 et suiv.

(2) D'HÉRICOURT et GODIN, *Les Rues d'Arras*, tom. 1<sup>er</sup>, p. 288.

rial : on releva avec soin le nombre des tours et le nom de ceux qui en gardaient les clefs.

Jusqu'en 1371, les fortifications furent entretenues aux dépens de la ville ; en cette année, Marguerite, comtesse d'Artois, donna des lettres qui établissaient une imposition sur plusieurs denrées, ce qui donna lieu dans la suite aux droits qu'on appelait encore à la fin du siècle dernier, *ferme des fortifications*. L'abbaye de Saint-Vaast était forcée de contribuer à leur entretien ; ainsi au mois de décembre 1371, le bailli d'Amiens manda aux religieux de payer, par forme de don gratuit, cent soixante-dix livres d'or, taxe qui leur avait été imposée pour les ouvrages de la ville. Les moines de cette abbaye présentèrent dans la suite différentes requêtes au sujet de cette imposition, mais ils ne purent jamais s'en faire exempter. Les contributions, en effet, étaient dues par tous les habitants, de quelque état et condition qu'ils fussent, les nobles même ainsi que les ecclésiastiques y étaient soumis. Quant au magistrat, il était chef et prononçait des arrêts sans appel ; des échevins choisis par lui étaient chargés de veiller aux fortifications, d'étudier les endroits qui paraissaient les plus faibles et de les signaler aux commis aux ouvrages, pour que des travaux y fussent faits. Le magistrat pouvait détruire les édifices publics, prendre les terres des particuliers, remplir les puits et les caves, en un mot faire tous les ouvrages qu'il croyait bons et utiles à la défense de la ville ; bien plus, dans les assemblées de bourgeois, on dressait des règlements, et les peines qui y étaient prononcées, devenaient obligatoires.

Les réparations des fortifications se faisaient par corvées ; les habitants des villages voisins étaient obligés d'y venir travailler ; le plus souvent, cependant, ces travaux s'exécutaient avec le produit d'un octroi affecté à cette dépense (1). Jusqu'en 1584, les bourgeois d'Arras firent la garde de la ville. A cette époque, disent les Mémoires, une compagnie d'infanterie soudoyée par les Etats d'Artois, fut chargée du service militaire. En 1639, on accorda aux ingénieurs du Roi l'autorisation de visiter les nouveaux ouvrages des fortifications, en s'adjoignant, toutefois, les échevins commis à l'artillerie, et les quatre commis aux ouvrages. Au mois de mars de cette année, ces mêmes délégués du magistrat d'Arras, durent assister à l'adjudication des divers travaux à faire aux fortifications.

Après le siège de 1640, le soin des fortifications fut enlevé aux habitants.

(1) D'HÉRICOURT et GODIN, *Les Rues d'Arras*, t. 2<sup>e</sup>, 439.

### 5<sup>e</sup> HÔTEL-DE-VILLE, BEFFROI ET CLOCHE

Parmi les monuments spécialement destinés à l'administration civile, celui qui se présente le premier, c'est évidemment la *maison commune* ou *maison de ville*.

C'est de l'affranchissement des communes, c'est-à-dire du XII<sup>e</sup> siècle, que date l'origine des maisons de ville ; ce furent d'abord de simples et modestes constructions consacrées à l'administration civile des cités ; mais plus tard, ces édifices ayant acquis plus d'importance, devinrent de véritables monuments, et l'on pourrait suivre ainsi le développement successif de la liberté communale en France, par l'examen des édifices qui lui furent consacrés. De nos jours, elle est arrivée à ce point, qu'on lui élève des palais qui rivalisent avec ceux des souverains.

Dans le principe, le local consacré à l'administration communale s'appelait *parloir aux bourgeois*. La naïveté de cette dénomination exprime parfaitement une institution à sa naissance : c'était, en effet, de véritables parloirs ; car ils se réduisaient à une grande pièce, accompagnée de quelques dépendances, où les citoyens venaient causer de leurs affaires et traiter en même temps celles de la commune.

La maison commune d'Arras fut longtemps désignée sous le nom de *Halle échevinale*. Le nom est dérivé du mot germanique *Halle*, qui signifie bâtiment ou salle. Elle était édifiée sur la petite place Saint-Géry, près de l'église de ce nom. La distribution était si peu appropriée à cet objet, et le bâtiment lui-même était dans un tel état de dégradation et de vétusté, qu'à cette époque, les magistrats et les bourgeois d'Arras formèrent le projet d'élever un édifice plus digne de la capitale d'une province (1).

Dans ce but, il se tint, le 30 juillet 1501, une grande assemblée à laquelle assistèrent les principaux bourgeois et notables de la ville (2)

(1) Mémoires. — Registre, N<sup>o</sup> 11, 1497. Résolution de vendre quelques maisons pour achever la maison de ville et le beffroi.

(2) Procès-verbal de la réunion du 30 juillet 1501.

Aujourd'hui penultiesme jour de juillet mil cinq cent et ung, Messieurs les eschevins en nombre estans en la chambre de l'eschevinage où estoient Anthoine le Prévost, es-cuier, lieutenant de monseigneur le gouverneur..... a été mis en tel me que pour la décoration de la ville qui est chief-ville et capitale du comte d'Arthois, convenoit parfaire et édifier le beffroy et maison qui estoit encommenchié passé à longtems, affin que illecq, ceux de la justice se peussent refugier et eux trouver pour conclure et besongnier des affaires de la ville, et pour ce qu'il a été dit que veu l'estat et les affaires d'icelle ville qui sont grans, au moien qu'elle est chargée de l'aide ordinaire au Roy, aussi de grans rentes héritières et viagères qu'elle doit de et par an, entrete-

Le conseiller représenta que la halle échevinale tombait en ruines, que la commune était sans ressources, et que depuis longtemps le beffroi était commencé ; il ajouta qu'il importait à l'honneur d'une ville, chef et capitale de la province d'Artois, de terminer promptement cet édifice, ainsi que la maison de ville, afin que les habitans chargés de rendre la justice pussent s'y réunir et prendre soin des intérêts qui leur étaient confiés.

Après s'être aidé des lumières du célèbre entrepreneur Jacques Caron, on s'arrêta à l'idée d'un bâtiment spacieux, commode, et situé à l'une des extrémités de la petite place, sur l'emplacement qu'occupaient les étaux des bouchers. La difficulté la plus grande fut le manque d'argent ; le fatal édit de 1481 avait ruiné Arras, et le vol et la dévastation des troupes allemandes victorieuses n'avaient fait qu'augmenter dans cette ville la pénurie générale. Peu de moyens étaient donc à choisir pour parvenir à faire face aux dépenses de l'édifice projeté. A cette fin, on vendit les maisons de la breteque et du poids qui, à cause de leur vétusté, n'étaient plus qu'une charge. On éleva en outre différents offices, entre autres ceux de la vingtaine, des faiseurs de saye, et des offices établis pour la mesure et l'aunage des étoffes et des soieries.

On y ajouta l'année suivante le produit des droits de bourgeoisie. Cette résolution blessait des intérêts privés, elle était contraire à plusieurs privilèges ; on murmura d'abord, puis des plaintes on en vint à

nir les murailles et fortifications et que a ceste cause la dite ville n'a aucuns deniers pour employer à faire les édifices et ouvraiges. Pourquoy a esté advisé et conclud mander et faire venir en la dite chambre, plusieurs notables bourgeois d'icelle ville. Assavoir : Maistre Robert Mauvergue, Jacques de Givenchy, Pierre Courcol..... et aultres, auxquels bourgeois, par maistre Jean Jonglet, licencié es-loiz, conseiller de la dite ville, a esté remonstré comment le lieu et place de l'eschevinage est caducque et chiet en ruine ; au moyen de quoy il est besoin y ouvrir ou parachever le beffroy et maison de la ville, ce que lesdits sieurs feroient vollontiers, mais la ville n'avait aucuns deniers pour ce faire, dont il les volloient bien advertir, et pour ce leur fut d'st l'estat de la dite ville et les grans charges qu'elle doit, au moyen de quoy impossible seroit ; néant moins les dits des échevins requéroient ausdits bourgeois que sur ce les vaulsissent conseiller. Oye, par les dits bourgeois, les dites remontrances et choses dittes, fut par eulx mise en avant que la dite ville avoit la maison que on dist la vingtaine, la maison aussi de la Bretecque et la maison du Poix qui sont d'anchiens édifices et toutes caducques qui par an coustent beaucoup à la ville à entretenir et à y faire ouvrir, et sy n'en a icelle ville comme peu ou néant de prouffit, pourquoy il vaudroit mieux les vendre pour les deniers employer à faire le dit beffroy et maison de ville. D'autre part, fut par eulx dit que entre estat et offices dependent de la vingtaine, subgetz ausdits eschevins, avoit l'office des fereurs de soye que exerssoient six hommes..... et finalement les ebats et choses mises en avant et tout oy, entendu et considéré, demourèrent les dits bourgeois en debitoit vendre les dites maisons et aussi lesdits offices et tel fut leur advis..... (Extrait du registre Memorial de 1495 à 1506).



a violence. Le 23 août, les sayetteurs, qui avaient été les plus lésés, se portèrent en foule à l'endroit où le magistrat tenait ses séances, et le contraignirent de leur donner des lettres qui maintinssent leurs droits. Mais lorsque le danger fut passé, les échevins revinrent sur leurs promesses, publièrent de nouveaux règlements sur la sayetterie, et saisirent les principaux moteurs de troubles. L'un d'eux, Robert de Pénin, condamné à avoir la tête tranchée, ne dut son salut qu'à une prompte fuite.

On s'occupa alors du choix de l'emplacement sur lequel serait élevé le monument. La partie de la place, qui se trouve sur le prolongement de la rue Saint-Géry, fut choisie, et, en effet, cet endroit était très-convenable à cause de sa position élevée et de la proximité des habitations des différentes autorités ; mais les étaux des bouchers occupaient alors cet emplacement, et la puissance des magistrats, ni celle des bourgeois ne s'étendait jusqu'à pouvoir s'en emparer ; il fallut en écrire au prince.

Philippe, archiduc d'Autriche, venait d'atteindre sa 20<sup>e</sup> année. Appelé depuis peu par le traité de Senlis au gouvernement de l'Artois, il était de son intérêt d'accueillir la demande des bourgeois d'Arras et de se ménager ainsi leur amitié ; aussi, par des lettres écrites le 25 janvier 1501, leur accorda-t-il la permission de poser les fondations de la halle échevinale aux lieux et place des étaux des bouchers.

Les fonds votés d'abord n'ayant pas suffi pour couvrir les premiers frais, on affecta à cet objet les produits seigneuriaux, les quart-forains, les droits de nouvelle bourgeoisie, le prix des offices qui pouvaient être vendus, et enfin les amendes et autres droits casuels (1).

Toutes ces ressources étant reconnues suffisantes, l'architecte Caron se mit à l'œuvre et jeta les fondations de l'hôtel-de-ville ; un incident en devait encore interrompre les travaux.

L'entrepreneur appelé à Ablain-Saint-Nazaire, pour l'érection d'une église, confia la direction des travaux de la halle à des commis qui, voulant doubler leur traitement, donnèrent moins de largeur et moins de profondeur aux fondations qu'elles ne devaient en avoir suivant les plans et devis. Le magistrat porta plainte. On nomma des experts, et l'entrepreneur fut condamné à un dédommagement. Sur l'assurance qu'il donna que la solidité de l'édifice n'en souffrirait pas, on lui permit de continuer.

Les magistrats, dans leur sollicitude pour la maison échevinale,

(1) Délibération du 23 mars 1501.

avaient choisi deux bourgeois habiles, Jehan Grenet et Laurent David, pour en diriger le travail et le faire exécuter avec promptitude (1).

Mais ils avaient apprécié inexactement le terrain nécessaire pour la construction, ils avaient jugé trop étendue la totalité de la face nord-ouest de la petite place, et avaient laissé une maison de chaque côté du bâtiment (2).

On s'aperçut bientôt que l'hôtel-de-ville n'était pas assez étendu pour les besoins de l'administration, qu'il y manquait une chambre du conseil, une cuisine, etc., etc.

Mahieux Martin qui avait dressé les plans, se chargea, en 1515, d'élever un bâtiment de 88 pieds de longueur sur 30 de largeur, parallèle à la rue Vinocq, de changer l'entrée du beffroi, qui fut placée à l'étage et de faire les travaux de raccordement, moyennant la somme de 1000 livres. Ce fut en 1508 que la construction de la maison de ville fut terminée. En 1517, la nuit de la fête de la Toussaint, on y renouvela pour la première fois, la loi et l'échevinage : on sonna au beffroi la *bancloque*, et au clocher de Saint-Géry la cloche joyeuse. Louis Lemaire remplissait alors les fonctions de mayeur.

En 1572, un de ses successeurs, Philippe le Prévost, demanda des agrandissements pour l'hôtel de-ville, et on résolut d'élever de nouvelles constructions sur l'emplacement de la maison de l'âne rayé.

L'hôtel-de-ville d'Arras avait une bretèche qui fut démolie en 1756, et remplacée par une fenêtre et un balcon avec balustrade en fer. Il y avait aussi une chapelle échevinale.

Isabelle de Ghistelle, épouse du seigneur de Bonnières, gouverneur d'Arras, y avait fondé deux messes par semaine.

(1) Au jour d'huy mardi, jour de saint Pol, 25<sup>e</sup> de janvier au dit an (1501), ont esté mandez plusieurs notables bourgeois dont les noms s'en suivent... Présents les officiers du prince... Messieurs avoient ordonné de faire construire l'œuvre de la maison de la ville par outiez que par les quatre et non mesler les deniers avec les deniers commis les ouvraiges de la ville, et pour ce y entendre et vacquier avaient député Jehan Grenet et Laurent David lesquels bourgeois ont remis le tout en l'ordinaire de Messieurs, et en ensuivant mes dits sieurs ont fait faire le serment pertinent entel cas ausdits Grenet et David, de eulx bien acquittier et conduire le dit œuvre le plus prouffitabement que possible sera, pour le bien, honneur et prouffit d'icelle ville, avec lesquels deputez pour plus grande seûreté des mises qu'il conviendra faire chacune semaine entendront les deux sepmmaniers ou l'un d'eulx, affin que l'œuvre sepuisse tant mieulx conduire et parachever par mêmes personnaiges et non par diverses mains et en rendre compte pardevant Messieurs les eschevins comme les quatre commis aux ouvrages. (Extrait du registre Mémorial de 1495 à 1508.)

Voir notice sur l'hôtel-de-ville d'Arras par MM. Maurice Colin et A. Godin.

(2) La maison de la Tourterelle fut achetée par la ville, le 12 mai 1502, pour faire sur cet héritage les fondations du contrefort de gauche.

La maison de l'Asne rayé fut achetée par la ville, le 19 mars 1506.

### Le Beffroi

Il est un genre d'édifice inconnu dans le Midi et particulier au Nord de la France et aux provinces de la Belgique, qui n'appartient ni aux monuments antiques, ni aux monuments modernes, et qui fixe l'attention des voyageurs archéologues et des curieux : ce sont les beffrois.

Il ne paraîtra pas sans doute hors de propos de dire ici, en quelques mots, quelles furent l'origine et la destination de ces édifices d'un style si varié, si pittoresque, que l'on appelle beffrois, et que l'on rencontre dans un grand nombre de villes, principalement dans celles du Nord.

Les premiers beffrois étaient de bois et montés sur roulettes, les Romains en avaient; ce furent d'abord de simples machines de guerre que les croisés imitèrent des Arabes, et dont peut-être ils rapportèrent le nom de l'Orient. Les riches et solides flamands ne tardèrent pas à convertir en pierres, pour un usage durable, les constructions éphémères que les besoins éventuels de la guerre avaient fait d'abord inventer. Ainsi, les premiers beffrois de bois furent élevés pour découvrir ce qui se passait dans une ville assiégée, et les beffrois en maçonnerie furent dressés au centre des cités pour l'usage contraire.

Suivant la définition actuelle, le beffroi est une tour où l'on fait le guet et où on sonne l'alarme. Cette définition est non-seulement vraie actuellement, elle est encore conforme aux traditions historiques. En effet, le beffroi ne semble avoir eu primitivement d'autre destination que de faciliter aux habitants de la cité les moyens de prévenir toute surprise, soit de la part des seigneurs qu'ils combattaient, soit dans les luttes fréquentes que les communes avaient à soutenir avec des vassaux insurgés contre la suzeraineté. Le bourgeois des <sup>xix</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles menait une vie très-orageuse, il devait se tenir perpétuellement en garde contre les tentatives qui menaçaient sa fortune et son existence. Aussi, pouvons-nous dire avec l'un de nos plus savants historiens modernes, qu'il avait toujours la cotte de maille sur la poitrine et la pique à la main ; que c'est dans ces continuels périls, en luttant contre les difficultés de la vie pratique, qu'il avait acquis ce mâle caractère, cette énergie obstinée qui se sont un peu perdus dans la molle activité des temps modernes.

Cet état de choses explique pour quelles raisons un certain nombre de beffrois ont le caractère de véritables fortifications, et sont flanqués de tours ou de tourelles et garnis de machicoulis. C'est que souvent on y

plaçait des soldats qui, de là, lançaient des flèches et jetaient des pierres sur les assaillants. Au xiv<sup>e</sup> siècle, beaucoup de tours d'églises reçurent aussi cette destination, et furent entourées des mêmes moyens de défense. Les beffrois, qui ne représentent aucune de ces dispositions militaires, doivent être reportés à l'époque où ces édifices cessèrent d'appartenir à cette période de guerre, pour devenir exclusivement un des attributs de la commune.

L'étymologie du mot beffroi a été diversement expliquée par les écrivains anciens et modernes qui ont eu occasion d'en parler.

Ducange fait dériver le mot beffroi de *bul*, cloche et de *freid*, paix. Pasquier veut que ce soit le mot *effroi* corrompu, parce que les cloches, contenues dans le monument, donnent le signal de l'alarme, de l'effroi. Delaporte explique ainsi dans ses épithètes l'étymologie du beffroi. « C'est un très-haut clocher, expressément fait en une ville pour béer et regarder, ou faire le guet en temps soupçonneux et pour sonner à l'effroi. » Nicot le fait également venir de *béer* (voir) et de *effroi*. Nous croyons l'étymologie de Ducange plus exacte, d'abord parce qu'elle se rapproche de la vieille orthographe de ce mot qui s'écrivait jadis *belfroid*, en basse latinité, *belfridus* ; ensuite parce qu'elle indique à la fois l'origine et l'usage du beffroi. Son origine remonte aux *Paix*, ou chartes municipales concédées par les souverains aux principales communes de la Flandre : son usage fut toujours de renfermer les cloches destinées aux rassemblements. C'est ainsi qu'on lit dans les vieux romans de Perceval :

- Lors à une cloche veue,
- En un petit beffroi la veue. •

Ch. Nodier, dans ses onomatopées françaises, le fait dériver de *bel*, mot breton qui signifie un instrument d'airain, creux et sonore. Les anglais en auraient fait *belfry* et non beffroi. Ce ne serait pas, au reste, le seul emprunt de ce genre fait à nos voisins ; mais, à ce compte-là, l'édifice aurait pris le nom de la cloche qu'il renferme.

L'auteur de l'origine des armoiries pense que *beffroi* ou *bafry*, ne signifie autre chose qu'une bastille, une tour ou une machine de bois, dont on se servait au temps de la vieille guerre pour défendre quelques passages, ou pour favoriser les approches d'une ville assiégée. Il cite à l'appui de cette opinion, ce passage de Joinville :

» Ainsi le Roi eut conseil de faire faire une chaussée par à travers la rivière, pour passer aux Sarrazins et pour garder ceux qui faisaient la dite chaussée, il fit faire deux *boffrays* que l'on appel chastiels. »

Remarquons ici que ce nom de *chastiel* ou château, est resté à plusieurs beffrois; celui de Mons, bâti en 1662 par les Espagnols, est encore appelé le château.

Dans les premières années du régime communal, le beffroi indépendamment de sa destination militaire, fut d'un usage indispensable au gouvernement intérieur de la commune. On sait que, dans ce temps-là, la totalité des habitants formait l'assemblée communale, que cette assemblée nommait les magistrats; que l'arbitraire de ceux-ci, ou l'inconstance du corps électoral, soulevait de fréquentes émeutes populaires contre lesquelles venait se briser le pouvoir des gouvernants, et donner lieu à de nouvelles élections. C'était toujours au son de la cloche du beffroi que se convoquaient ces tumultueuses assemblées : cette cloche réunissait le peuple pour l'exercice régulier de ses droits, comme pour l'abus de sa puissance.

Plus tard, lorsque l'ignorance et la brutalité des masses eurent fait place à un ordre de choses inoui, incertain, lorsqu'une bourgeoisie supérieure commença à introduire le privilège dans l'intérieur de la commune, et à exercer quelque influence sur cette population si difficile à contenir, le beffroi dut modifier sa physionomie primitive. De véritable château fort qu'il était deux siècles auparavant, il devint exclusivement l'emblème de la puissance communale; il cessa de s'entourer de créneaux et de machicoulis, et il vint prendre sa place au centre de la cité, près de la maison commune. Il eut alors pour destination principale de faire le guet, et sa cloche continua soit à signaler aux habitants un danger commun, soit à convoquer les bourgeois de tous les degrés aux diverses assemblées dont ils faisaient partie. C'est vers ce temps-là, probablement, c'est-à-dire vers la fin du xv<sup>e</sup> siècle, que l'on commença à y placer des horloges et des carillons. Il y a quelque raison de croire que la Flandre connut le premier ce genre de sonnerie. On pense, que le premier carillon fut établi dans la commune d'Alost, en 1487, par un fondeur du pays nommé Kœck, et dès le commencement du XVI<sup>e</sup> siècle, les Flandres, une partie de la France et de l'Allemagne en étaient pourvues largement. On a conservé le souvenir des carillons de Dunkerque, de Bruges, de la Samaritaine à Paris; mais ils étaient loin, cela va sans dire, de la perfection qu'on est parvenu à leur donner de nos jours.

Jusqu'au xv<sup>e</sup> siècle, Arras n'eut aucun édifice qui fut le symbole de ses libertés communales; sa banclocque, cette cloche qui appelait les bourgeois aux grandes réunions, les échevins à leurs assemblées, se trouvait dans le clocher de Saint-Géry, alors commun entre le magis-

trat et le clergé de la paroisse. On y faisait encore le guet lorsqu'en 1492, surprise par les troupes bourguignonnes, cette place fut remise en une seule nuit sous l'obéissance de l'archiduc Maximilien. Déjà à cette époque, le beffroi était commencé ; le magistrat avait compris la nécessité de réunir les diverses branches de l'administration dans un seul édifice digne, par sa splendeur et sa richesse d'architecture, de la capitale de l'Artois. Les mémoires, où sont consignés avec soin tous les faits importants de l'histoire de la ville, ces registres qui nous ont conservé tant de documents curieux, se taisent sur l'époque où fut posée la première pierre ; il est probable que les travaux commencèrent en 1463 sur l'emplacement de la halle aux cuirs, car à cette époque les comptes cessent de mentionner la location des caves et celliers placés sous cette halle « *pour le commencement du beffroy, pour quoy nul ny peult demourer* » Nous trouvons encore la mention des travaux dans une délibération du 3 novembre 1468, mais ils furent souvent interrompus faute de ressources suffisantes. On décida le 23 juin 1473, que l'on vendrait tout le métal provenant des cloches autrefois fondues, et que la ville gardait en réserve ; l'argent de cette vente devait être employé à la construction du beffroi, ainsi que cent écus votés dans cette séance.

Les Arrageois, heureux sous le gouvernement de Philippe le Bon, avaient donc voulu aussi que l'indépendance de leur ville indiquât au loin une cité puissante, ils avaient commencé le beffroi sur de larges bases sans s'inquiéter des dépenses que devaient entraîner une œuvre aussi riche et aussi grande, et puis, nos aïeux ne connaissaient pas les adjudications de travaux ; ils n'avaient pas ces institutions de crédit qui donnent l'argent nécessaire à l'exécution de gigantesques projets, ils bâtissaient avec le nombre d'ouvriers que leur permettaient de payer chaque jour, soit les revenus de la ville, soit le produit de vente d'offices, de vieux métaux, etc., etc. De là, une grande lenteur dans les travaux, souvent interrompus par les guerres longues et désastreuses, dont notre contrée a été le théâtre (1).

Le beffroi d'Arras fut l'ouvrage de près d'un siècle : quoique la

(1) Le 23<sup>e</sup> jour de juin, l'an mil-quatre-cent soixante-treize, mesdits S<sup>rs</sup> les échevins en nombre et par l'avis de quatre commis, délibérèrent et ordonnèrent que pour parfaire l'ouvrage encommencé du beffroy, on prendra et vendra le métal qui était de provision à la ville demourée, des cloques piéca fondues et que l'argent qui en veura et cent escus avec pour employer au dit beffroi avec les étoffes qui sont prêtes, sy avant qu'ils porront courre pour cette année. (Extrait du registre mémorial commençant en 1463 et finissant en 1479.)

date précise de la fondation de cette tour ne puisse être indiquée avec certitude, des documents constatent que, commencée en l'année 1468, elle fut achevée en 1554.

Les vers suivants consignés dans plusieurs manuscrits et écrits dans la chambre des guêters, font connaître et le nom de l'architecte et l'époque à laquelle fut achevé ce monument remarquable :

L'an mil cinq-cent cinquante-quatre,  
Par un second jour de juillet,  
Jean de la Motte et Pierre Goulâtre  
Firent en ce lieu le premier guet,  
Étant nouveau le beffroi fait  
Par un nommé Jacques Caron,  
Maître en cet art l'un des parfaits,  
Car il avait fort grand renom.

Le beffroi eut à souffrir des différents sièges soutenus par la ville d'Arras au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Des sculptures avaient été brisées, et l'on avait dû y faire d'importantes réparations. Pendant la révolution du siècle dernier, lorsque l'effervescence populaire renversait tous les emblèmes qui rappelaient le pouvoir monarchique, on craignait pour le beffroi ; on le sauva, en masquant par une couverture de plomb la couronne qui le termine. Mais si cet édifice fut respecté par le vandalisme révolutionnaire, il eut à souffrir de la négligence des magistrats chargés de l'administration ; ce que n'avait point fait le peuple, le temps, ce destructeur impitoyable, se chargea de l'accomplir. La disposition vicieuse des matériaux, la mauvaise qualité du ciment, le défaut d'entretien ou de réparations souvent mal entendues, hâtèrent la ruine de cet édifice.

Il fut abandonné et privé de réparations que nécessitaient continuellement les pierres endommagées par les boulets du siège de 1654. Les eaux s'infiltrèrent, minèrent les arc-boutans des contre-forts, oxidèrent plusieurs armatures en fer et firent de telles dégradations qu'en 1833, on dut démolir les parties supérieures, dont la solidité ne présentait plus les garanties nécessaires à la sûreté des habitations voisines.

On avait cru d'abord qu'il aurait suffi de démonter la couronne, le logement du guetteur, les galeries et les huit pinacles du deuxième octogone. On avait évalué la reconstruction à la somme de 34,842 fr. 88 c. ; mais on reconnut la nécessité de continuer les démolitions et l'on ne put s'arrêter qu'au-dessous des abat-vent. Le beffroi redevenant ce qu'il était en 1501. Dans la pensée d'une réédification prochaine, la municipalité avait fait lever les plans de toutes les parties démolies ; mais à côté de cette municipalité, se sont trouvés des hommes pour

entraver ses efforts. Hâtons-nous de dire que la plupart de ces hommes n'étaient pas nés à Arras.

La population toute entière désirait revoir son beffroi, aussi aidait-elle la mairie à lever tous les obstacles qu'on lui suscitait.

Par délibération du 13 février 1832, et sur un rapport de l'architecte, on résolut de reconstruire les parties supérieures ; on croyait alors s'arrêter à la seconde galerie.

Le 1<sup>er</sup> août, les travaux furent adjugés à un entrepreneur et immédiatement, aux applaudissements des habitants, les échafaudages furent dressés et les matériaux préparés sous la direction de Traxler, architecte, Hyppolite Lantoin, entrepreneur, et Ambroise, piqueur.

La première pierre de la reconstruction, bénie par Monseigneur de la Tour d'Auvergne Lauragais, évêque d'Arras, fut hissée le 1<sup>er</sup> mai 1839, sur la partie conservée du beffroi, à une hauteur de 35 mètres 10 centimètres au-dessus du pavé, et posée par le maire de la ville au bas du trumeau, entre les deux ogives faisant face à la petite place. Sous cette pierre fut placée et scellée une boîte en plomb, renfermant une copie du procès-verbal, ainsi que des pièces de monnaie au millésime de 1839.

La dernière pierre de la réédification fut posée le 18 juin 1840 ; afin de perpétuer le souvenir et de constater cette date, comme on avait constaté celle de 1554, par une inscription dans la chambre des guetteurs, on grava sur les parements intérieurs et extérieurs de cette pierre, placée également dans la chambre des guetteurs, l'inscription suivante :

« Dernière pierre du beffroi, posée par M. Maurice Colin, maire  
» d'Arras, le 18 juin 1840. »

Ainsi, en un an, un mois et dix-huit jours, fut reconstruite dans sa forme primitive, la partie du bâtiment que l'on avait bâtie de 1501 à 1554, (53 ans).

Il est impossible de considérer le faite si élevé de ce curieux édifice, sans éprouver le désir d'y monter. Après avoir gravi 300 et environ 50 degrés d'un escalier tournant sur lui-même, vous atteignez une petite trappe que vous êtes surpris de voir s'ouvrir comme par enchantement au bruit de vos pas, et vous arrivez à la loge du guetteur pour tomber de fatigue sur son lit. Le guetteur, que le peuple appelle *Gallu*, nom dérivé du mot latin *Gallus*, coq, emblème de la vigilance, et couronné obligé du faite de tous les clochers, relevé comme une sentinelle le jour et la nuit, donne l'alarme à l'apparition d'un incendie ou à l'approche des troupes, il répète les heures et sonnait jadis du cor-



net aux quatre points cardinaux, à chaque demi-heure, en témoignage de sa surveillance.

Le premier guet fut fait le 2 juillet 1554 ; le guetteur se nommait Pierre Goulattre, il fut remplacé par Jean Delmotte.

La tour du beffroi travaillée avec beaucoup de hardiesse et de délicatesse, est conçue aussi dans le style de l'architecture gothique,

Le beffroi, dont la hauteur totale est de 75<sup>m</sup>,36 (1), est carré à sa base ; il est soutenu par des contreforts géminés ; ils s'élèvent jusqu'à la première galerie qui, pour l'harmonie de l'édifice, soutient des clochetons rentrants ; chaque face est percée de deux baies ogivales, dont la partie inférieure indique déjà le style de la renaissance ; d'élégants clochetons aux crosses végétales se terminent à la hauteur des premiers auvents. Le sommet est coupé par trois galeries, dont chaque partie octogone est rentrante. Entre la première et la seconde galerie se trouve l'horloge dont les cadrans sont accolés aux ornements. Ce majestueux édifice est terminé par une couronne de pierres que surmonte le lion rampant des armoiries de la ville d'Arras ; il s'appuie sur un soleil qui sert de girouette. Son élévation n'est pas le seul titre qui le recommande à l'attention ; son architecture aussi est remarquable, et son peu de l'argeur, sa base si étroite, et surtout les ogives qui ornent ses fenêtres ; les arcades, les trèfles qui déguisent la masse de sa tour carrée ; les galeries découpées à jour, les colonnettes, les contreforts, les arcs-boutants si gracieux avec leurs clochetons garnis d'enroulemens et de monstres grimpants, qui entourent sa flèche de pierre octogone, lui méritèrent toujours un rang distingué parmi les tours ou beffrois du pays.

La hardiesse de sa construction est aussi étonnante : car les trois étages qui surmontent la tour et forment la pyramide, se suivent, non pas, comme il arrive souvent, angle sur angle, face sur face, mais bien l'angle de l'étage supérieur sur le milieu des plans ou faces de l'étage

(1) Cette hauteur se divise :

Depuis le pavé du corps-de-garde jusqu'au lit au-dessus de la première pierre, . . . . .	33 <sup>m</sup> 10
De la première pierre à la première galerie. . . . .	9 <sup>m</sup> 14
De la première à la deuxième galerie. . . . .	9 <sup>m</sup> 11
De la deuxième à la troisième galerie. . . . .	9 <sup>m</sup> 03
De la troisième galerie à la semelle de la couronne. . . . .	3 <sup>m</sup> 86
La couronne en fer. . . . .	5 <sup>m</sup> .
Le Lion . . . . .	2 <sup>m</sup> 60
Hauteur de la lance au-dessus du lion. . . . .	1 <sup>m</sup> 30
Hauteur totale. . . . .	<u>75<sup>m</sup>36</u>

inférieur, ce qui fait porter à faux le milieu des faces de tous les étages superposés qui offrent tous la même particularité.

Nous n'avons pas à juger ici l'exactitude de la reconstruction ; mais on nous permettra d'émettre un regret pour cette élégante couronne de pierres qui a été remplacée par le fer. Quoiqu'il en soit, malgré cette reconstruction, malgré les nombreuses mutilations que supporta l'hôtel-de-ville, cet édifice, par ses proportions, l'élégance de ses formes, la hardiesse de la tour, est encore l'un des plus beaux monuments du nord de la France ; il est l'orgueil de la ville d'Arras (1).

Au moyen-âge, le luxe de l'horlogerie était répandu, et toute grande cité en décorait ses monuments ; on insérait dans la plupart des horloges, des mouvements qui mettaient en jeu des statues de saints, des rois, des guerriers, des figures d'animaux, de manière à leur faire rendre des sons, à produire des airs de musique et autres merveilles semblables. Le magistrat n'attendit même pas que le beffroi fut terminé, et il conclut, le 7 septembre 1541, avec Jacques Hallot, originaire d'Arras, un accord pour la construction de l'horloge. C'était une des plus belles et des plus savantes des provinces de Flandre ; il y avait des touches qui exécutaient des airs de musique ; on ignore malheureusement le détail des diverses pièces qui composaient cette œuvre, et cependant, elle dura plusieurs siècles ; refaite en 1776, celle qui existe aujourd'hui, a été fabriquée par Marquet, du bourg d'Houdain.

#### Cloches municipales.

La cloche municipale était comme un symbole de franchise et de liberté, dont le son convoquait les bourgeois, soit en cas de péril pour la défense des remparts, soit dans les temps ordinaires, aux réunions dans lesquelles se prenaient les décisions.

Semblables à ces légions ailées, qui naissent, vivent et meurent à l'ombre protectrice des clochers, de vieux souvenirs s'éveillent à ces vibrations puissantes, et l'esprit captivé voudrait remonter d'âge en âge pour assister aux drames sanglants, aux batailles gigantesques, aux édits cruels, aux réjouissances royales, aux solennités religieuses, aux fêtes populaires, pour lesquelles elles ont déjà fait retentir leurs airs.

(1) Sur le beffroi d'Arras, V, l'excellente notice hist. publiée par MM. Maurice Colin et Godin, dans la statist. monument. du Pas-de-Calais, et la belle gravure que M. L. Gaucherel a jointe à ce travail ; on peut voir aussi l'*Annuaire du Pas-de-Calais de 185* p. 207 ; le *Magasin universel*, t. VI, p. 215, etc., etc., etc.

Passons donc rapidement en revue les phases glorieuses et les jours néfastes qu'eut à traverser la cloche, plusieurs fois séculaire, dont Arras s'enorgueillit à juste titre, Sans pouvoir préciser le moment certain de son origine, nous sommes en droit d'affirmer qu'elle remonte à une haute antiquité. Avant la construction du beffroi, elle était placée dans le clocher de l'église Saint-Géry (1) et portait le nom de *Ban-Cloque* ou *Cloque-à-Ban* (2) : on évaluait son poids à 18,000 livres environ.

Le livre des bourgeois, que l'on a conservé parmi les Chartres de l'hôtel-de-ville raconte à quelle occasion, l'an 1464, quelques jours avant Pâques, la *Blanche-Cloche*, estimée la meilleure des pays voisins, fut cassée. Le roi Louis XI, qui aimait les *petits logis*, disent les auteurs de son temps, s'était logé, lors d'une visite qu'il fit à sa bonne ville d'Arras, chez Petit, *Bourg-Chanoine* et official; il lui prit un jour envie d'aller voir le terrain où le roi de France Charles VI, venant assiéger Arras, avait campé en 1414, avec une armée de deux cent mille hommes. A son retour, il rentra par la porte Saint-Michel et traversa les deux places. C'est à l'occasion de cette rentrée que la *Ban-Cloque* fut cassée. Le sonneur avait mis une chemise blanche pardessus ses habits, (on ignore son dessein), pour se présenter devant le Roi; il osa même arrêter son cheval; sa hardiesse lui eut certainement coûté la vie, si ce prince n'avait empêché ses officiers d'en faire justice et de punir sa témérité.

La *Ban-Cloque* fut refondue peu de temps après, et on y grava, en lettres gothiques, les vers suivants :

Desiderata vocor, milleno facta sub anno,  
Quadragenteno sexageno quoque quarto,  
Rex Ludovicus cum primum venerat istuc :  
Sed libertates confirmandas Atrebatenses,  
Bannitis villæ regressum non dedit ille,  
Burgundos que Brabantigenas ducente Philippo  
Artesii comite cum pluribus et dominante,  
Preesul erat Petrus de Ranchicourt que vocatus.

Dimenche Magret et Jean Boisez, m'ont faict par bon conseil :

Charles-le-Teméraire, duc de Bourgogne, passant à Arras le 16 mars 1468, pendant tout le parcours du cortège, depuis son entrée dans les faubourgs jusqu'à son arrivée au palais où ce prince logea

(1) Le guet de la ville se faisait alors dans le même clocher où était placée l'horloge

(2) Les cloches municipales s'appelaient Cloches-du-Ban, du vieil allemand *Bann*, proclamation.

durant tout son séjour, la *Ban-Cloque* fit retentir les airs de ses sons majestueux (1).

Pendant les travaux de reconstruction du beffroi, on avait jugé prudent de suspendre la cloche dans un hangar établi provisoirement au haut de l'atelier de charpenterie de la ville, situé sur la place du Grand-Marché et attenant au fief de Beaumetz.

L'archiduc Philippe d'Autriche étant venu à Arras, au mois de mai 1499, pour rendre hommage au roi de France, le mayeur, Jean le Maire dit Grisard, fit construire au dessus du beffroi, encore inachevé, un échafaudage destiné à recevoir la Ban-Cloque, que l'on fit sonner en signe d'allégresse.

La nuit de la fête de tous les saints de l'année 1517, on renouvela la loi de l'échevinage de la ville d'Arras ; cette cérémonie eut lieu pour la première fois à la nouvelle maison de ville. Les nouveaux élus vinrent prêter serment dans l'Eglise de Sainte-Marie-Madeleine, et l'on sonna la grosse cloche qui alors était placée dans le beffroi.

Après avoir été maintes fois cassée, la Ban-Cloque fut refondue en 1728; le 1<sup>er</sup> septembre de cette année, le magistrat la fit descendre du beffroi et déposer près du corps-de-garde sous l'Hôtel-de-Ville. Le 6, elle fut transportée par les bouchers de la ville sur la Grand-Place, où les portefaix s'en emparèrent pour la conduire au poids public, endroit désigné pour la refonte.

Jeté au moule le 21 septembre, le métal se perdit dans un creux et dut être coulé de nouveau, le 6 novembre suivant. Cette fois, ce fut avec succès (2). La veille, le curé de Sainte-Croix, paroisse voisine du poids de la ville, avait béni la matière.

Après avoir retiré de son enveloppe la nouvelle cloche, on la suspendit sur des tréteaux au milieu de la cour ; on la mit en branle pour juger des sons qu'elle pouvait avoir ; le 16, on la traîna jusques devant la maison du Jobart, située entre les deux places ; elle y passa la nuit, et le lendemain, elle fut conduite au bas de l'Hôtel-de-Ville, où elle séjourna le 18 et le 19 ; le 20, on la monta au beffroi, et le 24, on la sonna pour la première fois.

(1) Le 16 mars 1468, sur les quatre heures apres-dîner, arriva à Arras, Charles-le-Hardi, duc de Bourgogne, et depuis qu'il fut entré en la banlieue jusques à tant qu'il fut passé par la ville et entré en cité à l'hôtel épiscopal où il se logea alors, la Ban-Cloque qui était lors logée pour le dangier du beffroy sur un hangar et beffroy de bois, fait pour ceste cause sur le mäs et lieu de la carpenterie de la ville sur le grand marché, joignant à l'hértaige de Beaumetz. (Extrait du *registre mémorial* de 1463 à 1479.)

(2) Le reste du métal fut employé à frapper un certain nombre de médailles qui furent distribuées aux mayeur, échevins et autres.

Cette cloche est plus large que ne l'était l'ancienne, on y fit graver l'inscription suivante :

*Primitus Ban-Cloque, seu Clocque-à-Ban, dein Desiderata dicta, tandem a populo jam dudum Læta vocor, gallice Joyeuse; quæ quondam casu fracta, anno 1464, renovata fui. Me iterum fortuito fissam, feliciter reintegrari curarunt Major et scabini urbis Atrebat, anno 1720. Regnante Ludovico XV.*

Au bas de la cloche, vers l'angle sud du beffroi, on lit ce qui suit : *Michel et Jean-les-Hanriot m'ont fait.*

De l'autre côté, vers l'angle Nord, se trouve cette inscription : *Nicolas Damien m'a soigné.*

L'inscription latine est placée à la partie supérieure de la cloche, sur deux lignes, dont la première commence du côté de la Petite-Place, par le mot *primitus*, finit au mot *fuit*, après avoir fait le tour de la cloche; la seconde ligne commence aux mots *me iterum*.

Le battant porte gravé la date de 1759.

Au lieu d'arrêter maintenant nos regards sur les tableaux attristants où l'émeute un moment maîtrisée, fit retentir les airs des sons de la cloche dont nous traçons l'historique ; sans rappeler ce temps malheureux, où des factieux, sous le nom de *Verds-Vêtus*, se rendirent coupables d'excès de tous genres, et où la vénérable doyenne des cloches n'eut à résonner que pour des causes injustes et sanguinaires, nous allons nous attacher à signaler quel rôle *Joyeuse* remplit de nos jours. Sa voix pleine et sympathique sert de héraut pour proclamer à tous l'arrivée du chef suprême, le retour des fêtes communales, et l'inauguration des salles où le génie et le talent sont à la fois les hôtes et les conviés.

On monta successivement :

1° La cloche du guet ou la répétition, qui porte cette inscription en caractères modernes :

« Au mois d'octobre 1682, cette cloche a été refondue estants lors, Maieur de cette ville d'Arras, Messire Ignace de Belvalet, ch<sup>er</sup> s<sup>r</sup> de Famechon, colonel d'un régiment royal d'infanterie wallonne, messire Ph<sup>les</sup> François Palisot, ch<sup>er</sup> s<sup>r</sup> d'Incourt, cons<sup>er</sup>, et les échevins, François Boucquel, Nicolas Caudron, Guillaume Postel, marchand, Maximilien Géry, avocat, Hierosme Leroux, marchand, Messire Alexandre Augustin Le Sergent, ch<sup>er</sup> s<sup>r</sup> de Marsigny, Adrien Camp, Antoine de Fontaines, Jean François Dupuis, Claude Dambrines, Gabriel Maïoul, Jacques François Prevost, avocat, Paul Guérard, avocat et procureur

général, René Chollet, argentier, Hector Bacler, greffier civil, et Jean François Leleu, greffier criminel. »

L'inscription commence à la partie supérieure de la cloche, du côté de la petite place.

Cette cloche porte de chaque côté un écusson aux armes de la ville d'Arras. (Un lion portant sur le flanc gauche les armes d'Artois); chaque écusson est entouré d'une bordure de feuilles de lauriers.

Au bas de la cloche, il existe un autre écusson dans le champ duquel se trouve une cloche surmontée d'un compas; autour de cet écusson on lit :

« Denainville à Amiens fait. »

Au dessus de l'écusson se trouve encore l'inscription suivante :

« Denainville V Amiens. »

2° La cloche de la retraite, ayant l'inscription suivante en caractères gothiques :

: + : DULCI : PULSA : SONO : TIBI :  
GAUGERICE : PATRONO : SERVIO : JURE :  
PARI : VILLE : TENEOR : FAMULARI : + :

La nouvelle inscription porte ces mots :

Refondue en 1855,  
M. H. Plichon,  
Etant Maire d'Arras;  
Gorliez, fondeur à Frévent.

3° La cloche d'alarme que l'on plaça, comme autrefois dans la couronne du beffroi, mérite l'attention des archéologues par sa forme écrasée; cette cloche est composée de différents métaux mélangés et porte en lettres gothiques ornées, l'inscription suivante :

Je fuis fais l'an M : CCCC : E : XXXVIII.

D'un côté de la cloche est un écusson aux armes d'Arras, ayant pour supports deux rats; du côté opposé se trouve un écusson semblable mais sans supports.

#### **Sceaux et Armoiries.**

Le signe caractéristique de l'autorité des souverains, rois ou seigneurs ecclésiastiques ou laïcs, fut, dès le XI<sup>e</sup> siècle, le sceau qu'ils apposaient sur tous les actes émanant d'eux, pour les rendre authentiques ou exécutoires. Dès que les communes furent constituées en gouver-

nement, elles s'empressèrent de créer un sceau particulier qui devint un des premiers attributs de la puissance publique, dont l'empreinte suppléait souvent à la signature du magistrat. A l'instar d'un grand nombre de communes, Arras, choisit pour scel l'image de la halle échevinale.

Le sceau de communauté avait pour légende, *sigillum majoris et scabinorum Atrebatensium*. La mention du Maire était de droit, les titres le constatent : le grand sceau de l'échevinage portait l'empreinte de Monsieur Saint-Denis, très-glorieux martyr, tenant son chef entre ses deux mains (1).

Le Maire d'Arras a-t-il été dans le principe le conservateur du sceau communal ? Nous partageons à ce sujet l'opinion qu'a émise le savant historien et sigillographe de la ville d'Arras ; nous citerons même à cette occasion le passage du livre qu'il a publié : « Un titre nous dit « bien qu'il devait *warder les mesures et les pois et les enseignes*, mais « cela signifie qu'il était le dépositaire des étalons et des fers dont on « flétrissait les poids et mesures du commerce. De plus, si le maire « avait une clef de *huchel* aux Chartes, cette clef n'ouvrait ni la *huche* « ni le *coffret* renfermant le grand sceau. La garde des sceaux appar- « tint donc, de temps immémorial, aux échevins (2). »

En vertu de sa seigneurie, la commune possédait une juridiction à la fois personnelle et territoriale ; l'exercice en était confié au collège des échevins investis du double pouvoir judiciaire et administratif et présidés par le Maire. A ce droit correspondait un autre sceau : Le *scel aux causes* (*sigillum ad causas*).

Outre les emblèmes figurés sur les sceaux, les communes de grande importance comme celle d'Arras, possédaient des armoiries qui leur avaient été données par leurs fondateurs ou qu'elles s'étaient attribuées d'elles-mêmes. Les armes de la ville d'Arras étaient un écu d'azur, et dedans l'image de Monsieur Saint-Denis, très-glorieux martyr, tenant son chef entre ses deux mains, et le dit écu était en outre semé de fleurs de lis d'or.

Celles du corps du magistrat de la ville d'Arras étaient : Degueules, à un lion d'or, lampassé et armé d'azur, chargé en cœur d'un écusson d'azur semé de fleurs de lis d'or, avec un lambel de gueules de trois pendans,

(1) Voyez *Charte de Louis XI du mois de juillet 1484*, dernier article, au recueil des ordonnances, p. 642.

(2) *Sigil de la ville d'Arras et de la cité*, par M. GUZANON, page XII.

chaque pendant chargé de trois petits châteaux (d'or), posés en pal l'un sur l'autre.

Enfin celles de l'Hôtel-de-Ville de la Cité étaient : d'azur, à une face d'argent, chargée de trois rats de sable, accompagnée en chef d'une mitre d'or, et en pointe de deux crosses adossées et passées en sautoir de même.

Les décrets de l'Assemblée nationale constituante, des 19 et 23 juin 1791, en ordonnant la suppression des blasons français en général, proscrivirent ceux des villes. Arras perdit donc ses armoiries en 1791, et ne les reprit qu'à la Restauration, par autorisation spéciale du souverain : elle les conserva jusqu'à l'époque de la promulgation de l'ordonnance du 14 août 1830, qui ordonna la suppression des signes héraldiques sur le sceau des villes.

#### **Droit de battre monnaie.**

M. Dancoine, le savant numismate, a clairement démontré l'existence de pièces de monnaies, frappées à Arras du temps des Gaulois. Son collègue, non moins éclairé, M. Hermant, a signalé un triens ou tiers de sol d'or, qui ne laisse aucun doute sur l'existence d'un atelier monétaire à Arras sous les Francs. A l'époque Carlovingienne, notre ville prend rang parmi celles qui frappaient monnaie et on en connaît un grand nombre du temps de Charles le Chauve, Eudes, Charles V et Lothaire. Puis vint la féodalité ; alors les seigneurs, ducs, comtes, barons, châtelains, évêques, abbés, etc., s'arrogèrent la prérogative de faire battre monnaie, lorsqu'ils ne purent l'obtenir de la faiblesse du souverain. Mais l'or et l'argent étaient rares alors, et les seigneurs pour subvenir à leurs dépenses, dénaturèrent leurs monnaies, soit en les falsifiant par un alliage excessif, soit en leur donnant une valeur nominale bien supérieure à celle intrinsèque. L'abus fut poussé jusqu'au scandale, aussi la première pensée des communes fut de mettre un terme à de si odieuses spéculations. Arras par suite de transaction, obtint que les monnaies seraient frappées dans la ville même, au nom et sous l'autorité du magistrat. Plus tard, le roi de France se réserva le droit de battre monnaie à Arras.

Il n'entre pas dans le cadre de notre travail de suivre l'historique de l'atelier monétaire de cette ville, il nous suffit de renvoyer au savant ouvrage de M. Hermant pour les types relatifs à l'époque de la nomination du duc de Bourgogne et du roi d'Espagne. La découverte faite



par M. Dancoisne, de 175.coins sortant de cet atelier, et relatifs à l'administration française, prouve que l'Hôtel des monnaies, ne fut fermé à Arras que dans la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> siècle.

## CHAPITRE III

ORGANISATION DES POUVOIRS COMMUNAUX A ARRAS. — DES RAPPORTS DE LA COMMUNE AVEC LE GOUVERNEMENT DU PRINCE. — DU GRAND BAILLY OU AUTRE DÉLÉGUÉ DE L'AUTORITÉ.

L'organisation des pouvoirs communaux à Arras fait l'objet de plusieurs articles de la charte de Philippe-Auguste. Ce prince confirma le droit qu'avaient les bourgeois, de choisir annuellement douze échevins ou jurés présidés par un mayeur et ayant entre les mains le pouvoir réglementaire et administratif, le droit de justice et l'autorité militaire.

D'autres bourgeois ou conseillers venaient se réunir aux échevins pour coopérer à l'administration, à la gestion des intérêts publics et à la police de la ville.

Ainsi donc, le magistrat d'Arras se composait: d'un mayeur, d'échevins, de conseillers de ville, d'un procureur de ville, d'un greffier civil et militaire, appelé dans ce temps *Clerc* et enfin d'Assesseurs. Plus tard on créa auprès du corps de ville de nouveaux officiers nommés argentiers et commis aux ouvrages.

C'est dans ce cadre d'organisation que rentrait la constitution de la commune d'Arras.

Nous allons successivement examiner quelles étaient les fonctions de chacun des membres composant le magistrat d'Arras.

L'office de MAYEUR remonte au commencement du XII<sup>e</sup> siècle.

Dans la lettre du Pape Pascal qui nomme douze arbitres pour juger le différend existant entre l'évêque et les moines de St-Vaast, les habitants sont indiqués sous le nom de *Atrebatensis municipii cives*; l'un d'eux, est désigné comme *Maïor*; les autres ont le nom de *boni viri*, mot synonyme de *Scabini*, échevins. Le Mayeur est donc l'un des douze élus par le peuple; il ne tient son autorité que du choix de ses conci-

toyens. Ainsi, à l'époque qui nous occupe, le *Mayeur* (1), se trouve être le premier échevin ayant voix délibérative dans le Conseil. Au *Mayeur* appartient la présidence de toutes les assemblées municipales et communales, des Assises judiciaires de l'échevinage, des milices bourgeoises, c'est-à-dire qu'il était premier échevin, premier juge, premier officier de police, premier commandant militaire. Mais il n'avait d'action que simultanément avec les autres membres du corps de ville.

Aussi les lettres de nos rois, concernant les affaires civiles, les missions donnant avis de l'approche de l'ennemi, toutes les correspondances, en un mot, ayant trait aux intérêts de la ville, s'adressaient aux *Mayeur* et *Echevins* comme ne formant qu'une personne administrative.

La charte de 1194 ne fait pas mention des fonctions du *Mayeur*; mais elle résume ses droits. On peut donc avancer avec les auteurs du siècle dernier, qu'à cette époque, le *mayeur* était chef et président des échevins et qu'il devait être élu par le peuple. C'était un bourgeois dont on avait apprécié la capacité et l'intelligence et qui n'était primitivement tenu de desservir cet office que pendant un temps laissé à son choix.

Toutefois l'autorité des *Mayeurs* du moyen-âge fut bien moins étendue que celle de nos maires actuels. En effet, la haute direction appartenait au collège des échevins : c'est à lui qu'était dévolu l'exercice du pouvoir exécutif. Le *Mayeur* s'efface devant cette suprême influence : une charte de 1272 ne lui permet même de *venir en halle que pour aider les échevins de ses conseils et non pour tester en jugement*.

Ainsi, au XIV<sup>e</sup> siècle, il avait le droit de faire partie du conseil de la ville, mais il ne pouvait assister aux jugements des échevins, à leur élection, ni à la répartition de la taille et des autres impôts dont il était exempt ainsi que du Tonlieu. Les droits de haute, moyenne et basse

(1) D'après certains auteurs, le mot *Mayeur* tiendrait de l'Allemand *Major* qui signifie maître. Du Cange le fait dériver de *Majoratus*, *Major*, *Mayor* ou *Supérieur*.

Le mot *Mayeur*, *Major*, *Maieur*, dont la signification, dit Merlin, était synonyme de Maître, servait communément dans les Pays-Bas pour désigner celui des membres d'une juridiction échevinale qui avait en main la force active, c'est-à-dire ce qu'on appelle proprement *Imperium*, la puissance publique. Selon Mailart, les *Mayeurs* étaient les chefs des juridictions des villes et échevinages. D'après Denisart, le *Mayeur* présidait le magistrat qui, en Artois et en Flandre formait le tribunal de la justice municipale composée de l'échevinage, considéré comme corps municipal. La constitution du magistrat variait jusque dans chaque cité ; elle représentait toujours et partout la généralité des habitants et administrait les affaires publiques de la communauté.

justice qu'exerçaient les échevins d'Arras, ne furent pas toujours communs au Mayeur. Longtemps les premiers restèrent seuls en possession de l'administration des biens de la ville et des prérogatives judiciaires attribuées à l'échevinage. Le Mayeur assistait aux séances, mais il n'avait pas voix délibérative (1).

En un mot, on peut dire, en appliquant aux choses anciennes des expressions modernes, que les *Mayeurs régnaient et que les échevins gouvernaient*.

Le Mayeur recevait le serment que prêtaient les échevins avant d'établir la taille. Il en était de même en cas d'*Ost* ou de *Chevauchée*. Le Mayeur avait la garde des poids et mesures, et en récompense de son zèle on lui abandonnait les vieilles mesures qui étaient déclarées hors d'usage, les vieux bois de construction, les échafaudages qui ne pouvaient être employés, les bannières et les armures hors de service. Lorsqu'une maison devait être abattue, un tonneau de vin effondré, c'était le Mayeur qui portait le premier coup. Quand il allait à la guerre, les habitants devaient le défrayer entièrement. La garde de la banquette lui appartenait ; il avait de plus quelques droits d'afforage sur le pouvoir de Chaulnes (2), mais il ne touchait rien des revenus de la ville.

Ainsi, à part quelques indemnités ou dédommagements de frais occa-

(1) L'an 1194, Philippe 1<sup>er</sup>, roi de France, donna des lettres patentes, elles sont en latin ; et contiennent plusieurs points et articles touchant les délits et maléfices commis en la ville d'Arras, dont la connaissance appartient aux échevins seuls, et non au Mayeur ; toutefois il y est dit que les Mayeur, Echevins et toute la communauté doivent s'entremettre pour prendre un homicide, ou celui qui aura tué quelqu'un ; ce qui prouve que la charge du Mayeur est établie pour employer son autorité ou ses soins afin que la justice se fasse et non pour juger les criminels. Ces lettres sont reprises dans un cahier de huit feuillets en latin, contenant d'autres titres. Ce cahier est dans le Trésor des chartres de l'hôtel-de-ville.

Il contient un extrait d'un ancien registre en latin qui repose dans la chambre du conseil de l'échevinage d'Arras, qui commence à l'an 1213, par lequel il paraît que le mayeur peut être appelé et cité au conseil de la ville, ainsi que les échevins le trouveront expédient, et qu'il ne peut assister à aucun jugement, du moins quant à la voix délibérative. (Mss. P. Ignace. *Supplément du Dictionnaire du Diocèse d'Arras*, tome unique, pages 616 et suivantes.)

(2) (Mss. du P. Ignace.) — Les droits du Mayeur à l'encontre du seigneur de Chaulnes en pœir au pouvoir de l'estrée, qui appartient présentement à l'abbaye du Mont-St-Eloy, consistent en ce que les exploits s'y font moitié par moitié. Chacun doit y avoir son sergent : il y ont droit de forage de quatre lots au tonneau de vin. Trois pintes au Mayeur et treize pintes au seigneur de Chaulnes. Le Mayeur doit avoir deux mencaudées d'avoine et trente cinq que le seigneur de Chaulnes a de gaule chaque année, dans le pouvoir de Lestrée, le surplus sera partagé moitié par moitié. Le Mayeur avait droit d'intervenir dans toutes les assemblées et décisions de procès qui se faisoient en la cour des ducs de Bourgogne et Comtes d'Artois, soit qu'il y fût appelé ou non.

sionnés par sa charge, le *Mayeur*, aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles remplissait des fonctions gratuites. Il est vrai que les honneurs dont elles étaient accompagnées, n'en faisaient pas moins le point de mire de bien des ambitions et le motif secret de nombreuses intrigues. On était bien aise de draper son importance dans les plis flottants d'une robe qui rappelait la toge romaine, de marcher dans les réunions publiques au milieu des échevins, qui faisaient cortège, et précédé et suivi des sergents de la ville revêtus de robes et portant des épées, des halberdars et des bâtons à tête d'argent aux armes de la localité. La nuit de la St-Jean, la corporation des charbonniers était tenue d'allumer un feu de joie devant sa demeure et devaient lui offrir un chapeau de fleurs. Nous verrons plus tard cette charge devenir viagère et héréditaire, puis, en 1692, Louis XIV, comme mesure fiscale et moyen d'étendre sa puissance, s'emparer des charges des maires et les rendre vénales.

Louis, fils aîné de Philippe-Auguste, en confirmant la charte de son père, y apporta déjà quelques modifications. Nous rappellerons d'une manière toute particulière que le *Mayeur* ne pouvait avoir dans l'échevinage ni parents ni alliés.

Mais quel était le mode d'élection du *Mayeur* dans les premiers âges de la commune d'Arras ? L'absence de documents particuliers à cette question, nous empêche de la résoudre. Les ravages de la guerre et les dissensions intestines ont rompu sous ce rapport toute chaîne traditionnelle. Toutefois, la date contemporaine des chartes, la similitude de certains noms font admettre pour Arras, à part quelques détails sans signification, ni valeur, les formalités observées dans les villes voisines. Nous pouvons aussi affirmer qu'à cette époque, le mot *élection* n'avait pas encore changé d'acception et voulait dire *choix*. Toute influence étrangère, toute tentative de corruption était inconnue alors, excepté de la part des concurrents, et la religion présidant à l'accomplissement du mandat électoral, ne pouvait être qu'une garantie de plus.

L'ordonnance du roi St-Louis, fixa au 29 octobre de chaque année l'élection du maire, enjoignant à ce magistrat entrant ou sortant, de faire un voyage à Paris pour présenter le compte des recettes et dépenses.

Le serment que prêtait le *mayer* d'Arras entre les mains de celui dont les fonctions expiraient, était très-explicite; il assurait la conservation des privilèges, franchises et coutumes de la ville. En voici la formule, telle que nous l'avons retrouvée dans les anciens manuscrits déposés aux archives municipales.

SERMENT DU MAYEUR D'ARRAS.

« Maires, vous franchiez sur la sainte figure du précieux corps Jhû-  
» Crist que ychi vees en present que vô loyalement garderes et aideres  
» à garder les drois Dieu et de sainte église, les drois et lonneur du  
» Roy de France nre S<sup>re</sup>, de madame la Royne et de no droiturier sei-  
» gneur le comte d'Artois, leur pais, leurs membres et leur honneur  
» terrienne; et les drois saint Vaast et du chastellain d'Arras : et avec  
» vous franchiez que sur toutes choses vous garderes et aideres à  
» garder toutes les coses contenues ès-chartres et ès-privilèges, le loy  
» les usages et les coutumes de la ville d'Arras. Et les échevins toutes  
» les fois qu'il aront à faire de vré conseil et qu'il le vous requerront  
» a avoir à vre pooir les conseilletes loyalement. Le secre de leur con-  
» seil ecleres et ne le publieres ou reveleres a quel et còque psone que  
» ce soit, le bon et l'estat du corps de la ville et de l'eschevinage d'Arras  
» a vre pooir vous garderes et exaucher. Et se vous sapes aucune  
» cose dite ou faite qui soit contre lonneur et au préjudice de la ville ou  
» de l'esch'inage a vré pooir le destourberes etaux eschevins sans delay  
» au plus tost que vous pourres le noncheres et aideres a poursieure  
» et soustenir le droit de la dite ville. Et ainsi que vous laves franchie  
» vous le jures a tenir loyalement. Le Dieux vous ait et chil saint et  
» tout li autre. »

Après avoir vu quelles étaient les fonctions du Mayeur d'Arras nous allons constater l'autorité des échevins.

Les ÉCHEVINS, *Scabini*, traduction latine, du nom germanique *Ska-pen*, juge (1), composaient à Arras le conseil exécutif de la commune, de concert avec le Mayeur et sous sa présidence ; le nombre varia avec le temps. Dans le principe, ils étaient douze et administraient gratuitement. Choisis parmi les 24 bourgeois chargés de l'administration de la ville, ils étaient élus de 14 en 14 mois. Les échevins en fonctions choisissaient quatre hommes *Probes*, nés en légitime mariage dans la ville, qui s'associaient vingt bourgeois connus honorablement.

Douze d'entre eux étaient échevins et les autres étaient chargés de l'administration de la justice et des finances.

Ils avaient l'inspection des rues, la perception des octrois et du Tonlieu, dont les revenus devaient être employés à la construction ainsi qu'à l'entretien des chaussées et pavés.

(1) AUGUSTIN THIÉRY *Tiers-Etat*, page 303; *Lettres sur l'Histoire de France*, p. 140.

Louis VIII, fils de Philippe-Auguste, dans sa charte de 1211, modifia l'élection des échevins. A l'expiration de leur mandat, ils devaient choisir quatre hommes *Probes*, nés en légitime mariage dans la ville, lesquels, après avoir prêté le serment d'agir de bonne foi et dans l'intérêt de la communauté, devaient élire quatre autres; ces derniers après avoir prêté le même serment, devaient en élire encore quatre autres. Ces douze bourgeois ainsi élus formaient le corps échevinal. Toutefois, il ne pouvait y avoir en même temps dans le conseil, deux frères, ni le père et son fils, ni le beau-père et son gendre, et une semblable interdiction était prononcée contre ceux qui étaient liés par le même degré de parenté avec le Mayeur. Les Echevins nommaient en outre quatre hommes probes chargés de régler la taille imposée sur les maisons de la ville, de percevoir les revenus et d'en rendre compte au Magistrat. Louis abandonna de plus aux Echevins l'impôt des rues (*Strata*), l'octroi (*Denarios portæ*) pour la construction des chauffours de la ville, ne se réservant que les droits qui lui appartenaient, celui du Tonlieu et celui de la justice (1).

Les échevins d'Arras étaient en même temps pacificateurs. A ce sujet les archives de la ville nous fournissent les formules de paix suivantes :

« Pardevant messieurs Lambert de St-Waast et Jehan de Bailly,  
» eschevins de la ville d'Arras, le penultième jour de mars 1402, après  
» Pasques, Toussaint Briez et Jehan Rihet, jurèrent et créantèrent  
» (*garantirent*) les uns à l'autre boine pais, laquelle pais leur fut en-

(1) D'héricourt et Godin, *Rues d'Arras*. tome 1; page 40. « En outre nous avons  
• accordé aux bourgeois d'Arras la faculté de renouveler les échevins de 14 mois en  
• 14 mois de sorte qu'après ce terme de 14 mois, les échevins qui seront alors, ils  
• choisiront quatre hommes de probité et nés de légitime mariage dans la ville après  
• avoir prêté le serment qu'ils éliront de bonne foi ceux qu'ils trouveront les plus  
• dignes. Ces quatre bourgeois en choisiront sous leur serment quatre autres hommes  
• de bien et discrets; ceux-ci feront choix aussi sous leur serment, d'un pareil nombre de  
• quatre bourgeois, les douze hommes seront les échevins de la ville pendant 14 mois;  
• avec la précaution cependant qu'il ne peut y avoir en même temps dans le magis-  
• trat, deux frères, ni de plus proches parens, c'est-à-dire ni le père avec son fils, non  
• plus que, le beau-père avec son gendre. Le maire, de quelque état qu'il soit, ne peut  
• avoir dans le magistrat, tant qu'il sera maire, son frère ou un plus proche parent, ni  
• son beau-père ni son gendre; ainsi qu'on l'a dit pour les échevins. Les 12 échevins  
• ci-dessus doivent s'emparer et régler tout ce qui regarde les tailles (appelées depuis  
• centièmes) qu'il faut imposer sur leurs maisons et sur celles de la ville, et ces mêmes  
• échevins doivent élire quatre hommes de probité, lesquels seront tenus de percevoir  
• toutes les échoppes de la ville et d'en rendre compte pardevant les échevins. Lors  
• l'élection des 12 échevins se fera de quatorze mois en quatorze mois, comme on l'a  
• dit plus haut, sauf le droit du maire d'Arras, tel qu'il doit l'avoir et de toutes les  
• autres.

• Donné à Paris, l'an de l'Incarnation de N. S. mil deux cent onze. »

» jointe à tenir sur les peines en tel cas introduites par les chartes et  
» privilèges de la dite ville. » (*C'est-à-dire sous peine de 60 livres  
» d'amende.*) »

» Pardevant messieurs (*tel et tel*) eschevins de le ville d'Arras, le  
» vingquatrième jour du mois de septembre 1398, Beaudouin-Dirolin  
» donna de lui et des siens à Belotte Lepoivre et à ses amis boines  
» trieves du jour d'huy jusqu'au jour de Toussaint prochainement  
» venant, et du dit jour a tousjours en cas que pais n'en sera faite par  
» eschevins, lesquelles trieves lui furent enjointes à tenir sur les peines  
» en tel cas introduites par les chartes et privilèges de le dite ville. »

Les Echevins d'Arras avaient le privilège de porter un *coutel* à la ceinture : la ville leur fournissait des robes, des bougies, des fallots et payait le vin des noces de leurs filles. L'Echevin devait avoir *Pignon sur rue* dans la ville d'Arras. Plus tard, il fallut qu'il possédât au moins 300 livres vaillant. Philippe de Rouvres, comte d'Artois, ordonnait en 1356, *qu'à l'avenir, chaque échevin eut un cheval au moins avecq estable en son escurie, à peine de vingt cinq florins d'amende.*

Voici tel qu'il se trouve relaté dans les archives municipales d'Arras. le préambule du serment que prêtaient les échevins au XIII<sup>e</sup> siècle :  
« Vous franchez que pour un an vous gouvernerez la loi et échevinage  
» d'Arras bien et loyaument et garderez les droits de Dieu et de la  
» Sainte Eglise. »

La dignité d'échevin était la plus recherchée après celle de Maire, vers laquelle, du reste, elle servait d'acheminement. Ainsi, les fonctions des échevins étaient multiples ; ils rendaient la justice civile et criminelle, assuraient la prospérité du trésor public dont ils réglaient eux-mêmes l'emploi ; s'occupaient de l'entretien des fortifications et des édifices ou établissements communaux, de l'entretien des enfants, enfin de tout ce qui importait à l'honneur et au bien-être de la ville. Toutefois, il faut observer que leur autorité était limitée à certains points sur les privilèges exceptionnels acquis à l'abbaye de St-Vaast, privilèges provenant de la concession jadis faite par l'abbaye du terrain sur lequel avait été construite la ville nouvelle après le départ des Normands ; loin donc d'exercer aucun pouvoir sur les dépendances du monastère, les échevins devaient au nom des habitants qu'ils représentaient directement, reconnaître chaque année publiquement et solennellement tous les droits féodaux des abbés.

Les CONSEILLERS DE VILLE, choisis parmi les gradués, avaient pour

mission d'éclairer de leurs avis les échevins. Ils instruisaient les procès et coopéraient à l'administration des deniers de la ville.

Ils recevaient un salaire convenu de gré à gré. Les comptes de l'hôtel-de-ville, nous apprennent que le conseiller pensionnaire reçut en 1592, 330 livres pour ses gages et 300 livres pour robes. Ils prêtaient le serment en ces termes :

« Vous fianchiez que en loyauté et en bonne foy la ville et échevins  
» d'Arras à vo sens et à vo pooir vous conseillerés et adviserés en tous  
» les cas et en tous les articles là où vous serés d'iaux appelés pour  
» avoir vo conseil et contre tous autres se aucun n'en voulés erap-  
» ter, et le conseil célérés, ainsi que vous l'avez fianchié vous le jurés.  
» Ce Dieu vous ait chil saint et tous les autres.

Le **procureur de la ville** était un praticien requérant, comme le ministère public, auprès de nos tribunaux. Jusqu'en 1694, sa nomination fut laissée au choix de l'échevinage. Cette année là, un édit érigea ses fonctions en office héréditaire. Son traitement s'élevait alors à 300 livres. Il en recevait 150 pour ses robes.

Le **procureur**, prêtait serment comme il suit :

« Vous fianchiez que vous garderés les droits de Sainte-Eglise, les  
» droits le comte ou la comtesse d'Artois, les droits le châtelain d'Ar-  
» ras, et les droits le Mayeur, et les us, les coutumes et les privilèges  
» de la ville, et conseillerés en bonne foy à vo pooir, et aiderez les  
» échevins et la ville, et leur secré conseil célérés, ne contre eux  
» en nul cas ne serés, et ne ferés, ne faire ferés cose nulle  
» contre l'honneur, le prouffit et le droit de la ville, et ferés conseil  
» bons et loyaux registres, sans y commettre aucune fraude, et au  
» de quelque partie qui ait à faire devant échevins ne ferés, et  
» se ne prendrés que salaire raisonnable de quelque personne que ce  
» soit, ainsi que vous l'avez fianchié. Vous le jurés sur ces saints et  
» sur tous les autres. »

Le **GREFFIER CIVIL ET CRIMINEL** appelé *clerc*, assistait aux assemblées et avait des droits de greffe; il avait en outre une attribution très-remarquable, celle de coopérer à l'administration par la voie d'aide et de représentation (1). Il prêtait le même serment que le procureur de la ville.

Les échevins aussitôt après leur nomination, choisissaient pour compléter le conseil, douze bourgeois qui devaient les assister de leurs

(1) LECHEZE. *Notices sur l'échevinage.*



lumières et de leur coopération. Ils pouvaient prendre connaissance de toutes les affaires de la ville *sous la conduite et jugement des échevins*; et ils prêtaient ce serment.

« Vous fianchiez comme loyaux hommes qu'en l'office là où vous » êtes élus douze, bien et loyalement vous le ferés, et fairés le commun prouffit de la ville et l'honneur de toute la ville vous garderés » et aiderés à garder à vo pooir et en bonne foy les us, les coutumes, » les franchises, et les privilèges de la ville bien et loyalement vous » ferés et garderés, et ne vous ensomverés de faire vo singulier pourfit » pour empêcher le commun pourfit de la ville; et toutes les fois que » échevin aront à faire de vous, de vo conseil, et de vo aide pour traitier du commun pourfit et de l'honneur de la ville, vous y vivrés et » loyalement à vo pooirs les adviserés et conseillerés, et conforterés, » leur conseil trerrés, et de icelui userés se meilleur vous trouvez, et » le secret d'eux et de la ville celerés, se nous scavez ban, tasqueban, » aliance ne assemblée faite ou à faire contre la ville ne contre échevin, » au plutôt que vous pourrés sçavoir le ferés et à vo pooir le détourberés. »

Ainsi, auprès de l'échevinage siège à de longs intervalles l'assemblée des notables qui représente jusqu'à un certain point, le conseil municipal de nos jours et qui n'a que des délibérations à prendre.

C'est à l'époque de la Charte de Louis VIII de 1212, que remonte la création de l'office d'ARGENTIER ou receveur des deniers appartenant à la commune. L'argentier devait coopérer à l'assemblée des échevins lorsqu'il y était appelé, il était pensionné de la ville et prêtait le serment suivant :

« Vous fianchiez que l'office d'être argentier de la ville là où vous » êtes prins et eslus vous ferés loyalement, et tous les revenus, et se » frais de la ville ainsi qu'il appartiendra à votre office bien, et loyalement vous rapporterés, et juste compte et loyal as échevins rendrés, » et toutes les fois que échevins vous appelleront pour eux conseiller loyalement vous les conseillerés et le conseil vous celerés, et se vous » scavez ban, tasqueban ne aliance que on voulut faire contre échevins » ne contre la ville, aux échevins le noncherés, ainsi que vous l'avez » fianchié vous le jurés. Ce Dieu vous ait, et chil saint et tous li autre. »

L'argentier touchait 1500 livres de gages à la fin du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle.

Une Charte du duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon, donnée à Hesdin le 8 octobre 1463, institua les QUATRE COMMIS AUX OUVRAGES chargés, sous l'autorité des échevins, de veiller à la bonne exécution des travaux de la ville. On leur donnait 25 livres pour leurs robes.

Les comptes de la ville d'Arras font en outre mention du **COMMIS DE L'HORLOGE**, de la **SAGE-DAME**, du **MAÎTRE OPÉRATEUR**, du **MÉDECIN DES PAUVRES**, de l'**INSPECTEUR DES CHEVAUX**, des **COMMIS-PORTIERS**, du **COMMIS PRÉPOSÉ AU NETTOYAGE DES RUES**, des **SÉPIERS OU GÉOLIER**, des **WAITES** ou **HOMMES DE GUET**, du **ROI DES RIBAUDS** et du **PENDEUR**, maître des hautes œuvres.

En concédant des franchises aux habitants, la Charte de Philippe-Auguste réserve tous les droits de l'abbaye de Saint-Vaast. Ce monastère était en possession d'un grand nombre de privilèges féodaux, dont l'origine remontait à l'abandon des terrains sur lesquels une notable partie d'Arras fut bâtie. Indépendamment des droits perçus sur les marchés et sur les marchandises, sur les vins et sur la fabrication de la bière, de la capitation et de la taxe prélevée aux portes de la cité, l'abbaye exerçait un pouvoir seigneurial auquel l'échevinage devait lui-même hommage. Lorsque le renouvellement de la loi s'accomplissait, le mayor et les nouveaux échevins juraient sur de saintes reliques dans l'église de la Madeleine, qu'ils garderaient *les droits de Saint-Waast*. Ce serment était prêté en présence des officiers de la ville, du prévôt, du grand bailli, des religieux et des hommes de fief du monastère.

Dans le cours du **xiv<sup>e</sup>** siècle, l'échevinage ayant fait ériger une croix sur le petit marché d'Arras, on régla que chaque année, le 15 juillet, le mayor ou l'officier de la ville qu'il déléguerait, ferait hommage à l'abbaye du terrain sur lequel la croix était placée. Il devait pour cela présenter à genoux un pigeon blanc à l'abbé et lui dire : « Monseigneur l'abbé veichi un blanc coulou que les mayor, échevins et communauté de la ville, d'Arras vous paient et envoient pour la croix étant au petit marquet d'Arras, en reconnaissant qu'elle est édifîé et assise au tréfonds de l'église Saint-Vaast. »

Cependant Philippe-Auguste n'avait pas abandonné tout contrôle sur les affaires de la ville, ni abdiqué entièrement son autorité. La Charte de 1194 mentionne ses officiers ; c'était d'abord un bailli chargé de représenter le pouvoir royal et établi juge en titre d'office. Il ne pouvait faire partie du corps échevinal, la Charte de Philippe-Auguste le dit positivement.

Les baillis furent remplacés par des gouverneurs vers la fin du **xv<sup>e</sup>** siècle. Loiseau marque, dans son traité des offices, que le pouvoir des premiers donnait trop d'ombrage : On divisa leur charge pour la détruire. Ils n'eurent plus le maniement des finances, l'autorité mili-

taire fut dévolue aux gouverneurs ; des lieutenants de robe longue administrèrent la justice.

On voit qu'il faudrait se garder de confondre l'importante charge confiée aux baillis pendant les XII, XIII et XIV<sup>e</sup> siècles avec l'office de grand bailli, institué beaucoup plus tard et dont les attributions furent uniquement judiciaires.

Les baillis ou gouverneurs et les grands baillis présidèrent successivement la justice échevinale et se trouvaient sous ce rapport chefs du magistrat d'Arras. Nous en dirons autant des lieutenants-généraux du bailliage.

Le châtelain exerçait une véritable inspection sur les prisonniers (1) et en un mot sur tous les individus arrêtés soit pour affaire civile, soit pour affaire criminelle. Il avait le droit de faire exécuter de sa propre volonté les sentences rendues. Il parvint même à ériger en fief ses redoutables fonctions (2); il avait sous ses ordres un certain nombre de sergents.

## CHAPITRE IV

### ADMINISTRATION MUNICIPALE SOUS LES COMTES D'ARTOIS

Philippe-Auguste en épousant Isabelle de Hainaut, avait enlevé la possession d'Arras au comte de Flandre. La guerre ayant éclaté entre ce prince et Philippe d'Alsace, la ville qui était alors la capitale des états du comte, prit parti pour ce dernier. Le 14 août 1191, le Roi, veuf d'Isabelle, vint y célébrer son mariage avec Ingelburge de Danemarck. Ce prince, désirant se concilier l'affection des Atrébates, leur octroya la fameuse charte de 1194. De plus, il voulut que son fils fut armé chevalier dans cette ville.

En 1214, le magistrat faisait construire la porte Saint-Nicolas ; on l'inaugura par une inscription en vers, rappelant le courage déployé par la milice bourgeoise d'Arras à la bataille de Bouvines.

Sous Saint Louis, notre contrée cessa de relever directement de la couronne, elle devint un fief au profit de Robert, frère du Roi, et qui

(1) Avant l'établissement de la prison, la châtellenie était située sur l'emplacement de la salle de spectacle actuelle.

(2) LECESNE. — *Notice sur l'échevinage d'Arras*,

fut le premier comte d'Artois. Robert II, son fils, mit tous ses soins dans l'administration de son nouvel apanage ; aussi nous le voyons s'occuper d'une façon toute particulière de l'échevinage d'Arras.

Au mois de Mars 1242, les Mayeur, Echevins et communauté de la ville d'Arras, reconnurent devoir tous les ans à Robert, comte d'Artois, 1,000 livres pour le Tonlieu que le comte et les moines de Saint-Vaast leur demandaient, à la condition que tous les bourgeois demeurant dans l'échevinage, seraient exempts du droit de Tonlieu sur toutes les marchandises qu'ils possédaient dans la ville et la banlieue (1).

Trois ans plus tard (Août 1245), un nouvel acte stipula que les Mayeur, Echevins et communauté des villes et banlieue d'Arras, paieraient tous les ans au seigneur et à l'abbaye de Saint-Vaast 800 livres parisis en trois termes pour le rachat du Tonlieu (2).

Un acte de vente d'Hénin-Liétard au comte d'Artois par Bauduin de Hénin, chevalier, seigneur de Quinchy, nous a fait découvrir par le sceau qui y était opposé, le nom du Mayeur d'Arras à cette époque ; il s'appelait Nicolas (3).

Nous avons dit précédemment que dès les premiers siècles du moyen âge, la ville d'Arras fut gouvernée par un bailli. Ce magistrat représentait le prince, et rendait la justice en son nom, commandait les

(1) Analyse de la charte de 1242. — Lettres par lesquelles les Mayeur, Echevins et communauté de la ville d'Arras reconnaissent qu'ils sont tenus de donner tous les ans à Robert, comte d'Artois, mille livres pour le Tonlieu que le comte et les moines de Saint-Vaast leur demandaient à condition qu'ils seront exempts, ainsi que tous les bourgeois demeurant dans l'échevinage, et dedans la banlieue d'Arras du Tonlieu sur toutes les marchandises dans cette ville.

Ils s'obligent de lui payer dix mille livres parisis pour les amendes de la *Guenda* (corps de métier) des tisserans que ce comte leur remet, et deux mille livres pour la *Constume* appelée *Vinteuw* ; et promettant de payer ces douze mille livres dans quatre ans en différents termes. Le comte, pendant ces termes, ne pourra rien leur demander si ce n'est l'*Ost* et la *chevauchée* auxquels ils seront tenus et il renouvellera la charte de leurs loix et la corrigera de leur contentement.

S'il plaît au comte de recevoir ces conditions et ces lettres, ils les observeront de bonne foi, sinon, les choses resteront comme elles étaient et les difficultés recommenceront.

Extrait de l'inventaire de Godefroy, tome 1<sup>er</sup>, pages 139, 4<sup>o</sup> 147.

Recueil des chartes, édits et arrêtés concernant, etc., page 33, année 1773.

(2) Archives départementales.

(3) Nicolas, maire d'Arras, 1245.

⊗ Sigillum Nicholai mag (oris Attreba) tensis ; 4 contre-sceaux.

⊗ Sigillum secretum.

Vente d'Hénin-Liétard au comte d'Artois, par Bauduin de Hénin, chevalier, sieur d'Quinchy, février 1224. (V. GODEFROY. *Invent. des ch. d'Artois*, n<sup>o</sup> 164.)

A. D. Artois.

(GUESNON. — *Sigillographie d'Arras*, planche VII n<sup>o</sup> 1.)

hommes de guerre et réglait l'emploi des revenus publics. On comprend que l'autorité municipale dut se trouver fort circonscrite alors. Le Mayeur n'était qu'un homme de fief.

En effet, en novembre 1262, Guillaume Deleau, chevalier, seigneur d'Averdoingt et Bétay, sa femme, donnaient des lettres par lesquelles, *« de l'aveu et du consentement de Robert, comte d'Artois, ils cèdent »* à Simon Faverel, mayeur d'Arras, à ses hoirs et successeurs, *« loialement et héritablement tous les droits que lui, chevalier, et sa femme, »* avoient ou pouvoient prétendre en la mairie d'Arras, et sur la rue *« que l'on nomme de Lestrée, sise en cette ville et en toutes les appendances de la dite mairie (1). »*

Robert, au mois de mars 1268, donna à la ville d'Arras, une nouvelle charte confirmative des privilèges que ses ancêtres lui avaient accordés. Il y ajouta l'établissement d'un poids public *pour y peser toutes sortes de marchandises et denrées, leur permettant de faire assise et impositions sur les marchandises pesées.* Tout objet pesant plus de 25 livres devait y être porté ; le magistrat fixait arbitrairement les droits à percevoir, et ces droits appartenaient à la ville.

La charte de 1268 stipule que, *le bourgeois qui a souffert dommage pour le fait et le bien de la commune, sera indemnisé, pourvu que sa réclamation soit faite avant le renouvellement de l'échevinage.* Le comte d'Artois abandonna également à ses magistrats l'information et le jugement des cas de meurtre, d'incendie, en un mot, de justice haute et basse, dans toute l'étendue de la ville et de la banlieue, n'y mettant de réserve que pour les exploits de justice, les amendes, les droits et privilèges du seigneur.

A cette époque, il n'y avait point encore d'impôts réguliers : on percevait les tailles nécessaires pour l'administration. A un jour dit, chacun venait faire la déclaration de ses biens, et celui dont la déclaration n'était pas exacte, était condamné à une amende. Robert II voulut que, dans ces circonstances, le jugement des échevins fut sans appel ; il stipula de plus, qu'à leur entrée dans l'échevinage, ces magistrats seraient tenus de prêter individuellement le serment *sur leur vie, leurs membres et leur honneur*, de conserver les droits de la sainte Eglise et ceux du seigneur. Deux ans plus tard, de nouvelles lettres défendaient aux bailli et sous-bailli du seigneur de retenir en prison préventive plus de treize jours, le coupable, même pour homicide ;

(1) *Manuscrit du P. Ignace* : Bon fait par le comte d'Artois de la Mairie de la ville d'Arras à la charge de la tenir en hommage-lige.

après ce délai, les échevins pouvaient requérir la justice du seigneur

« Si l'un de ses sergants veut devenir bourgeois, il peut être employé par les échevins, mais seulement pendant le temps qu'il fera » partie de la bourgeoisie. Nul ne pourra être relevé du ban, après » une condamnation prononcée par les échevins, si ce n'est de leur » consentement ou lors du joyeux avènement du seigneur, de sa femme » ou de leur fils aîné. »

Ce nouveau privilège pour les échevins fut confirmé en 1242, par le comte Robert. Ils avaient seuls droit de faire grâce aux criminels condamnés au bannissement pour moins de cinq ans, *sauf le jour de la première entrée dans la ville d'Arras, du seigneur, de sa femme ou de ses fils.* (1)

Mais la réforme la plus importante apportée par ce prince dans l'échevinage, est celle qui concerne le Mayeur. Sa charge fut érigée en fief héréditaire en faveur de Simon Faverel, dit le *vieil bourgeois*, et de ses héritiers, moyennant soixante sols de relief. (2)

(1) D'HÉRICOURT et GODIN. *Les Rues d'Arras*, tom. I, page 53.

(2) 1271, avril. — 6<sup>e</sup> férie avant les Rameaux (15 avril). — « Robertus, comes Attrebatensis, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Noverint universi quod nos majoriam vilie nostre Attrebatensis, quæ de jure nostro jam diu est, vacantem in manu nostra tenuimus dilecto nostro Symoni dicto Faverel, seniori, ob fidelitatem ejus et gratum servitium ab ipso nobis impensum, dedimus et concessimus et donamus tenendam ab ipso et heredibus ac successoribus suis in hommagium ligium a nobis et heredibus ac successoribus nostris ac jure hereditario, ut dictum est, in perpetuum possidendam cum omni jure quod ad majoriam pertinet supradictam. Quam quidem majoriam promittimus nomine nostro et heredum ac successorum nostrorum eidem Symoni et heredibus ac successoribus suis gaudere ac eandem defendere contra omnes ad hoc nos heredes ac successores nostros specialiter obligantes, precipientes etiam baillivis, servientibus et gentibus nostris qui pro nobis in terrâ nostra pro tempore erunt, dictum Symonem et ejus heredes ac successores defendent ac etiam tueantur salvis tamen in aliis nobis ac successoribus nostris per omnia justicia ac etiam jure nostro nec pretermittendum est quod nos nec heredes aut successores nostri ab ipso Symoni vel heredibus ejus aliquod servitium ob donationem predictam exigere valeamus in futurum, nisi tantum sexaginta solidos parisienses de Belenio, de morte ipsius vel heredum suorum volumus etiam et concedimus, quod si dictus major tanquam homo noster de majoria predictâ in conciliis, tractibus et iudiciis causarum et negotiorum nostrorum et aliorum quorumcumque sive in curriâ nostrâ sive extrâ solus aut cum heredibus nostris aliis inter fuerit vocatus, vel non vocatus, aut tam ipse quam sui heredes de majoria predictâ inter fuit a modo eidem majori vel suis heredibus dictam majoriam tenentibus nullum aliquo modo prejudicium in posterum generetur aut debeat generari, nec etiam ab ipso aut suis heredibus aliud servitium nos vel nostri heredes aut consuetudines vel jura alia quod illud aut ea quæ supradicta sunt, requirere aut exigere valeamus. Quod ut ratum et inconcussum permaneat institutum, presentes litteras sigilli nostri caractere fecimus roborari. Actum apud Attrebatum, anno domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> LXX<sup>o</sup> primo, mense aprili, feriâ sextâ ante Ramos palmarum, datum à nobis anno domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> LXX nono, sabbato post festum beati Andreæ apostoli. »

(Original en parchemin, scellé de scel de l'official d'Arras. *Analyse de la charte ci-dessus.* — 1271 à Arras. Avril la 6<sup>e</sup> férie avant le jour des rameaux (15 avril).

Robert comte d'Artois donne à Simon, dit Faverel, et à ses hoirs et successeurs, à

En 1272, les droits du Mayeur sont bien établis ; de nouvelles lettres de Robert II, viennent confirmer les privilèges accordés aux échevins, Nous avons de plus retrouvé la copie de deux dénombrements présentés par Simon Faverel, Mayeur d'Arras, à Madame la comtesse de Flandre..... « à cause de son château ou castel d'Arras, comme on disait « alors : de son fief et Mairie d'Arras qu'il tenait de cette comtesse. » Ces deux dénombrements contiennent les droits de la mairie et constatent que le Maire pouvait aller en halle, seulement pour aider les échevins de ses conseils, et non pour assister aux jugements.

En janvier 1272, Jean de Chaulnes, écuyer, déclara que : « pour terminer toutes les difficultés qu'il y avait entre lui et Simon Favrel, « Maieur d'Arras au sujet de plusieurs droits qu'ils prétendoient avoir « en *Lestrées* (rue à Arras entre la ville et la cité), il est convenu que « le dit Maire aura raison de sa mairie, la moitié dans la justice et « dans les exploits de L'Estrées, et le dit Jean l'autre moitié. Jean de « Chaulnes gardera les prisons à ses périls et aux frais des deux parties « et ils y auront chacun un sergent.

« Le maire aura pour son droit de forage dans L'Estrées, trois pintes « de vin par tonneau et Jean, treize pintes. Il aura aussi deux Mencauds d'avoine par an sur trente cinq que Jehan y reçoit à la Saint-Rémy, pour son droit de Gaule. Le maire aura la moitié de tout ce « qui écherra dans L'Estrée, excepté dans la maison et le four de Jean, « dans deux travel du gange, dans vingt-six sols et dans seize chapons « et demie de rente qu'il reçoit. »

Au mois de novembre suivant, Guillaume de Lyanne, chevalier, et Béatrix, dame d'Averdoingt s'obligèrent à garantir à Simon Faverel, Mayeur d'Arras, et à ses hoirs, la mairie d'Arras avec tous les droits qui pouvoient lui appartenir dans la rue de L'Estrée (1).

toujours, la mairie de la ville d'Arras, vacante depuis longtemps, à charge de la tenir en hommage-lige du comte d'Artois ; mande à tous les baillis et sergens de le protéger et déclare que ce fief ne sera tenu à d'autre service qu'à celui de payer soixante sols parisis de relief à la mort du propriétaire.

Ces lettres sont sous le vidimus de l'officiel d'Arras du samedi après Saint André apôtre. 1270.

(Extrait du cartulaire de Godefroy, tome I<sup>er</sup>, page 390, N<sup>o</sup> 444).

(1) 1272. — novembre (en français). Guillaume de Lyanne, chevalier, sire d'Averdoingt, et Béatrix sa femme, déclarent qu'ils ont Werpi à noble homme le comte d'Artois, et à sa demande, à Simon Faverel, Maieur d'Arras, et à ses hoirs à toujours tout le droit qui leur appartenait dans la mairie d'Arras et dans la rue appelée L'Estrée, située dans cette ville, et promettant de ne jamais contrevenir à la teneur de ces lettres.

(Original en parchemin scellé comme dessus)

**Le nouveau titulaire de la mairie d'Arras, fut mis en possession de sa place par nouvelle charte du mois de mai 1273. (1)**

(1) 1273. Au château de Ruhout, près-Saint-Omer, mois de mai. — *Bon par Robert comte à Simon Faverel, bourgeois d'Arras, de la mairie de ville pour en jouir à toujours et héréditairement.*

Robertus, comes Attrebatensis, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Cùm nos dilecti et fideli Burgensi nostro Attrebatensi, Symoni dicto Faverel, seniori, majoriam villæ nostræ Attrebatensis de jure nostro dedissemus et concessimus jure hereditario ab ipso, hæredibus et successoribus suis possidendam et à nobis in feodum et homagium ligium tenendam prout plenius patet in litteris nostris patentibus quas inde pene, se habet confectas. Et nobilis mulier Beatrix, domina de Averdeing, uxor nobilis viri Guillelmi de Liaune, militis jus sibi competens, ut dicebat in dicta majoria reclamaret et ipsa Beatrix, saniori usu concilio de voluntate et assensu Guillelmi de Anving armigeri, tunc castellani castri nostri de Ruhout, ad hoc coram hominibus advocati sui traditi et recepti. Assentiente etiam predicto Guillelmo milite marito quicquid juris in dicta majoria reclamabat si quod habebat expresse renuntianda resignasset et possuisset et reportasset pro nobis et nomine nostro et ut nostram indefaceremus voluntatem in manu dilecti et fidelis nostri Stephani de Pedagio militis baillivi nostri Attrebatensis presentibus hominibus et fidelibus nostris subscriptis videlicet Roberto de Attrebato, Balduino Castellano Attrebatense et Broards de Junenchiaco militibus, domino André decano Attrebatensi, capellano nostro Gilone de Corcellis cive Attrebatensi, receptore nostro Dangele de Bukenes, baillivo nostro sancti Audomari, Hugone Boulard et Colardo de sancta Aldegonde, burgensibus sancti Audomari. Nos iterato ad majorem securitatem de dicta majoria investivimus eundem Symonem et ut predictum est, eidem concessimus eandem majoriam et dedimus providendam. Quarè mandamus et districte præcipimus baillivo nostro Attrebatensi et omnibus aliis baillivis nostris, qui pro tempore fuerint, ut hæc predicta coram hominibus nostris in curiâ nostrâ Attrebatensi ita esse facta pronuntient et pro nobis et nomine nostro eadem exequantur et contra omnes dictum Symonem tanquam majorem nostrum et communitatis ac villæ nostræ Attrebatensis et hominem nostrum ligium defendant, ac etiam tueantur et jura ad dictam majoriam pertinentia eidem deliberari faciant sine difficultate aliqua, cum ab eo vel ab aliis hæredibus vel successoribus suis in dicta majoria jus habentibus fuerint requisita, et hoc idem præcipimus omnibus aliis hominibus sive juratis nostris ad quos possunt vel debent prædicta sine eorum aliqua pertinere. In cujus rei testimonium et munimen præsentis litteras sigilli nostri caractere fecimus roborari. Actum apud Ruhout, castrum nostrum juxta sanctum Andomaram, anno incarnationis Domini millesimo ducentesimo septuagesimo tercio, mense Mayo.

*(Original en parchemin scellé du scel du comte en cire brune pendant à double las de soie cramoisie.)*

*Analyse de la charte ci-dessus. — 1273. Au château de Rihout, près Saint-Omer, mois de mai. — Robert, comte d'Artois, déclare qu'ayant donné précédemment à son cher et féal Simon dit Faverel le vieux bourgeois d'Arras, la mairie de la ville d'Arras pour en jouir à toujours héréditairement en fief et hommage lige et que noble dame Beatrix, dame de Averdeing, femme de noble homme Guillaume de Liaune, chevalier, ayant remis du consentement de Guillaume de Anving, écuyer, alors chatelain du château de Ruhout et de son dit maire, entre les mains de son cher et féal Etienne du Patage, chevalier bailli d'Arras, en présence de ses hommes et féaux, savoir: Robert d'Arras, Bauduin, chatelain d'Arras et Broard de Junenchiacs (Givenchy) chevaliers, André Dofen d'Arras, son chapelain, Gillon de Corcelle, bourgeois d'Arras, son receveur; Daniel de Bukenes, son bailli de Saint-Omer; Hugues Boullart et Colard de Sainte Aldegonde, bourgeois de Saint-Omer, tous les droits qui pouvoient lui appartenir dans cette mairie; il les donne au même Simon Faverel, mande à son bailli d'Arras de le regarder comme son maleur et comme celui de la communauté de la ville d'Arras; de le défendre comme un homme-lige de lui faire donner tous les droits qui y appartiennent, quand il en sera requis.*

*(Extrait de l'inventaire de Godefroy. T. 1<sup>re</sup>, page 421, N° 460.)*



es difficultés s'étant élevées en 1280, à Arras, entre les échevins en exercice et les magistrats qui avaient exercé ces fonctions, Robert en remit l'arbitrage au roi Philippe. Il désigna quatre notables personnes, Adam Mercator, Roger de Beaumont, Simon Trésèle et Jacques-le-Cornu, pour administrer la ville avec le pouvoir et l'autorité des échevins ; il fit aussi choix de quatre argentiers auxquels fut remis le scel de la ville ; il abolit les dettes usuraires dont Arras était grevée et défendit qu'on en établît d'autres à l'avenir ; enfin, il défendit à ses officiers et justiciers d'arrêter, sous prétexte d'usure, les habitants, ou de saisir leurs biens. Toutefois, le roi stipula que cette ordonnance ne serait valable que jusqu'à l'époque où il aurait statué sur l'administration et les dettes de la ville, sans que cette décision put préjudicier au comte dans ses droits et ses domaines, ou diminuer ou compromettre la juridiction échevinale (1).

Déjà à cette époque, l'échevinage se préoccupait de l'amélioration du sort de la classe pauvre. Ainsi nous rencontrons en 1285 une lettre du Majeur et des échevins d'Arras, qui a pour but de remédier aux abus introduits au préjudice des pauvres dans la maison de Saint-Jean, fondée par le comte d'Artois (2).

Malgré toutes les chartes qui réglaient l'administration municipale d'Arras, la tranquillité de cette ville fut troublée en 1285 par une émeute dont on ne connaît ni la cause ni les suites ; on sait seulement que les insurgés en voulaient aux magistrats, qu'ils les insultèrent et

(1) Original, en parchemin scellé du scel de Philippe-le-Hardi, roi de France, pendant à double queue de parchemin Arch. départ. du Pas-de-Calais.)

(2) *Lettre des Majeur et Echevins de la ville d'Arras pour remédier aux abus introduits au préjudice des pauvres dans la maison de Saint-Jean, fondée par les seigneurs d'Artois. Analyse de la charte.* — Le dimanche après Saint Mathieu, apôtre (23 septembre), Lettres par lesquelles le Majeur et les Echevins de la ville d'Arras ordonnent ce qui suit pour remédier aux abus qui s'étoient introduits au préjudice des pauvres dans la maison de Saint-Jean. *in-strata* (en l'Estrées) à Arras, que les seigneurs d'Artois avaient fondée.

« On ne recevra dans cette maison aucun homme ou femme, jusqu'à ce que le nombre des hommes qui s'y trouvent, soit réduit à quinze et celui des femmes à trente, et dorénavant on n'y admettra personne, qu'il n'y ait une place vacante par mort. » Les hommes auront l'administration des biens temporels et les femmes auront soin des pauvres et des infirmes. » Celui que l'on aura admis dans cette maison ne pourra, s'il en sort, prendre *panem suum* (sa place) on y mettra quelqu'un en la place, et il ne pourra, ensortant, emporter que ses vêtements, le reste demeurera à l'usage des pauvres. » Les pauvres et les infirmes seront reçus dans cette maison, selon la quantité de ses revenus ; on renverra toutes les personnes inutiles et les échevins veilleront à l'administration des biens et aux nécessités des pauvres de cette maison.

(Extrait de l'Inventaire de Godefroy. T. I<sup>er</sup>, page 580, N° 83.)

que l'émeute prit un caractère de gravité que la fermeté du **Mayeur** et du corps échevinal réunis put seule arrêter. (1)

Le fief de la mairie d'Arras resta longtemps entre les mains de la maison Faverel; nous retrouvons le sceau de Simon Faverel, **Mayeur** d'Arras, dans une charte du 2 Mai 1295. (2)

L'année suivante, un nouvel arrêté du Parlement de Paris autorisa les échevins d'Arras à mettre à exécution toute les sentences criminelles, pourvu que le coupable ait avoué sa faute ou ait été surpris en flagrant délit.

Le comte d'Artois convoqua en 1300, le **Mayeur** et les échevins d'Arras à l'effet de s'entendre sur les intérêts de la ville qui se trouvaient alors gravement compromis. Le magistrat avait à examiner de nombreuses questions, savoir : contrainte contre les créanciers de la ville; liquidation des dettes publiques par la vente des rentes; dispositions diverses relatives à la répartition des denrées provenant de cette vente; nul ne pourra être échevin qu'après un délai de trois ans pour un premier échevinage; on ne pourra être continué échevin plus de deux ans; jours des réunions à la halle; article qui règle la reddition des comptes municipaux; sommes prélevées par le comte sur les revenus municipaux; pénalité contre la mauvaise administration municipale.

Personne ne pouvait être reçu argentier de la ville, s'il n'avait de

(1) HARBAVILLE. — *Mémoires de l'Académie d'Arras*, année 1863, page 348.

(2) (GUESNON, *sigillographie de la ville d'Arras*.)

Famille Faverel

Pl. VII<sup>e</sup>. — 3. — Simon Faverel, maire d'Arras. — 1396.

✠ Scel Simon Faverel, maire d'Arras.

2 mars 1275. A. D. Artois.

Pl. VII<sup>e</sup>. — 4. — Simon Faverel, maire d'Arras, 1305.

✠ Scel Simon Faverel, maire d'Arras.

« Symons des Faveriaus, maires d'Arras... 1305, mercredi après le jours de grand Pasques. »

A. D. Thieuloie.

Pl. VII<sup>e</sup>. — 5. Simon Faverel, maire d'Arras, homme de la comtesse d'Artois 1307.

Sans légende.

11 mars 1306, A. D. Artois.

Pl. VII<sup>e</sup>. — 6. — Simon Faverel, maire d'Arras, 1329-1396.

Sans légende

Déposition de maître de Faikières contre Jeanne de Divion, dans le procès de Robert d'Artois, le jour de Saint Jean-Baptiste.

1349. A. D. Artois. Quittance de 20 sous, « pour courtoisie faicte à me maisnie en cest eschevinage. » Février, 1397, A. C.

Pl. XXXII<sup>e</sup>. — 10. — Gille Faverel, l'homme de fief de la comtesse d'Artois, 1343,

✠ Scel Gillon Faverel.

Mars 1352. A. D. Artois.

*vaillant* plus de cinq cents livres. Le revenu de la commune était alors peu considérable et s'élevait, taille comprise, à trois milles livres au plus. Lorsque les dettes et charges exigeaient une dépense plus considérable, elle se prélevait sur les bourgeois qui devaient présenter aux échevins un *brevet* ou *écritel*, contenant l'état *sommier* de leurs revenus et de leur *actif et passif* ; chacun d'eux était tenu de certifier par serment l'exactitude de sa déclaration (1).

Ces brevets se donnaient toutes les fois que le magistrat jugeait à propos de renouveler les taxations, ce qui avait lieu d'année à autre ou de trois ans en trois ans, afin qu'elles fussent toujours en rapport avec les facultés de chacun. Ils étaient remis cachetés dans les mains de deux échevins qui juraient de n'en rien révéler. Mais ce genre d'impositions présentait de graves inconvénients et exposaient les riches à l'envie et les pauvres au mépris ; on recourut alors à la maltote ou impôt sur le vin, la bière et autres denrées.

Philippe le Bel ayant perdu son armée à la bataille de Courtrai et voulant se venger des Flamands, convoqua le ban et l'arrière ban, fit appel aux milices communales et les rassembla sous les murs d'Arras. Othon IV, par son mariage avec Mahault, fille de Robert, était devenu comte d'Artois. Il fut chargé par le roi de France de repousser les Flamands ; mais sa victoire, longtemps disputée, lui couta la vie. Avant sa mort, il avait promulgué avec Mahaut une charte par laquelle il autorisait le Mayeur, les échevins et les bourgeois d'Arras, à choisir vingt-quatre prud'hommes qui seraient renouvelés à chaque échevinage dans le mois que suivrait l'élection des échevins ; ceux-ci, d'accord avec le magistrat, avaient la connaissance de tous les revenus et de toutes les dépenses de la ville. La même charte stipulait que nul ne pouvait exercer d'office municipal, s'il était au service du comte

(1) « Vous fianchiés la bourgeoisie à tenir an et jour et depuis là en avant à Us, les  
• coustumes, les franchises et les privilèges de la bourgeoisie, et obéires au Mayeur  
• et aux Echevins, et les conseillerés, en bonne foy se métier est à vos sens et à vo  
• pooir, et ne ferés, ne faire ferés assemblée ne alliance contraire à la ville, ne aux  
• Echevins, et se vous le savez vous les noncherés et les conseils de la halle et des  
• Echevins celérés, et apporterés par brevet tout vo vaillant par escript as Echevins  
• justement et loyalement toutes fois que approchiés sommes et requis en serés, et  
• contribuerés avec eux et les autres bourgeois à tous les frais et mises de la dite ville  
• pour l'acquit d'icelle en quelque manière que se prend assise, et à ce vous vous sou-  
• mettes et obligiés, ainsi que vous l'avez fianchié et promis vous le jurés : ce Dieu  
• vous ait, Chil saint et tout li autre. »

Donné à Arras le jeudi devant Noël en l'an de grâce mil CCC...

(Arras, Archives municipales, anciens privilèges et édits observés : — un registre in-folio et suivants.) *Recueil des chartes, édits et arrêts*, page 73.

d'Artois : premier exemple d'incompatibilité des charges, et preuve évidente du maintien et de la sauvegarde des libertés municipales (1).

Le magistrat n'avait pas été renouvelé en 1304 ; la comtesse Mahaut en profita pour instituer quatre prud'hommes auxquels elle accorda les pouvoirs nécessaires pour administrer la ville. Elle prétendait que les échevins étaient ses justiciables ; le Mayeur et les bourgeois voulaient également leur faire rendre compte de leur administration, on les molestait donc de toutes manières. Philippe le Bel, voulant à tout prix s'assurer de la fidélité des habitants, déclara qu'une enquête avait été faite et que les échevins, selon leurs droits, étaient à l'abri de toute violence. Homme du fief de la comtesse d'Artois, le Mayeur représentait donc l'autorité, mais les échevins seuls administraient et décidaient.

Hélas ! déjà à cette époque, la corruption s'annonçait dans les élections. M. le comte d'Héricourt, dans son histoire des rues d'Arras, cite à ce sujet plusieurs faits que nous croyons intéressants de rapporter ici.

Un bourgeois, nommé Jean le Borgne, se présente chez un habitant d'Arras, excite sa convoitise et en termes énergiques l'engage à être échevin ; celui-ci répond qu'ils n'est point assez riche pour occuper cet emploi ; Jean le Borgne lui affirme que cette raison ne doit point l'arrêter, qu'il n'a qu'à élever le taux de sa fortune et à déposer dans l'urne une fausse déclaration. Il fut fait ainsi : mais au jour de l'élection, la fraude se découvrit ; Jean le Borgne en fut quitte pour payer l'amende fixée par la comtesse d'Artois (2). L'année suivante (1305), le même fait se représente : Mathieu Laustier fait enlever du greffe où étaient déposés les titres de la ville d'Arras, les déclarations de deux bourgeois, et y applique des sceaux falsifiés, afin de leur procurer l'honneur de l'échevinage (3). Faut-il donc s'étonner si, en 1306, la ville n'avait pas encore de magistrat, et si la comtesse d'Artois, qui avait peut-être pris part à ces fraudes, choisit de nouveau quatre prud'hommes pour leur confier l'administration de la capitale (4). Son crédit est tel qu'elle obtient une députation de la bourgeoisie, pour venir témoigner

(1) Arch. municip. Juridiction, laye 1<sup>re</sup> cot. 15. — *Chronique de la ville d'Arras*, page 28.

(2) Seroies tu boulgre qui te seroit eskevin ? Cette pièce se trouve en double expédition aux Arch. départ., mais l'une d'elles contient des détails plus circonstanciés.

(3) Donné à Bappalmes, le joesdi en pentechouste, en l'an de grâce mil trois cent et chinc. Arch. départ.

(4) Arch. munic. anciens privilèges et édits observés, fol. 4.

en sa faveur dans les difficultés qu'elle avait avec les habitants de Cambrai, d'Aire et de Saint-Omer. Elle se contenta de leur donner des lettres de non-préjudice (1); il est vrai qu'au mois d'août, elle réglait l'Echevinage. Quiconque jouissait de cette dignité devait posséder au moins trois cents livres; nul ne pouvait être argentier, s'il n'en avait cinq cents, les commis à la perception dite de la vingtaine, deux cents; mais on était cependant apte à occuper un emploi municipal, si l'on était reconnu de bonne renommée, diligent et loyal (2).

L'époque que nous traversons fut aussi signalée par de nombreuses difficultés, qui surgissaient sans cesse entre l'administration municipale et l'abbaye de Saint-Vaast. Le récit et l'analyse de ces différends aurait une importance très-grande pour notre travail; nous nous bornerons à citer un fait remarquable, qui prouve que le magistrat exerçait une grande influence sur le reste des habitants.

Jean Bursarius ou le Boursier excita, en 1307, une véritable émeute contre l'abbaye. On employa les grands moyens de vengeance alors en usage; on enleva des viviers, non-seulement les poissons, mais encore les grenouilles qui servaient à l'alimentation des religieux. Défense fut faite de vendre aux religieux aucun objet de consommation. Faisant acte d'autorité, le magistrat érigea sur le marché (petite-place) une croix de pierre; en outre, il réclama le pâturage commun dans les prairies de l'abbaye. Les ouvriers furent assaillis et maltraités par des hommes masqués; en vain les religieux montrèrent des lettres royales qui leur accordaient le droit de défricher ces prairies; les esprits étaient trop irrités pour que la conciliation put être entendue: Bursarius fut trouvé pendu dans l'église de Saint-Vincent; son corps fut pendant plusieurs jours, livré à l'indignation de la foule. Enfin les difficultés furent apaisées; mais la croix resta comme un témoignage de la piété des habitants et de l'autorité du monastère de Saint-Vaast; le magistrat s'engagea en outre par lettres authentiques à offrir chaque année, comme hommage féodal, une *blanche colombe*, et à payer les droits de relief (3).

Cinq lettres de 1313, nous donnent des détails très-intéressants sur le magistrat d'Arras et ses diverses attributions à cette époque :

(1) Arch. munic., 10<sup>e</sup> carton, juridiction, laye 1<sup>re</sup>.

(2) Arch. munic., cod. mod.

(3) Acta sanctorum Belgii, ant. Ghesquière, t. 11, p. 87 et suiv.

La 1<sup>re</sup> datée du vendredi après la fête de la Saint Denis de l'an 1313.

La 2<sup>e</sup> est du lundi de la Toussaint de cette année.

On voit par ces deux lettres que la mairie d'Arras est un fief tenu du comte d'Artois « à cause de son castel d'Arras. » Il y est dit « qu'il appartient aux Echevins seuls de faire droit et loi aux bourgeois de cette ville et non au Mayeur.

La 3<sup>e</sup> parle « de la connaissance, jugement, punition, et correction des délits commis dans les limites de l'Echevinage, et déclare appartenir aux Echevins, sans faire mention du Mayeur, quoique son nom soit repris, quand cette lettre parle de la communauté.

La 4<sup>e</sup> nous apprend que « le délit commis en la personne de Guillemin Du Mont fut donné en connaissance par le bailliy d'Arras pour être informé du fait, et en porter un jugement. Elle contient encore plusieurs autres choses droites, privilèges, concernant les seuls Echevins.

La 5<sup>e</sup> concerne le même sujet.

L'an 1322, Charles IV<sup>e</sup>, dit le Bel, roi de France, fit expédier des lettres qui déclarent « que les échevins d'Arras ont la connaissance de tous les cas qui arrivent dans la ville, sur lesquels ils peuvent porter jugement et que ceux qu'ils renvoient absous, doivent être pleinement délivrés à la conjure du bailliy, sans qu'il soit parlé du Mayeur. »

En 1318, le bailliy d'Amiens enjoignit, de la part du roi, aux échevins d'Arras d'envoyer quatre députés de leur corps à l'assemblée que sa Majesté convoquait alors à Paris.

Philippe de Valois, roi de France, donna, en 1330, des lettres patentes qui portent que « toutes personnes qui possèdent par succession ou autrement du bien de quelques bourgeois défunts sont tenus et même contraints par les Echevins de satisfaire aux frais de la ville. » Ces lettres ne disent pas un seul mot du Mayeur.

Eudes et Jeanne, sa femme, confirmèrent, en 1335, les privilèges des habitants d'Arras, et leur accordèrent l'autorisation de lever, pour subvenir aux charges publiques, une *maltôte* ou imposition sur différentes denrées et boissons. Les maltôtes ne pouvaient être établies qu'avec la permission du comte et à la condition que le quart du produit lui serait attribué (1). Comme on le voit, le pouvoir municipal perdait de son

(1) Arch. munic. imp. laye 1, cot. 3. *Chron. de la ville d'Arras*, page 29. La Maltôte est une imposition extraordinaire faite sans fondement, sans nécessité et sans autorité légitime. Dictionnaire de droit et de pratique par Ferrière, édition de 1771, tom. 11, pag. 198.

Tolta seu malattoita, exactio, quæ per vim fit, quod contra jus tollitur quodvis tributum..... malum vel indebitum. Ducange, *Glossarium mediæ et infimæ latinæ*, édit. Didot, tom. VI, pag. 601.

Influence; dès cette époque, le comte s'immisce dans l'administration financière de la ville, et chaque jour les empiètements de ses officiers seront plus hardis (1).

Nous bornant à mentionner les concordats de 1349, 1352, 1363, etc, etc, qui mirent fin à de nombreux différends entre l'administration municipale d'Arras et les religieux de Saint-Vaast, nous constaterons qu'en 1347, les officiers du comte d'Artois prétendaient qu'avant de procéder à toute élection, les noms des candidats devaient être soumis à leur approbation. Les Echevins s'adressèrent à Philippe de Valois, qui, par lettres patentes du 27 août de cette année, rejeta ces prétentions et permit aux bourgeois de nommer 12 échevins sans l'autorisation du comte et sans la communication des noms des personnes qui étaient désignées.

Cet acte nous prouve que l'élection n'était plus qu'une vaine formalité, et que le magistrat exerçait une puissante influence sur le vote des habitants.

Nous retrouvons la mention du Mayeur d'Arras à l'occasion des troubles qui éclatèrent en 1356. La province d'Artois, jusqu'alors exempte de taxes, s'était vue soumise, en 1355, à l'impôt sur le sel, ainsi qu'à une taxe sur les bestiaux et les denrées (2). Les habitants protestèrent avec indignation, brûlèrent les registres et se livrèrent à toutes sortes de violences. Les troubles furent cependant facilement apaisés et le roi de France ne tarda pas à venger son autorité méconnue. Les échevins refusèrent de s'associer à ces représailles, et le maréchal d'Andrehem fut chargé d'instruire l'affaire. Après une enquête rigoureuse, un grand nombre de coupables payèrent de leur tête leur participation à la rébellion, et à la suite de ces exécutions, le roi, à la requête du Mayeur, des Echevins et des habitants d'Arras, accorda, en 1356, des lettres d'abolition dont la copie est conservée dans les archives municipales.

La captivité du roi Jean, fait prisonnier à la bataille de Poitiers, amena en France des troubles nombreux; les Echevins d'Arras en profitèrent pour régler les droits à percevoir sur les ventes faites par les bourgeois ou aux étrangers. Ils décidèrent, en 1356, dans une séance publique, que « quiconque emprendra le dit échevinage ou greffe si

(1) D'Héricourt et Godin. — *Les rues d'Arras*. T. 1<sup>er</sup>, p. 63.

(2) L'an 1352. le 5 de juillet, Jeanne, reine de France, adressa des lettres aux Gouverneur, Bailly et Echevins de la ville d'Arras, et *non* *Majeur*, par lesquelles, elle accorde aux échevins, manans et habitants de cette ville, la levée d'une Maltôte sur le vin, pour les causes plus au long déclarées es-dites lettres, entre autres pour les récompenser des pertes qu'ils avoient faites durant la guerre.

« avant qu'il soit au serment et service du seigneur comte d'Artois, ses gens ou gouverneur, de Saint-Vaast, de l'hôpital, de l'évêque d'Arras, ou du chapitre, devra amende de cent livres, Item pour l'ar-gentier, item que tous les échevins dedans un mois de leur élection « seront tenus d'avoir chacun un cheval à l'étable à peine de vingt livres. »

En 1358, il fut arrêté que « l'on percevrait huit deniers de la livre de « tous les héritages qui se vendroient au jugement des Echevins, « dont l'acheteur payeroit quatre deniers et le vendeur les quatre autres, « de sorte que les bourgeois payeroient trois livres six sols huit deniers « du cent, au lieu que dans les ventes de bourgeois à forain ou de « forain à Bourgeois, il seroit dû treize livres six sols huit deniers du « cent, et dans les ventes de forain à forain, il seroit dû vingt-trois livres « six sols huit deniers du cent ; qu'il seroit pareillement payé un sol « à la livre de toutes les reconnoissances qui se passeroient pardevant « Echevins, qu'on ne recevrait point les bourgeois sans en exiger « quelque somme, qu'on recevrait les six deniers des salaires des coultiers « de vin et de draps, qu'il falloit être bourgeois d'an et jour, suivant « la charte de Philippe-Auguste, et en outre bourgeois notable pour « être Echevin (1). »

Le décès de Philippe de Rouvres, mort à 14 ans, laissa le comté de Flandre à sa grande-tante Marguerite, fille du roi Philippe le Long. Cette princesse se montra dans le principe favorable aux droits des bourgeois.

Le 28 de novembre 1362 est la date de lettres en parchemin, scellées en double et données à Paris par Marguerite de France, comtesse d'Artois, qui « adjuge aux Echevins d'Arras la connaissance et le juge-ment des sergents du chatelain, avec pouvoir de les punir si le cas y « échet. » Il n'est point fait mention du Mayeur, dans ces lettres. Cette même princesse en donna d'autres le 23 août 1371 qui « accordent « aux Echevins d'Arras, sans parler du Mayeur, la permission de lever « une assise ou un droit sur certaines marchandises pour l'entretien « des fortifications de leur ville. »

Nous voyons en 1372, le Mayeur Simon Faverel assister à un acte de fondation de la chapelle de la halle dotée par la dame de Compiègne du Cauroy (2).

(1) Juridiction, laye 1 cot. 60.

(2) La chapelle échevinale dans laquelle Isabelle de Ghistelles, femme du gouverneur d'Arras, avait fondé deux messes par semaine existait, d'après le P. Ignace, à l'étage contre le grand vestibule et le beffroi ; de son temps encore on y célébrait la messe le mercredi de chaque semaine et le premier lundi de chaque mois ; en outre, on y bénissait l'eau tous les dimanches.



Le premier impôt concernant les fortifications d'Arras, établi en 1371, fut bientôt suivi de nouvelles taxes. On y joignit les corvées et les levées en masse. Profitant des tristes circonstances occasionnées par les attaques continuelles de l'armée anglaise, la princesse Marguerite entreprit de lutter contre l'administration municipale. Forte de l'appui du comte de Flandre, son mari, cette princesse voulait confisquer à son profit les franchises de la ville : mais elle rencontra un adversaire déterminé dans Simon Faverel. Il opposa aux prétentions tyranniques de la princesse, une énergie à laquelle elle était loin de s'attendre. Ce courageux magistrat, parvint à faire porter l'affaire au Parlement de Paris, et en 1379, il intervint une transaction qui donna satisfaction aux habitants d'Arras (1). Cet accord, en trente et un articles, consacre de nouveau les prérogatives municipales de cette ville. Et ne laisse rien à l'arbitraire.

Il règle les droits respectifs du magistrat et de la comtesse sur les faits suivants : « Nomination des Echevins. — Trêves ou assurements. — Visites « et saisies au domicile des bourgeois. — Création de capitaines en temps « de guerre. — Monnaies. — Amendes. — Justice criminelle. — Ajourne- « ments. — Exécution. — Inventaires. — Droits de bourgeoisie et droits « de gîte. — Confiscations. — Ordonnances sur le fait des métiers. — « Elections, etc., etc., etc.

Les articles 6 et 7 portent, « quand à la question de nommer un « capitaine de la ville en cas de guerre, que Madame pourra mettre « capitaine suffisant et tel qu'il doit être agréable aux Maire et Eche- « vins de la dite ville, et quand à la question de faire ordonnance en « la dite ville, en cas qu'effroy sera de guerre, le capitaine, au cas « qu'il y aura capitaine, le Bailly, le Maire et Echevins ensemble pour- « ront faire ordonnances et défenses.

D'après l'article 24, « il est avisé pour le bien et profit de la ville, « que les comptes se rendront bien et convenablement, appelés les gens « de Madame et ceux qui sont accoutumés d'y être appelés, et, si l'on « y apperçoit aucune fraude, Madame pourra pourvoir et remédier « sur ce comme il appartiendra, »

L'article 25 de ce concordat porte qu'à « l'avenir, dans le renouvelle- « ment de la loi, la comtesse Marguerite, ses successeurs les comtes

(1) Datum Parisiis in parlamento nostro die vigesimo octavo junii, anno domini millesimo septuagesimo nono, et regis nostri decimo sexto.

Impression moderne in-f°

Arras. Archives départementales 1379. Original en parchemin.

Recueil des chartes, édits et arrêts, pages 119. Année 1773.

« d'Artois, nommeront quatre Echevins, que les Echevins sortant  
« d'exercice en nommeront quatre, et les huit nommés choisiront les  
« quatre autres. »

Conformément à l'article 26, « pour que la dite ville pût plus plan-  
» teusement être servie de tous biens, vivres et denrées, avisé est, et  
« ainsi veut Madame que toutes bonnes personnes qui sçauront gagner  
« et faire métier quelconque puissent venir demeurer en cette ville et faire  
« exercer leur métier en payant les dettes et droitures à Madame et à  
« la ville, ainsi comme les autres habitants d'Icelle, et sur chacun  
« métier seront ordonnées certaines bonnes personnes, lesquelles seront  
« élues et nommées par les Echevins pour les denrées visiter et regar-  
« der selon l'instruction et ordonnances sur ce faites et avisées pour le  
« bien et profit commun de la ville, par le Bailli et Echevins, et  
« toutes fois qu'il conviendra pour aucunes causes raisonnables faire  
« aucunes mutations aux ordonnances, elles seront faites par le dit  
« Bailly et Echevins. »

L'article 29 annonce que 24 bourgeois étaient appelés à diriger  
avec les Echevins les affaires de la ville, et veut que ces personnes soient  
élues et nommées, savoir : huit par les vingt-quatre de l'année, huit  
par les Echevins choisis, et les huit derniers par les seize déjà  
nommés.

Les citoyens d'Arras devaient trouver dans cet accord une garantie  
qui ne résultait plus d'une charte octroyée, mais qui devint d'autant  
plus inviolable qu'elle émanait de parties reconnues également capa-  
bles de contracter. N'oublions pas que la ville d'Arras dut à l'un de ses  
Mayeurs la proclamation de ce droit, et reconnaissons que ce n'est pas  
seulement de nos jours que la liberté a trouvé dans nos murs d'éner-  
giques défenseurs.

Monsieur le comte A. d'Héricourt cite dans son ouvrage *des Rues  
d'Arras*, Jacques Valois comme remplissant les fonctions de ~~M~~ayeur en  
1377, et conjecture qu'il devait être allié à la famille de Faverel (1).  
Dans nos longues et incessantes recherches, nous n'avons pu retrouver  
ce nom ni dans les mémoriaux, ni dans les registres au renouvellement  
de la loi, ni dans aucun des titres et manuscrits conservés aux archives  
communales et départementales. De plus, le 2<sup>e</sup> volume de mémoriaux  
fait mention en l'année 1377 du mayeur Jean Faverel.

(1) *Rues d'Arras*, tome II, page, 267.

L'acte qui suit nous à fait découvrir le nom du Mayeur d'Arras en 1397 ; c'est Jehan de Beaumetz.

« Aujourd'hy XXI<sup>e</sup> jour de septembre mil CCC IV<sup>xx</sup> et XVII<sup>p</sup>  
« mess Maieur et Echevins plain plet Thomas Bouchel fut retenu ou  
« fait de la procuration de la ville d'Arras et fut retenu aux gages  
« de XXXII liv. monnoye courante pour chascun an, lequel Thomas Bou-  
« chel fit serment que le fait de la dite procuration d'icelle ville à son  
« sens et à son pvoir exercera justement et loialement : ad ce furent  
« mss maieur Jehan de Beaumers, Mahieu des Mailles, Colard de Paris,  
« Jaquêm le Borgne, mikiel Augrenon, Simon Lione, le comte Grard  
« de Hannecamp, Eschevins, et sans ce que aucuns des XXXIII y  
« fut pnt. »

« Item ara ledit Thomas Bouchel chascun jour qu'il chevauchera pour  
« les besongnes de la ville à l. 9 vâl X<sup>s</sup> et quand il chevauchera a y  
« 9vâux il ara XVI<sup>s</sup> chås jour (1). »

Le 26 octobre 1404, Marguerite de Bourgogne prêta le serment en la maison de la Cour le Comte, mettant la main sur le livre et la représentation de Notre-Seigneur que tenait Simon Faverel, « et fut le dit  
« serment lu par M<sup>e</sup> Jehan Poissant, conseiller de la ville (2). »

Ce Mayeur ne pouvait être qu'un descendant de Simon Faverel, mis en possession de la mairie d'Arras en 1271 par Robert, comte d'Artois.

En 1407, la ville d'Arras était grévée de nombreuses dettes et rentes à vie ; les finances étaient obérées. Le roi de France, pour y remédier, créa divers offices dont la nomination appartenait aux officiers du comte et aux Echevins. Défense fut faite au Mayeur de vendre aucune de ces rentes.

Simon Faverel sentant ses forces s'épuiser, remontra au conseil des échevins que sa faiblesse et son grand âge ne lui permettaient plus de veiller à la garde de la ville et il délégua le lieutenant du bailly pour le remplacer (3).

(1) *Notice sur l'échevinage d'Arras*, Parenty, Annuaire 1886. page 362.

(2) *Registre mémorial*, 1398, folio 15.

(3) *Registre mémorial*, n° 5, f° 23.

## CHAPITRE V

### LES MAIRES D'ARRAS SOUS LES DUCS DE BOURGOGNE

Le mariage de Marguerite, fille de Louis le Male, avec le duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, avait réuni le comté de Flandre et d'Artois aux domaines de la puissante maison de Bourgogne. La ville d'Arras se ressentit bientôt de l'esprit organisateur de son nouveau maître. Les finances se réglèrent, la comptabilité fut organisée, les recettes et dépenses furent régulièrement inscrites sur des rouleaux de parchemin et bientôt après, sur des registres. Les comptes de la ville, rendus par les Echevins et l'argentier, furent visés et arrêtés par le gouverneur ou bailli, le Mayeur et les autres officiers ou bourgeois composant le corps du magistrat. On établit aussi alors des offices spéciaux de surveillance sur chacune des dépendances de l'administration municipale (1). Nous citerons les offices de la vingtaine, du grand marché ; celui au poisson, et les autres corporations bourgeoises que M. Lecesne nous a si bien décrites dans sa notice sur l'échevinage d'Arras. C'est de cette époque que date la réunion des charges de bailli et de gouverneur. Cet officier du duc de Bourgogne fut astreint à présenter à l'échevinage ses lettres de provision et à prêter serment entre les mains du Mayeur.

Lorsqu'un nouveau comte d'Artois, Philippe le Hardi, vint visiter Arras, maître Jehan Taquet, conseiller de la ville, lui représenta au nom du magistrat, qu'il devait préalablement prêter le serment de défendre les droits des habitants et de maintenir les bourgeois dans l'exercice de leurs privilèges. Ce serment fut renouvelé en 1404 par Marguerite de Bourgogne, sa femme, sur les Saints Evangiles.

Sous l'administration des ducs de Bourgogne, une nouvelle réforme s'opéra dans le régime municipal de la ville d'Arras. Les fonctions de Mayeur avaient été rendues héréditaires, en 1271, par le comte d'Artois, Robert II : Jean, duc de Bourgogne les réunit à son domaine. A partir de cette époque, cette dignité fut conférée chaque année, la veille de la Toussaint, par le gouverneur au nom du prince, à un *bourgeois*

(1) Registre mémorial de la ville d'Arras, commençant en 1392, et finissant en 1397, f° 199.

*natif d'Arras, idoine et suffisant.* A cet effet, Jean sans Peur racheta la charge de Mayeur à son chambellan, le chevalier Colart de Montbertault, moyennant une somme de 800 florins dont 400 furent payés à Jeanne Louchard, sa femme.

En 1414, le registre mémorial fait mention de deux Mayeurs d'Arras, Simon Faverel et Jean Saquespée ; le premier est désigné sous le titre de Mayeur viager.

Jusqu'ici nous sommes entrés dans de longs détails sur l'histoire de l'échevinage de la ville d'Arras ; en effet, elle pouvait faire connaître son administration intérieure et nous apprendre la part que les Mayeurs y prenaient. A partir de 1414, la série de ces derniers ne sera plus interrompue, et nous glisserons rapidement sur les événements généraux pour nous occuper tout spécialement des faits particuliers à la vie et l'administration de chaque Mayeur.

A l'époque où Jean Saquespée fut nommé Mayeur, en vertu de la charte de Jean sans Peur, l'Echevinage se trouve presque complètement soumis à l'influence du souverain. Le comble fut mis à cette dépendance par la décision qui obligea le Mayeur, les échevins et l'argentier à revêtir la livrée du duc. Ils eurent chacun huit livres de cire, six pots de vin et une robe qu'ils prélevaient tous les ans sur les revenus de la ville (1).

Jean Saquespée était fils de Simon et de Marie Grenet ; il épousa Jeanne de Valois, fille d'Huart et d'Isabeau Boursette. Il était seigneur de Beaudimont, et jouissait du titre de bourgeois, et des charges de Mayeur, de conseiller du duc de Bourgogne et de receveur général des aides en Artois.

Au mois d'octobre 1414, il présenta une requête aux Echevins d'Arras, à l'effet d'obtenir l'autorisation de construire un moulin sur le rempart de la ville : le magistrat y consentit dans la limite de ses pouvoirs. Ce fait semble prouver que le *droit de vente* était alors domanial en Artois.

Saquespée ayant présenté aux Echevins d'Arras les comptes de

(1) Les mayeur, échevins et autres officiers permanents, comme aussi aux officiers, du comte, et sçavoir le jour et le lendemain des âmes, que l'on appelle *chevauchées*, lot de vin ; item le jour de Saint Martin, Saint Jean et la veille de Noël ; item le jour que l'on impose les maltotes, et autres impositions à la ferme, à sçavoir un lot pour le même prix et un lot pour la demeure (*Chronique manuscrite d'Arras*, page 33).

recette et de dépense d'une année, fut renvoyé, pour les rendre, pardevant les officiers de la chambre des comptes à Lille.

Aussi remarquable par les qualités de son esprit que par le rang élevé qu'il occupait, le Mayeur d'Arras professait à l'égard de la mère de Dieu et de la Sainte chandelle une dévotion toute particulière. Ayant eu le malheur de perdre son fils Hector, et jaloux de faire éclater aux yeux de ses descendants les sentimens qui l'animaient, il fonda dans la chapelle érigée sur le marché d'Arras, pour le repos de l'âme de son enfant et des Mayeurs de la confrérie décédés, une messe à perpétuité qui devait se dire chaque jour à huit heures du matin. Le chapelain reçut pour émolumens une somme de 40 livres parisis qui fut prélevée sur une portion du droit de fouée qui appartenait au donataire. Ce dernier se réserva, ainsi qu'à son fils, la collation de cette chapellenie. Après leur mort, ce droit devait passer à l'évêque et au chapitre (1). Le père Ignace relate une inscription commémorative de ce bienfait, qui était gravée sur une plaque de cuivre placée dans la muraille du vestibule de la chapelle, du côté de l'Epître. Nous croyons intéressant de rappeler ici ce curieux document biographique concernant le Mayeur Saquespée.

L'an mil quatre cens et vingt  
De par la grâce de Dieu vint  
Dévotion moult embrazée  
Au cœur de Jehan Saquespée,  
Conseiller du duc de Bourgoigne,  
Qui receveur fut sans meshoigne,  
Général longtemps en Artois  
Des aides au roi François  
De chi fonder ceste chapelle  
Au nom de la Vierge pucelle,  
Que nostre créateur porta ;  
Laquelle capelle il dona  
Tous les ans de quarante livres ;  
Et pour estre de ce délivres,  
Le dit Jehan de Saquespée  
Quicta le quart de la fouée  
Qui sien estait ad héritage  
Queillie sur l'échevinage,  
Par vu que la ville d'Arras  
Empris de paier sans haras,

(1) De Linas, *la confrérie de Notre-Dame des Ardens*, page 23 et suivantes.

La ditte somme tous les anz,  
Pour et au nom du dit Jehans  
Au capelain qui jouira  
Du bénéfice et qui dira  
Tous les jours messe en sa personne,  
S'il n'a ensoine juste et bonne  
A huit heures quoiqu'il advienne  
Hiver et esté faut qu'il vienne,  
Et doit livrer clerc, pain et vin  
Pour faire l'office divin,  
Lumièreaussi à ses despens,  
Réparer les aournements ;  
Et si faults en cela voioient  
Mayeur et Eschevins, feroient  
Ou aultre la messe chanter,  
Et pour celi bien contenter  
Retenroient sur le chapelain,  
Ayant le bénéfice en main,  
Deux sols parisis pour la messe  
Que defauroit pour sa promesse  
Et si par mort ou autrement,  
Le bénéfice aulcunement  
Vacquoit, la ditte loi sans visse  
Y mettroit un homme propice  
Aux despens du premier venant  
Possédant l'office avenant,  
Pour donner à ceste ordenanche,  
Perpétuelle souvenanche,  
Furent faictes, lettres patentes  
Desquel copie par bonne entente  
Nostre-Dame en a la copie  
Et Saint Vaast en sa trésorie,  
L'aultre tierche sera trouvée  
En la trésorie enfermée  
De la halle des échevis  
D'Arras pour tout maulvais commis.  
Quicter et pour a unir  
Tous proches en temps advenir  
Sy prions Dieu pour le fondeur  
Qua same luy soit défendeur  
Contre les felons ennemis  
Et à tous les loyaulx amis  
Amen (1)

(1) *Dictionnaire du diocèse d'Arras*, tome IV, page 35 et suivantes. Mss. du P. Ignace

Plus tard, en 1421, Jean Saquespée fit reconstruire la chapelle érigée par la comtesse Mahaut en l'honneur de la Sainte Vierge et qui était devenue trop petite et insuffisante. Elle était de forme ogivique et appuyée à la pyramide du côté de la maison rouge. Détruite lors du siège d'Arras en 1640, elle fut reconstruite en 1656 en forme de dôme et surmontée d'une lanterne et d'une statue (1). Il ajouta encore à sa munificence, en recouvrant la chasse d'émail du cierge miraculeux, d'ornements en argent ciselé d'un beau travail (2).

A cette époque, la religion présidait à toutes les réunions du magistrat; Jean Saquespée céda l'autre partie du droit de fouée qu'il avait à l'Echevinage, pour solder les honoraires du prêtre qui disait la messe à la chapelle de la halle Echevinale, toutes les fois que le magistrat s'y assemblait.

Après avoir rempli à quatre reprises différentes la charge de Mayor, Jean Saquespée termina à Arras une vie si noblement employée. Il fut inhumé avec un autre membre de sa famille dans l'église de Saint-Géry, près de la porte du côté de la petite rue dite de la Wattelette; leur épitaphe était placée dans la muraille près de ce portail.

La famille des Saquespée était originaire de Picardie; elle portait pour armes : *de sinople à l'aigle d'or, becqué et membré de gueules, tenant au bec une épée de sable garnie d'or, la pointe en bas et posée en bande* : Ses membres habitaient à Arras un hôtel situé sur l'emplacement où s'éleva plus tard le couvent des récollets. La sépulture des descendants de Jean Saquespée était placée au bas de la croix de gré qui s'élevait au milieu du cimetière de Saint-Nicaise. L'on y enterra le dernier rejeton de cette famille, vers l'an 1720.

Au renouvellement de la loi du 31 octobre 1417, Adrien de Saint-Vaast, dit Lyonnell, fut nommé Mayor, à la place de Jean Saquespée, par le lieutenant du gouverneur. Ancien maître d'hôtel d'Antoine duc de Brabant, il était seigneur de Simencourt et de Farbus, et avait épousé Marie de Croisettes. Le Père Ignace cite un manuscrit dans lequel il avait trouvé une sentence en réparation d'honneur pour des injures proférées contre lui. Quoiqu'il en soit, Adrien de Saint-Vaast, fut Mayor de 1417 à 1421.

De son temps on lui adjugea, en qualité de Mayor, le bois d'une

1) A. d'HÉRICOURT. — *Sièges d'Arras*, page 197.

(2) A. TERNINCK. — *Notre-Dame de Joyel*, page 27.



mauvaise pièce de vin, qui avait été crevée, et dont le liquide avait été répandu. La justice déclara la marchandise vicieuse, et la confisqua au profit du Mayeur qui donna le bois confisqué, à la charge de faire une autre futaille.

Ce fut sous son administration que Charles VI, par des lettres datées de Corbeil du 10 août 1420, établit à Arras un hôtel des monnaies.

En 1422, Jean Sacquespée reprit la charge de Mayeur. Des lettres du duc de Bourgogne du 7 septembre autorisèrent le Mayeur et les Echevins d'Arras à aliéner les rentes constituées sur plusieurs maisons et héritages de la ville et à distribuer en aumônes le produit de la vente.

Jean Sacquespée, remplacé en 1425 par Jean Paris, dit Dragon, fut rappelé pour la troisième fois en 1427, et dut céder de nouveau la place de Mayeur en 1429 à Jean Paris. Le 11 novembre de cette année, le lieutenant du Mayeur, nommé par ce dernier, prêta le serment entre ses mains. Il y avait donc déjà alors un adjoint chargé d'aider et de remplacer le maire dans ses fonctions.

Lyonnel de Saint Vaast reparaît en 1431 ; mais il cède la place en 1432 à Jean Sacquespée qui l'occupe pour la quatrième et dernière fois.

Jean Paris reprend les fonctions en 1433.

Colard Leborgne, nommé Mayeur en 1435, fut remplacé en 1437 par Robert Pipelaert qui lui remit les fonctions de Mayeur en 1438.

L'année suivante, Antoine Sacquespée, fils de Jean Sacquespée, eut l'honneur d'exercer la charge de Mayeur que son frère avait si dignement remplie. Il la conserva en 1440, et l'abandonna momentanément en 1441 à Robert Pipelaert, pour la reprendre en 1443.

Il eut pour successeur en 1445 Guillaume Lefebvre dont l'administration fut interrompue en 1447 par la nomination de Jacques Valois. Ce dernier dut se retirer en 1449 : mais Guillaume Lefebvre lui remit de nouveau la présidence du magistrat d'Arras en 1451.

Le principe de la nomination annuelle des Mayeurs ne fut pas de longue durée. Cette dignité fut abandonnée à Jacques le Josne pour en jouir pendant toute sa vie, en vertu des lettres patentes de Philippe le Bon, 23 juillet 1452.

Jacques le Josne était fils de Robert licencié ès-lois, seigneur de Forest, Bailly d'Amiens, et gouverneur d'Arras. Son administration

**fut de longue durée. En effet, le registre au renouvellement de la loi et les mémoires d'Arras ne lui donnent de successeur qu'en 1475. Ce fut de son temps que le beffroi de la ville fut commencé (1).**

**C'est aussi vers cette époque, qu'eut lieu la création des quatre *commis aux ouvrages* et de leur clerc, officiers qui remplacèrent le contrôleur de la ville (2).**

**Nous ne saurions passer sous silence un fait célèbre dans nos annales et auquel le Mayeur le Josne dut prendre une grande part. Ce fut l'entrée joyeuse à Arras de Charles le Téméraire et la réception par ce prince, de Sigismond, archiduc d'Autriche, en 1469. Ces réjouissances ont été l'objet de deux fêtes historiques, dans lesquelles nos concitoyens ont déployé un grand dévouement et une grande magnificence.**

**Mais l'horizon s'assombrit pour la ville d'Arras; aux beaux jours de la domination de Bourgogne vont succéder d'épouvantables calamités. Nous arrivons au règne de Louis XI, et aux tristes souvenirs qu'il laissa dans la mémoire des Artésiens. En effet, après un demi-siècle, il était tellement en exécution aux habitants de notre ville, que les femmes se servaient encore du nom du *roi bossu* pour faire peur aux petits enfants.**

(1) Le beffroi d'Arras était alors en construction; la première délibération ayant rapport à cet édifice est du 20<sup>e</sup> jour de may l'an mil quatre cent soixante-treize. Messieurs en nombre étant en leur chambre et les quatre commis aux ouvrages de la dite ville accordèrent à M. le maire de cette dite ville que le viez bois qui ne se pouoit remettre en œuvre venant de la halle, de l'artillerie et cuirs tanés, et ou le beffroi est encommenchié, laquelle salle se met jus, sera délivré au dit M. le Maire et à lui appartenant à cause de la dite mairie et n'en aura autre chose que par les dits quatre, sera délaissé non digne d'estre mis en œuvre et par autre moyen ne autrement ne le pourra prendre, et pareillement leur furent délivrées deux mesures à blé qui estoient en la dite cambre, parce qu'elles ont été trouvées trop petites. (*Arch. munic. de 1463, à 1499, f<sup>o</sup> 89, v<sup>o</sup>*).

(2) Une charte de Philippe le Bon, duc de Bourgogne et comte d'Artois, donnée à Meudin le 8 octobre 1463, autorise l'établissement de quatre honorables hommes pour veiller, sous les échevins, aux ouvrages de la ville, et ces quatre officiers ont existé sous le nom de commis aux ouvrages jusqu'en 1749, époque à laquelle on leur substitua un architecte. Il résulte de cette charte que les échevins se renouvelaient dès lors chaque année la nuit de tous les Saints.

L'an 1463, au mois de septembre, ce même prince donna des lettres ordonnant « que le receveur de la ville ne pourra faire aucun paiement ni délivrer aucuns deniers de la ville sinon par mandement en forme de Cédule à lui adressé par les échevins et par quatre hommes nommés à ce sujet, que la quittance ou mandat du paiement sera signé d'un de leurs clercs, signé et scellé en placard du contre sceal aux causes de la ville avec les sceaux des quatre hommes. » Il n'est fait aucune mention du mayeur dans ces lettres, sinon que les hommes feront serment entre ses mains; ce qui prouve que le Mayeur n'avait point l'administration des deniers de la ville.

Les bonnes relations qu'avait laissé entrevoir la première visite du roi de France à Arras, en 1463, furent bientôt effacées. La mort de Charles le Téméraire délivra Louis XI de son plus dangereux ennemi. La jeune princesse Marie, fille de l'illustre défunt, passait pour la suzeraine légitime du comté d'Artois et le monarque français n'avait pour s'en emparer que le droit de la force : mais peu lui importait. Il fit entrer son armée en Artois, et la cité d'Arras lui ayant été livrée par son gouverneur, Philippe de Crévecœur, il commença le siège de la ville le 6 mars 1476.

Le mayeur Jacques Lefebvre fit partie de l'ambassade déléguée vers Louis XI pour le prier d'accorder aux habitants une trêve de huit jours. La résistance fut courte, les fortifications étaient en très-mauvais état, et la ville dut se rendre ; elle capitula le 5 mai 1477, à condition que la garnison sortirait avec armes et bagages et que les bourgeois seraient maintenus dans tous leurs privilèges et continueraient à vivre *selon leurs usages et coutumes* (1).

Le registre au renouvellement de la loi de 1476 nous indique comme étant mayeur d'Arras, Michel de Bernemicourt. Il descendait d'une des plus anciennes familles de l'Artois. Hugues, l'un de ses ancêtres, avait paru au tournoi d'Anchin en 1096. Cette maison possédait les seigneuries de Belle-Forrière, de la Tieuloye, de Frévin, etc., et donna plusieurs gouverneurs à Béthune. Elle avait pour armes : *de sable semée de fleurs de lys d'or*.

Louis XI avait fait de belles promesses, mais il les tint à sa manière. L'historien impartial qui a étudié le gouvernement de ce prince, consulté les listes de proscription, réfléchi sur l'échafaud des d'Armagnac, analysé ses essais de poison (2), peut douter de la sincérité des sentiments généreux manifestés par Louis XI, dans cette occasion. Rien

(1) L'abbé PROYART.—*Louis XI à Arras. — Mémoires de l'Acad. d'Arras*, 1863. Tom XXXV, page 91.

Déclaration du roi Louis XI contenant, « qu'ensuite de la remise faite par les gens d'église, Nobles, Mayeur, Echevins, corps et communauté, Bourgeois, manans et habitants de la ville d'Arras, des clefs d'icelle ville, et la prestation de serment de fidélité par eux faite à sa Majesté, il leur a remis, pardonné et aboli tous les crimes et excès qu'ils pouvaient avoir commis durant les guerres et divisions qui ont été entre sa dite Majesté et Charles le Hardy, duc de Bourgogne ; en conséquence les a rétablis dans tous leurs biens, privilèges, franchises, libertés, etc., qu'il confirme et ratifie par la dite déclaration, ainsi que les corps de métiers avec les statuts et ordonnances qui les concernent. (A. d'Héricourt.— *les Sièges d'Arras*, p. 337.)

(2) *Bibliothèque de l'école des Chartes*, années 1854-55, p. 167.

d'ailleurs ne pouvait faire oublier aux habitants d'Arras les serments qu'ils avaient prêtés à l'infortunée Marie de Bourgogne et ils saisisaient avec empressement toutes les occasions de lui en donner le témoignage.

Après avoir commis toutes espèces de cruautés et d'exactions, Louis XI chercha à amoindrir le magistrat d'Arras, en plaçant à ses côtés une nouvelle administration, celle du Sénéchal avec siège de sénéchaussée ressortant au Parlement de Paris. Les Mayeur, Echevins, bourgeois et communauté lui représentèrent que cet établissement portait atteinte à leurs privilèges ; il leur déclara par des lettres patentes du 26 novembre 1477, qu'il entendait que ce ne fut *aucunement au préjudice des police, connaissance, justice, judicature et seigneurie de l'échevinage de ladite ville et qu'il voulût qu'ils y fussent maintenus.*

Le roi de France avait résolu de surprendre la ville de Douai. Aussitôt les Arrageois en informèrent les bourgeois, et lorsque l'armée française se présenta, elle trouva les portes fermées et la garnison en armes. Louis XI, furieux de cet échec, résolut d'en tirer une éclatante vengeance. Il transporta tous les habitants d'Arras sans distinction d'âge ni de sexe, confisqua leurs biens, puis appela des marchands d'Orléans et du centre de la France, leur abandonna la propriété des exilés et décida que la ville porterait le nom de *Franchise*.

Après avoir aussi odieusement persécuté les habitants d'Arras, Louis XI combla de faveurs ceux qu'il y avait appelés : par une charte du mois de Juillet 1481, il leur accorda des privilèges bien plus étendus que jamais on n'en avait obtenus. Il régla ensuite l'administration municipale, déclara que le Mayeur et les échevins seraient nobles et jouiraient des privilèges attachés à cette qualité, qu'ils seraient réputés *juges royaux*, qu'ils auraient la connaissance des crimes et délits commis dans la juridiction des ville et banlieue, que les biens des bourgeois, habitants, même manants de la ville, ne seraient confisqués que pour crime de lèse majesté, que douze sergents seraient chargés des exploits de la justice, sans que nul officier, quelque fut son titre, put les inquiéter, que la totalité des amendes appartiendrait à la ville pour être employées à son avantage, que les Echevins pourraient nommer à tous les offices, tels que marchands de poissons, avaleurs de vin, etc., et qu'enfin cette charte n'avait point pour but de diminuer les privilèges de l'échevinage ou de la bourgeoisie, qu'au contraire elle les confirmait, et qu'elle n'était qu'un témoignage de la générosité royale,

pour montrer ce qu'elle voulait faire « à l'utilité, profit et avantage des mayeur, échevins, manants, habitants et marchands » (1).

Aussitôt après le siège d'Arras, sire Antoine Clavan, avait été nommé Mayeur par Louis XI. Plus tard, en 1481, lorsque le roi eut résolu de donner à la nouvelle ville, *Franchise*, des privilèges étendus, et qu'il réorganisa l'administration municipale composée de douze échevins, d'un greffier et d'un procureur, le Mayeur Jehan Trochet était l'un des échevins ; il devait exercer ces fonctions pendant deux ans et était à proprement parler, le chef du magistrat.

Jehan de Beaumont était mayeur, lorsque Charles VIII, par son édit de 1483, rétablit dans leurs biens, privilèges, franchises, usages, coutumes, etc., tous les bourgeois des ville et cité d'Arras, qui en avaient été expulsés sous le règne de Louis XI. A sa mort, son corps fut porté en terre par les sergents de ville, revêtus de leur robe, quatre échevins tenaient les quatre coins du poêle.

Nicolas Leborgne fut pourvu de la charge de mayeur, en remplacement de Jean de Beaumont et prêta le serment le 10 de janvier ou de juin, selon de Locre, de l'année 1485. Le magistrat lui fit présent de douze cannes de vin à son repas d'honneur.

On aurait une fausse idée des villes du nord de la France au XV<sup>e</sup> siècle si on les comparait aux fortunes particulières qu'elles renfermaient. Tandis que les nobles, les bourgeois et les principaux habitants paraissaient en public couverts de draps d'or et d'autres vêtements précieux, la cité était souvent en dette et obligée, pour subvenir à ses charges, d'aliéner ses propriétés et de créer des rentes. C'est ainsi que la construction du beffroi fut suspendue pendant plus de vingt ans.

La restauration du pouvoir royal fut particulièrement funeste à nos Mayeurs, et laissa à Arras les souvenirs les plus pénibles. Les bourgeois d'Arras supportaient avec peine la domination française qui pesait sur la ville depuis 15 ans, ils regrettaient la famille de leurs anciens souverains. Aussitôt qu'ils purent le faire, ils retournèrent avec empressement à leurs anciens maîtres. Cette révolution fut préparée et accomplie par un homme qui devait figurer parmi nos mayeurs. Cet homme est un boulanger, nommé Jean Lemaire, dit Grisard.

(1) Archives municipales et départementales, ordonnances des rois de France. Chron. de la ville d'Arras.

Sans entrer dans de longs détails sur ce curieux épisode de l'histoire d'Arras, si souvent raconté, nous nous contenterons de rappeler ici que ce fut à la faveur de la nuit et d'une chanson dont le sens n'était connu que de ses partisans, qu'il réussit dans sa périlleuse entreprise. Il fut nommé Mayeur le 12 janvier 1493 (1). Ce fut le seul des conjurés qui obtint une récompense. Jean Lemaire était si peu riche, dit Gérard Robert, *qu'il ramenoit tous les jours le ruyot devant la porte et sur le pavé*. Il se montra digne de la haute position où le hasard des révolutions l'avait porté. En 1494, il rétablit l'ancienne clôture de la ville contre la cité, et posa la première pierre de cet ouvrage qui ne fut

(1) Pontus Hæuterus dit, sans fondement, que le magistrat fut renouvelé peu de jours après que la ville eut été surprise et qu'on y admit tous les conjurés. Il est étonnant qu'il soit tombé dans cette erreur, lui qui montre en plus d'un endroit de ses ouvrages, que les registres de la ville ne lui étaient pas inconnus. Bien loin que ce fait y soit rapporté, on y lit, en termes exprès, que le premier *renouvellement*, depuis le changement de domination, se fit au mois d'octobre 1493 ; et parmi ceux qui furent alors choisis pour Eschevins, on ne trouve ni Pierre Wartel, ni Jean de Saint Paul, ni Jacques Lobel, ni Pierre le Roi les seuls associés de Jean le Maire, dit Grisard, dont on sache à présent les noms. Quand à ce dernier, le Roi des Romains et son fils le créèrent Maleur d'Arras, par les lettres suivantes du 12 janvier 1493.

« Maximilien, par la grâce de Dieu, roi des Romains, toujours auguste, roi de Hongrie, de Dalmatie, de Croatie, etc. et Philippe, par la même grâce, archiduc d'Autriche, duc de Bourgogne, de Lothiers, de Brabant, de Lembourg, de Lutzelbourg, et de Gheldres, comte de Flandres, de Thirol, d'Artois, etc. A tous ceux qui ces présentes lettres voiront, salut. Sçavoir faisons que pour considération du bon et agréable service que nostre ville d'Arras nous a fait, à la réduction de nostre dicte ville en nostre obéissance, de laquelle réduction et de l'exécution qui s'en est ensuivie, comme sommes bien et duement acertenés, il a été le principal inventeur et conducteur, icelui Jehan le Maire, confiant à plain de ses sens, l'éaulté, preudhommie, et bonne diligence, avons, par la délibération de hault puissant prince nostre très-cher et très-ami cousin et lieutenant-général le duc de Sassen (de Saxe) et de nos très-chers et faulx les chancelier et gens tenant nostre grand conseil, en ensuivant la promesse à lui piechâ faite par nos capitaines qui ont exécuté la dite réduction, commis, ordonné, établi, commettus et établissons par ces présentes en l'office de Mayeur de nostre dicte ville d'Arras, en deschargent d'icelui office tout autres quels qu'ils soient ; et au dict Jehan avons donné et donnons par ces d. présentes, plein pooir, autorité et mandement spécial du dit office de Mayeur dores en avant exercer et deservir, de prendre le serment des Eschevins de nostred. ville d'Arras, quand le cas le requerra, et faire bien et duevement toutes et singulières les choses que bon et loyal Mayeur dessusd. peult et doit faire, et que a iceluy office compétent et appartiennent, aux droiz, honneurs, prérogatives, libertez, francizes, prouffits et émoluments accoustumez, et à appartenir tant qu'il nous plaira, sur quoi led. Jean le Maire sera tenu faire le serment pertinent es mains de nostre gouverneur d'Arras, ou son lieutenant, que led. serment fait par led. Jehan le Maire, comme dit est, il le mette et institue, ou fasse mettre et instituer de par nous en possession dud. office, etc. »

(Mém. pour servir à l'hist. de la prov. d'Artois, et principalement dans la ville d'Arras, pendant une partie du 15<sup>e</sup> siècle, par M. Harduin, page 223).

terminé que plusieurs années après. En 1499, il reçut l'archiduc Philippe, lors de sa joyeuse entrée à Arras, et lui offrit les clefs de la ville.

On sait les détails de ces fêtes, les tentures du palais épiscopal, le trône élevé de deux degres, le serment de l'archiduc, la courtoisie du chancelier, Gui de Rochefort, qui représentait la France.

Pour célébrer la joyeuse entrée de Philippe, les Echevins firent construire au haut du beffroi, un échafaudage en bois, et y placèrent la bancloque qui fut sonnée à la volée; c'est cette bancloque qui, felée en 1464, pendant le séjour de Louis XI à Arras, avait été récemment rétablie; c'est elle qui, refondue en 1528, fut alors baptisée du nom de Joyeuse : elle, enfin, dont le son annonce à nos concitoyens les jours de joie, de fête et d'allégresse.

Cependant, on faisait usage du beffroi à mesure qu'il avançait ; on y avait placé une cloche destinée à annoncer l'ouverture et la fermeture des portes de la ville; de plus, un trompette et trois joueurs de Haut-vent, aux gages de 15 livres d'argent payées par la ville, étaient tenus de jouer chaque jour au beffroi, *au matin à l'heure de la porte ouvrir, et aussi à l'heure de la porte clore et justement apprez que la cloque des portes clore et ouvrir avenra cessié la sonnerie.*

En 1504, Jean Le Maire, déjà avancé en âge, résigna sa charge de mayer entre les mains du chancelier de Philippe d'Autriche, en faveur de Louis, son fils, qui, après avoir étudié un certain temps à Paris, assistait au cours de droit de l'Université de Louvain. On consulta sur ce fait les échevins de la ville, et tous ayant consenti, Louis le Maire fut nommé mayer par lettres du 12 janvier 1505 ; Jean fut néanmoins autorisé à exercer cette charge en cas d'absence ou d'autres empêchements. Il mourut en 1509.

Jean Le Maire demeurait rue St-Géry, près de la petite place nommée maintenant place des Etats. On mit sur la porte principale de sa maison, une pierre blanche carrée, sous une petite voûte, et représentant la surprise d'Arras de 1492, on y voyait, sous une porte de ville, un prince à cheval à la tête de quelques troupes, et Grisard, qui les faisait entrer. Ce petit monument dura jusqu'en 1701, époque à laquelle cette maison fut démolie pour la construction des Etats d'Artois.

Jean Le Maire fut enterré dans l'église de Saint-Jean-en-Ronville, au haut de la nef, près du chœur. Son épitaphe fut placée au dernier pilier de cette nef, à l'endroit où s'éleva plus tard la chaire : elle repré-

sentait un homme couché, avec les vers suivans, qu'un poète d'Arras, nommé Poisson, consacra à la louange du mayeur :

« Asservit patriam qui nobis mole sub ipsâ,  
« Confectum senio sic tumulavit honor.  
« Expulit Attrebato Gallos sine cœde superbos.  
« Nestora nec Graii sic habuere suum.  
« Carmine plus fecit pugnâ quam mille cohortes,  
« Oppida principibus restituit que suis.  
« Ultima stat proprius conjux non morte dirempta;  
« Perpetuus functos associavit amor.  
« Corpora et ossa jacent, vivit sed fama perennis.  
« Grisardum et Bellam tu, Deus, adde polis. »

Il y avait au-dessus de cette épitaphe plusieurs autres vers en mauvaise rime et en vieux français, faits à la louange de Grisard et de sa chanson. Ces vers faisaient aussi mention de Marie Lebel, sa dernière femme, inhumée avec lui dans la même église de Saint-Jean.

« Icy dessous est mis en sépulture  
« Le bon Grisard, lui Dieu fasse pardon,  
« Mayeur d'Arras qui par sens et par cure  
« En son secret nous a fait un beau don  
« Délibéré ; car comme à l'abandon  
« Etais Arras serve et en grand dangier,  
« Et per chanter une double chanson  
« Nous a remis en notre estat premier. »

En 1668, le marquis de Montpezat fit briser cette épitaphe, sous prétexte qu'elle n'était pas à la louange de la nation française, quoique, comme le remarque le P. Ignace, « depuis vingt-huit ans qu'Arras « était à la France, trois gouverneurs avant lui, aussi zélés pour la « gloire du roi, et aussi portés pour l'honneur du nom français que « pouvait l'être le marquis de Montpezat, aient toujours toléré et laissé « subsister cette épitaphe (1). »

Nous avons dit plus haut que Jean Le Maire, eut pour successeur son fils en faveur duquel il résilia ses fonctions de mayeur en 1504 (2)

(1) *Dictionnaire du diocèse d'Arras*, p. 177.

(2) A partir du 31 octobre 1503, on trouve l'observation suivante : Loys Le Maire, maire par don fait de par le roi de Castille, notre prince.

Jehan Le Maire, lieutenant de M<sup>e</sup> Loys, son fils. C'est Jehan Le Maire, qui reçut le serment des échevins. (*Registres mémoriaux de 1503.*)

Le 31 octobre 1510 : maire, maître Loys Le Maire, fils de Jehan Le Maire, par don de Monseigneur et résignation à lui faite par son dit père.



Ce dernier prêta serment au mois de mai 1509. Aucun fait important ne signala son administration, et il abandonna cet office en 1517 à Pierre Lallart (1).

Pierre, dit Pierrot Lallart, fut clerc de Jacques Marchand, procureur à Arras. Reçu bourgeois en 1490, il épousa Jeanne Lebouchier, fille de Nicolas, chauxfournier, et de Catherine Canée. Nommé mayeur, il donna son dîner de réception le 4 janvier 1527 ; à cette occasion, le magistrat lui fit offrir dix-huit cannes de vin.

Charles-Quint était devenu comte d'Artois, par suite du décès de Philippe le Beau, son père ; on se ressentit bientôt de son gouvernement sage et modéré : il établit dans Arras *la bourse des pauvres*, fondation qui devint l'origine de nos bureaux de bienfaisance ; de plus, il autorisa le mayeur à se faire aider dans ses fonctions par un lieutenant ou commis. C'est la deuxième fois que nous voyons figurer un adjoint au maire d'Arras ; en cas d'absence ou de maladie, à l'époque du renouvellement de la loi, le lieutenant du mayeur, recevait en son lieu et place le serment des échevins. Il revêtait le costume officiel, et il obtint même l'exemption du guet. Le lieutenant Jean Le Maire remplaça, en 1524, Pierre Lallart. Ce dernier fut enterré dans le cimetière de St-Nicaise, auprès de sa femme. Il laissa trois enfants : Pierre, Jacques et Jacqueline. (Armes : *d'or au chevron de gueules, accompagné en chef de deux étoiles de sable et d'un croissant de même en pointe.*)

La suite des mayeurs s'écoule, sous la maison d'Espagne, sans faits remarquables. C'est néanmoins le beau temps de l'histoire municipale de cette ville, celui où ses magistrats sont revêtus de plus d'honneur et d'importance.

En 1535, nous trouvons comme mayeur d'Arras, Nicolas Lefot (2). Ayant fait de mauvaises affaires, il dut, à la suite d'une banqueroute, se retirer à Anvers où il devint domestique dans un couvent.

Après la fuite de Jean Lefot, Jean de Loüeuse, écuyer, fut pourvu

(3) 25 avril 1517, lettre de résignation du mayeur, faite par Louis Le Maire, en faveur de Pierre Lallart, approuvée par Charles-Quint, le 23 novembre 1518. (*Registres mémoriaux* n° 12).

(4) Le P. Ignace fait succéder à Pierre Lallart, messire Philippe de Souastre, chevalier, baron d'Inchy, maître d'hôtel de la reine d'Espagne ; mais nous n'en avons trouvé aucune trace soit dans les archives départementales, soit dans les mémoriaux, soit dans le registre au renouvellement de la loi.

de l'office de Mayeur : mais comme il y avait dans ses provisions la clause de *se moudre et conjurer les échevins de le mettre en possession*, ce qui était contre la coutume, on différa de le recevoir jusqu'à ce qu'il eut fait changer cet article dans ses provisions (1).

Un différend s'éleva entre le gouverneur d'Arras et le mayeur Jean de Loüeuse au sujet de la présentation des clefs, lors de l'entrée solennelle du prince Philippe d'Espagne à Arras; l'empereur Charles, son père, décida que cet honneur appartenait au mayeur.

Jean de Loüeuse reçut à la bourgeoisie d'Arras Nicolas Gosson, le 17 juin 1533. A sa mort, Louis de Blondel, écuyer, seigneur de Beauregard et d'Havrincourt, fut nommé mayeur et prêta serment le 9 mars 1553. Il était le 2<sup>e</sup> fils d'Antoine et d'Agnès Oudart, dame de Cuinchy; il épousa en 1542, Anne de Martigny, fille de Louis, président au Conseil d'Artois, et de Jeanne de La Salle. Avant d'obtenir la dignité de mayeur, Louis de Blondel avait été échevin; plus tard, en 1560, il fut élevé au poste important de gouverneur de Bapaume. Il fut l'aïeul de Marie de Blondel, dame des Haut-Bois, et femme de Ferdinand de Cardevaque. (*Armes, de sable à la bande d'or.*)

Louis de Blondel s'étant retiré en 1560, la charge de mayeur fut confiée à Philippe le Prevost, écuyer et licencié ès lois.

Le 28 octobre 1565, le conseil d'Artois rendit un arrêt concernant les échevins, contre Philippe Le Prevost. Ce dernier prétendait avoir : 1<sup>o</sup> voix délibérative au conseil de l'échevinage; 2<sup>o</sup> l'administration avec les échevins des deniers, revenus et domaines de la ville; 3<sup>o</sup> le privilège de faire prêter le serment entre ses mains par les échevins, avant que de procéder au renouvellement de la Loi. Il fut déclaré non recevable sur ces trois points, et il donna, le onze mai 1569, des lettres d'acquiescement à cette décision. Il fut fait depuis conseiller de la chambre des comptes à Lille.

Maximilien de Longueval, comte de Bucquoy et baron de Vaux, fut alors appelé à la gouvernance d'Arras. Dès qu'on apprit son arrivée, le magistrat se rendit au devant de lui et comme le conseiller pensionnaire était malade, Philippe le Prevost harangua le nouveau gouverneur. On lui présenta les vins d'honneur et le lendemain, il se rendit à l'hôtel de ville pour y prêter le serment d'usage.

Pontus d'Assonleville ou d'Assonville, écuyer, seigneur de la Couture.

(1) *Manuscrit du P. Ignace. Recueil*, tome IV, p. 337.

fut appelé à remplacer Philippe le Prévost, en 1575. De son temps, on fit une ordonnance au sujet des *benneaux et mariens* coupés sur les remparts et réclamés par le mayeur, comme vieux bois ; il y fut déclaré que ces bois pouvaient être encore mis en œuvre : néanmoins on donna douze livres d'indemnité à d'Assonleville.

Pierre d'Ervillers était mayeur d'Arras, lorsque les troubles religieux éclatèrent dans cette ville, en 1568. Il avait prêté serment entre les mains du gouverneur, le 1<sup>er</sup> octobre de cette année.

Le règne de Philippe II avait amené l'intolérance religieuse à Arras. Conformément aux lettres patentes de ce prince, concernant la publication du concile de Trente, nul ne pouvait être échevin, ni remplir aucun office de la ville, s'il ne faisait *profession de foi*. Sans nous étendre sur les tristes représailles qu'exerça l'échevinage pour tirer vengeance de l'établissement du gouvernement populaire des 15 tribuns, et sur la mort de l'illustre Gosson qui couronna l'épisode de la sédition dite des *verts-vêtus*, nous mentionnerons de préférence les placards de Philippe II de 1583, d'après lesquels il règle les fonctions municipales et la livrée des échevins. Ceux-ci avaient chaque année, deux robes et un manteau de drap noir ; ceux qui étaient de semaine devaient porter des *bloucques*, et cette mesure était applicable à tous les échevins venant à la halle ou assistant à une solennité ; ils devaient être vêtus de noir dans l'exercice de leurs fonctions et n'entraient au parquet qu'avec l'épée au côté. Il était de plus stipulé que tout échevin en exercice ne pourrait remplir les fonctions de marguillier (1).

Pierre d'Ervillers obtint du roi d'Espagne, en 1595, un octroi accordant la construction du rivage d'Arras. Il tomba malade l'année suivante, et ne put recevoir le serment des échevins (2) ; il délégua à cet effet son commis adjoint, Laurent Dubois. Il mourut en 1597 et fut enterré dans l'église de la Magdeleine (3).

(1) *Archives municipales. Reg. aux renouvellements*, fol. 718 et *Reg. mémorial de 1597* fol. 8 et 285. (*Chronique de la ville d'Arras*, page 51).

(2) Le livre des serments est précieusement conservé à la mairie d'Arras. La couverture porte l'écu fleurdelysé d'Artois, plus des coins d'argent aux têtes d'anges. Ce manuscrit est le livre même sur lequel les rois, les comtes d'Artois, les baillis et beaucoup d'autres personnages devaient autrefois prêter le serment ; aussi renferme-t-il d'abord plusieurs évangiles, puis une grandeminiature représentant Jésus en croix entre la Sainte Vierge et Saint Jean, puis les formules très-belles des différents serments. Le serment du roi se faisait en dehors de la porte Saint-Michel ; il en était de même de celui du comte ; celui du bailli se prêtait en la halle au mayeur et eschevins ; et celui des eschevins en l'église de la Madeleine, en présence des reliques de Saint-Vaast. Ce beau manuscrit porte les caractères du XIV<sup>e</sup> siècle (l'abbé VAN DRIVAL).

3) A la Madeleine, en la petite nef, du côté de l'église de Saint-Vaast, écrip<sup>t</sup>. Mémoire

Pierre Dervillers avait été annobli par lettres patentes du 10 juillet 1506 (1).

du trespas de Jehan Dervillers et de Jehenne, sa femme, qui trépassèrent l'an mil..... et eurent trois enfans. — Pierre Dervillers licentié es-lois, maieur de cette ville d'Arras et Barbe de Marconville, sa femme, ont fait faire pour la décoration de cette église et mémoire de défunt Antoine Dervillers, vivant aussi licentié es lois, eschevin à son tour de la ville d'Arras et receveur général des Etats d'Artois, et de demoiselle Marie Vignon, père et mère du dit sieur maieur, qui décédèrent, assavoir le dit sieur Dervillers le 31 de janvier 1582 et la dite damoiselle 1554, avec armoiries.

(1) LETTRES D'ANNOBLISSEMENT POUR PIERRE DERVILLERS MAIEUR D'ARRAS  
— 10 juillet 1506. —

PHILIPPES, par la grace de Dieu, Roy de Castille etc., a tous présents et a venir quoy ces lettres verront ou lire ouiront, salut. De la part de notre bien amé Pierre Dervillers sieur de Bavincourt et Fantelet en partie, maieur de notre ville d'Arras, en notre pais et conté d'Arthois, nous a très-humblement remonstré que par tout le temps de sa vie, il se seroit bien et honorablement conduit et maintenu es charges qui lui ont esté commises tant en celle de maieur que de capitaine d'une compaignie de bourgeois en la dite ville d'Arras, lesquelz estatiz il auroit desjà exercé par l'espace de dix sept ans, auquel temps et paravant, il auroit tousjours entretenu chevaulx et serviteurs qui avoient esté employé en notre service aux occasions qui en estoient présentes à ses propres frais; aussy avoit-il par diverses fois suivy le marquis de Bombais, Celluy de Warembon conte de Henin, gouverneur de notre pays et conté d'Arthois et le sieur de Marles, gouverneur du dit Arras, en toutes expéditions qu'ils l'avoient employé, tant au maintenant de l'abbaye de Mont-St-Eloi contre les Cambrésiens qu'il s'estoient emparez de notre ville de Lens, l'an quinze cent octante deulx, comme aussy en qualité de capitaine des paysans répartis en diverses troupes par le dit marquis de Warembon avecq aultres gentilzhommes pour s'opposer aux courses et pilleries que faisoient journallements ceulx qui tenaient le party du Bearnois par notre pais et conté d'Arthois, et se seroit spécialement opposé avec courage en l'an quinze cent septante huit, aux pernicleulx dessins des quinze et aultres seditieulx qu'il detenaient, lors prisonniers ceulx du magistrat de notre ville d'Arras, au nombre desquelz étoit aussy en meisme temps détenu prisonnier feu maistre Anthoine Dervillers, père du dict remonstrant et y fut tellement procédé que par force d'armes et menaces que à l'assistance d'aultres principaulx personnaiges capitaines et notables de la dite ville, en fut le dit magistrat relaché et les seditieulx en partie exécutés, bannia et aultres chasses et rendus fugitifz. Que au regard de ses père et mère, le dict maistre Anthoine son père avoit esté allié par mariage avecq damoiselle Marie Vignon, fille de Pierre, en son vivant sieur d'Agre et Liévin en partie, lequel M<sup>r</sup> Anthoine, pour ses vertus et bonnes quali ez auroit esté par diverses fois eschevin de notre dite ville d'Arras jusques à ce que pour ses louables comportemens auroit esté choisy et esleu recepv<sup>r</sup> général des impostz de notre dit conté d'Arthois, auquel estat il auroit continue jusques à son trespas qu'il avoit exercé en toute sincérité et au grand contentement de tous ceulx de la dite province, meisme des garnisons d'icelle et que le dit remonstrant exerceroit présentement la dite recepte et eseroit de s'en acquicter en toute fidélité et que toutes ces raisons bien considérées, outre ce que le meisme remonstrant estoit pourveu de bon patrimoine et autrement assez honorablement, il se rethiroit devers nous et nous supplioit très-humblement, que, en considération de ses bons services, ceulx de son dit père et aultres ses prédécesseurs paternelz et maternelz, notre bon plaisir soit le honorer et aux siens du titre et degré de noblesse et de celui p<sup>r</sup>ctroier nos lettres patentes en tel cas pertinentes. Scavoir faisons que nous, les choses sus dites considérées et veu la rescription que après l'information y prinse par ceulx de notre Conseil provincial d'Arthois sur la requeste du dit Pierre Dervillers, suppliant, nous en a fait notre très chier et féal cousin le comte de Fuentes par lettres du 19<sup>e</sup> de juing quinze

Le Merchier Antoine, licencié es-lois, seigneur de Boiry, succéda à Pierre Dervillers (1), en 1598; comme ces fonctions lui avaient été cédées par son prédécesseur, moyennant une certaine somme d'argent, ce qui était contraire aux usages du temps, il rencontra de grandes difficultés pour obtenir sa nomination. Il parvint toutefois à les surmonter et il prêta serment le 12 mai 1599.

Antoine Le Merchier était fils de Jacques Bernard et de Catherine de l'Ecluse. Il récréanta sa bourgeoisie le 15 mars 1583 et épousa Jeanne de Lattre.

L'archiduc Albert, qui venait d'être relevé de ses vœux, épousa Isa-

cent nonante cinq passé, lorsqu'il administroit par provision la régence générale de noz pays d'en bas, pour nous nos hoirs et successeurs, de notre certaine science auctorité souveraine et grâce spéciale par ses présentes au dict Pierre Dervillers suppliant, et à ses enfans masles et femelles nez et à naistre en léal mariage accordé et octroïé, accordons et octroïons par ces présentes à tousjours le dit tiltre et degré de noblesse, veuillant et octroiant que le dict suppliant, ses dits enfans et chacun d'eux procréés comme dict est de léal mariage, jouissent et usent doresnavant et à tousjours comme gens nobles en tous lieux actes et besoignes, des honneurs et prérogatives, prééminences et libertez, franchises et exceptions de noblesse dont les aultres nobles de tous nos pays, terres et seigneuries, signament en nos dits pays d'en bas ont accoustumé jouir, jouissent et jouiront et qu'ils soient en tous leurs faicts et actes tenus et réputés pour nobles en toutes places, soit en jugement ou dehors comme les déclarons par ces présentes et qu'ils seront capables et qualifiez pour avoir estat ou dignité soit de chevalerie ou aultres, aussy puissent eulx en tout temps acquérir, avoir, posséder et tenir en tous noz pays terres et seigneuries, signament en nos dits pays d'en bas, places terres et seigneuries, rentes, revenus, possessions et aultres choses mouvant de noz fiefz et arrierfiefz et tous aultres nobles tenemens de les reprendre et tenir de nous ou d'aultres sieurs fèdaulx dont elles seront dépendantes; et sy aucuns en ont ja acquis, les tenir et posséder sars estre contraint de par nous ou d'aultres les mectre hors de leurs mains dont nous les habiltons, rendons suffisans et idoines, moiennant et parmy toutteffois que pour et à cause de notre présent octroy et annoblissement, ledit Pierra Dervillers sera tenu de paier pour une fois ès-mains de celui de noz trésorier ou recepveur qui appartiendra, à notre prouffit certaine finance et somme de deniers à l'arbitraige et taxation de gens de notre chambre des comptes à Lille que commectons à ce, faisant en oultre envers nous et nos dits hoirs successeurs les debvoirs pertinents selon la nature et condition d'iceux fiefs et biens acquis et acquérir selon la coustume du pays, et affin que l'estat de noblesse du dit Pierre Dervillers suppliant soit d'aultant plus excelent et notoire, luy avons donné et octroyé et permis, donnons, octroïons et permettons par ces dites présentes qu'il, ses dits enfans et postérité puissent dorénavant et perpétuellement en tous et quelconques leurs faicts et gestes et aultres actes licites et honnestes, avoir et porter les armes et blasons tellesque s'ensuivent assavoir : *d'argent, au chevron de sabls accompagné de deux treffles et une.....* de même, l'heaulme treillé, les hachemens et bourrelet d'argent et de sable et pour cimier ung chigne à deux testes, comme elles sont peintes et figurées au milieu de ces dites présentes, sy donnons en mandement à noz amez et féaux les chiefz, président et gens de noz privez et grans consaux, chef trésorier général et commis de noz domaine et finances, gouverneur, président et gens de notre Conseil provincial en Arthois et les gens de noz comptes à Lille et à tous aultres noz justiciers, officiers présens et advenir, leurs lieutenants et chacun d'eulx en droict soy et sy comme à luy appartiendra et à tous noz subjectz que la dite finance

(1) *Les Ruës d'Arras par Ach. d'Héricourt et A. Godin*, pages 109, année 1836.

belle-Claire-Eugénie, fille de Philippe II, et le roi d'Espagne abandonna comme dot de cette princesse, les provinces des Pays-Bas, dont l'Artois faisait partie, sauf retour à la couronne dans le cas où cette union serait stérile. Les archiducs firent leur joyeuse entrée à Arras, le 15 février 1600 par la porte Saint-Nicolas ; ils jurèrent de maintenir les bourgeois de la ville et de la cité dans la jouissance de leurs charges, privilèges, prérogatives, us et coutumes et de ne faire aucun acte qui put leur porter préjudice.

et somme d'argent arbitrée, taxée et payée es-mains de celluy de noz trésoriers et recepveurs qu'appartiendra, lequel sera tenu d'en faire recepte à notre prouffict et en rendre compte avecq les aultres deniers de son entremise, les d. de noz comptes procedent bien et deument à la vérification et intèrinement de ces dites présentes selon leur forme et teneur et fassent, souffrent et laissent le dict Pierre Dervillers, ses dicts enfants et postérité de notre présente grâce octroïée et annoblissement et de tout le contenu en ces dites présentes, plainement et paisiblement et perpétuellement jouir et user sans leur faire mecre ou donner, n'y souffrir estre faict, mis ou donné à aucun d'eux contre la teneur de ces dites présentes, contredict, destourbier ou empeschement quelconques au contraire, car ainsy nous plaist, nonobstant quelconques ordonnances, statutz. coustumes usaiges et aultres choses au contraire, desquelz nous avons releuvé et dispensé les ditz de nos comptes et tous aultres à quy ce poeult toucher, regarder ; et afin que ce soit chose ferme et stable à tousjours, nous avons seigné ces présentes de notre nom et à icellie faict mecre notre grand scel, sauf en aultres choses notre droit et d'aultruy en toutes. De notre cité de Tolède, Roiaume de Tolède, le 10<sup>e</sup> jour du mois de juillet, l'an de grâce quinze cens nonante six et de noz règnes, asscavoir de Naples et Hiérusalem le 43<sup>e</sup>, de Castille, Aragon et de Sicile, et des aultres le 41<sup>e</sup>, de Portugal le 17<sup>e</sup>. — Pour le Roi Philippe. A. Detaloo.

Ces lettres, suivant qu'il est mandé par icelles, sont registrés en la chambre des comptes du Roy catholicque notre sire à Lille, au registre des chartes y tenu, commençant au vingtiesme jour de juillet 1596, f<sup>o</sup> 29 et 30, et après que Messeigneurs les gens des dits comptes ont esté apaisez des qualitez et facultez en biens de l'impétrant de ces dites lettres, a par iceulx des comptes la finance esté taxée et arbitrée à la somme de cens livres de quarante gros monnoie de Flandre, la livre, ordonne estre palé es-mains du commis à recepvoir semblable finance Charles de Alpeteren, M<sup>e</sup> ordinaire des d. comptes, lequel en baillera sa lettre et fera recepte au prouffict de S. M. avecq les autres deniers de sa dite entremise, aiant au surplus les avant dictes lettres esté int-rinées en la chambre des dits comptes selon leur forme et teneur du 20<sup>e</sup> de Mars 1597, ainsy signé P. le Moncheaulx.

Je, Charles D'Alpeteren, conseiller du Roy notre sire en la chambre des comptes de S. M. à Lille et commis à la recepte des finances d'amortissement. affranchissement légitimations et aultres parties extraordinaires escheans au prouffict de S. M. et pays sortissans en la chambre des d. comptes, confesse avoir reçu de Pierre Dervillers Sieur de Bavincourt et Fantelet en partie, maieur de la ville d'Arras, la somme de 200 livres de quarante gros, monnoie de Flandre la livre, à quoy il a été taxé par messeigneurs les gens des dits comptes pour la finance d'intèrinement des lettres patentes d'annoblissement obtenues de S. M. pour luy et ses enfants et postérité masles et femelles nés, et à naistre en léal mariaige. Données en cité de Toledo, Royaume de Tolete, le 10<sup>e</sup> de juillet l'an de grâce quinze cens nonante six, comme appert plus à plain par les dites lettres et expédition sur icelle registrées en la dite chambre sur registre y tenu, commençant au 20<sup>e</sup> de juillet 1496 f<sup>o</sup> 29 et 30, en deniers à moy paiez pour convertir et employer au faict et conduite de mon dit office et recepte, tesmoing mon seing manuel cy mis le 20<sup>e</sup> de mars 1597, ainsy signé D'Alpeteren.

*Election provinciale d'Artois, registre de 1595 à 1616, f<sup>o</sup> 112. — Archives départementales.*

La splendeur des mayeuts d'Arras arrive à son apogée sous les archiducs Albert et Isabelle. Il en reste un témoignage éclatant dans les fêtes qui eurent lieu lors de leur entrée à Arras. A cette occasion on fit de grandes réjouissances et nous avons retrouvé une ordonnance de l'échevinage qui obligea le mayeur Le Merchier à rendre le bois qui avait été employé pour le feu d'artifice tiré en l'honneur des nouveaux souverains. L'administration des archiducs fut très-populaire à Arras, et elle produisit de très-heureux résultats. Les échevins furent chargés des réglemens de toutes les confréries bourgeoises ; ils eurent la police intérieure de la ville et leur surveillance s'étendit sur les constructions ; leurs jugemens et sentences en simple police étaient mis à exécution, nonobstant la protestation du gouverneur. Un nouveau règlement fixa les rapports de parenté entre les membres du magistrat, assura leur liberté et prescrivit que nul ne serait admis dans les assemblées bourgeoises s'il n'était notable homme de bien, ou s'il n'avait été convoqué préalablement.

Antoine Le Merchier fut annobli par lettres patentes du 21 mars 1600, enregistrées à l'hôtel des comptes à Lille (1).

(1)

#### LETTRES D'ANNOBLISSEMENT

pour Antoine Le Merchier sieur de Boiry, mayeur de la ville d'Arras.

LES ESTATS, sur le faict des aides ordinaires et extraordinaires etc., comme damoiselle Marie Le Merchier, veuve et demeurée es biens de feu Anthoine Le Merchier, sieur de Boiry, à bon tréspas mayeur de la ville d'Arras, nous ayt faict représenter quelle avoit été sommée et mise en cause de la part du procureur fiscal de la dite election afin de faire apparoir des lettrés d'annoblissement obtenues par le d. feu son mary, et de la quittance du paiement et de la finance obtenues par le dit feu son mary ; en suivant ce, supplier ordonner au greffier de la dite election de les incorporer au registre aux sentences de la dite election pour seureté et conservation d'icelles, etc....

A vous ordonné que les dites lettres et quittance seront enregistrées au registre des sentences de la dite election. Desquelles lettres quy estoient saines et entières en scel et escripture la teneur s'en suit :

ALBERT, par la grâce de Dieu, archiducq d'Austrice, duc de Bourgogne, etc., à tous presents et à venir quy ces présentes lettres verront ou orront, salut. De la part de notre bien aimé Anthoine Le Merchier, sieur de Boiry, présentement maieur de nostre ville d'Arras, nous a très-humblement esté remonstré que toute la vie il a vertueusement vescu en tous bons debvoirs, offices et réputation, tant vers le public qu'aultrement mesme iceluy esté par diverses années en qualité d'eschevin comme feu son père entretenu aux affaires de la république, et y continue louablement depuis qu'il a esté honoré du d. estat de maieur auquel il s'est comporté et acquitté en tout honneur et fidélité au mieulx qu'il luy a esté possible, comme aussy il serait extrait de bonne ethonorable parentelle et alliance ; nous suppliant par ce le d. Anthoine Le Merchier, sieur de Boiry, qu'en considération de ses bons services, nostre bon plaisir fut l'honorer et aux siens du tiltre et degré de noblesse, et de ce luy octroyer nos lettres patentes en tel cas pertinentes.

SCAVOIR FAISONS que les choses susdites considérées, nous pour nous, nos hoirs et successeurs, de nostre certaine auctorité souveraine et grâce spéciale, avons par ces pré-

Le mayeur Lemerchier étant mort le 19 décembre 1600, ses héritiers entrèrent en arrangement avec Nicolas Duval, sieur de Natoy, son successeur, au sujet des draps de robe et des cires dus pour cette année; il fut convenu qu'ils partageraient par moitié.

Nicolas Duval, écuyer, seigneur de Natoy, licencié en lois, fut d'abord échevin d'Arras, puis député des états de la province. Il était fils de

sentes au dit Anthoine Le Merchier, suppliant et a ses enfans et postérité males et femelles nez et a naistre en léal mariaige, accordé et octroyé, accordons et octroyons à tousjours le d. tiltre et degré de noblesse, voulant que les susnommez et chacun d'eulx procréez comme dit est en léal mariaige, jouissent et usent doresnavant à tousjours comme gens nobles en tous lieux actes et besognes, des honneurs, prérogatives, prééminence, libertez, franchises et exemptions de noblesse dont les aultres nobles de tous nos pays, terres et seigneuries ont accoustumé joyr, jouissent et jouiront; et qu'ils soient en tous leurs faicts et actes réputés pour nobles en toutes places tant en jugement que dehors, comme les déclarons par ces présentes, et seront capables et qualifiez pour avoir estat ou dignité, soit de chevalerie ou aultres, aussy puissent eux en tout temps acquérir, avoir, posséder et tenir en tous nos pays et seigneuries, places, terres, seigneuries, rentes, revenus, possessions et aultres choses mouvans de nos fiefz et tous aultres nobles tenemens, et les reprendre et tenir de nous ou d'aultres sieurs féodaux dont ils seront dépendans, et si aucuns en ont ja acquis, les tenir et posséder, sans estre contrainctz de par nous ou d'aultres les mettre hors de leurs mains, dont nous les habilitons et rendons suffisans et idoines, moyennant et pourvu toutefois que pour et à cause de notre présent octroy et annoblissement le d. Anthoine Le Merchier sera tenu de payer pour une fois es mains de celui de nos trésoriers ou receveurs qu'il appartiendra à notre profit, certaine finance et somme de deniers à l'arbitre et taxation des gens de notre chambre des comptes à Lille, que commeotons à ce; faisant en oultre envers nous et nos dits hoirs et successeurs les debvoirs pertinents selon la nature et condition d'iceulx fiefs et biens acquis ou a acquérir et la coustume du pais. Et afin que l'estat de noblesse du d. Anthoine Le Merchier soit d'autant plus excellent et notoire, luy avons accordé et permis, accordons et permettons par ces d. présentes que ses d. enfans et postérité puissent doresnavant et perpétuellement en tous et quelconque leurs faicts, gestes et autres actes licites et honnestes, avoir et porter les armes et blasons qui s'ensuivent assavoir : *a fond de sable, l'escu son barré d'or avec trois estoiles d'azur*; le Heaulme treillié, et pour chimier une estoille aussy d'azur comme elles sont peintes et figurées au milieu de ces d. présentes. Sy donnons en mandement a noz amez et féaulx les gens de notre chambre des comptes à Lille et à tous aultres nos justiciers, officiers presens et à venir, leurs lieutenans et chacun d'eulx endroit soy, et sy comme a luy appartiendra et à tous nos sujets que la d. finance et somme d'argent arbitrée, etc.... Et afin que ce soit chose ferme et stable a tousjours, nous avons fait mettre notre grand scel à icelles sauf en aultres choses notre droit et l'autrui en toutes. Donné en nostre ville de Bruxelles le 21<sup>e</sup> jour de mars, l'an de grâce 1600. Paraphé, Richardot *vidit*, scellé sur laps de soie bleue, rouge et fil d'argent d'ung grand scel en chaire rouge. Au costé droit du d. scel sur le reply estoit escript : Par l'archiducq, signé Le Vasseur, et au gauche d'icelluy. Ces lettres après avoir par Messeigneurs de la chambre des comptes des archiducqs de Lille esté apaisez des qualitez et facultés en biens de la personne d'Anthoine Le Merchier, sieur de Boiry y dénommé et la finance taxée à la somme de cinq cens livres du pais de quarante gros monnoie de Flandre, la livre, ordonné estre payé au commis à recevoir pareille finance Charles D'Alpeteren etc, M<sup>e</sup> ordinaire des d. comptes, qui en fera recepte au prouffict de leurs altézes sérénissimes où il appartiendra, etc., le 17 de décembre 1603 ainsy signé : A. de Moncheaux.

Je, Charles D'Alpeteren, conseiller des archiducqs, M<sup>e</sup> ordinaire en la chambre des comptes de leurs altézes sérénissimes à Lille, et commis a la recepte des finances, amor-



Jacques Duval, Bailli de Saint-Bertin, et avocat au conseil d'Artois et d'Anne Cornaille. Il épousa Isabeau Couronnel, fille de Charles et d'Anne d'Assonville, et obtint des lettres de noblesse le 21 mars 1592 (1.) (Armes : *d'argent au lion rampant de sable, lampassé et armé de gueules, à la bordure engrelée de même*).

tissements, affranchissements, annoblissements, légitimations, etc., des pays ressortissants en la dite chambre, confesse avoir receu de damoiselle Marie Le Merchier, vefve de feu Anthoine Le Merchier, sieur de Boiry, en son temps mayeur de la ville d'Arras, la somme de 500 livres, de prix de 40 gros monnoie de Flandre, la livre, à quoy icelle a été taxée par Messieurs des d. comptes pour la finance et interinement de certaines lettres patentes obtenues par le d. feu de leurs dernières altezes sérénisimes, pour ses personnes, enfans et postérité masles et femelles, etc..... De laquelle somme de 500 livres du dit prix suis content, promettant en rendre compte avec les autres deniers de mademoiselle, entremise là et ainsy qu'il appartiendra. Tesmoin mon seing cy mis le 7<sup>e</sup> de janvier 1604. Signé, D'ALPETEREN.

En témoignage et approbation de ce que dessus, nous Esleus sus nommez avons fait signer ces présentes du seing du greffier de la dite élection et icelles scellées de nos scels y apposez le 17 d'avril 1606.

(Élection provinciale d'Artois. Registre de 1595 à 1607 f° 258.)

(1)

#### SENTENCE DE NOBLESSE

*Rendus au profit de M. Nicolas Duval, maieur de la ville d'Arras, sieur de Natoy, contre le Procureur de l'élection.*

— 21 mars 1592. —

Comme maitre Nicollas du Val, advocat au conseil d'Artois, sieur du Natoy auroit, en vertu de nostre commission du x<sup>e</sup> de janvier XV<sup>e</sup> IIII<sup>e</sup> XI, fait adjourner le procureur de Sa Majesté en ceste élection aux plaiz du xx<sup>e</sup> du dit mois et lors fait exclure par maitre J. Richebé pour Hubert le Magnier son procureur affin de soy voir déclarer noble et extrait de noble génération tant du costé paternel que maternel et suivant ce povoir joyr des privilèges et prerogatives appartenant a plus noble servant de sa généalogie des dictz exploitz au dict procureur, lequel auroit prins exclusion contraire et de non recevoir par les moiens de despens, pour raison de quoy la persistance des dites parties en leurs dictes fins et conclusions icelles auroient estées reiglées en apointement de veriffier respectivement leurs ditz faitz et moiens ni intendunt communicatif pour que effectuer de la part du dict demandeur il auroit fait entendre par son dict intendunt qu'il est filz de feu maitre Jacques Duval et damoiselle Claudine Bruin, le dict Jacques filz puisné de Mathieu et de damoiselle Jossine de Hezecques et icelluy Mathieu filz de Robert Du Val et de damoiselle Boidine Pol, les dictes femmes nobles de père et de mère, et que le dit Robert estoit de la noble et ancienne famille de ceulx du surnom Du Val venans originellement de Wirwigne en Boulonois, portant pcur armes: *d'argent esdentelé de gueulles au lion de sable rampant armé et lampassé de gaeulle*, aiant prins alliance en la ville de Saint-Omer avec la dite damoiselle Boidine Pol et y vescu honorablement de laissant le dict Mathieu Du Val le filz aîné et principal héritier qui auroit vescu noblement esté allié par mariage en l'an MCj<sup>e</sup> lxxix avecq damoiselle Jossine de Hezecques, fille aînée et héritière principale de Jehan de Hezecques dit Toulet, escuier, sieur de Natoy, mayeur de la ville d'Aire en ce pays, lieutenant général des ville et baillage du dit Aire et de damoiselle Marguerite de Mernes, portant pour armes de six pieches d'or et d'azur au chevron de sable, estant icelluy Jehan filz de Jehan de Hezecques dit d'Esre, aussy escuier et damoiselle Jehenne de Fontaines, damoiselle de la dicte Seigneurie du Natoy, blasonnantes armoiries d'or wivré de sable, icelle fille de Jehan de Fontaine dict d'Esre, escuier et de damoiselle Françoisse de Luste, fille de Robert, escuier, filz de Jehan dict Defraines,

Ayant été nommé maire, Duval prêta serment le 14 janvier 1601. A son entrée en fonctions, il fut observé qu'il avait des parents parmi les membres de l'échevinage, et on dut notifier dans l'acte d'installation que cette dérogation au règlement ne porterait nullement préjudice aux chartes et aux lois en vigueur.

L'attention des archiducs Albert et Isabelle se porta d'une manière toute particulière sur la question d'incompatibilité dans les fonctions municipales par suite d'alliance et de parenté, et des décisions de 1607 et de 1609 réglèrent ces points délicats. A cette même occasion, on régla les droits de préséance du mayeur; à l'avenir, il devait marcher

escuier, sieur du dict Natoy, duc de Ligne, vivant en l'an 1299, tous parens et descendants en ligne légitime des seigneurs de Liestres, chevaliers, portans d'argent à trois églons de sable, deux en chef et l'autre en pointe et de ceux de Haveskerke ausy chevaliers. Et quant à la dite damoiselle Marguerite de Mernes, icelle estoit fille de Jehan de Mernes, escuier, demeurant à Aucy-au-Bois, et de damoiselle Marie de Ploich quy portoit pour armes de six piéches d'or et d'azur, estant le dict Jehan ausy fils de Jehan de Mernes, escuyer d'ecurie a feu d'excellente mémoire le duc Jehan de Bourgoigne et le dict Jehan procedant de Jehan de Mernes, dict Sauset, escuier, et de damoiselle Jehanne Le Merchier, ses père et mère, lequel Jehan descendoit de Jehan de Mernes dit Dauset et de damoiselle N. de Cohen, ayant eu pour père Jehan de Mernes, dict le Flameng de Mernes, portant escusson de gueulle à la croix de vaire et deulx bourses d'or aux deulx costés d'en hault, et pour mère damoiselle Marie d'Aucy vivant en l'an 1308 et demeurant au dict Aucy-au-Bois en certain lieu seigneurial patrimonial à la dicte damoiselle Marie, devolu depuis le dict temps successivement en ligne directe au dict demandeur, et à cause de quoy le dict de Mernes et successeurs estoient et sont parens à messire Philippe de Berghes ausy chevalier, seigneur du dict Cohën, Marquilies etc, et de Jacques de Bergues, seigneur de Bocuresnes, frères enfans du dict messire Philippe et aux sieurs de Haveskerke, La Goguerie et de Bécourt, à Pierre de Fénn escuier, jadis panetier du Roi de France Charles VI<sup>e</sup> et prevost de la cité d'Arras, à Anthoine de Fleschin, escuier, ayant épousé Jehanne de Mernes, sœur de Baudrain de Mernes, escuier, lieutenant général de monsieur le bailliy d'Aire et frère de la dicte damoiselle Marguerite. Sy posoit le dict demandeur que le dit Jacques Du Val, ausy escuier, Seigneur du dit Natoy ayant été eschevin du dict Sainet Omer, y demeurant, auroit esté attitulé escuier, vescu en personne noble de ses moyens et revenus libéralement, tenant chevaulx en l'estable, hantant et conversant gentilshomes ses parens alliez d'autres vers lesquelz il estoit de respect, ayant maison simple à luy appartenant de ses predecesseurs, en la principale salle de laquelle, tant en verrières anciennes comme aultrement se retrouvoient les armoiries qu'il portoit avecq celles des dictz de Liestres, de Mernes, Hezèques, le Bourguignon, d'Ausque, De Bruin et aultres et aliés, comme ayant espousé la dicte damoiselle Claudine Bruin, fille aisnée de M. Ghysbrech de Bruin, escuier, docteur en médecine et de damoiselle Isabeau d'Ausque, fille de Martin d'Ausque, escuier, et de damoiselle Jacqueline Griet quy après le décès du dict Martin se sont rallié à Jacques Caperoul, escuier, portans les ditz d'Ausques escusson d'argent à la quinte feuille de sable, lequel M. Ghysbert estoit filz de Jehan Florisson de Bruyn, ausy escuier, natif de Leyden, en Hollande, et de damoiselle Marguerite Van Thol, procedans lès ditz de Bruin et de Thol de bonne maison et de chevalerie, portant, les dictz du surnom de Bruin, pour armes, de gœulle à trois escussons d'argent, deulx en chef et l'autre en pointe, au Thimbre couronné, et les ditz de Thol d'or, billets en travers de gueulle au lion de gœulle, rampant arme et lampassé d'azur et chargé d'ung lambeau d'argent et à cause de ce parens à ceux des maisons de Nalduich de Blois diot Treslon et de Tellegherem en Hollande, descendants des puisnés

au rang des échevins commis aux honneurs, toutes les fois qu'il serait invité à quelque cérémonie publique et qu'il porterait la *Bloucque*.

Nicolas Duval obtint de l'archiduc Albert la jouissance de la charge de mayeur en faveur de son fils.

« Leurs altesses lui accordèrent même des lettres de réversion audit « état, en cas que son fils vint à mourir avant lui, se réservant les « droits honorifiques, sauf l'entrée au Conseil ; leurs altesses lui permirent de plus de pouvoir jouir sa vie durant des mesmes honneurs, « immunités, exemptions, et prééminences attachées à la qualité de « Mayeur, dont il avait joui ci-devant ; que si après cette session, « Jacques, son fils, venait à décéder devant lui, ledit Nicolas rentre-rait de plein droit dans sa charge. » L'acte est du 2 août 1617.

En effet, malgré la vive opposition qu'il rencontra dans l'échevinage, Nicolas Duval jouit jusqu'à sa mort de tous les droits et privilèges

des comtes du dict Hollande et en Arthois a noble homme, Loïs Brusset, seigneur d'Englebert, maieur de Saint-Omer, grand bailly de Berghes sieur Winocq et depuis Gouverneur de Bourbourg, à cause de damé Marie Lebourguignon, sa compaignie, et a messire François d'Ocoche, chevallier, sieur de Lohet en partie, baron de Beaumez, et dame Isabelle le Bourguignon, icelles du surnom le Bourguignon filles de M. Jehan le Bourguignon, escuier, licencié es droix et de damoiselle Antoinette de Bruin, sœur puinée de la dite damoiselle Claudine qui, par les dictz du surnom D'Ausque, estoit cousine Germaine à damoiselle Marguerite D'Ausque, femme de noble homme Jacques de Broeucq, sieur d'Isque, père et mère de noble dame Marguerite de Broeucq, femme de messire Charles de la Motte, chevalier, seigneur de Baraffle Bourguembray, lieutenant général du bailli de Saint-Omer, alleguant aussy par le dict sieur que Nicollas Du Val, son grand oncle et frère aîné du dict Jacques, son père grand, se seroit aussi allié noblement a damoiselle Marie Belledame, native d'Amiens, laquelle depuis son trespas sans délaisser hoirs, se remaria en secondes noces à Philippe de Cunchy, escuier, seigneur de Trancly, capitaine d'une compaignie d'infanterie pour le service de l'empereur à Hesdin, père de Jacques de Cunchy, aussy escuier en son vivant, capitaine et gouverneur du champ des Comtes, lieutenant de la compaignie de chevaux légers de M. de Wismes, gouverneur de Saint-Omer, et au regard du dict lieutenant de la compaignie de chevaux, M<sup>e</sup> Jacques filz aîné du dit Jacques, après avoir prins le décret de licencié es droix en l'université de Poitiers, auroit postulé comme advocat au conseil provincial d'Artois en Arras et y prins alliance damoiselle Anne Cornaille, laquelle estoit pareillement issue de père et mère nobles asscavoir de Nicollas Cornaille, escuier, sieur de Crocquet et d'Oupy, demeurant au Vieil-Hesdin, depuis à Boubers-sur-Canche, et de damoiselle Magdelène Noarquier, laquelle estoit fille de Antoine Le Nourquier, escuier, sieur d'Oupy, bailly et capitaine de Ligny et du Fortel, et damoiselle Collaie de le Nieppe. Portant les ditz du surnom, Cornaille, pout armoiries d'argent à neuf merlettes de sinople des armées et une fleur de lis de gueule sans pied au milieu des dictes merlettes et les dictz de Nourquier escartelées au 6<sup>e</sup> et dernier quartier d'argent à trois fleurs de lis de gueule sans pied, au 2<sup>e</sup> aussi d'argent à 3 faces de gueule au troisième d'azur à la bande d'argent et surtout percé d'un escusson d'azur a trois testes de more, deux en chef et l'autre en pointe, lequel maître Jacques depuis la dite alliance pour les bonnes parties que estoient en luy et la réputation de ses ditz prédécesseurs, auroit esté thiré et évoqué de dict Arras au dict Saint-Omer par lettres des gouverneur, mayeur et eschevins de dict lieu pour y desservir l'estat d'eschevin et lieutenant de mayeur et depuis continue d'y exercer plusieurs honorables estatx et fonctions, si comme de con-

inhérents à la dignité de Mayeur. Dans les cérémonies publiques, le père et le fils marchaient ensemble avec le conseiller de ville ; mais Nicolas n'avait ni l'entrée aux réunions du magistrat, ni la participation aux affaires.

Le 3 octobre 1619, le Conseil privé de Bruxelles rendit un arrêt, qui déclarait que Nicolas Duval, en qualité de député ordinaire des Etats d'Artois, pour le Tiers-Etat, continuerait de précéder le Mayeur et les échevins d'Arras en toutes les assemblées des Etats, soit que les échevins y assistassent en corps, soit qu'ils s'y fissent représenter par leurs députés.

A l'époque qui nous occupe, l'élément aristocratique prévalut dans les assemblées municipales : sous prétexte qu'il s'introduisait dans la magistrature des individus de toute espèce de condition, on ne le composa plus que de personnes notables.

Jacques Duval, écuyer, licencié ès-lois, seigneur de Wavans, suc-

seiller d'icelle ville, depuis conseiller du Roy au bailliage du dict Saint-Omer, de baillly général de Messieurs les religieux, abbé et couvent de Saint-Bertin et superintendant des affaires du Seigneur de Noircarmes, lors Gouverneur du dit Saint-Omer, et depuis gouverneur général et grand baillly du comte de Hainaut, ensemble de la maison du comte de Berstrain, s'estant toujours maintenu et comporté en ses actions tant privées que publiques noblement et vertueusement en réputation de gentilhomme, et comme tel, esté tenu et respecté tant des seigneurs et gentilhommes demeurants au dict Saint-Omer et allenviron que aultres et en ce continue jusques au jour de son decès a l'aige de xly ans en l'an xv'lxiii, luy ayant esté fait obsèques et funérailles honorables avecq port d'armoiries thimbrees mises au dessus la porte de la maison et de blasons armoisés aux torses et toute aultre pompe funèbre convenable a gentilhomme, selon qu'aussy auroit esté fait au dict Jacques, son père, decédé en l'an 1560, a l'aige de 60 ans, que mesme le dict demandeur auroit continué vivre noblement et vertueusement en estat et professson d'avocat au conseil d'Artois, aiant esté plusieurs fois appelé à l'eschevinage d'Arras, il auroit exercé louablement soy maintenu et porté noble, prestant la qualité d'escuier en toutes occasions principales ou estoit question d'en faire profession, sy comme en traitez de mariaige et aultrement, s'estant aussy allié noblement en l'an 1578 a damoiselle Isabeau Couronnel, fille de feu M<sup>e</sup> Charles, en son vivant escuier, licencié ès droix, sieur de Rieu et de la Tramezerie en Auchel, advocat au conseil d'Artois, et de damoiselle Anne Dassonneville, nobles, etant iceluy M<sup>e</sup> Charles filz de M<sup>e</sup> Robert, aussy escuier, conseiller de l'empereur au dit conseil, et de dmoiselle Josienne de Bernicourt et le dict M<sup>e</sup> Robert de Clarembault et iceluy de Charles Couronnel, vivant en l'an 1460, portans, les dictz Couronnel, armoiries escartellées, au premier et dernier d'or à trois maillietz de gueulle, 2<sup>e</sup> en chief, le 3<sup>e</sup> en pointé avecq ung baston ou..... de sable, et au 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> d'argent a 3 chevrons de gueulle et les dictz de Bernicourt, escusson vairé contre carré d'argent et de sable, aiant le dict demandeur obtenu de Sa Majesté lettres closes à nous envoyées, par lesquelles en considération de la notoire disposition du quartier de Boulenois lors troublé de furieuse guerre civile et intestre d'entre les partisans de la Sainte Ligue et les réalistes empeschans le libre accès et sortie du dict pays et toute communication et commerce non seulement des ungs avec les aultres, mais aussy de ce pays d'Arthois et que ne povions nous y transporter sans grand péril de noz personnes, ny déléguer commissaires au dict-pays qui duist aller-pou librement avant le dict pais en divers lieulx, selon ou es-

céda donc à son père. Il recréanta sa bourgeoisie le 7 décembre 1613. Il épousa en 1616, Claire de Bayard-Gautan, qui mourut à Arras en 1675.

Le 16 novembre 1618, une transaction eut lieu entre Jacques Duval, écuyer, sieur du Natoy, et les échevins, par laquelle ces derniers lui accordèrent le droit de signer le premier dans tous les comptes, lorsqu'il y serait présent, moyennant quoi « lui Mayeur, promettoit de « faire cesser la complainte qu'il avait intentée par son père contre « les échevins, touchant la voix délibérative aux dits comptes. » Il promit de ne plus demander à l'avenir cette voix délibérative et de ne rien faire pour l'obtenir, soit par justice, soit par autorité.

« Un autre démêlé s'éleva et dura longtemps entre le Mayeur Jacques Duval et les membres du corps échevinal. Il s'agissait de savoir à qui « il appartenait d'allumer le feu dans les réjouissances publiques. » On mit fin à cette contestation par une transaction dans laquelle il est dit que « le Mayeur pourra mettre le feu toutes les fois que la ville en fera « faire un, en témoignage de quelque réjouissance, et ce au nom et comme « représentant le corps et la communauté de la ville, à la condition « qu'il sera assisté dans cette fonction de deux échevins, commis aux « honneurs, ou bien de l'artillerie, selon que le magistrat trouvera « mieux convenir. Bien entendu que le Mayeur ne pourra commettre

toit requis, obstant que non seulement les villes mais ausy villaiges, estoient divisez et thirez en partie et querelle mortelle les ungs contre les aultres, nous auroit esté ordonné recevoir telles depositions de tesmoins du dict quartier et lieux circonvoisins residens hors de l'obéissance de sa dicte Majesté, que le dict sieur poroit recouvrer, faire par devant nous ou aultres officiers et jusiciers sur le seul fait de la notoi- reté et etude de la noblesse de ceulx de la famille des Duval du dict Wirombval, tiltres, alliances et aultres marques pour de ce conforter avec tesmoins du dict pays de Boul- lenois, tant gentilhommes que aultres lors freschement rethires en ce pais de Flandre à causes des dictes guerres; sur ce oys en enquête judiciaire par devant nous et ad ces fins les valider pour proeue ordinaire en ce dict endroit, tellement qu'après avoir le dict demandeur assez prouvé sur le fait en dessus et plusieurs aultres reprins par son intendant, produit ad ces fins plusieurs tesmoins, anciens tiltres autenticques, extraitz épitaphes et verrieres contre lesquelz le procureur de Sa dicte Majesté en la dicte élec- tion auroit depploié reproche d'icelluy demandeur salvations de droit icelles parties se seroient par acte du vii<sup>e</sup> de mars 1592 et accordé le tout estre par nous veu pour apointer sellon raison. SCAVOIR FAISONS que veu le dict procès, les exploitcz, actes de la court, genealogie, intendit, enquête et production du dict demandeur avecq les lettres closes obtenues à sa requeste de Sa Majesté et ce que le dict procureur a voullu pro- duire au dict procès et tout considere enfin, ce conseil estd'advis, avons dict et déclaré, disons et déclarons le dict demandeur noble et issu de noble génération paternelle et maternelle et qu'en la dicte qualité il jouira des droix, exemptions et privilèges de noblesse. le condampnant es depens du dit procès au taux de la court qui furent faictes et prononchié jugement, le 21 de mars 1592.

(Registre de l'élection de 1595 à 1607, f<sup>o</sup> 261).

« ou substituer en sa place qu'il que ce soit, pour mettre le feu, permis  
« au contraire aux échevins d'y pourvoir au nom de la ville. De plus,  
« le mayeur ne pourra prendre place ni séance en la chambre du con-  
« seil échevinal, soit que les assemblées soient publiques ou privées,  
« sans avoir la Blouque, comme étant la marque de la Magistrature,  
« et qu'il est du même corps et loi avec les échevins. En cette qualité,  
« lorsque l'on procédera à la nomination ou élection de quelques offi-  
« ciers permanents, il aura voix délibérative conjointement avec les  
« échevins ; lorsqu'on recueillera les voix, on s'adressera à lui le pre-  
« mier, pour avoir son suffrage, conformément au concordat fait avec  
« Nicolas Duval, son père, le dixième de juin 1601, étant pour lors  
« Mayeur. »

Il fut de plus statué, à l'égard de la corporation des charbonniers, que  
« pour les maintenir en leurs devoirs pour le bien et la police de la  
« ville, le mayeur aurait à son profit les charges de charbonniers, qui  
« valaient alors soixante sols, un tiers de celles au-dessous, et un hui-  
« tième de celles qui excéderaient cette somme. Dépens compensés. »  
Fait en chambre le trois de février 1627.

Pour corroborer cette décision, le magistrat déclara que le mayeur  
allumerait, *seul*, le feu de joie aux jours de réjouissance. (31 octo-  
bre 1631.)

Jacques Duval fit preuve d'un grand caractère lors du siège d'Arras  
en 1640. Nous citerons à ce sujet un passage de la relation qu'en a  
faite M. le comte Ach. d'Héricourt.

« Le magistrat, de son côté montrait, pour la défense de la place, un  
« zèle à toute épreuve. Depuis sept heures du matin jusqu'à dix heures  
« du soir, il était assemblé dans la chambre du Conseil, pour y traiter  
« les affaires de la ville. Des échevins visitaient les fortifications, exci-  
« taient les bourgeois à travailler aux remparts, et faisaient étroite-  
« ment observer les ordonnances de police du Conseil de guerre. Deux  
« d'entre eux accompagnaient la garde de nuit pour lui faire mieux  
« remplir son devoir et assemblaient leurs collègues, lorsque la défense  
« de la place le nécessitait. Ils étaient aidés dans ces soins par Jac-  
« ques Duval, sieur de Berles, qui, pendant toute la durée du siège,  
« fit preuve d'une fidélité inaltérable, et rendit de si grands services  
« que l'on s'étonnait qu'il put résister à tant de veilles, tant de peines  
« et tant de fatigues (1).

(1) Les sièges d'Arras, page 172.

## CHAPITRE VI

### LA VILLE D'ARRAS SOUS LA DOMINATION FRANÇAISE

Arras étant passée sous la domination française fut aussi soumise à celle des intendants de Picardie et reçut pour gouverneur le célèbre Saint-Preuil.

Nous voyons dans la notice de M. Leedesne sur l'échevinage d'Arras, que cet officier eut à traiter tout d'abord une question très-importante : celle des robes. Nous citerons à cette occasion la savante appréciation qu'en a émise notre honorable concitoyen. « Sous cette question, » dit-il, se cachait un véritable intérêt pécuniaire. Les robes étaient » à l'échevinage, ce que les épices étaient à la magistrature. Nous » avons vu qu'on les concédait primitivement *en nature*. Mais en 1605, » elles furent payées en argent, moyennant 125 livres. Dès lors le prix » en fut fixé chaque année par le gouverneur. Saint-Preuil, prenant en » considération les représentations qui lui étaient adressées par les » commis aux honneurs et le conseiller de la ville sur les malheurs des » temps qui privaient les échevins de leurs émoluments ordinaires, fixa, » le prix des robes à *cent quatre-vingts livres*. En 1661, il fut élevé à » *trois cents livres*. De plus, leurs honoraires, dans les procès-verbaux » de scellés, inventaires et autres, montaient à *soixante livres*. La place » d'échevin valut alors *cinq cents livres*. Plus tard, en 1705, M. de » Bignon, intendant, fixa les robes à *quatre cents livres*, à condition » que les échevins n'auraient plus ni cire ni vin. Leur charge rapporta » alors *sept cent cinquante livres*. Enfin elle s'éleva à *huit cents livres* » avec exception des impositions de la ville, et elle resta à ce taux jusqu'à la révolution. »

Jacques Duval étant mort en 1642, les fonctions de mayer furent remplies par interim par le sieur François du Grossepe, 1<sup>er</sup> échevin entrant.

Ne pouvant s'occuper des affaires publiques, les corps constitués passaient leur temps à disputer sur des questions de cérémonial. C'est ce qui arriva au premier mayer nommé par les Français, Antoine de Belvalet, écuyer, seigneur de Famechon, dont la famille jouissait alors d'une grande popularité. Le 15 décembre 1642, le roi avait adressé sa com-

mission de mayer au gouverneur d'Arras, avec invitation de le mettre en possession de sa nouvelle dignité. Le lieutenant et les officiers de la gouvernance s'apprêtaient à lui faire prêter le serment d'usage en leur hôtel, lorsque les échevins s'y opposèrent. Ces derniers soutenaient que le mayer devait à la vérité prêter entre les mains du gouverneur le serment de fidélité au roi, mais qu'après, il devait être conduit dans la chambre échevinale, où il devait procéder à son installation dans le fauteuil de la présidence. Ils alléguaient que, si Nicolas Duval ne s'était pas conformé à cette usage, c'est que le corps échevinal s'était refusé à le recevoir, par suite de certaines clauses extraordinaires insérées dans ses lettres de provision. Froissé de ce refus du magistrat de le mettre en possession de sa charge de mayer, Antoine de Belvalet se rangea du parti du gouverneur. Ce dernier pour apaiser les esprits en reféra à l'intendant Lecuyer, qui décida par provisions qu'*Antoine de Belvalet prêterait serment entre les mains et en la maison du gouverneur, qu'il y appellerait les officiers de la gouvernance, s'il le jugeait à propos.*

Le gouverneur de La Tour se conforma à cette décision, puis il conduisit le mayer dans la chambre échevinale et procéda à son installation. Les officiers de la gouvernance ne s'y rendirent pas, et par suite ne furent pas invités au repas qui fut donné à cette occasion.

Antoine de Belvalet était fils d'Antoine, écuyer, seigneur de Pommerz, avocat fiscal au conseil d'Artois, conseiller en 1604, fondateur du monastère des dames de la paix à Arras et de Honoré Payen, dame de Bellacourt. Il épousa en premières noces, en 1629, Marie Vignon, fille d'Antoine, écuyer, et de dame Lemaire, et en secondes noces Anne Conard. De son premier mariage naquit un fils, Ignace, qui devait le remplacer. Antoine de Belvalet fut député à la cour à Paris de la part du magistrat. Il y mourut au mois de septembre 1654, laissant à son fils Ignace la succession de sa charge. Louis XIV, par lettres patentes du 12 novembre 1614, la lui confirma, mais à condition de n'en jouir que dans 6 ans, dès qu'il aurait atteint l'âge de majorité. Pendant cet intervalle, les fonctions de mayer durent être remplies par Adrien Payen, écuyer, seigneur de Hautecôte et lieutenant de la gouvernance. Ce dernier prêta serment le jour du renouvellement de la loi de cette même année. Ses lettres de provision lui accordaient la faveur d'exercer simultanément les charges de mayer et de lieutenant-général de la gouvernance.

Les échevins élus prêtèrent le serment d'usage entre ses mains et pendant la cérémonie, soit à l'église de la Madeleine, soit à table, soit



dans le cortège, il tint partout la place de mayeur. Adrien Payen avait épousé, en premières noces, Marie de Sainghem et, en secondes noces, Madeleine Petit, 1650. Il était fils de Nicolas Payen, grand bailly de Saulty et d'Isabeau de Lattre.

Ignace de Balvalet prit possession de la mairie en 1660 et prêta serment le 7 octobre ; mais ayant été nommé capitaine d'une compagnie au régiment d'Espagne-Infanterie, il dût quitter sa place pour le service du roi de France, et son beau frère, Dominique de Venant, en fut pourvu par intérim.

Dominique de Venant, sieur de Saternault, fils de Vincent de Venant, lieutenant général de la gouvernance d'Arras et de Marie de Thieuloie, fut créé chevalier par lettres patentes de Roi Louis XIV, expédiées de Versailles le 7 septembre 1664 et enregistrées à l'élection d'Artois le 9 avril 1665. Il épousa Madeleine de Belvalet ; à sa mort, en 1667, Joseph Boudart, seigneur de Couturelle et cousin germain d'Ignace de Belvalet, reprit l'intérim de la mairie d'Arras. Le roi lui envoya ses lettres de nomination le 30 mai. Plus tard, il fut appelé au poste plus élevé de lieutenant-général de la gouvernance.

Boudart était fils de David, écuyer et intendant des domaines du prince d'Epinoi et de Madeleine Vignon. Il obtint des lettres patentes données à Saint-Germain-en-Laye, en 1670, et enregistrées à l'élection d'Artois. Il avait récréanté sa bourgeoisie à Arras le 3 août 1665 et épousé Valentine de Bus.

Des lettres du roi du 14 août 1671, confirmèrent à Ignace de Belvalet sa dignité de maire, qu'il conserva jusqu'à sa mort, malgré son absence. En effet, il continua sa carrière militaire, devint colonel du régiment de Famechon ; enfin la robe dut céder aux armes et Ignace de Belvalet résigna sa charge entre les mains de Louis Deslions, moyennant une rente viagère. Il mourut à Paris, maréchal de camp et chevalier de l'ordre de Saint-Lazare.

Louis Deslions, sieur de Locon et de Feuchères, né le 29 janvier 1629, récréanta sa bourgeoisie le 23 mars 1652 et épousa, le 18 août 1666, Marie-Blanche Deslions, sa cousine issue de germaine. Il mourut le 2 novembre 1694.

Sous l'administration de ces deux mayeurs, il s'éleva entre le gouvernement et les échevins un conflit dans lequel ces derniers firent preuve de bien peu d'esprit de conciliation. L'intendant, M. de Machault, ayant voulu, en 1655, introduire dans l'échevinage *quatre marchands en gros et ayant boutique ouverte*, rencontra la plus vive opposition de la part

des hauts et puissants seigneurs de la bourgeoisie. En 1670, au renouvellement de la loi, le gouvernement fit une seconde tentative; mais il cèda en 1683, croyant sans doute qu'il n'était pas obligé de se montrer plus libéral que les représentants des libertés municipales.

En 1664, le gouverneur cessa de présider au renouvellement de la loi, le roi donna cette commission aux intendants de province (1).

Voyons maintenant les changements apportés par l'administration française à nos institutions municipales.

(1)

DE PART LE ROI

« Sa Majesté ayant été bien informée que depuis la déclaration de guerre, et même depuis la paix, le renouvellement de la loi s'est fait en quelques villes de son pays d'Artois contre l'usage qui était accoutumé d'être observé dans le dit pays ; et Sa Majesté voulant y rétablir toutes choses dans l'ancien ordre, maintenir les peuples dans leurs privilèges, pourvoir à ce que dorénavant il ne soit reçu dans ces charges que les personnes capables de les bien administrer, et remédier par ce moyen aux abus passés, Sa Majesté a ordonné et ordonne qu'à l'avenir dans les villes et places du dit pays d'Artois, les magistrats seront renouvelés par le commissaire que Sa Majesté députera à cette effet, lequel nommera et choisira ceux qu'il saura être les plus capables et les plus affectionnés au service de Sa Majesté, et au bien du général et des particuliers des dites villes, et y procédera suivant l'ancien usage et les privilèges accordés aux dites villes ; à quoi Sa Majesté ordonne aux habitants d'icelles de se conformer. Vult Sa Majesté que la présente soit enregistrée es registres des maisons communes des dites villes, et qu'elle soit publiée et affichée partout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait. etc.

Le 19 mai 1664, messire Honoré Courtin, etc., commissaire départi pour l'exécution des ordres de Sa Majesté dans les provinces de Picardie, Artois, etc., Intendant des troupes esdits pays, accompagné des officiers de la gouvernance, fit assembler les bourgeois en la chambre de conseil sur les neuf heures du matin, leur déclara, que Sa Majesté ayant su qu'il s'étoit commis quelque erreur et abus au renouvellement de la loi du 30 décembre dernier contre l'usage ordinaire, elle avait résolu de casser et annuler le magistrat, non pas pour aucune pensée qu'elle eut qu'il n'était rempli de personnes capables et dignes de cette charge, étant au contraire bien informée qu'elles avaient toutes les qualités requises pour cet emploi, mais seulement en considération de ce qu'audit renouvellement la forme et usage ancienne n'avait été observée, vraisemblablement parce qu'audit renouvellement de la loi il n'y avait que deux échevins continuans du corps ancien du magistrat, au lieu de quatre, selon qu'il était requis par la dite usage, déclarant que Sa Majesté était bien appaisée de la capacité de ceux qui avaient lors été choisis, et que son intention était qu'ils puissent être encore nommés aux prochaines élections; ensuite il exhiba un arrêt du conseil de Sa Majesté, qui fut lu publiquement par le greffier civil de cette ville en présence de la dite assemblée, et dont la terreur s'ensuit.

*Extraits des registres du Conseil d'Etat.*

Le Roi ayant su qu'en l'élection qui a été faite des magistrats de la ville d'Arras à la fin de l'année dernière, les formes, ni la liberté des suffrages n'y ont point été gardées, ce qui a causé beaucoup de mauvaise satisfaction au peuple, et donné lieu à diverses plaintes, et quoique Sa Majesté ait été bien informée que les personnes qui ont été élues ont toutes les qualités requises, néanmoins Sa Majesté désirant conserver autant qu'il se pourra les habitants de la dite ville dans leurs anciens privilèges ; Sa Majesté étant en son conseil, sans avoir égard à la dernière élection qui a été faite des magistrats de la dite ville, qu'elle a cassé et annulé, casse et annule, a ordonné et ordonne que par le sieur Courtin, conseiller de Sa Majesté, etc., et conformément à l'ordonnance de Sa Majesté du 8 du présent mois d'avril, il sera procédé à une nouvelle élection

En 1680, le corps échevinal était composé d'un mayeur nommé par le roi à titre viager, de 12 échevins, du conseiller pensionnaire, d'un procureur de la ville, d'un greffier criminel et d'un argentier amovible, Nous mentionnerons encore les quatre commis aux ouvrages et leurs clerks ; ils étaient élus dans les trois jours qui suivaient le renouvellement de la loi par une assemblée de bourgeoisie, conformément à une résolution prise en 1675.

En 1685, le conseil provincial d'Artois augmenta les pouvoirs du lieutenant-général ; la charge de bailli fut rétablie à titre héréditaire.

Outre l'accomplissement intégral du programme si connu l'*État c'est moi*, Louis XIV, en se réservant pour lui et ses successeurs la nomination des mayeurs, voulut encore en faire une source de revenu. L'office de maire perpétuel fut payé cinquante mille livres ; les offices de greffier et d'argentier devinrent aussi héréditaires ; en vain la ville voulut les réunir à son domaine, elle fut obligée de les mettre en adjudication (1).

des magistrats de la dite ville, suivant l'ancien usage et les privilèges accordés à la dite ville. Vult Sa Majesté que le présent arrêt soit exécuté non-obstant oppositions ou appellations quelconques pour les quelles ne sera différé. Fait, etc.

*Louis, par la grâce de Dieu, etc., à notre ami le sieur Courtin.*

Et après la lecture faite de l'arrêt et de la commission, M. l'Intendant ayant fait sortir les bourgeois de la chambre, les échevins qui avaient été récemment nommés, s'étant aussi retirés, et les échevins de l'année précédente s'étant mis à leur place, on procéda à l'élection du nouveau magistrat. M. l'intendant nomma, pour desservir la loi échevinale de la part de Sa Majesté, Antoine Guffroy, Jean Crugeot, sieur de Willemant, Philippe Hourdequin, tous trois avocats au conseil d'Artois, et Philippe Denis, écuyer, sieur de Sapignies, et leurs noms ayant été délivrés aux échevins sortans, ils se retirèrent en la chambre aux armoiries, pour sçavoir s'il n'y avait aucun obstacle à leur réception. Ils déclarèrent qu'ils n'y trouvaient aucun empêchement. Les échevins, comme représentants le corps et communauté de la ville, nommèrent de leur côté François Quarré, écuyer, sieur d'Hersin, François Gosson, écuyer, sieur du Petit Prayelle, Jacques Hapiot, avocat au conseil d'Artois, et Ignace de Marconville, et les huit ci-dessus nommés élurent pour continuans Nicolas de Douay, Jean Courcol, tous deux avocats, Nicolas Lefebvre et Hercules de Fronsures, écuyer, sieur de Roussay. Courcol et Lefebvre qui n'avaient pas été continués le 30 décembre, furent rétablis suivant l'ancien usage. Après quoi, ils se transporterent tous en l'église de la Magdelaine, accompagnés de M. Courtin, des officiers de la gouvernance et des permanens de la ville. Ils prêtèrent serment es mains d'Ignace de Belvalet, écuyer, sieur de Famechon, mayeur de la ville, qui fut lu par le greffier civil, en dedans de la balustrade du maître Autel, en présence des reliques apportées par le Prévôt, religieux et officiers de saint Vaast. L'on fit bondir la cloche, dite Joyeuse, depuis leur depart jusqu'à leur retour en la chambre de conseil, où ils prêtèrent avec les officiers permanens un nouveau serment de profession de foi, en conformité du synode de Mons. M. François de Beaurains, conseiller de la ville, fit le remerciement ordinaire au dit seigneur Intendant et aux dits sieurs échevins. priant le dit seigneur Intendant d'aider de son appui les dits sieurs échevins, et aussi les issans pour la conservation de leurs privilèges, franchises et exemptions, en conformité des intentions de Sa Majesté.

(1) Edit portant suppression des anciens maires, de leur titre et de leur qualité ; et création de maires perpétuels, et assesseurs.

La mairie devint donc une charge vénale, un moyen de se procurer de l'argent. Érigée en titre d'office, elle resta la propriété de celui qui en avait fait l'acquisition. On créa aussi sept assesseurs donnant leurs suffrages avec les échevins, qui seuls étaient renouvelés. Sur cette pente, l'absorption devait bientôt succéder à la domination. Les fonctions d'échevins furent en effet érigées à leur tour en titre d'office] comme celles des autres officiers de la ville, et alors la mairie ne fut plus qu'un mécanisme entre les mains du Roi, n'ayant mouvement et vie que par son bon plaisir.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle n'offre à l'histoire municipale d'Arras, comme des autres villes, qu'une suite de changements et de modifications qui toutes amoindrirent les privilèges anciens. L'autorité absolue s'étant emparée de l'administration communale, y introduisit à son gré toutes les combinaisons qu'elle crût les plus propres à en faire un rouage au profit de l'élément royal. Elle créa dans chaque municipalité deux maires perpétuels, alternatifs et triennaux, qui se relevaient tous les trois ans, comme les soldats qui se succèdent pour monter leur faction (1706) (1). Ce fut ensuite le tour des échevins à subir cette modification (1709). Cinq années après, cependant, la vénalité des charges était supprimée et les communes rentraient dans leurs anciens droits électoraux pour la réorganisation de la municipalité, sauf indemnité aux titulaires dépossédés (1717) (2) ; mais elles se la virent confisquer de nouveau en 1727. C'était le besoin d'argent qui rendait

(1) ÉDIT DU ROI portant création en titre formé et héréditaire d'offices de conseillers du Roi, maires et de lieutenans de Maires alternatifs et my-triennaux, dans toutes les villes, lieux et communautés du royaume, pais, terres et seigneuries de l'obéissance de Sa Majesté aux gages, droits, fonctions, honneurs, prérogatives, rangs, séances, privilèges et exemptions portez par le dit édit.

Et union de la moitié de l'office de triennal, aux anciens maires et leurs lieutenans, sans payer pour raison de ce aucune finance.

(Donné à Versailles au mois de décembre 1706.)

ÉDIT DU ROI portant création des offices de Maires et de lieutenans de maires et triennaux.

(Donné à Versailles au mois de décembre 1706.)

(2) ÉDIT DU ROI portant suppression des offices de maires, lieutenans de maires, échevins, consuls, capitouls, jurats, avocats et procureurs du Roi, assesseurs, commissaires aux revues et logemens de gens de guerre, contrôleurs des dits commissaires-secrétaires, greffiers des hôtels de ville, contrôleurs d'icieux, de greffiers des rolles, des tailles et des offices d'archers, hérauts, hoquetons, massarts, valets de ville, trompettes, tambours, fifres, portiers, concierges, garde meubles et garde des dits hôtels de ville, et de syndics des paroisses du royaume situées tant dans l'étendue des pais d'élections, que dans la province de Bretagne.

(Donné à Paris au mois de juin 1717.) (Registre au parlement. — Offices Municipaux, page 118.

encore une fois vénales les fonctions de maire et d'échevin. On voulut cependant détruire cette mesure si contraire aux anciens privilèges, en déclarant que les communes pouvaient être adjudicataires, en soumissionnant comme les simples particuliers. Enfin, après un nouvel essai du système de nomination pure et simple par ordonnance royale (1733), on revint bientôt à l'élection, en 1748.

Les communes, en présence de ces changements si fréquents, durent se sentir profondément humiliées de se voir ainsi mises à l'encan et devenir le jouet de la volonté du maître ; mais elles avaient contre elles la force et il fallut céder.

Boucquel (Nicolas-François), obtint, le 9 avril 1692, provision de la charge de mayeur. Il était fils de Boucquel (François) et de Marguerite Postel et remplissait les fonctions de secrétaire du roi près le parlement de Flandre. L'édit royal vint agrandir son autorité. A partir de cette époque, il présida l'élection à l'échevinage et à l'audition des comptes.

Un arrêt du conseil d'État, rendu par ordre de Philippe de Bourbon, duc d'Orléans, régent du royaume pendant la minorité de Louis XV, supprima la charge de maire et rétablit les villes dans le droit d'en choisir un autre. Arras élut alors François Des Lyons, dont la nomination fut confirmée par ordonnance du 8 janvier 1718.

François-Ignace-Léonard Des Lyons, écuyer, seigneur du Locon, Fontenelle, Monchaux, etc., etc, capitaine au régiment de Solre, obtint par lettres patentes données à Marly en juillet 1714, et enregistrées à l'élection d'Artois, n° 369, l'érection en baronnie de la terre du Locon. Il était né en 1671 et mourut en 1744. Il avait épousé, le 14 février 1696, Anne-Elisabeth Avelinane.

Boucquel (Nicolas-François), en vertu d'un arrêt du conseil d'État avec lettres patentes du 28 février 1719, fut rétabli dans les fonctions de mayeur, moyennant une nouvelle somme de douze mille livres. Mais au mois d'août 1722 (1), ces fonctions furent de nouveau supprimées.

On demanda, peu après, à toutes les villes du royaume, une certaine somme d'argent, à l'occasion du joyeux avènement du roi et pour le droit appelé *La ceinture de la reine* ; les états d'Artois avancèrent la somme due pour les villes de la province, sauf remboursement. Ils furent autorisés, par arrêté du 20 décembre 1723, à faire la répartition du restant qui s'élevait à vingt-deux mille livres : Arras fut taxée à

(1) Edit du Roy, portant création et rétablissement des officiers municipaux et autres. Donné à Paris au mois d'Aoust 1722.) (Registré au Parlement.)

5,877 livres, 3<sup>s</sup>, 6 deniers, que devait payer Boucquet et les assesseurs; le mayeur en fut pour sa part à trois mille et quelques cents livres. Il présenta une requête à l'intendant Chauvelin pour faire comprendre dans le paiement les arts et métiers. Elle fut communiquée au magistrat d'Arras qui la rejeta, et l'intendant condamna, au mois de décembre suivant, Boucquet et les assesseurs à payer la somme énoncée. En février 1784, Boucquet présenta une deuxième requête qui resta sans effet. Plus tard, le magistrat ayant obtenu la permission de rembourser Boucquet, il convint de lui payer par mois 100 écus jusqu'à l'extinction de la dette, afin de jouir des émolumens de cette charge (1).

Le 28 février 1728, Boucquet vendit l'office de mayeur à Guislain de Croix d'Assinghem, natif de St-Pol et échevin, qui avait obtenu des lettres de provision; mais elles furent révoquées le 11 novembre suivant et Guislain de Croix ne paraît pas avoir exercé.

En 1728, une transaction eut lieu entre le magistrat d'Arras et le grand bailli, au sujet de plusieurs difficultés qui duraient depuis longtemps, relativement à sa charge. En voici la teneur :

« Article 1<sup>er</sup>. — M. le grand bailli d'Arras continuera d'être qualifié grand bailli des ville et gouvernance d'Arras.

» Article 2. — Le grand bailli continuera d'avoir les prérogatives dont il est en possession, tant par rapport à l'audition des comptes du domaine de la ville et autres fonctions de sa charge.

» Article 3. — Les adresses des avis et des requêtes seront faites en la manière accoutumée, sçavoir, aux mayeur et échevins de la ville d'Arras.

» Article 4. — Les publications et affiches seront faites en la forme ordinaire, sçavoir, de la part de M. le grand bailli, MM. les mayeur et échevins de la ville d'Arras.

» Article 5. — Il n'y aura aucun changement dans la présentation des comptes du domaine de la ville d'Arras.

» Article 6. — Les règlements de police ne pourront pas être faits, changés, augmentés ni diminués, sans le grand bailli présent ou appelé.

» Article 7. — L'exécution des règlements de police appartiendra au magistrat et au procureur du roi de la ville.

» Article 8. — Le grand bailli continuera de présenter au magistrat ses 4 sergens, auxquels sergens ou partie d'iceux, l'exécution des

(1) *Dictionnaire du diocèse d'Arras*, page 156, *Manuscrit du Père Ignace*.

règlements de police appartiendra, s'il n'y a cause pour les rejeter ; ensuite de quoi, les sergents prêteront le serment ordinaire au magistrat, lequel, conjointement avec le grand bailli présent ou appelé, fixera les gages qui seront trouvés convenables à la pluralité des voix. De plus, le magistrat, conjointement avec le grand bailli, pour l'exécution des mêmes règlements de police, suivant l'exigence des cas, pourra commettre d'autres sergents par-dessus les dits 4 du grand bailli, aux gages qui seront pareillement fixés, comme dit est, et lesdits sergens ne pourront être destitués par le magistrat que conjointement avec ledit grand bailli présent ou appelé.

» Article 9. — Le grand bailli fera partie publique en matière criminelle, et cependant les procès criminels seront jugés à la conjure du grand bailli, ainsi que du passé.

» Article 10. — Le grand bailli sera appelé à l'avenir pour intervenir dans les règlements concernant l'administration de la bourse commune des pauvres et pour la nomination des commis généraux et officiers de ladite bourse commune, conjointement avec le magistrat, comme il s'est toujours pratiqué.

» Article 11. — Le grand bailli jouira des émolumens de sa charge dans les procès criminels, quand il fera ses fonctions.

Le tout sans préjudice des prétentions respectives du grand bailli et du maire, lesquelles ils feront décider comme ils jugeront convenir. »

Un arrêt du conseil d'État du mois de septembre suivant réunit au corps de la ville l'office de mayer et ordonna au magistrat de rembourser Nicolas Boucquel, conformément aux clauses du contrat qu'il avait fait avec Guislain de Croix. Le même arrêt porte que « le magistrat nommera trois personnes desquelles le roi en prendra un pour être maire de cette ville sa vie durant. » De Poix, écuyer, seigneur de Boiry-St-Martin, Quarré, chevalier, sieur de Durepaire, furent élus au mois de décembre de cette même année. En vain de Croix forma opposition à l'arrêt du conseil d'État; Quarré, sieur de Durepaire, seigneur de Wandelicourt, fut nommé par le roi Louis XV, 6 février 1729. Il prit possession de sa charge le 23 du même mois et il fut installé par le prince d'Isenghien, gouverneur d'Arras. « Ce seigneur, suivi de dix » carrosses de la principale noblesse, se rendit à l'hôtel-de-ville escorté » de ses gardes et d'un détachement de la maréchaussée de cette province. Il fut reçu au bas de l'escalier par le magistrat en corps, au » bruit du son de la cloche joyeuse et du carillon du beffroy, accompagné » de quelques salves de boîtes. Etant monté à la chambre des

- » échevins, il y fit lire les lettres ou provisions du Roi, et après avoir
- » déclaré les intentions de Sa Majesté sur cette nomination, il déclara
- » le sieur Quarré maire de cette ville, et il fut salué en cette qualité
- » avec ordre de ce prince de prêter son serment entre les mains du
- » gouverneur (1).

Yves-Guislain-Joseph Quarré, écuyer, seigneur du Repaire, Wandelicourt, récréanta sa bourgeoisie à Arras en 1707. Il épousa Marguerite Boucquel, fille de Paul, François, chevalier, seigneur de Villers-Sir Simon et de Marie-Antoinette du Puich de Meplan. Quarré fut créé chevalier héréditaire par lettres patentes de 1724 (1). Il occupa longtemps les fonctions échevinales et fut nommé mayeur d'Arras en 1729. Sa fille Marie-Angélique-Rosalie Quarré, épousa Lamoral (François-Emmanuel) d'Aix de Remy.

(1) *Manuscrit du Père Ignace. Mémoires*, tom. 2, page 155 et suivantes. — Arrêt du conseil d'Etat, portant union de l'office auparavant l'édit de 1692, tenu en fief de Sa Majesté, à cause de son château d'Arras, et sujet aux devoirs de la vassalité, qui seront remplis par celui qui en sera pourvu et choisi par Sa Majesté dans le nombre de 3 sujets, qui à chaque mutation lui seront présentés par le magistrat de la ville.

Procès-verbaux de présentation et réception de M. Quarré du Repaire, qui a rapporté sa commission donnant mandement à M. le prince d'Isenghien, gouverneur de la ville, de recevoir son serment et de le mettre en possession de l'office. En l'absence de M. le gouverneur de la ville, le serment du mayeur doit être reçu par le magistrat, suivant une décision signée d'Angrevillers.

(1) **LETTRES PATENTES DU ROI**  
*par lesquelles il accorde le titre de chevalier au sieur Guislain Joseph Quarré, seigneur du Repaire*

— Juin 1724. —

LOUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous présents et à venir salut ; nous reconnaissons tous les jours avec beaucoup de satisfaction que rien n'excite davantage nos sujets à nous servir avec le zèle que les marques d'honneur que nous attachons à leur famille et que cette distinction les porte à s'employer avec plus d'ardeur au bien de notre estat. C'est pourquoi nous estimons qu'il est de notre intention à l'exemple des roys nos prédécesseurs, de les départir à ceux de nos sujets qui, par leur vertu et leur ancienne noblesse, ont déjà bien mérité de nous et du public, et considérant la naissance et le mérite de notre très-cher et bien aimé Hue Guislain Joseph Quarré, escuier, seigneur de Wandelicourt, du Repaire, l'Espanel et autres lieux, lequel est issu d'une ancienne noblesse de notre province d'Artois, qu'il est fils d'Antoine-Joseph Quarré, escuier, seigneur des dits lieux, et de dame Jeanne-Elisabeth Payen, qu'il est petit fils de Charles-Ignace Quarré, escuier, seigneur de Repaire qui a servy pendant plusieurs années sous le règne de Philippes, roy d'Espagne, en qualité de capitaine d'une compagnie de deux cents hommes d'infanterie Wallonne, et de damoiselle Lombart, dame du dit Wandelicourt, qu'il est arrière-petit-fils de Charles Quarré, escuier, seigneur du Cauroy et de damoiselle Barbe de Semerpont, fille de M<sup>e</sup> Pierre de Semerpont, chevalier maistre des requestes et conseiller à la cour de Bruxelles, qu'il estoit allié aux comtes Duglas et d'Ayette, au marquis d'Esquires et à la maison de Canals, nous avons cru devoir donner au dit sieur exposant des marques de nostre bienveillance et de l'estime que nous avons pour sa personne. A ces causes et autres considérations à ce nous mouvans, de l'avis de notre conseil et de notre grâce spéciale pleine puissance et autorité royale ; nous avons par ces



L'an 1733, parut un édit du roi portant rétablissement des offices de gouverneurs, lieutenans du roi, majors, maires, lieutenans de maire et autres officiers des hôtels-de-ville.

Au mois de décembre 1735, le maire Quarré du Repaire, fut élu député ordinaire des états d'Artois par le Tiers-État, avec l'abbé du Mont St-Eloi et le marquis de Royon. En 1728, le bruit s'étant répandu qu'on devait vendre sa charge de maire avec la permission du roi, afin d'en appliquer le prix à la construction d'un hôtel de la gouvernance en faveur du prince d'Isenghien, il offrit la somme de cinquante mille livres pour la conserver. Le magistrat les accepta en mars 1739, et lui en fit la rente en denier vingt ou environ. Cette somme servit à payer en partie l'hôtel de Gomicourt qui reçut la destination projetée.

Quarré du Repaire, fut donc nommé maire par élection. Il n'obtint toutefois voix délibérative en Chambre qu'en l'an 1739, c'est-à-dire qu'après avoir fourni la somme de cinquante mille livres. Le magistrat lui accorda ce privilège *pour lui seul et non pour ses successeurs par élection* (1).

Il est curieux de jeter un regard sur le cycle parcouru par la dignité de Maire d'Arras. Après avoir été élective, puis héréditaire sous Philippe-Auguste et ses successeurs, elle avait été viagère sous les Bourguignons et les Espagnols et redevenait héréditaire sous les Français. Hâtons-nous de dire que cet état ne fut pas définitif, et que la ville d'Arras s'empressa, aussitôt que ses finances lui permirent, c'est-à-dire en 1738, d'effacer l'espèce de stigmata que la vénalité im-

présentes signées de notre main, fait et créé, faisons et créons, chevalier le dit Hue Guislain Joseph Quarré, ensemble ses enfans et postérité masles, nez et à naistres en légitime mariage, pour du dit titre de chevalier, droits, honneurs, privilèges, prérogatives et prééminences y appartenans, jouir et user pleinement, paisiblement et partout ailleurs où besoin sera et sont, ainsy qu'en jouissent les autres chevaliers dans l'estendue de nostre royaume, pays, terres et seigneuries de nostre obéissance, voulons et nous plait que le dit sieur Quarré puisse porter les anciennes armoiries de sa famille et pour supports, deux griffons. SYDONNONS EN MANDEMENT à nos amez et feaux conseillers, les gens teuant nostre conseil provincial d'Artois et nos éleus et autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra par ces présentes, ils fassent registrer et de tout le contenu en icelles jouir et user le dit sieur Quarré et ses enfans masles, nez et a naistre en légitime mariage, pleinement, paisiblement et perpetuellement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires. Car tel est nostre plaisir, et afin que ce soit chose ferme et stable a toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Versailles au mois de juin mil sept cent vingt-quatre et de nostre règne le neufvième. Signé. LOUIS, et sur le reply, par le Roi Philippeaux, à costé visa, Eleurian, et scellées du grand sceau en cire verte. (16<sup>e</sup> Registre aux commissions du Conseil provincial d'Artois, page 56.)

(1) *Manuscrit du Père Ignace. Mémoires*, tom. 11, page 160.

primait sur les fonctions de mayeur et de revenir à un renouvellement de la loi, dont nos pères étaient si jaloux, et dont ils nous ont transmis exactement les procès-verbaux.

Quarré du Repaire mourut à Arras le 14 octobre 1742, et fut enterré dans l'église St-Nicolas sur les fossés, sa paroisse. Le lendemain de ses funérailles, Joseph Boucquel, chevalier, seigneur de Sarton, ancien échevin d'Arras, conduisit à l'hôtel-de-ville les deux fils mineurs du défunt, ses neveux, et dont il était nommé tuteur. Il les présenta au magistrat, s'offrant d'exercer la charge de leur père, avec l'assentiment de l'échevinage, jusqu'à ce que l'un d'eux fut en âge de remplir ces fonctions ; il fut résolu d'en informer la Cour et l'intendant d'Artois. Le marquis de Breteuil, secrétaire d'Etat, écrivit aux échevins que le roi consentait à ce qu'un des oncles des enfants du défunt exerçât la charge de mayeur pendant leur minorité, et qu'il agréait Boucquel, quoiqu'il fut actuellement à son service. Charles-Guislain-Alexandre Boucquel, écuyer, seigneur du Valhuon, était en effet mousquetaire dans la 2<sup>e</sup> compagnie. Or, le 23 janvier 1660, Louis XIV avait répondu solennellement au cahier présenté par les états d'Artois que, *dans les magistratures ne seront admis aucuns gens de guerre*. On sauta à pieds joints sur cette difficulté et le 25 août 1743, Boucquel assista, même en *uniforme*, au renouvellement de la loi. Ce fut lui aussi qui eut l'honneur de recevoir Louis XV à son entrée à Arras en 1744 ; mais on ne dit pas si ce fut en costume de mousquetaire ou de mayeur. Cette entrée se fit avec beaucoup de solennité. Deux clefs d'argent furent présentées au roi en dehors de la porte Méaulens, et il fut complimenté par le conseiller pensionnaire. Le corps de ville lui offrit ensuite 48 pains et autant de bouteilles de vin.

L'an 1747, après la campagne faite dans la Flandre Hollandaise, Boucquel quitta le service, après avoir été nommé officier de sa compagnie ; il revint dans ses foyers avec une pension, et continua à exercer la charge de maire pour son neveu.

Ce dernier, Charles-Guislain-Alexandre Quarré du Repaire, chevalier licencié ès-lois, seigneur de Vandelicourt, Chelers, fils aîné d'Yves-Guislain-Joseph Quarré, avait été nommé mayeur d'Arras le 20 février 1743, pour remplir les fonctions à sa majorité. Il fut installé le 18 janvier 1754. Il avait deux frères et trois sœurs. Le dernier qui était clerc tonsuré, mourut écolier à Arras, le 8 septembre de cette année. Leur mère, Anne-Jeanne-Marguerite Boucquel, était morte le 7 octobre 1742 et avait été inhumée en l'église paroissiale de St-Nicolas

sur les fossés, sépulture de ses ancêtres (1). Charles-Guislain Quarré épousa en 1764, Charlotte-Geneviève de Trudaine.

En 1749, un grand événement fit époque dans les annales municipales d'Arras ; ce fut la réunion de la cité à la ville. En effet, « par un « édit du mois d'octobre 1749, la ville et la cité d'Arras qui depuis « longtemps étaient déjà sous un même gouvernement militaire, « furent pareillement unies par l'administration civile. Cet édit ordonne « que les revenus des deux villes seront confondus dans une seule « classe : il associe les habitants de la cité aux privilèges et aux franchises dont jouissaient ceux de la ville : il les assujettit aux mêmes charges et impositions, ainsi qu'à la même coutume, et supprimant le corps « municipal, juge ordinaire de la cité, il en soumet les justiciables à « la juridiction des maire et échevins de la ville. Ce règlement réserve « néanmoins à l'évêque et au chapitre tous leurs anciens droits dans le « palais épiscopal et dans le cloître ; et pour dédommager le prélat de « son droit de nomination aux offices municipaux de la cité, le Roi lui « accorde celui de nommer deux échevins parmi les neuf dont le Magistrat d'Arras est présentement composé en vertu de cet édit. » (2)

L'édit du mois d'octobre 1749 supprima et réunit au corps de la ville tous les officiers municipaux qui y avaient été créés et qui subsistaient en titres héréditaires. Il donna au corps échevinal une composition différente de l'ancienne et réduisit les échevins au nombre de neuf.

L'article 16 porte que, ce corps échevinal sera composé à l'avenir, outre le grand bailli, du mayeur, de deux conseillers pensionnaires, de neuf échevins, d'un procureur du roi et syndic, d'un greffier, d'un argentier ou receveur et d'un lieutenant du bailli.

D'après l'article 20, parmi les échevins, il y en aura deux gentils-hommes, cinq avocats et deux notables. L'évêque d'Arras, nommera deux d'entre-eux, l'un gentil-homme, l'autre notable ; les sept autres seront renouvelés conformément aux chartes accordées à la ville d'Arras. Cinq de ces échevins, un gentilhomme, trois avocats et un notable, devront être remplacés la première fois, et le renouvellement se continuera en la même forme et manière accoutumée ; ce qui semblait importer obligation de conserver chaque année quelques-uns des

(1) *Manuscrit du Père Ignace. Addition aux mémoires*, tom. IV, 571.

(2) HARDUIN. *Mémoires pour servir à l'histoire de la province d'Artois et principalement de la ville d'Arras*, page 252.

échevins choisis l'année précédente, conformément aux chartes intérieures et aux coutumes adoptées.

Louis XV, par un édit du 8 novembre 1764, confia la mairie d'Arras à messire de Beaufort, qui prêta serment le 8 décembre suivant.

Charles-Louis-Alexandre, marquis de Beaufort et de Mondicourt, comte de Wisques, seigneur de Tardingham, d'Acquembrone, de Vierlinkhove, etc., etc., député général et ordinaire pour le corps et la noblesse d'Artois en 1751, 1752, 1753, 1758, naquit à Saint-Omer en 1704, et mourut à Arras le 18 septembre 1780, à l'âge de 70 ans. Il épousa, suivant contrat passé au château de Merville, le 23 septembre 1746, Florence-Louise-Joseph de Beaufort, dame de Grincourt, sa cousine. Il était fils de Charles-Antoine, capitaine de dragons au régiment de Flavacourt et de Clotilde-Radegonde de Cupère.

Nous croyons intéressant de citer ici le procès-verbal de l'assemblée générale des notables de la ville d'Arras qui eut lieu le 12 février 1765. Il renferme des documents intéressants sur la composition primitive du corps municipal, sur l'état présent de sa situation et sur la position et la movibilité des conseillers pensionnaires.

« L'an mil sept cent soixante-cinq, le douze du mois de février, neuf heures du matin, les notables de la ville et cité d'Arras assemblés en l'hôtel commun, en exécution de l'édit du mois d'août dernier, et en conséquence des affiches mises aux carrefours de cette ville et cité, de la part de messire Charles-Louis-Alexandre de Beaufort, ancien député général et ordinaire du corps de la noblesse des Etats d'Artois, mayeur de cette ville et cité, après le son de la cloche, pour délibérer sur les affaires et l'état de cette ville et cité, et notamment sur les points et articles suivans :

« 1<sup>o</sup> Former le projet qui sera adressé au Roi pour la composition à l'avenir du Corps municipal de cette ville et cité ;

« 2<sup>o</sup> Indiquer le jour que se fera l'élection desdits officiers, et fixer le temps de leur exercice ;

« 3<sup>o</sup> Fixer les honoraires qui devront être payés annuellement à chacun desdits officiers.

« 4<sup>o</sup> Délibérer sur la qualité et le nombre des suppôts du corps municipal, par qui ils seront nommés, et fixer les gages de chacun d'eux ;

« 5<sup>o</sup> Déterminer la qualité et le nombre de personnes qui composeront à l'avenir l'assemblée des notables de cette ville et cité.

« 6<sup>o</sup> Nommer la personne qui procédera à l'inventaire en double des

« titres et papiers de la ville, pour l'un être remis au ~~m~~ayeur de cette  
« ville et cité, et l'autre à un des officiers municipaux qui seront nom-  
« més par l'assemblée pour la garde des archives.

« 7° Désigner l'endroit où seront conservés les titres et papiers de la ville;

« 8° Indiquer l'endroit où sera placé le coffre fermant à trois clefs  
« pour fermer les deniers communs de la ville, et dont l'une doit être  
« remise à l'un des officiers municipaux, une autre à l'un des notables,  
« tous les deux à nommer par l'assemblée, et la troisième au rece-  
« veur des deniers communs ;

« 9° Délibérer sur l'état, qualité et produit des octrois qui se per-  
« çoivent dans cette ville, cité et banlieue, lesdits octrois rapportant  
« sur le pied d'une année commune, des cinq desquels octrois l'énu-  
« mération s'en suit, etc. ;

« 10° Délibérer sur le terme de la durée du rebañ prochain des fer-  
« mes de cette ville et cité. ;

« 11° Délibérer sur l'état, qualité et produit, des biens patrimoniaux  
« de cette ville et cité qui rapportent annuellement la somme de . . .  
« comme s'ensuit, etc.;

« 12° Autoriser les mayeur et échevins de poursuivre les débiteurs  
« des rentes foncières dues à la ville, afin de les obliger à donner leur  
« reconnaissance et payer les arrérages ;

« 13° Délibérer sur les procès dans lesquels la ville est partie, et dont  
« l'énumération s'en suit, etc. ;

« 14° Approuver l'adjudication faite. . . . . pour l'entretien du  
« sol des promenades entre la Citadelle et la Basse-Ville, et taxer une  
« somme pour l'entretien des arbres, hayes et banes qui s'y trouvent ;

« 15° Autoriser les mayeur et échevins de cette ville de convenir  
« avec les religieuses, dites Chariottes, au sujet de la ruine et réta-  
« blissement de l'hôpital du même nom ;

« 16° Autoriser les mayeur et échevins de cette ville de convenir  
« avec les abbé et religieux de Saint-Vaast sur les changements pro-  
« posés et qui sont indiqués au plan ici représenté.

« 17° Autoriser les mayeur et échevins de cette ville de faire les  
« poursuites et démarches nécessaires en exécution de l'édit du. . .  
« pour la conservation des rentes dues à la ville, par. . . . .

« 20° Délibérer sur l'état des dépenses ordinaires de la ville qui con-  
« sistent dans les articles suivants, etc. : . . . . .

« 1° Les honoraires des mayeur et échevins fixés par la résolution  
« prise ci-dessus sur l'article III à la somme de . . . . .

- « 2° Gages des suppôts du corps municipal, fixés par la résolution  
« prise ci-dessus sur l'article IV à la somme de. . . . .  
« 21° Délibérer sur l'état des dépenses extraordinaires de la ville, qui  
« consistent dans les articles suivants, etc.; . . . . .  
« 22° Fixer une somme pour les dépenses imprévues. ;  
« 23° Délibérer sur les réparations et reconstructions demandées par  
« M. le commandant de cette ville dans l'hôtel destiné pour son loge-  
« ment, lesdites réparations et reconstructions mentionnées au procès-  
« verbal de visite dudit hôtel du. . . . . et indiquées au plan  
« ici représenté;  
« 24° Entendre et arrêter le compte du domaine de cette ville et cité  
« pour l'année qui a commencé au premier novembre 1763, et fini le  
« 31 octobre 1764;  
« 25° Entendre et arrêter le compte particulier du sieur de Gouve,  
« concernant le don gratuit, à compter depuis la levée qui en a été faite. ;  
« 26° Nommer les députés pour entendre et arrêter avec ceux des  
« autres villes de la province le compte général du sieur Hémar, con-  
« cernant le don gratuit, et fixer les honoraires des députés. ;  
« 27° Autoriser les députés de continuer avec les députés des autres  
« villes de la province le sieur Hémar dans l'exercice de la recette  
« générale du don gratuit, ou de procéder à l'élection d'un nouveau  
« receveur-général du don gratuit ;  
« 28° Délibérer sur le nouvel abonnement à faire du don gratuit.  
« 29° Entendre et arrêter le compte des centièmes de cette ville et cité;  
30° Entendre et arrêter le compte de la Basse-Ville ;  
« 31° Délibérer sur l'état des dettes de cette ville et cité, qui consistent  
« dans les articles suivans, etc. ;  
« 32° Fixer la somme qui sera employée pendant le cours de cette  
« année à l'entretien du pavé de cette ville et cité, et au renou-  
« vellement d'icelui dans les endroits les plus défectueux ;  
« 33° Accepter les cautions solidaires présentées suivant les actes  
« de. . . . . par le sieur Cocquel, nommé receveur des octrois et  
« deniers communs de cette ville et cité ;  
« 34° Approuver l'adjudication faite le. . . . . , par les  
« mayeur et échevins de cette ville, pour l'enlèvement des boues ;  
35° Supplier le Roi de vouloir bien accorder des lettres-patentes en  
« conformité des résolutions prises ci-dessus, et en conséquence auto-  
« riser les mayeur et échevins de faire toutes les démarches nécessaires  
« à cet effet ;

« 36° Fixer les jours que se tiendront les deux assemblées annuelles  
« des notables de cette ville et cité. »

Adrien-Antoine Bloquel de Croix, succéda à messire de Beaufort en 1765. Nous avons recueilli au sujet de sa nomination quelques détails curieux :

« A Fontainebleau, le 10 novembre 1765.

» *A Messieurs les mayeur et échevins de la ville d'Arras.*

» Lorsque le Roi nous a fait connoître ses intentions à l'occasion du  
» renouvellement du magistrat de votre ville, Sa Majesté comptait que  
» vous vous conformeriez exactement aux dispositions de l'article V  
» de son édit du mois de mai dernier, concernant l'élection à la place  
» de maire, ce que vous n'avez pas fait, vous n'avez élu qu'un seul  
» sujet pour cette place, au lieu que vous auriez dû en élire trois, afin  
» que Sa Majesté puisse en choisir un d'entre'eux. Son intention est  
» que vous répariez cette omission, en assemblant de nouveau les  
» notables et tous ceux qui ont concouru à l'élection du maire à l'effet  
« d'en élire deux et que vous m'adresiez le procès-verbal qui aura  
» été dressé à cette occasion, afin que sur le compte que j'en rendrai à  
» Sa Majesté, elle choisisse celui des trois par qui elle jugera à propos  
» de faire exercer la mairie.

» Je suis, Messieurs, votre très-affectionné serviteur,

» Signé : Le duc de CHOISEUL. »

« L'an 1765, le 14 du mois de novembre, neuf heures du matin,  
» nous, Luc Gilles, Joseph Ozenne, conseiller du Roy, lieutenant  
» général des ville et gouvernance d'Arras, en conséquence des ordres  
» du Roi portés dans les lettres de M. le duc de Choiseul adressées  
» à M. le grand baillly des dites ville et gouvernance et aux maieur et  
» échevins des ville et cité d'Arras, en date des 24 et 25 du mois  
» d'octobre dernier, et dans celles de mond. seigneur le duc de Choiseul,  
» adressées aux dits maire et échevins du dix de le présent mois de  
» novembre, et attendu la maladie de M. le grand baillly, nous sommes  
» transporté accompagné de M. Ambroise-François Meurille, con-  
» seiller du Roy et son procureur au même siège du baillage et gou-  
» vernance au châtel commun de la dite ville et cité, conformément  
» à la convocation et invitation qui nous a été faite par les dits  
» maieur et échevins, où étant, avons trouvé les dits maieur, échevins  
» et notables de la dite ville et cité en exercice au 31 octobre dernier,

» qui ont concouru à l'élection du même jour, réunis et assemblés en  
» conséquence des convocations qui leur en ont été faites par billets,  
» et chacun des dits mayeur et échevins et notables ayant pris séance  
» dans l'ordre marqué par l'Edit du mois de may dernier, il a été fait  
» lecture des lettres ci-dessus écrites par M. le duc de Choiseul, la der-  
» nière des dittes lettres contenant ordre de la part du Roy de pro-  
» céder à l'élection de deux sujets pour joindre au sieur Bloquel De-  
» croix, chevalier et baron de Wismes, ancien député général et ordi-  
» naire du corps de la noblesse des Etats de la province d'Artois,  
» déjà élu par l'assemblée du 31 octobre dernier, et être tous  
» trois présentés au Roi, pour que Sa Majesté puisse choisir celui des  
» trois par qui elle jugera à propos de faire exercer la mairie de cette  
» ville et cité et les dits maieur, échevins et notables, ayant déclaré  
» qu'ils se sont rendus dans le dit hôtel commun dans l'intention de se  
» conformer aux ordres du Roi, contenus en la lettre du dix de ce  
» présent mois et conformément à icelle de procéder à l'élection des  
» dits deux sujets à présenter au Roy, avec le sieur baron de Wismes,  
» déjà élu, suivant quoi lesdits mayeur, échevins et notables présens  
» ayant prêté en nos mains le serment requis et d'usage en pareille  
» élection, nous avons déclaré à l'assemblée que nous allions prendre  
» les suffrages pour le premier des dits deux sujets; ce fait, nous avons  
» procédé à la réception des dits suffrages et chacun des officiers mu-  
» nicipaux et notables aiant donné leur voix pour la dite élection par  
» billets dans le scrutin qui nous avoit été remis à cet effet; après avoir  
» recueilli les dits suffrages, nous avons requis l'assemblée de  
» choisir et nommer pour la vérification des dits suffrages au scrutin,  
» un officier municipal et un notable. L'assemblée aiant adhéré à cette  
» réquisition a unanimement nommé pour assister avec nous à la véri-  
» fication des suffrages, M. le marquis de Beauafort, maieur en exercice  
» au temps de l'élection du 31 octobre, et M. Lefrançois Dufetel, cha-  
» noine de l'église cathédrale d'Arras, avec lesquels nous avons fait  
» publiquement lecture des dits suffrages, il a été reconnu que le plus  
» grand nombre des voix se trouvait en faveur de M. le marquis de  
» Béthune d'Hesdigneul.

» Il a ensuite été procédé à l'élection du second des dits sujets à  
» présenter au Roy et ayant recueilli les suffrages de la manière  
» ci-dessus exprimé, la pluralité des dits suffrages s'est trouvée en faveur  
» de M. le comte Delannoy de Beaurepaire. Ainsy fait les jour mois et  
» an susdits et ont les dits mayeur, échevins et notables en exercice au



» 31 octobre dernier, qui ont concouru à l'élection de ce jourd'hui, signé  
» avec nous acte procureur du Roy, sous ses réserves et protestations  
» exprimées au procès-verbal d'élection du dit jour 31 octobre der-  
» nier. Etoient signé le marquis de Beaufort, Lefebvre de Gouy, de  
» Bertonet, de Crespiceul, Stoups, Cornuel de la Gape, Decroix, Le-  
» François Dufetel, Delacroix, Landru, Binot, Callau, Bon Lallart,  
» Lesoing, Dupuich, Lesenne, Joncqué, Degay, Meurille, Ozenne  
» et Baillet avec paragraphe.»

» A Fontainebleau, le 29 Novembre 1765.

» Le Roi vous a nommé, Monsieur, pour remplir la place de maieur  
» de la ville d'Arras et c'est avec d'autant plus de satisfaction que je  
» vous en annonce la nouvelle, que le choix que Sa Majesté vient de  
» faire en votre faveur, a été particulièrement déterminé par la connois-  
» sance qu'elle a de vos talents et du zèle que vous avez montré en  
» toutes les occasions pour son service, et pour les intérêts de sa per-  
» sonne. Je joins ici le brevet de votre nomination à l'égard duquel  
» vous verrez qu'il y a quelques formalités à remplir pour vous mettre  
» en état de remplir les fonctions de la place que Sa Majesté vous a  
» confiée.

» Je suis, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant  
serviteur.

» Signé : le duc de Choiseul. »

La souscription est à M. le baron de Wismes, maire de la ville  
d'Arras, à Arras.

» Suit le brevet:

» Aujourd'hui 27<sup>e</sup> du mois de novembre 1765, le roi étant à  
» Fontainebleau, Sa Majesté s'étant fait représenter le procès-  
» verbal dressé le 14 du présent mois par lequel les officiers municipaux  
« de la ville d'Arras et les notables convoqués en la forme prescrite,  
» ont, conformément aux ordres que Sa Majesté a fait donner à cet effet,  
» procédé à l'élection de deux sujets pour avec celui élu en l'assemblée  
» des dits officiers municipaux et notables, du 31 octobre dernier, être  
» présentés à Sa Majesté, pour être par elle nommé celui d'entr'eux  
» qu'elle jugera à propos, pour remplir la place de maieur de la dite ville,  
» elle a fixé son choix sur le sieur Blocquel Decroix, baron de Wismes,  
» ancien député général et ordinaire du corps de la noblesse des Etats  
» de la province d'Artois, l'un des trois sujets à elle présentés à l'effet  
» de ce que dessus. En conséquence, Sa Majesté a choisi et nommé le

» dit sieur baron de Wismes, pour remplir la place de mateur de la  
» ville d'Arras, pendant le temps de trois années prescrit par l'art.  
» XVII de l'édit du mois de may dernier, pour après l'enregistrement  
» du présent brevet, nomination et la prestation de serment par lui  
» faite, conformément à l'art. XX du dit édit, exercer par le dit sieur  
» baron de Wismes pendant le dit temps toutes les fonctions qui dé-  
» pendent de la dite place de mateur et généralement faire tout ce qui  
» sera convenable pour le service de Sa Majesté et le bien et avantage  
» de la dite ville; et en outre jouir et user de la dite place et des droits,  
» honneurs, autorités et prérogatives qui y sont attachés : et pour  
» assurance de ce qui en tout ce que dessus de la volonté de Sa Majesté,  
» elle m'a commandé d'expédier le dernier présent brevet qu'elle a  
» signée de sa main et fait contre signer par moy son conseiller secré-  
» taire d'Etat et de ses commandements et finances.

» Signé : Louis.

Et plus bas : le duc de Choiseul. (1)

Un édit du roi du 3 février 1769, appela à la mairie d'Arras, messire Charles-Alexandre de Beauport, le premier des trois candidats présentés au choix de Sa Majesté (2).

(1) *Nomination des échevins, officiers municipaux (1723 à 1791)*, page 144.

(1) BREVET QUI NOMME LE MARQUIS DE BEAUFFORT A LA PLACE DE  
MAYEUR DE LA VILLE D'ARRAS.

Aujourd'huy, troisième du mois de février mil sept cent soixante-neuf, le Roi étant à Versailles, Sa Majesté s'étant fait représenter le procès-verbal dressé le treize-un octobre de l'année dernière au l'hôtel commun de la ville et cité d'Arras, contenant en autres choses, l'élection qui a été faite de trois personnes pour être présentées à Sa Majesté à l'effet d'estre nommé par elle celui d'entre eux qu'elle jugera à propos pour remplir la place de mateur de la dite ville au lieu du sieur baron de Wismes qu'elle y avoit cy-devant nommé et duquel le tems d'exercice est expiré, et Sa Majesté voulant expliquer son intention à cet égard, elle a pour cet effet fixé son choix sur le sieur marquis de Beauport, ancien député général et ordinaire du corps de la noblesse des Etats d'Artois, ancien mateur de la dite ville et cité, et l'un des trois sujets à elle présentés par le procès verbal cy-dessus énoncé. En conséquence, Sa Majesté a choisi et nommé le dit sieur marquis de Beauport, à l'effet de remplir la place de mateur de la dite ville et cité d'Arras au lieu du sieur baron de Wismes pendant le tems et espace de trois années prescrit par les articles XII et LIII de l'édit du mois de may 1765. Et après la prestation de serment faite par le dit sieur marquis de Beauport et l'enregistrement du présent brevet de nomination. Conformément aux dispositions de l'article XX du même édit, exercer pour lors par le dit sieur marquis de Beauport toutes chacunes les fonctions qui dépendent de la dite place de mateur et généralement faire en cette qualité tout ce qui sera convenable pour le service de Sa Majesté et le bien et avantage de la ville, et en outre jouir et user de la dite place aux droits, honneurs, autorités et prérogatives qui y sont attachés, ainsi et de la même manière qu'en a joui ou en jouit le sieur baron de Wismes, son prédécesseur

Il fut remplacé en 1771 par messire Adrien-Antoine de Bloquet de Croix qui reprit de nouveau les fonctions de mayeur jusqu'en 1774 (1).

en icelle. Et pour assurance de ce qui est, en tout ce que dessus de la volonté de Sa Majesté, elle m'a commandé d'expédier le présent brevet qu'elle a signé de sa main et fait contresigner par moi, son conseiller, secrétaire d'Etat et de ses commandements et finances.

Signé : LOUIS.

Et plus bas : Le Duc de CHOMMUL.

(*Nomination des échevins, officiers municipaux* (1723-1794, page 171.)

(1) Aujourd'hui, vingtième du mois de décembre mil sept cent soixante-onze, le Roy étant à Versailles, Sa Majesté s'étant fait représenter le procès-verbal donné en l'hôtel commun de la ville et cité d'Arras, le trente et un octobre de la même année, contenant entre autres choses l'Election qui y a été faite le dit jour, de trois personnes pour être présentées à Sa Majesté, à l'effet d'être nommé par elle celui d'entre eux qu'elle jugera à propos pour remplir la place de Mayeur de la dite ville et cité au lieu du sieur marquis de Beaufort qu'elle y avoit précédemment nommé et duquel le tems d'exercer est sur le point d'expirer et Sa Majesté voulant expliquer ses intentions à cet égard, elle a pour cet effet fixé son choix pour la place dont il s'agit, sur le sieur baron de Wismes, ancien député ordinaire de la noblesse des Etats de la province d'Artois et ancien mayeur de la dite ville, l'un des trois sujets à elle présenté par le procès-verbal cy-dessus énoncé. En conséquence Sa Majesté a choisi et nommé le dit sieur baron de Wismes pour remplir la place de mayeur de la ville et cité d'Arras au lieu dudit sieur marquis de Beaufort, pendant le tems et espace de trois années prescrit par les articles XII et LIII de l'édit du mois de mars 1765, et après la prestation de serment fait par ledit sieur baron de Wismes et l'enregistrement du présent brevet de nomination conformément aux dispositions de l'article XX du même édit, exercer pour lors par le dit sieur baron de Wismes toutes et chacune les fonctions qui dépendent de la place de mayeur et généralement faire en cette qualité tout ce qui sera convenable pour le service de Sa Majesté et le bien et avantage de la dite ville et en outre jouir et user de la dite place aux droits, honneurs, autorité et prérogatives qui y sont attachés ainsi et de la même manière qu'en ont jouy ou dû jouir tant le dit sieur marquis de Beaufort que ceux qui l'ont précédé en icelle, et pour assurance de ce qui est en tout ce que dessus de la volonté de Sa Majesté, elle m'a commandé d'exprimer le dit présent brevet qu'elle a signé de sa main et fait contresigner par son conseiller secrétaire d'Etat et de ses commandemens et finances.

Signé : LOUIS.

Et plus bas : MONTENARD.

A Versailles, le vingt-deux décembre 1771.

*A Monsieur le baron de Wisme.*

Le Roy a fixé son choix sur vous, Monsieur, pour la place de mayeur de la ville d'Arras. C'est une place que Sa Majesté s'est rappelé avec satisfaction que vous aviez déjà rempli d'une manière aussi utile pour le bien de son service et celui de la ville même, qu'honorable pour vous. Ces conditions l'ont déterminée à vous y appeler de nouveau ; elle ne peut que se promettre les effets les plus avantageux de votre zèle et de vos talents, d'après les preuves que vous lui en avez déjà données, soit dans cette même place, soit dans toutes les autres que vous avez précédemment occupées.

Je suis très-parfaitement, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Signé : MONTENARD.

(*Nomination des échevins, officiers municipaux* 1723-1791, page 190.)

L'an mil sept cens soixante-douze, le trente-un janvier, onze heures du matin, nous Luc-Gilles-Joseph Ozenne, conseiller du Roy, Lieutenant-général des ville, gouvernance et

Au mois de Novembre 1773, Louis XV, régla la constitution municipale des villes de la province d'Artois (1). Cette même année, le conseil d'État fit don à la municipalité d'Arras des terrains sur lesquels s'élevaient les ouvrages des fortifications détruits à l'occasion de la construction de la citadelle. (2)

baillage royal d'Arras, nous sommes transporté dans l'hôtel commun de ladite ville et cité et étant entré en la chambre de Conseil, nous y avons trouvé les échevins de la dite ville avec messire Adrien-Antoine Blocquel-de Croix, chevalier, baron de Wismes, ancien député du corps de la noblesse des Etats d'Artois, lequel nous a présenté un brevet signé Louis et plus bas Montegnard ; le dit brevet contenant sa nomination à la place du mayeur des dites ville et cité pendant le tems de trois années, au lieu et place du sieur marquis de Beaufort, pour jouir et user de la place, des droits, honneurs, prérogatives et autorité y attachés. Lecture faite du dit brevet, nous avons en la présence des dits échevins, reçu le serment, en tel cas repris, dudit sieur baron de Wismes, et a le dit sieur baron de Wismes et les dits échevins signé avec nous : estoient signés Blocquel de Wismes, de Bertout, le marquis de la Ferté, Carnuel, Le Roux du Chatelet, Mauduis, Delegorgue, Lallart de le Bucquière, Harduin, Alexis Dupuich, J. Ozenne et Grimbert avec paraphe  
(*Nomination des échevins, officiers municipaux, 1723-1791, page 193.*)

(1) Edit du Roi qui règle la constitution municipale des villes de la province d'Artois, et qui donne aux Etats de cette province, la nomination des officiers municipaux, et présentation à Sa Majesté des sujets pour les places de maire.

Donné à Fontainebleau, au mois de novembre 1773.

(*Registre au Conseil supérieur d'Arras le vingt novembre 1775.*)

Art. VII. — La nomination des maires nous appartiendra, nous réservant de choisir parmi les trois sujets qui nous seront présentés, celui à qui nous jugerons devoir confier la dite place, auquel effet le procès-verbal de présentation sera envoyé sur-le-champ au secrétaire d'État ayant le département de la province.

Art. VIII. — Les maires exerceront leurs fonctions trois années de suite, et ne pourront être continués, mais ils pourront être choisis de nouveau, après un intervalle de trois années.

Art. IX. — La présentation des sujets pour les places de maire et la nomination des échevins appartiendront dorénavant aux députés ordinaires de nos Etats d'Artois qui seront en exercice, conjointement avec deux membres de chaque corps, qui seront choisis à cet effet, tous les trois ans, dans l'Assemblée générale, en qualité de nos commissaires. Cependant, autorisons les dits députés de procéder seuls à la dite nomination cette année pour que les dits échevins puissent être renouvelés et entrer en exercice immédiatement après leur nomination, pour cette fois seulement.

Art. XIII. — Les maires prêteront serment dans quinzaine du jour de la réception de leur brevet de nomination, savoir, à Arras, en notre Conseil supérieur ; dans les autres villes, entre les mains du grand bailli, et en son absence, entre celles du lieutenant général ; et les dits maires recevront ceux des échevins et autres officiers qui seront nommés pendant leur exercice.

Art. XIV. — Le maire en place lors de la nomination de son successeur, y demeurera jusqu'à ce que ce dernier ait prêté serment.

(2) *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi et lettres patentes de Sa Majesté.*

Contenant don aux mayeur, eschevins, corps et communauté de la ville d'Arras, du fond et propriété de tous les lieux contenus dans les ouvrages, fortifications et remparts qui ont été rayés et démolis à l'occasion de la citadelle, avec toute justice et juridiction haute, moyenne et basse, et l'exercice d'icelle, et de la police de tous les dits lieux, ensemble la faculté de vendre et aliéner les dits lieux par parties et en telles portions qu'ils trouveront convenables.

(*Recueil des chartes, édits et arrêts, etc., page 525, année 1773.*)

Jules-César-François Raulin de Belval fut nommé *mayeur d'Arras* le 8 décembre 1774 et prêta serment en cette qualité, le 20 mars 1775 (1). Ecuyer et seigneur de Belval, capitaine au régiment royal Italien, il récréanta sa bourgeoisie à Arras le 12 mai 1784. Il acquit en 1758, le fief de Belvalet du chevalier de *Hautecloque*, et fut admis, le 20 décembre 1784, aux états d'Artois, sur preuves faites et remontrées à Georges Raulin, époux de Madeleine de Beaumarché. Notre *mayeur d'Arras* était fils de François de Raulin, et avait épousé Marie-Catherine Delattre. Il fut nommé *maréchal de camp* des armées du roi et mourut le 14 juin 1785. Il habitait à Arras l'hôtel de Mingoval.

François de Raulin eut pour successeur Ignace Godefroy, né comte de Lannoy et du Saint-Empire, chevalier, seigneur de Beaurepaire, seigneur de Liencourt, chevalier de Saint-Louis, et capitaine au régiment du roi-infanterie. Il était fils de Charles-François-Ignace de Lannoy, député aux états d'Artois, et épousa Marie-Thérèse de Lannoy d'Annapes, fille de Pierre Maximilien, baron de Wismes.

Ignace-Godefroy de Lannoy fut nommé *mayeur d'Arras* par brevet.

#### 1) BREVET DE MAYER D'ARRAS POUR LE SIEUR RAULIN DE BELVAL.

Aujourd'hui, huitième du mois de décembre 1774, le Roy étant à Versailles, Sa Majesté s'étant fait représenter le procès-verbal dressé en l'hôtel des Etats d'Artois, le 10 novembre dernier, contenant la présentation que les députés généraux et ordinaires des Etats, commissaires de Sa Majesté en cette partie luy ont faite de trois sujets pour chacune des places de *mayer* de celles des villes de cette province, où ceux qui en sont *peureux* actuellement ont fini leur tems d'exercice, le tout en exécution de l'article XIX de l'édit du mois de novembre 1773, portant règlement pour la municipalité des villes de la province, pour être par Sa Majesté choisis ceux d'entre les dits sujets auxquels elle jugera à propos de confier les dites places et voulant en conséquence expliquer ses intentions; en ce qui concerne celle de *mayer* de la ville d'Arras. Sa Majesté agréant la dite présentation a fixé son choix sur le sieur Raulin de Belval, brigadier d'infanterie, l'un des trois sujets à elle présentés et dénommés dans le procès-verbal cy-dessus énoncé; en conséquence, Sa Majesté a choisi et nommé par le présent brevet le sieur Raulin de Belval pour remplir la place de *mayer* de la ville d'Arras pendant le tems et espace de trois années fixé par l'article VIII de l'édit du mois de novembre 1773, pour après la prestation de serment par lui faite ainsi et de la manière qu'il est réglé par l'article XIII du même édit, exercer pour lors par ledit sieur Raulin de Belval pendant le dit tems, toutes et chacunes les fonctions qui dépendent de la dite place, et généralement faire en cette qualité, tout ce qui sera convenable pour le service de Sa Majesté et le bien et avantage de la dite ville et en outre jouir et user de la dite place aux droits, honneurs, autorités et prérogatives y attachés; et pour assurance de ce qui est en tout ce que dessus de la volonté de Sa Majesté, elle m'a commandé d'expédier le présent brevet qu'elle a signé de sa main et fait contresigner par moy son conseiller secrétaire d'Etat et de ses commandements et de finances.

Signé : LOUIS.

Et plus bas ;

DEFEIX DU MAY.

(Nominations des *chevins*, *officiers municipaux*, 1722-1791, tome IV, page 213.

du roi, du 8 janvier 1781 (1). Lorsqu'il eut fini ses trois ans d'exercice, ne voulant pas profiter de la continuation qui lui avait été accordée par le roi, pour des raisons de santé et d'affaires personnelles, il donna sa démission le 19 décembre 1783. Elle fut consignée sur le registre aux résolutions, et les membres du magistrat, en exécution de l'édit de 1778, rappelèrent Raulin de Belval pour exercer jusqu'à la prochaine élection (2).

De Lannoy avait été rayé de la liste des émigrés le 8 juillet 1793 ; ses enfants avaient quitté la France le 11 frimaire (1<sup>er</sup> décembre). Il fut mis en arrestation avec ses deux sœurs, ci-devant religieuses à Ste-Marie d'Amiens et le 4 ventôse (22 février), on l'emprisonna à l'hôtel-Dieu. Il fut guillotiné à Arras le 5 avril 1794. (3)

(1) BREVET DE MAYEUR POUR M. LE COMTE DELANNOY.

Le 8 janvier mil sept-cent-quatre vingt un, le Roy étant à Versailles, Sa Majesté s'étant fait représenter le procès-verbal dressé en l'hôtel des Etats d'Artois, le deux décembre dernier, contenant la présentation que les députés généraux et ordinaire des Etats, commissaires de Sa Majesté en cette partie, lui ont fait des trois sujets pour chacune des places de mayeur de celles des villes de cette province, où ceux qui en sont pourvus actuellement ont fini leur temps d'exercice, le tout en exécution de l'art. IX de l'édit du mois de novembre 1778, portant règlement pour la municipalité des villes de la dite province, pour être par Sa Majesté choisis ceux d'entre les dits sujets auxquels elle jugera à propos de confier les dites places et voulant en conséquence expliquer ses intentions en ce qui concerne celle de mayeur de la ville d'Arras. Sa Majesté en agréant la dite présentation a fixé son choix sur le dit comte Delannoy l'un des trois sujets à elle présenté et dénommé dans le procès-verbal cy-dessus énoncé. En conséquence, Sa Majesté a choisi et nommé par le présent brevet, le sieur comte Delannoy pour remplir la place de mayeur de la dite ville d'Arras pendant le temps et espace de trois années fixées par l'article VIII de l'édit du mois de novembre 1773 pour la prestation de serment par lui faite ainsi et de la manière qu'il est réglé par l'article XIII du même édit, exercer pour lors par le dit sieur comte Delannoy, pendant le dit temps, toutes et chacune les fonctions qui dépendent de la dite place et généralement faire en cette qualité tout ce qui sera convenable pour le service de Sa Majesté et le bien et avantage de la dite ville et en outre jouir et user de la dite place aux droits, honneurs, autorités et prérogatives y attachés, et pour assurance de ce qui est en tout ce que dessus de la volonté de Sa Majesté, elle m'a commandé d'expédier le dit présent brevet qu'elle a signé de sa main et fait contresigner par moy, son conseiller secrétaire d'Etat et de ses commandement et finances.

Signé : LOUIS.

Plus bas,                    signé : SEGUIER.

Registré au greffe de la cour, où le procureur général du Roy pour être exécuté selon sa forme et teneur suivant l'ordonnance de ce jour à Arras au Conseil provincial d'Artois les Chambres assemblées, le premier février 1781.

Signé : DEVELLE.

Registré au greffe de l'hôtel commun de la ville et cité, après l'installation faite dans les formes ordinaires, le deux février mil sept cent quatre-vingt-un.

(Nomination des échevins, officiers municipaux, 1723-1791, t. IV, fol. 233.)

(2) Nomination des échevins, officiers municipaux (1723-1791), T. IV, fol. 237.

(3) Histoire de Joseph Lebon, par A. Paris, page 251.

Raulin de Belval réélu, reprit les fonctions de mayeur par brevet du 7 mai 1784 et les conserva jusqu'à sa mort, 14 juin 1785. Il fut remplacé par Godefroy Delannoy qui, lui-même eut pour successeur le baron d'Aix, qui fut le dernier mayeur nommé par le roi (1).

La famille d'Aix de Remy commence à Jean d'Aix, dont le nom se trouve à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle sur les listes échevinales. En 1582, l'élection d'Artois rendit au profit de Maximilien d'Aix, seigneur de Thillois, une sentence confirmative d'une autre sentence obtenue par Colard d'Aix, son trisaïeul. Quant à Lamoral qui épousa Marie Quarre, il fut admis, le 1<sup>er</sup> octobre 1756, dans le corps de la noblesse d'Artois sur preuves faites en présence des barons de Haynin et de Brandt de Marconne. Lamoral d'Aix fit ériger en baronnie, au mois de juillet 1784, la terre de Remy, et le 24 décembre de l'année suivante, il fut nommé mayeur d'Arras.

Chargé pendant 25 ans de nombreux détails de l'administration confiée aux états de la province, il donna dans l'exercice de ces fonctions importantes et difficiles des preuves multiples de son zèle, de son application, de ses lumières et de ses talents. Nous l'avons retrouvé à la tête de la commission chargée du règlement des cours d'eau des rivières la Sensée et le Cojeul.

Le baron d'Aix, rayé de la liste des émigrés le 6 juillet 1793, avait été décrété d'arrestation la 15 vendémiaire, (6 octobre), avec sa femme et sa fille Sophie-Joseph-Eugénie.

Il obtint du comité de surveillance, vu ses grandes infirmités, la faveur d'être gardé à vue dans son hôtel, et malgré trois dénunciations successives, il ne fut emprisonné que le 2 ventôse (20 février). Bientôt il fut traduit devant le tribunal, et il porta sa tête sur l'échafaud le 5

(1) *Brevet qui nomme M. le baron d'Aix de Remy à la place de Mayeur de la ville d'Arras.*

Aujourd'hui, 24<sup>e</sup> du mois décembre 1783. Le Roy étant à Versailles, Sa Majesté étant informé que le sieur Baron d'Aix de Remy, l'un des trois sujets qui lui ont été présentés par les Etats d'Artois pour la place de Mayeur d'Arras, actuellement vacante, réunit à un zèle éprouvé de son service, des talents qui luy ont mérité l'estime et la confiance de ses concitoyens, l'a choisi et nommé, le choisit et nommé pour remplir la dite place, veut en conséquence qu'après qu'il aura presté le serment en tel cas requis, il exerce pendant trois ans, toutes les fonctions qui en dépendent, qu'il fasse durant ce tems tout ce qui sera convenable pour le service de S. M. et l'avantage de la dite ville, enfin qu'il jouisse des mêmes honneurs, droits et autorité et prérogatives que ses prédécesseurs en la dite place et pour assurance en ce qui est en cela de la volonté de S. M., elle m'a commandé d'expédier le présent brevet qu'elle a signé de sa main et fait contre-signer par moy son Conseiller d'Etat et Secrétaire de ses commandements et finances, signé Louis ; souscrit par le Roy, signé Séguier. *Nomination des Echevins et Officiers Municipaux, 1723-1791, T. IV, folio 242.*

avril 1794. Il avait acheté la maison de M. Louvigny et y avait fait construire en 1785, un grand et magnifique hôtel qui appartient aujourd'hui à M. le marquis de Lejosne Contay, marié à la petite-fille de M. le baron d'Aix.

## CHAPITRE VII

### LA MAIRIE D'ARRAS PENDANT LA RÉVOLUTION

La Révolution de 1789 vint apporter de nombreuses modifications dans la constitution municipale (1). La loi du 14 décembre 1789, donna

(1)

#### LETTRES PATENTES DU ROI

*Sur un décret de l'Assemblée nationale pour la Constitution des municipalités, données à Paris au mois de décembre 1789.*

Louis, pour la grâce de Dieu et par la Loi constitutionnelle de l'Etat, roi des Français : A tous présents et à venir, salut. L'Assemblée nationale a décrété, le quatorze de ce mois, et Nous voulons et ordonnons ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Les municipalités actuellement subsistantes en chaque ville, bourg, paroisse ou communauté, sous le titre d'Hôtels-de-Ville, Mairie, Echevinat, Consulat, et généralement sous quelque titre et qualification que ce soit, sont supprimées et abolies; et cependant les officiers municipaux actuellement en exercice continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés.

ART. 2. — Les officiers et membres des municipalités actuelles seront remplacés par voie d'élection.

ART. 3. — Les droits de présentation, nomination ou confirmation, et les droits de présidence ou de présence aux Assemblées municipales prétendus ou exercés comme attachés à la possession de certaines terres, aux fonctions de commandans de province ou de ville, aux évêchés ou archevêchés, et généralement à tel autre titre que ce puisse être, sont abolis.

ART. 16. — Le Maire, chef de toute municipalité, soit de ville, soit de campagne, est nommé au scrutin individuel, et ne peut être élu que par la pluralité absolue des voix, c'est-à-dire par la moitié, plus une. Si lorsqu'on aura été obligé de passer au second tour de scrutin, ce second tour n'a pas encore produit la pluralité absolue en faveur d'un sujet, en ce cas, il faut faire un troisième tour de scrutin pour voter seulement entre les deux citoyens qui seront nommés et déclarés à l'Assemblée avoir réuni le plus de suffrages par le dernier scrutin; et si à ce troisième scrutin, les suffrages se trouvaient partagés entre les deux citoyens, sur lesquels on a voté, alors le plus ancien d'âge serait préféré.

ART. 43. — Le Maire restera en exercice pendant deux ans; il pourra être réélu pour deux autres années; mais ensuite, il ne sera permis de l'élire de nouveau, qu'après un intervalle de deux ans.

ART. 46. — Si la place de Maire ou de Procureur de la Commune, ou de son substitut devient vacante par mort, démission ou autrement, il sera convoqué une assemblée extraordinaire des citoyens actifs, pour procéder à une nouvelle élection.

ART. 48. — Avant d'entrer en exercice, le Maire et les autres membres du Corps municipal, le Procureur de la Commune et son substitut, s'il y en a un, prêteront le serment de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution du Royaume, d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi, et de bien remplir leurs fonctions. Ce serment sera prêt à la prochaine élection devant la Commune, et devant le Corps municipal aux élections suivantes.

(Nomination des échevins et officiers municipaux, 1723-1791. T. VI, f<sup>os</sup> 253, 256 et 257).



aux communes le droit de choisir leurs magistrats municipaux. Elle dit que, *les municipalités actuellement subsistantes en chaque ville, bourg, paroisse ou communauté, sous le titre d'hôtel-de-ville, mairie, échevinage, consulat et généralement sous quelque titre et qualification que ce soit, sont supprimées et abolies*. En exécution de cette loi, de nouvelles autorités municipales durent être nommées par ce qu'on appelait dans le langage du temps les *citoyens actifs*, etc. L'échevinage d'Arras fut appelé à déterminer les conditions de ce nouveau mode électoral, c'est-à-dire à consacrer lui-même sa propre déchéance. Une délibération du 22 janvier 1790, exigea *45 sols de contribution directe pour être électeur, et 7 livres 10 sols pour être éligible aux fonctions municipales*. Cette délibération était contre-signée d'*Aix de Remy*, dernier mayor d'Arras. Quelques pages plus loin, on trouve sur les registres de l'échevinage, à la date du 8 février 1790, la signature de *Dubois de Fossez*, premier maire, au bas de ces lignes : *Le présent registre a été clos aujourd'hui attendu la formation de la nouvelle municipalité*.

M. F. Dubois de Fossez, issu d'une famille dans laquelle on comptait un député des Etats à la cour, un président à mortier au Parlement de Tournai et plusieurs conseillers au Conseil d'Arras, naquit à Arras, le 14 décembre 1742. En 1751, il perdait son père ; mais l'orphelin avait pour mère une de ces femmes fortes qui se trouvent toujours à la hauteur de leurs devoirs. Petite nièce de Boileau, elle n'eut garde de négliger l'instruction de son fils. Elle le fit entrer au célèbre collège de Clermont, où il termina ses études d'une manière brillante par le premier prix de rhétorique, remporté avant l'âge de quinze ans, au concours de 1757.

L'on croyait alors que l'exercice de diverses charges à la cour même de Louis XV, devait compléter l'éducation d'un jeune homme. M. de Fossez passa donc quelques années dans les fonctions d'*Ecuyer du roi*. Ce n'était point là une honorable sinécure. Il fallait même une constitution robuste pour résister à des courses journalières de douze à quinze lieues à franc étrier, en changeant jusqu'à six fois de monture, pour accompagner S. M. aux grandes chasses royales et aux nombreuses stations dans les maisons de plaisance. Aussi, après une grave maladie due à un excès de fatigue, le jeune écuyer rentra dans sa ville natale.

M. de Grandval, littérateur distingué, voulut bien donner une direction à cette ardeur juvénile ; il obtint de plus pour lui la faveur

solliciteurs et son cœur à la pitié, dépouiller les prisonniers de tout ce qui peut alléger leurs souffrances, enlever à de vieux prêtres, jusqu'au bois avec lequel ils se chauffent pendant un hiver rigoureux, séparer le mari d'avec l'épouse, arracher l'enfant à sa mère..... Toute supériorité offusque son orgueil; naissance, fortune, vertu, talent, tout devient à ses yeux des titres de proscription.

Sur ces entrefaites, les électeurs du département se réunirent à Saint-Omer afin de procéder au renouvellement des corps administratifs et judiciaires. Guffroy et ses amis, regrettaient, dit-on, d'avoir porté LeBon à la mairie d'Arras. Ils lui reprochaient entr'autres griefs, d'avoir quitté la Société populaire parce qu'on avait voulu le soumettre à l'obligation de donner sa carte en y entrant : « Le Bon est comme  
« les femmes, écrivait Lefetz à Guffroy, le 30 novembre 1792, il a des  
« caprices. J'ai d'abord applaudi à sa démission. J'étais à Saint-Omer,  
« mais depuis je sens combien il est funeste au bien public. Le diable  
« ne peut lui faire entendre raison. Je le crois susceptible d'amour-  
« propre..... Il devait toujours avoir à l'esprit le bien de la pauvre  
« humanité. La République lui enjoint de fréquenter les Sociétés popu-  
« laires et il y renonce. Je ne le connais plus. Ecris-lui, cher ami, et  
« porte-le, au nom de la patrie, à se rendre à la Société et à continuer à  
« en être du nombre. Je ne pense pas qu'il ait à se plaindre des habi-  
« tans d'Arras ; ceux-ci auraient à juste titre le droit de lui reprocher  
« ses bouderies déplacées et inconséquentes. »

On a prétendu que les chefs du mouvement profitèrent de cette occasion pour déplacer Le Bon en lui donnant une position supérieure mais qui lui laissât moins d'initiative personnelle? Ce qui est certain, c'est que le onze novembre, l'Assemblée électorale nomma Le Bon membre du Directoire du département.

« Je vous prie, au nom de la patrie, lui écrivit Demuliez, président  
« de l'Assemblée, d'accepter ce poste où vous pouvez rendre de grands  
services (1). »

Au moment où il reçut cette lettre, Le Bon venait de consommer l'abjuration de sa vie sacerdotale en se mariant. Le 5 novembre, il avait épousé sa cousine germaine, Elisabeth Régniez, dont le père

(1) Archives nationales.

quinze ans, il se levait encore, hiver comme été, à quatre heures du matin, ne se conformant aux mœurs de la capitale que pour l'heure du coucher qui le surprenait souvent un livre à la main.

Vers la fin de cette même année, il reçut de M. le baron d'Herlin-court une lettre lui annonçant le rétablissement de l'Académie d'Arras et l'invitant à en faire partie. Il y eut volontiers consenti, mais il était alors très-âgé et il dut lui exprimer ses regrets de ne pouvoir accepter. Il succomba le 28 décembre suivant.

Le 30 juillet 1790, M. Fromentin de Sartel fut proclamé maire d'Arras, en remplacement de M. Dubois (1). On sonna la cloche joyeuse lorsque le nouveau maire fut entré en chambre. Il prêta serment le lendemain. De Sartel n'administra qu'un an, car au renouvellement de la loi de 1791, Charles-Dominique Brassart fut élu en sa place.

A peine la convention, récemment installée, avait-elle proclamé la République, qu'on sollicita auprès d'elle le remplacement de toutes les administrations gangrenées, disait-on, de royalisme. La ville d'Arras, sans attendre les décrets qui ordonnèrent, conformément à ces vœux, ce renouvellement, procéda *spontanément* à la destitution de la municipalité.

Nous sommes actuellement en pleine révolution, et, par conséquent, nous marchons de toute manière sur des charbons ardents. C'est ici, en effet, qu'apparaît un nom qui est toujours un obstacle, quand il s'agit de parler de l'histoire d'Arras pendant la première République. Disons pourtant que ce n'est pas comme Maire, mais comme représentant en mission, que Joseph Le Bon a acquis cette triste célébrité qui, malheureusement pour lui, ne périra pas. Tant qu'il dirigea notre municipalité, son administration fut assez douce : il eut même l'honneur d'être accusé de modérantisme auprès de la Convention. Au reste, il est bon de faire remarquer que les pouvoirs de la commune d'Arras ont été, pour ainsi dire annihilés, pendant la Terreur, et que les excès qui ont été commis en cette ville, sont plutôt l'œuvre

(1) Recensement général fait par les dits officiers municipaux, des dits recensements particuliers, en présence des dits commissaires, il s'est trouvé que neuf cent cinquante-trois citoyens ont voté pour la nomination du Maire, que M. Fromentin du Sartel a réuni six cent quatre-vingt sept voix, et M. Lecocq, conseiller, deux cent soixante-dix; en conséquence, M. Fromentin du Sartel a été proclamé Maire de la ville d'Arras et ont, les dits commissaires et officiers municipaux, signé.

(Election des officiers municipaux, année 1790-1791.)

du district que des magistrats municipaux. La responsabilité est assez lourde pour qu'elle ne retombe que sur ceux qui la méritent (1).

Notre savant compatriote, M. Paris, a fidèlement parcouru toutes les phases de l'existence de ce triste héros de notre Révolution. Nous ne saurions rappeler ici que des faits déjà cités ; nous nous bornerons donc à reproduire les passages du livre de notre historien moderne qui ont trait à la vie municipale de Le Bon.

Joseph Le Bon, par une faveur qui dut l'étonner lui-même, se vit investi des fonctions de maire provisoire le 16 septembre 1792 (2), et vit sa nomination confirmée par la loi du 29 octobre suivant. Maximilien de Robespierre fut, à cette époque, nommé procureur de la commune, mais on ne sait pas s'il a exercé ces fonctions.

Le Bon remplaça donc Charles Brassart. Lorsqu'il prit possession de son poste, il exprima dans le langage emphatique, alors à la mode, les sentiments qui l'animaient :

« Citoyens, vous l'avez voulu ! nous venons nous dévouer à l'alter-native glorieuse de sauver cette ville ou de servir de premières victimes aux tyrans. Jamais, certes, un plus beau jour n'a lui pour nous. Mais, au nom de la liberté, unissez vos efforts aux nôtres ! La

(1) *Mémoires de l'Académie d'Arras*, 1868, page 46.

(2) On nous avait assuré que le registre des délibérations prises par le Conseil général de la commune pendant que Le Bon était maire, se trouvait égaré : ce registre existe ; mais il ne renferme durant cette période de trois mois, aucun procès-verbal important, si ce n'est celui de l'installation de Le Bon, à la tête de la municipalité :

*Procès-verbal du 16 septembre, trois heures après-midi.*

« L'an 1792, l'an quatrième de la Liberté, de l'Egalité le premier, le 16 septembre, trois heures après-midi, les citoyens que la commune d'Arras a choisis pour ses représentants provisoires, à la place de ceux qu'elle n'a pas jugé devoir conserver plus longtemps, Joseph Le Bon, maire ; Lefetz, Murry, Lemirre, Le Blond..... en qualité d'officiers municipaux ; Robespierre, en qualité de procureur de la commune, et Daillet en celle de substitut ; Taquet Lejeune, Martial Herman, François Carrault, Gilles Carlier, Taffin, Bruyant, Duponchel, en celle de notables, se sont rendus sur la Petite-Place pour être proclamés comme tels, en présence de la dite commune par le président qu'elle s'est choisi pour procéder à ses élections. — La dite proclamation ayant été faite en présence de l'ancienne municipalité, Joseph Le Bon, maire de la nouvelle, a prononcé le discours suivant...

« Aussitôt Le Bon prononça le serment de maintenir la Liberté et l'Egalité et de mourir en les défendant, et en même temps les membres du Conseil général de la dite commune, s'étant joints à lui, ont tous prêté le serment individuellement, puis reprenant la parole il jura qu'il mourrait plutôt que de jamais consentir à la reddition de la place, ce qui a été fait également par tous les membres du Conseil général de la dite commune.

« Après quoi, l'ancienne municipalité s'est retirée pour faire place à la nouvelle qui s'est rendue sur-le-champ à l'hôtel commun, pour y prendre séance. »

(A. PARIS. — *Histoire de Joseph Le Bon*, page 624, année 1862).

» patrie en danger rejette les âmes tièdes et incertaines ; tous ceux qui  
» se portent pour des défenseurs doivent brûler du civisme et du cou-  
» rage. Ah ! combien de maux nous aurions évités, si, depuis quatre  
» années, fidèles observateurs de la loi, nous avions su conserver en  
» même temps l'énergie du 14 juillet 1789. Que du moins une cruelle  
» épreuve nous instruisse.

» Peuple ! c'est par toi que tes nouveaux magistrats vont exister,  
» fais qu'ils n'existent ainsi que par toi. Entraîne-les puissamment vers  
» ton bonheur, en te montrant digne d'être heureux. Les lâches et les  
» traîtres disparaissent à ton aspect ; environnes-nous sans cesse de ta  
» présence, qu'à la moindre faiblesse, au moindre refroidissement,  
» chacun de tes ouvriers se dise aussitôt : Le maître me regarde.....  
» déjà peut-être il m'a jugé. Voilà, Peuple, voilà le vrai moyen d'as-  
» surer ta félicité. Si, par impossible, tu voulais encore te livrer au  
» sommeil de l'esclavage, ne nous oblige pas de partager ta honte ou  
» d'en être les tristes témoins..... Mais tes choix nous répondent de ta  
» volonté. Ecoute donc, et dévoue à l'exécution de tous les siècles  
» quiconque parmi nous trahira le serment que nous allons pro-  
» férer. »

Joseph Le Bon, doué d'un esprit net, d'une imagination vive, d'une volonté ferme, était en même temps exagéré, orgueilleux, emporté et vindicatif. Il reçut une éducation religieuse qui mit d'abord un frein à ses défauts naturels ; tout le temps qu'il passa à l'oratoire, il se montra comme homme et comme prêtre, exempt de reproche.

Mais le jour de l'épreuve arriva. Quand Le Bon sortit de sa compagnie, il trouva la Révolution aux prises avec l'ordre social, et au lieu de rester fidèle à son passé, il fréquenta les sociétés populaires, perdit, au milieu des excitations du club, des convictions qui manquaient de solidité, et, des rangs du sacerdoce, il passa, presque sans transition, dans le camp des persécuteurs de l'Eglise.

L'ambition s'empara alors de son âme : le fils du sergent à verges (1), recherchant la faveur des sans-culottes, devint successivement, grâce à leur appui, chef de la municipalité d'Arras, membre du département et député de la Convention. Dans ces divers postes, il s'éleva par

(1) Du registre aux bourgeois, il appert que le 30 novembre 1762, Nicolas-François Le Bon (père de Joseph Le Bon), natif de la ville de Saint-Pol, fils de Sébastien et de Marie-Rose Bouchez, a été reçu et admis à la bourgeoisie d'Arras et a prêté serment en cette qualité. Cet acte établit d'une manière incontestable que la famille Le Bon est originaire de Saint-Pol. (A. PARIS. — *Histoire de Joseph Le Bon et des Tribunaux révolutionnaires*, page 629 (appendice), 1862.

degrés à la hauteur des révolutionnaires les plus exaltés, et mérita ainsi la confiance de ceux qui, maîtres de la France, avaient voué l'ancienne société à l'extermination.

Joseph Le Bon, se montra comme maire, hâtons-nous de le dire, beaucoup moins sans-culotte que ses paroles n'auraient permis de le supposer.

Les membres de la commune de Paris, au moment où ils donnaient le signal des massacres de septembre, avaient invité les municipalités de France à suivre leur exemple. Prévenue, disait-elle, la commune de Paris, se hâte d'instruire ses frères de tous les départements, qu'une partie des conspirateurs féroces détenus dans les prisons ont été mis à mort par le peuple..... Sans doute la Nation, après la longue suite de trahisons qui l'a conduite au bord de l'abîme, s'empressera d'adopter ce moyen si utile et si nécessaire, et tous les Français diront comme les Parisiens : Nous marchons à l'ennemi, et nous ne laisserons pas derrière nous des brigands pour égorger nos femmes et nos enfants (1).

Ces instructions n'étant point suivies, la commune envoya, dans un grand nombre de villes, des émissaires chargés d'en donner l'explication et d'en propager l'esprit. Ils se présentèrent à Douai : « Dressez « des échafauds, disent-ils à la société populaire, que les remparts « soient hérissés de potences ; que quiconque ne sera pas de notre avis « soit immolé à l'instant. » Joseph Le Bon empêcha à Arras une pareille prédication, il fit arrêter les commissaires de la commune et les chassa de la ville (2).

En résistant avec tant de fermeté aux héros de septembre, Le Bon prétendit plus tard (3), « qu'il avait mieux aimé risquer sa tête que « de voir couler illégalement une seule goutte de sang de ses conci- « toyens. » Peut-être exagérait-il, le péril auquel il s'était exposé, mais ce qui est certain, c'est qu'il fut blâmé de ses corréligionnaires, et que Guffrey, lorsqu'il le poursuivit de ses accusations, lui fit un crime de l'acte qui, aux yeux de la postérité, atténuera un peu l'infamie qui s'attache à la mémoire de Joseph Le Bon (4).

(1) DE BARANTE. — *Histoire de la Convention*, tome I.

(2) *Moniteur*.

(3) *Lettres justificatives à la Convention*, n° XII.

(4) Quand tu as été maire d'Arras, n'as-tu pas fait arrêter les deux patriotes que la commune de Paris avait envoyés pour arrêter la faction des Roland et des Brissot ? Les procès-verbaux de la commune d'Arras existent et il y en a une preuve imprimée, déposée au compte de sûreté générale. (*Censure républicaine*, page 76).

(Les procès-verbaux de la commune, relatifs à la période révolutionnaire, n'existent plus, ils ont été enlevés ou égarés).

Le nouveau maire d'Arras sentit la nécessité de combattre l'esprit de désordre qui surexcitait les classes populaires ; il demanda au ministre Roland des écrits patriotiques « afin de répandre la lumière et les bons principes dans un pays qui avait le plus grand besoin d'instruction. » Le ministre satisfait à ce vœu, mais il reconnut l'impuissance de ses petites brochures ; lors du second envoi qu'il en fit à Arras, Joseph Le Bon n'était plus maire, la municipalité, mécontente de ce que l'on ne lui envoyait aucun écrit de Robespierre, répondit à Roland par des injures (1).

Accusé à cette occasion de modérantisme, il fut traduit à la barre de la Convention et à celle du Comité de Salut public, et dès lors, à Arras, il se montra froidement cruel ; ses défenseurs ne peuvent justifier sa conduite que par la présence des armées Autrichiennes sur les frontières du Nord, mais cette excuse ne saurait être admise ; car aucun trouble n'éclata dans ce pays. On a dit qu'il avait sauvé Cambrai ; il ne sut qu'y dresser la guillotine. D'un autre côté, ses ennemis prétendent qu'il était affamé de sang, qu'il se plaisait aux tortures ; ils ont été trop loin. Le Bon avait peur, il craignait l'influence des Guffroy et de leurs séides ambitieux, il voulut garder sa place, et comme procureur-syndic, il se prêtait à tous les crimes qu'on lui demandait. On assura que depuis qu'il fut dénoncé, il avait toujours été ivre et que ses orgies n'eurent point d'interruption. Quoi qu'il en soit, il n'en est pas moins vrai que Le Bon a été l'un des agents les plus sanguinaires de la révolution, que ses accès effrayaient Robespierre et Couthon, et que la mort sur l'échafaud lui paraissant trop prompte et trop douce, il en prolongea les tortures, car, plusieurs fois, des salles de la Comédie il la retarda, soit pour lire le bulletin d'une victoire républicaine, soit pour vomir à la face des nobles victimes quelques ignobles sarcasmes.

Joseph Le Bon, représentant en mission, devint un personnage historique : investi de pouvoirs illimités, dans l'espace de neuf mois, il se rend coupable d'une série de forfaits dont aucune action louable ne vient atténuer l'horreur. Qu'on le juge par ses arrêtés ? On le voit étendre indéfiniment les catégories de suspects, transformer en crimes la fidélité des domestiques envers leurs maîtres, fermer sa porte aux

(1) Nous nous félicitons de voir que vous oubliez de nous envoyer vos pamphlets. Nous nous disions : Roland désespère de nous tromper et il cesse avec nous tous envois..... Nous ne voulons pas votre estime, nous serions honteux de l'obtenir. (A. PARIS. — *Histoire de Joseph Le Bon et des Tribunaux révolutionnaires*, pages 49 et suivantes, année 1803).

solliciteurs et son cœur à la pitié, dépouiller les prisonniers de tout ce qui peut alléger leurs souffrances, enlever à de vieux prêtres, jusqu'au bois avec lequel ils se chauffent pendant un hiver rigoureux, séparer le mari d'avec l'épouse, arracher l'enfant à sa mère..... Toute supériorité offusque son orgueil; naissance, fortune, vertu, talent, tout devient à ses yeux des titres de proscription.

Sur ces entrefaites, les électeurs du département se réunirent à Saint-Omer afin de procéder au renouvellement des corps administratifs et judiciaires. Guffroy et ses amis, regrettaient, dit-on, d'avoir porté Le Bon à la mairie d'Arras. Ils lui reprochaient entr'autres griefs, d'avoir quitté la Société populaire parce qu'on avait voulu le soumettre à l'obligation de donner sa carte en y entrant : « Le Bon est comme  
« les femmes, écrivait Lefetz à Guffroy, le 30 novembre 1792, il a des  
« caprices. J'ai d'abord applaudi à sa démission. J'étais à Saint-Omer,  
« mais depuis je sens combien il est funeste au bien public. Le diable  
« ne peut lui faire entendre raison. Je le crois susceptible d'amour-  
« propre..... Il devait toujours avoir à l'esprit le bien de la pauvre  
« humanité. La République lui enjoint de fréquenter les Sociétés popu-  
« laires et il y renonce. Je ne le connais plus. Ecris-lui, cher ami, et  
« porte-le, au nom de la patrie, à se rendre à la Société et à continuer à  
« en être du nombre. Je ne pense pas qu'il ait à se plaindre des habi-  
« tans d'Arras ; ceux-ci auraient à juste titre le droit de lui reprocher  
« ses bouderies déplacées et inconséquentes. »

On a prétendu que les chefs du mouvement profitèrent de cette occasion pour déplacer Le Bon en lui donnant une position supérieure mais qui lui laissât moins d'initiative personnelle? Ce qui est certain, c'est que le onze novembre, l'Assemblée électorale nomma Le Bon membre du Directoire du département.

« Je vous prie, au nom de la patrie, lui écrivit Demuliez, président  
« de l'Assemblée, d'accepter ce poste où vous pouvez rendre de grands  
services (1). »

Au moment où il reçut cette lettre, Le Bon venait de consommer l'abjuration de sa vie sacerdotale en se mariant. Le 5 novembre, il avait épousé sa cousine germaine, Elisabeth Régniez, dont le père

(1) Archives nationales.



avait exercé le ministère d'huisier, et dont la mère, restée veuve, tenait une auberge à Saint-Pol (1).

Dès l'ouverture de l'Assemblée, le 2 décembre, une protestation contre les opérations du corps électoral fut déposée sur le bureau ; elle était signée par neuf électeurs : Gabriel Le Blond, Célestin Lefebvre, François Carlier..... Le Bon sembla prendre parti pour les réclamants. A l'appel de son nom, il répondit, en effet, qu'il s'abstiendrait jusqu'à ce qu'il eut été prononcé sur la validité des élections. Ses collègues furent blessés de cette attitude. Déjà l'un d'eux avait fait observer que Le Bon étant maire d'Arras, ne pouvait avoir place au Directoire du département ; on avait résolu de consulter à ce sujet le ministre de l'intérieur et arrêté son remplacement provisoire. Néanmoins le département du Nord, saisi de la protestation des neuf, ayant déclaré les élections régulières, Le Bon se détermina à prendre possession de son nouveau siège et à donner sa démission de maire. Il fut remplacé, à la tête de l'administration municipale, par Joseph Hacot, (25 décembre, 1792) que les commissaires de la Convention avait destitué le 19 octobre comme président du tribunal criminel.

La chute providentielle de Robespierre, amenée, selon la remarque de M. de Maistre, par des hommes encore plus cruels que lui, ôta le pouvoir des mains de Le Bon ; il fut fraduit à la Convention qui n'osa, après plusieurs séances, prononcer sa condamnation et qui le renvoya au tribunal d'Amiens.

Le Bon fut condamné à mort le 9 octobre 1795 ; il en appela à la Convention, mais ce procès avait dévoilé tant d'infamies et de cruautés

(1) L'an mil sept cent quatre-vingt-douze, premier de la République française, le 5 novembre, pardevant moi, Florent Flament, officier public de la municipalité de Saint-Pol, département du Pas-de-Calais, se sont présentés Guislain-François-Joseph Le Bon, âgé de vingt-sept ans, maire de la commune d'Arras, fils de Nicolas-François Le Bon, sergent vendeur, et de Marie-Magdeleine-Josèphe-Bernardine Régniez, domiciliés au dit Arras, et Marie-Elisabeth-Josèphe Régniez, âgée de vingt-deux ans, domiciliée à Saint-Pol, fille de feu Antoine-Joseph Régniez et de Marie-Josèphe Vasseur, marchande aubergiste en la dite ville de Saint-Pol, lesquels après lecture faite par moi de leur extrait de naissance et de certificats de bancs publics, le 28 octobre dernier, dans leurs domiciles respectifs, sans qu'il se soit élevé aucune opposition, ont déclaré le dit Guislain-François-Joseph Le Bon, prendre en mariage la dite Marie-Elisabeth-Josèphe Régniez, et la dite Marie-Elisabeth-Josèphe Régniez, prendre en mariage le dit Guislain-François-Joseph Le Bon. Ensuite de la dite déclaration, je, susdit officier public, ai prononcé, aux termes de la loi, qu'ils étaient unis en mariage, en présence des citoyens : Lanne, maire ; Mienne, Lanne fils, Barthé, Toursel, François Delecour, Demoncheaux, Ferdinand Caron, Joseph Duez, Charles Debret, de la mère de la mariante, des père et mère du mariant, de Géry Régniez, de Joseph Helle, oncle des conjoints ; de Louis Vasseur et Lamoral Vasseur, oncles de la mariante ; de Jean-Baptiste Régniez, cousin des conjoints ; de Léandre Berthe, parent de la mariante ; qui ont signé avec nous et les contractants.

que l'Assemblée passa à l'ordre du jour. On a essayé, depuis quelques temps, de réhabiliter la mémoire de Le Bon ; en publiant sa correspondance pendant son arrestation, un auteur a tenté de le justifier par la nécessité de lois sévères, et il a terminé en disant qu'aucun patriote n'avait été victime de sa violence. Triste justification qu'on ne saurait comprendre si elle n'était due à un fils, magistrat intègre, qui a cru devoir acquitter sa dette filiale (1).

Remplir les prisons, en ouvrir de nouvelles, fermer des églises, tel était à Arras, le mode de réformation sociale employé, en attendant mieux, par les novateurs.

Le 24 brumaire, un arrêté du département avait ramené les cérémonies religieuses à la simplicité des temps primitifs. Tous les vases d'or et d'argent et autres effets de même nature, servant au culte, avaient été mis à la disposition du trésor et remplacés par des vases de terre ou de bois. Ce n'était là qu'un moyen terme : « A quoi bon un « culte ? » se demandent les membres de la Société populaire. Pour délibérer sur cette question, ils convoquent en l'église Saint-Vaast, avec l'autorisation de la municipalité, les six sections de la ville. Hacot est nommé président de l'Assemblée. Elle adopte à l'unanimité les propositions qui lui sont faites et charge six commissaires, parmi lesquels Beugniet, de les transmettre aux corps administratifs et aux représentants Laurent et Isori qui se trouvent en ce moment à Arras. De tous côtés arrivent des approbations ; au son de la musique et de la cloche *Joyeuse*, le peuple des clubs se met en marche : Hacot, maire d'Arras, est à la tête. On se rend à la porte des quatre églises conservées comme paroisses « afin de les purifier. » Déjà, par ordre du District, les scellés y avaient été apposés. On célèbre par des discours et des chants patriotiques le triomphe de la liberté et de la Raison. « Une adresse du peuple d'Arras, rédigée par Hacot et Beugniet, « raconte ces merveilles à tous les peuples de l'univers (2). »

Le Bon donna pour successeur à Hacot, le 29 nivôse an II, Ferdinand Dubois, qui avait déjà rempli les fonctions de Maire en 1790.

Duponchel, agent national, est désigné président par intérim du Conseil général de la commune d'Arras, le 27 pluviôse an II.

(1) A. PARIS. — *Histoire de Joseph Le Bon et des Tribunaux révolutionnaires*, page 110 (1862).

(2) A. PARIS. — *Histoire de Joseph Le Bon et des Tribunaux révolutionnaires*, page 11 (1862).

—

Jacques Duponchel était attaché, avant la Révolution au service du capitaine Landru, commandant de la maréchaussée du roi au département d'Artois. Il tint ensuite, à Arras, une modeste boutique. Sa première femme avec laquelle il divorça, blanchissait du linge et ravaudait des bas de soie. Duponchel fut chargé par le département de surveiller à l'arsenal la réparation des armes; il reçut à ce titre un traitement de trente livres par mois. Plus tard, il obtint du district, pour diverses autres commissions, une allocation de six livres par jour et se fit concéder la jouissance gratuite du jardin des capucins. Après le 10 août 1792, il devint officier municipal et membre de la Société républicaine, d'où les *Jacobins* avaient expulsé les *Feuillants*. Le 27 pluviôse, Le Bon nomma Duponchel maire d'Arras par intérim : il remplit ces fonctions jusqu'au 24 ventôse, date de la nomination de Daillet à Cambrai. Le 18 pluviôse, Duponchel écrivait « au citoyen Lefetz, du district d'Arras, » une lettre dont nous respectons l'orthographe : « Frère, je vien Daprend que ta Damme Dion n'est pas en état « Darrestation, M. de Quatre Veau, La Damme Le roi D'urtebis et « encore bien d'autre qu'il faudra vérifier, Salut et fraternité (1). »

Le 24 ventôse, on choisit Xavier Daillet; cependant dans un procès-verbal de la séance du 2 floréal, on trouve que Duponchel y assistait comme maire.

Xavier Daillet était commis dans une maison de commerce. Aux approches du 10 août, il avait accompagné, à Paris, Augustin Robespierre. Il s'était attaché à la personne de Maximilien à qui il servait de garde du corps. Envoyé en Belgique comme commissaire du pouvoir exécutif, il devint secrétaire particulier de Danton, pendant la tournée que l'ordonnateur des massacres de septembre fit dans ce pays. De retour à Arras, il fut nommé substitut du procureur de la commune. Il correspondait directement avec Robespierre, et se faisait ainsi craindre de Le Bon, qui le créa successivement agent national de la Commune, maire d'Arras, et président du tribunal révolutionnaire de Cambrai (2).

Ce n'était pas chose facile de trouver un maire qui put satisfaire au patriotisme de Le Bon, et nous trouvons encore comme intérimaire, Renard-Théophile Berlier, envoyé deux fois en mission dans les départe-

(1) — *Archives municipales. — Histoire de Joseph Le Bon et des Tribunaux révolutionnaires*, page 182, année 1862.

(2) A. PARIS. — *Histoire de Joseph Le Bon*....., page 182 (1862).

tements du Nord et du Pas-de-Calais, où il créa un tribunal chargé de juger les prévenus d'émigration ; il confia la mairie d'Arras à Dantin, 15 fructidor an II.

Le 15 floréal, Boizard avait été mis en état d'arrestation, et Saint-Rémy, pour éviter le même sort, s'était enfui à Paris. Dantin, juré comme eux, n'avait jusque-là encouru qu'une destitution. Le Bon prit contre lui un arrêté spécial :

« Au nom du peuple français, Joseph Le Bon, représentant du peuple dans le département du Pas-de-Calais et circonvoisins,

« Considérant les liaisons intimes du nommé Dantin avec les protecteurs de l'aristocrate Demuliez et autres ; considérant les rapports encore plus grands du dit Dantin avec le nommé Saint-Rémy, émigré, considérant que cet individu a long-temps abandonné la Société populaire, en 1793, et n'y a reparu tout-à-coup que pour soutenir les opérations aristocratiques d'un comité de surveillance prévaricateur,

« Considérant qu'un homme de cette trempe ne peut qu'inspirer des soupçons et qu'il est à craindre que ses intrigues nuisent à la chose publique dans les fonctions municipales et qu'il ne s'attache à suivre l'exécrable plan de ses chefs pour semer la division entre les autorités constituées, et par suite entre les patriotes,

« Arrête que, dès ce moment, Dantin est destitué de ses fonctions et renvoyé à la loi du 17 septembre (vieux style) ; rappelle toutes les autorités d'Arras à cette réunion si désirable qui fait la consolation des bons citoyens et la terreur des méchants ; les avertit de redoubler de vigilance, et surtout de dénoncer sur-le-champ et sans pitié qui-conque essaierait de rallumer la discorde à Arras.

« Et sera, le présent arrêté, communiqué par le District au Conseil général de la commune ou au comité de surveillance et lu au peuple solennellement assemblé (1). »

Le même jour, Dantin, arrêté dans l'auberge du Petit-Saint-Pol, fut emprisonné à l'abbatiale (2).

Dantin eut pour successeur Lecocq. Ce dernier, fut nommé maire d'Arras, le 29 floréal an III, par arrêté du représentant du peuple, en mission dans le département. Il fut bientôt appelé à l'administration du département par les représentants du peuple placés à la tête des

(1) Archives départementales.

(2) Histoire de Joseph Le Bon et des Tribunaux révolutionnaires, page 454 (1993).

départements du Nord et du Pas-de-Calais et de la 1<sup>re</sup> division militaire. Il fut remplacé, le 8 messidor an III, par François-Joseph Fromentin de Sartel qui avait déjà occupé la mairie en 1790. Il prit séance en qualité de maire, le 9 messidor, et cessa ces fonctions le 2 vendémiaire an IV, en vertu du décret qui excluait des fonctions municipales les parents d'émigrés.

Deux ans après, la constitution du 22 août 1795, promulguée le 25 octobre suivant, établit le Directoire. Pendant ce nouveau système, le Conseil de la commune eût des destinées diverses mais décolorées. Au maire succéda le président de l'Assemblée municipale.

Conformément à la loi du 21 fructidor an III qui concentra la municipalité dans les cantons, le président fut nommé par l'Assemblée primaire, et il remplit les fonctions de maire. Ceux qui furent élus sont :

Renard, 6 vendémiaire an IV ;

Piéron-Velu, 16 brumaire an IV ;

Lefebvre-Cayet, 15 ventôse an IV.

Nous croyons intéressant de citer, au sujet de la nomination de ce dernier, le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 ventôse :

*Séance du quinze ventôse, après-midi, quatrième année de la République, tenue publiquement.*

« Le citoyen Coffin, commissaire du directoire exécutif, près l'administration du département du Pas-de-Calais, entre en la salle des séances de l'administration et annonce qu'il est chargé de la part du ministre de la police de la République, de mettre à exécution un arrêté du directoire exécutif, du 10 de ce mois, concernant les administrateurs municipaux de la commune d'Arras dont il fait lecture et après laquelle il requiert la transcription du dit arrêté qui est conçu ainsi qu'il suit :

MINISTRE DE LA POLICE GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

» Extrait du registre des délibérations du directoire exécutif, du 10 ventôse an quatrième de la République française, une et indivisible. Le directoire exécutif, après avoir entendu le rapport du ministre de la police générale,

» Considérant que l'administration d'Arras n'a pas montré, dans l'exercice de ses fonctions, la fermeté et le zèle qui conviennent à des

magistrats, invariablement attachés à la République et décidés à la faire triompher de tous ses ennemis,

» Que déjà l'administration centrale du département du Pas-de-Calais a été forcé d'annuler plusieurs arrêtés de cette administration, notamment celle du treize nivôse, par lequel elle avait défendu de chanter au spectacle des airs patriotiques, celui du . . . . . portant destitution des citoyens Dantin, Cordier et Crignon, commissaires aux émigrés et celui du 12 pluviôse, portant suspension d'un arrêté pris précédemment par elle sur la taxe du pain,

» Que les membres de l'administration municipale d'Arras, loin de remplir les intentions du département manifestées par son arrêté du 8 nivôse, relativement aux citoyens Dantin, Cordier et Crignon a écrit, au contraire, une lettre despectueuse à l'administration centrale, et use d'un subterfuge ridicule, en déclarant qu'elle voulait exercer les fonctions de commissaire aux scellés par le fait de ses membres, afin d'étudier l'arrêté du département,

» Considérant que le 12 pluviôse dernier, l'administration municipale d'Arras a eu la faiblesse de céder à une poignée de femmes égarées qui lui demandèrent le rapport de son arrêté du 5 pluviôse, relatif à la taxe du pain et de se laisser arracher la suspension de cet arrêté, que cet acte de lâcheté a occasionné le pillage du pain dans quelques dépôts de sections et que le même jour cette administration a cédé de nouveau aux femmes séditieuses en ordonnant la restitution du prix du pain payé d'après la taxe qu'elle avoit commencé à mettre à exécution,

» Considérant que les principes et la conduite des membres de cette administration ont excité contre eux des plaintes nombreuses, dont eux-mêmes ne peuvent pas disconvenir et que le mouvement arrivé à Arras, le 12 pluviôse, n'est que l'effet d'un mécontentement général contre ces administrateurs,

» Considérant, enfin, qu'il importe d'assurer la prompte exécution des lois, l'harmonie entre les différentes autorités constituées et d'étouffer toutes causes de troubles dans une commune aussi intéressante que celle d'Arras,

» Arrête, en vertu des articles 196, 197 et 198 de l'acte constitutionnel, ce qui suit :

» Art. 1<sup>er</sup>. — Les membres de l'administration municipale du canton d'Arras sont destitués ;

» Art. 2. — L'administration municipale d'Arras sera composée des citoyens cy après nommés, savoir ;

» Lefebvre Cayet, ex-procureur-général, syndic du département du Pas-de-Calais ; Demory, ex-administrateur du département du Pas-de-Calais ;

» Deleville, ex-administrateur du district d'Arras ;

» Billon, ex-administrateur du même district ;

» Beck, fabricant, ex-officier municipale de la commune d'Arras ;

» Cavois, ex-officier municipal de la même commune ;

» Beauvais, médecin, ex-officier municipal de la même commune ;

» L'administration sera présidée par le citoyen Lefebvre Cayet ;

» Art. 3. — Le citoyen Petit, ex-administrateur du district d'Arras, est nommé commissaire du pouvoir exécutif, près l'administration municipale ;

» Art. 4. — Le ministre de la police générale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

» *Pour expédition conforme :*

» Signé : LE TOURNEUR, président,

» par le directoire exécutif,

» *L'ex-secrétaire-général :*

» Signé : LA GARDE, »

*(Registre aux Délibérations. 4<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 16).*

Lefebvre Cayet avait été procureur général, syndic du département du Pas-de-Calais. Il ne voulut point accepter les fonctions de maire, auxquelles il avait été appelé par arrêté du directoire exécutif, donnant pour motif le mauvais état de sa santé. Il dut pourtant se soumettre et se constituer en administration municipale provisoire avec les citoyens Demory, Deleville et Billon, 18 ventôse an IV.

Demory le remplaça, le 9 germinal suivant.

Viennent ensuite les présidents de l'Assemblée municipale :

Piéron, 6 germinal an V ;

Lefran, 27 germinal an V ;

Chevalier, 8 brumaire an VI ;

Bras, 1<sup>er</sup> primaire an VI ;

Bertin, 1<sup>er</sup> floréal an VI ;

Norman, 11 prairial an VII.

Constantin-Joseph Norman, né à Haucourt, le 21 juillet 1764, avait été reçu licencié en droit à la faculté de Douai, le 20 juillet 1786 ; admis à exercer la profession d'avocat près du conseil provincial d'Artois, il

s'était fait remarquer par un jugement et une aptitude peu commune dans le maniement des affaires. Son administration fut de courte durée. En effet, la loi de 1800 supprima les municipalités cantonales et dans chaque commune, il y eut un maire (1) dont Bonaparte se réserva la nomination.

## CHAPITRE VIII

### LES MAIRES D'ARRAS DEPUIS LE CONSULAT JUSQU'À NOS JOURS

Le 18 brumaire an VIII vint arracher les rênes du pouvoir au tribunat ; Bonaparte, 1<sup>er</sup> Consul, ne voulant accorder sa confiance qu'à des hommes désintéressés par leurs talents et leurs nobles qualités, résolut de ne confier l'administration des affaires publiques qu'à ceux dont l'esprit et le cœur avaient été éprouvés pendant les longues divisions civiles et qui étaient restés fidèles à la cause de la morale et de la patrie. Animé de ces sentiments il appela M. Wattelet aux fonctions de maire de la ville d'Arras le 4 mai 1800 (2). Cette nomination fut accueillie avec toute la démonstration de la plus vive joie, par la population toute entière.

(1) La loi du 28 pluviôse an VIII confia l'exécution de la loi administrative à un maire qui, dans les communes d'une population inférieure à 5000 âmes, remplissait les fonctions diverses de la police administrative, et qui, dans les localités ayant plus de 5000 habitants, était nommé par le premier consul.

Le costume était de drap bleu avec bandes et liserets d'argent, plus l'écharpe, signe du pouvoir.

#### (2) INSTALLATION DES MAIRES ET ADJOINTS

Séance du sept prairial an huit de la République Française.

Le président de l'administration municipale observe que conformément à la lettre adressée le 4 de ce mois par le préfet du département à l'administration, il doit être procédé aujourd'hui à deux heures après midi en la maison commune, par le préfet, à l'installation du Maire et des Adjointes de la ville d'Arras, que, pour donner à cette cérémonie la solennité convenable, le commandant de la garde nationale a été invité de la réunir sous les drapeaux au devant de la maison commune, et le commandant de la place d'envoyer au même endroit les troupes de ligne à sa disposition. Les Administrateurs Municipaux étant réunis au lieu de leurs séances, et la garde nationale et les troupes de ligne s'étant rendues au lieu désigné, l'Administration Municipale a donné les ordres nécessaires pour former un détachement des deux corps, à l'effet de se rendre à la préfecture et accompagner le préfet jusqu'à la maison commune.

A deux heures de l'après-midi, le préfet ayant été introduit au lieu des séances avec les conseillers de préfecture et les citoyens Watelet et Lesoing, il a été fait lecture de l'arrêté du premier consul, en date du quatorze floréal dernier, portant nomination du citoyen Watelet pour maire et des citoyens Lesoing et Rouvroi (Xavier) pour adjoints de la ville d'Arras, et à l'instant le préfet a installé les dits citoyens Watelet et Lesoing en ces qualités et a reçu d'eux la promesse de fidélité à la Constitution.

(Registre aux arrêtés, an 8. T. 1<sup>er</sup>).



Wattelet de La Vinelle, Mathias-Réné-Joseph, naquit à Arras le 20 décembre 1753 d'une famille ancienne et justement considérée; fils de Guislain-Marie-Joseph Wattelet, avocat au Parlement de Paris et au Conseil d'Artois, et de Catherine-Antoinette-Joseph Lancry, il reçut une éducation et une instruction conformes au rang élevé que ses parents occupaient dans la société.

Des lettres de provision du roi en date du 18 juillet 1779 le nommèrent conseiller au conseil provincial d'Artois en remplacement d'Antoine-François de Woorms, décédé le 17 juin de cette année. Il prêta serment peu de temps après son admission, le 5 août 1779.

Appelé à la première dignité municipale, Wattelet s'en acquitta avec la plus grande distinction et y mérita l'estime et la reconnaissance de ses concitoyens. Il fut tout d'abord appelé à réorganiser ou à rétablir toutes les institutions qui avaient été ébranlées ou détruites pendant la tempête révolutionnaire.

Le nouveau maire d'Arras, ne tarda pas à remarquer que la maison de Sainte-Agnès ne pouvait être plus longtemps dirigée par des femmes sans foi, ni loi; elles en avaient compromis les intérêts même temporels; les enfants manquaient de tout. Ce respectable magistrat fut touché d'une aussi grande misère. Il usa de toute son influence auprès du conseil municipal et de l'autorité supérieure.

Les biens des religieuses de Sainte-Agnès avaient été réunis à l'administration des hospices, le 1<sup>er</sup> Nivôse an IV, et on supprima, pour ne former qu'un seul établissement, les orphelines de la rue Sainte-Croix. Wattelet, maire de la ville d'Arras, rappela les religieuses qui avaient survécu à l'exil et aux privations, et leur confia la direction de cet hospice, dont les statuts furent provisoirement approuvés par l'empereur, le 19 septembre 1807, et définitivement le 14 septembre 1810.

Wattelet rappela à Arras les sœurs de Saint-Vincent de Paul, rétablit l'institution dans ses biens et organisa le bureau de bienfaisance. C'est à lui qu'on doit l'institution d'une société de dames qui devaient visiter les indigents à domicile.

Lors de son passage à Arras en 1804, Napoléon avait accordé à la ville, sur sa casette, une somme de 20,000 francs pour l'extinction de la mendicité; l'administration municipale, crut que pour atteindre ce but, il fallait avant tout ouvrir un asile à la vieillesse; elle fonda l'hospice des vieillards et porta à son budget 6,000 francs pour l'entretien de cette institution. Il donna son concours le plus actif et le plus com-

plet au nouvel évêque, Mgr. de la Tour d'Auvergne, pour le rétablissement du culte catholique et reçut à ce sujet la lettre la plus affectueuse, comme témoignage de satisfaction, du conseiller d'Etat Portalis(1).

Sous un autre ordre d'idées, l'administration de Wattelet ne fut pas moins favorable à Arras. C'est lui qui a réglementé le service de la compagnie des sapeurs-pompiers ; de plus il a renouvelé et complété la magnifique organisation de notre marché au grains.

Après avoir contribué ainsi au rétablissement des plus belles institutions de charité et de bienfaisance qui distinguent notre ville, Wattelet fut nommé par le chef de l'état, conseiller de préfecture du Pas-de-Calais, en remplacement de Bergaigne, le 8 août 1814. Il fut confirmé dans cette qualité par arrêté du 10 juillet 1815. Longtemps il fut le doyen de ce conseil et exerça pendant vingt ans les fonctions de secrétaire général de la préfecture. Il ne cessa, durant cet intervalle, de donner l'exemple de toutes les vertus publiques et privées, et le secours charitable de sa haute capacité dans l'administration d'un département de 625,000 habitants sur lesquels il exerça une grande et salutaire influence.

Depuis longtemps, il avait dû à l'élection de ses concitoyens sa nomination de membre du Conseil général du Pas-de-Calais : il fut confirmé dans ces fonctions par arrêté du 4 juillet 1815.

En récompense de ses services, Wattelet reçut, le 17 décembre 1814, la distinction de l'ordre royal de la légion d'honneur ; ce nouveau brevet lui fut délivré le 11 avril 1817.

Enfin, après une vie si bien remplie, Wattelet mourut à Arras le 13 février 1823. Il avait épousé en 1787 M<sup>lle</sup> Gosse de Grandval, Marie-Thérèse-Henriette-Joseph. Citons à l'éloge de ce magistrat, les paroles suivantes prononcées par le baron Siméon, préfet du Pas-de-Calais, au Conseil de ce Département pendant la session de juin 1823. — « Je ne » finirai pas, messieurs, sans unir mes regrets à ceux que vous a causés la perte que nous avons faite d'un de vos plus anciens et de vos » plus honorables collègues. M. Wattelet, conseiller au conseil souverain d'Artois, s'est acquis dans ces éminentes fonctions, dans celles » de membre du Conseil général du département, de Maire de la ville » d'Arras, et de Conseiller de préfecture, une considération générale. » La rectitude de son jugement, la droiture et l'urbanité de son caractère, lui ont mérité l'estime et l'affection des personnes qui ont eu

(1) *Conseil d'Etat, 1<sup>re</sup> division. Lettre n° 1743, 8 vendémiaire an XI (30 septembre 1802).*

» des relations avec lui, et qui, comme vous, ont pu apprécier les qualités dont il était orné. Puissent ses mânes agréer l'hommage que je me suis fait un devoir de leur rendre et dont personne ne reconnaîtra plus que vous la justice. »

Lorsque Wattelet fut appelé au conseil de préfecture il eut pour successeur, comme maire d'Arras, Joseph-Louis-Nicolas Vaillant, nommé par un décret impérial du 12 fructidor, daté du camp d'Arras. Son installation eut lieu le 19 du même mois.

Pierre-Joseph-Mathias Wartelle, baron d'Herlincourt remplit ces fonctions après la mort de M. Vaillant, son beau-père, 4 avril 1813. Né à Arras en 1773, il fit de fortes études et sortait du collège quand la révolution éclata. Lorsque le temps fut apaisé, le baron d'Herlincourt fut appelé successivement à toutes les charges honorifiques de la cité. Nommé administrateur des hospices en 1804, conseiller municipal et capitaine de la garde nationale en 1806, membre du Conseil général en 1810, il remplit toutes ces fonctions avec une distinction et un zèle à toute épreuve.

Il fut encore investi de la présidence du Conseil général, de 1811 à 1813 et de 1818 à 1823. Libéré du service en vertu du décret du 2 avril 1812, il succéda, en qualité de maire d'Arras, à M. Vaillant, son beau-père; comme celle de son devancier, son administration fut paternelle. Entièrement adonné à ses fonctions, il était accessible à tous. La légitime influence dont il jouissait, lui servit, dans ces temps difficiles, à faire beaucoup de bien à notre ville. Il dut s'effacer, en 1815, devant les circonstances. L'année précédente, il avait reçu la croix de la Légion d'honneur en récompense de ses services.

Le choix de ses concitoyens appela trois fois le baron d'Herlincourt à la chambre élective. Il y siégea notamment après la fameuse ordonnance du 5 septembre, depuis le mois d'octobre 1816 jusqu'en 1820, et de novembre 1821 à 1824. Il était dans cette dernière législative l'élu du collège départemental. Nommé député, il prit en main les intérêts généraux du département.

A partir de 1840, le baron d'Herlincourt disparut de la scène politique et se renferma dans les loisirs studieux de la vie privée. Il fut un des seize qui pensèrent à restaurer l'ancienne académie d'Arras, et qui en formèrent le noyau, avec l'approbation de l'autorité, le 9 mai 1817: il fut placé à la tête de la société naissante, de 1818 à 1821. Il mourut à l'âge de 83 ans (1).

(1) *Mém. de l'Académie d'Arras*, t. 19, p. 233, année 1856.

La Restauration ne changea rien à la législation municipale. Le baron Joseph Lallart, nommé maire d'Arras par ordonnance du 24 janvier 1816, remplit ces fonctions jusqu'en 1821, époque à laquelle il fut remplacé par M. Maïoul de Sus-Saint-Léger. Son administration, comme Maire de cette ville pendant plusieurs années et dans des circonstances graves et difficiles, lui a mérité les suffrages universels et une approbation générale; aussi, à plusieurs reprises, fut-il nommé par ses concitoyens membre de la chambre des députés et du Conseil général où toujours il se distingua par ses lumières et son amour pour son pays (1).

Dans les moments les plus difficiles, M. Lallart, étant adjoint, avait rempli les fonctions de Maire en l'absence de ce magistrat. Ce fut alors que, par délibération du 10 juillet 1815, le Conseil Municipal de cette ville lui vota unanimement des remerciements pour le zèle et la prudence avec lesquels il avait courageusement rempli les fonctions de Maire et maintenu la tranquillité dans la ville pendant les jours tumultueux et orageux qui avaient précédé le retour de sa Majesté Louis XVIII dans sa capitale.

En effet, le désastre de Waterloo excita dans le peuple un mouvement dont le gouvernement ne sut point profiter: peut-être même, n'en eut-il pas le temps. Une troupe de fédérés formée dans les environs d'Arras se rendit maîtresse de la citadelle; mais les bourgeois, pour qui les fédérés rappelaient de sanglants souvenirs, virent avec regret cette manifestation populaire. La porte de Ronville fut forcée et livrée par eux à un détachement des gardes du corps; peu de temps après, le drapeau blanc flottait sur les principaux édifices. Cependant les fédérés paraissaient peu soucieux de ces mouvements, lorsque au milieu de la nuit, une rixe s'éleva entre un de leurs postes avancés et une patrouille bourgeoise. Au bruit de la fusillade, on courut de toutes parts aux armes, et les bourgeois attaqués furent refoulés jusques dans les rues de la ville. Quand aux fédérés, satisfaits de leur victoire, ils se retirèrent dans la citadelle. Une seule maison fut pillée; mais l'excitation était grande: les gardes du corps voulaient à tout prix donner l'assaut; des paysans, mécontents du gouvernement qui leur avait coûté tant de sacrifices, vinrent camper sur la place au nombre d'environ deux mille, sans autres armes que des fourches, des faulx, et d'autres instruments aratoires. De leur côté, les fédérés déclarèrent qu'à la première démons

(1) *Notice biographique sur M. Lallart, ancien Maire d'Arras*, par M. Theillier de Sars, membre de l'Académie d'Arras.

tration, ils feraient usage de leur artillerie pour écraser la ville. Sur ces entrefaites, des troupes de volontaires royaux vinrent augmenter la force des assaillants ; alors M. le baron Lallart, à qui la ville doit la plus grande reconnaissance, pénétra dans la forteresse et obtint la promesse de l'évacuer, lorsque l'on saurait d'une manière positive l'entrée de Louis XVIII à Paris.

M. de Sus-Saint-Léger,, honoré par d'anciens services et par la considération universelle qui l'entourait, se montra le digne successeur de M. Lallart. Elevé dans la douleur, exilé au milieu des désordres d'une révolution politique, il avait donné à son âme une trempe énergique, et à son caractère une fermeté inébranlable. Son esprit droit et judicieux lui avait fait comprendre que le meurtre de sa mère, de ses belles et jeunes sœurs, était l'œuvre de quelques hommes qui avaient su s'arroger un pouvoir illimité, soutenu par la terreur et la destruction. Aussi, lorsqu'il fût nommé Maire d'Arras, il ne songea qu'au bien de la ville et rechercha les moyens de prospérité pour tous.

Nous devons à son administration l'institution de notre marché aux bestiaux, la conservation de l'école des sourds-muets, formée dans une maison particulière. Il acheva la translation du Collège dans le local qu'il occupe actuellement, et plaça les Vieillards dans les vastes bâtiments du Vivier pour assurer à un plus grand nombre les bienfaits de cet hospice.

Ce fut lui qui, le premier, eut l'heureuse idée de créer un Musée à Arras, et qui conserva, par une restauration opportune, la façade de l'Hôtel-de-Ville, un de nos plus beaux monuments gothiques.

M. le baron Léopold de Hauteclouque, nommé maire d'Arras, le 18 janvier 1826, s'y distingua par une administration aussi sage qu'intelligente jusqu'au moment où la révolution de 1830, renversant la royauté légitime, vint lui fermer, ainsi qu'à ses frères, la carrière des emplois publics. Nous résumerons rapidement les principaux fruits que la ville d'Arras a retirés de l'administration de M. le baron de Hauteclouque.

1° Une salle des concerts ; 2° Une église pour les faubourgs de Ronville et de Saint-Sauveur ; 3° Une école gratuite de géométrie appliquée aux arts et métiers ; 4° des travaux d'agrandissement au théâtre ; 5° un musée qui reçut bientôt de rapides accroissements ; un hospice destiné aux femmes pauvres ; à cette fondation, connue sous le nom de maternité, fut jointe une école pratique et théorique d'accouchement ; celle fondée en 1771 par les Etats d'Artois, n'était que purement théorique ; 7° le nivellement de l'ancien rempart de cité pour l'établissement d'une rue, qui a pris le nom du 29 Juillet ; 8° le pavage complet de la

place de la Basse-ville ; 9° la restauration de la maison des Sourds-Muets ; 10° la substitution des pompes-fontaines aux anciens puits ; 11° des mesures pour l'amélioration de la petite voirie, les suppressions des caves, saillies, etc., rendant dangereuse la voie publique.

Ajoutons que le baron de Hauteclocque était membre de l'Académie d'Arras et d'un grand nombre de sociétés savantes ; on lui doit d'intéressantes études sur l'histoire locale.

Sous la monarchie de Juillet, les Maires furent MM. Jacques François Dudouit, 12 septembre 1830, et François Maurice Colin, 22 juillet 1837. M. Albert-Hyppolite Plichon, ancien maire, 15 février 1848, a été remplacé, en 1870, par M. Deusy, qui exerce encore ces fonctions.

## CHAPITRE IX ET DERNIER

### L'ADMINISTRATION MUNICIPALE DANS LA CITÉ

Après avoir parcouru la série des Mayeurs de la ville d'Arras et relaté les faits importants concernant leur administration, nous compléterons notre travail par une étude sur la municipalité de la cité et les prévôts, qui ont précédé son échevinage. Leur suite quoique fort incomplète sera l'objet de la seconde partie de ce travail.

Comprise dans la même enceinte de mur et de fortifications que la nouvelle ville, l'ancienne cité d'Arras n'en était séparée que par un rempart et un bras de la rivière du Crinchon. Elle paraît avoir été formée sous nos premiers rois, au début de cette *antique cité des Atrébates*, dont les *Commentaires de César* font mention. Elle n'avait rien de commun avec la ville pour l'origine, les droits, les privilèges, les coutumes, les usages ; elle n'était pas même du domaine des comtes d'Artois. Tous ses droits furent toujours distincts et séparés jusqu'en 1749, époque à laquelle un édit du roi de France la réunit à la ville d'Arras.

Parmi les cités qui ont laissé des vestiges de leurs premiers usages, au milieu du mouvement communal du XII<sup>e</sup> siècle, celle d'Arras tient un des premiers rangs. La coutume de la cité d'Arras confirmée par Louis VIII, en 1211, avait un gouvernement particulier. Nous retrouvons dans l'institution des deniers publics de la cité, confiée au corps des trois États, les vestiges des droits des cités gauloises conservées par les Romains. Ces trois ordres étaient composés de seigneurs, d'honorables citoyens et sénateurs, et le dernier ordre sous le nom de

Tiers-Etat, d'affranchis et d'artisans. C'est à ce précieux reste des anciens Atrébates que le fameux jurisconsulte Baudouin d'Arras rapporte l'origine et une espèce de suite des Etats de la province.

En remontant à la première race des rois de France, nous voyons que le gouvernement de la cité d'Arras fut donné en dot à l'évêché et devint le plus bel apanage de la manse épiscopale. L'évêque fut toujours *Mayeur* temporel de la cité, sous la suzeraineté immédiate du roi de France.

Ainsi donc l'administration de la cité, distraite de celle de la ville, reconnaît la juridiction épiscopale. L'évêque nommait l'échevinage, composé d'un prévôt, d'un lieutenant, d'un conseiller pensionnaire, de sept échevins, d'un procureur fiscal, d'un greffier et d'un argentier.

Le corps municipal de la cité jouissait des mêmes prérogatives que ceux des autres villes de la province d'Artois, même assistance aux états, aux cérémonies publiques, etc., etc., connaissance des cas de sa compétence dans l'étendue des juridictions sous le ressort immédiat de la salle épiscopale. Toutefois, contrairement aux usages répandus dans les autres villes, les échevins de la cité n'avaient pas le maniement des deniers publics ; l'administration en était réservée à un corps particulier appelé : *Les trois Etats de la cité*. Ce corps était composé d'un député, de l'évêque, comme seigneur temporel ; d'un député du chapitre d'Arras, représentant le clergé ; et d'un député de l'échevinage, au pouvoir du Tiers-Etat de la cité. L'argentier n'était responsable que devant ce corps.

L'évêque seul nommait tout les officiers composant le magistrat ; ils étaient amovibles selon la volonté et le bon plaisir du prélat.

Dès que la seigneurie temporelle de la cité fut donnée à l'évêque, aussitôt le Prélat et ses successeurs créèrent des officiers pour administrer la justice, la police, etc., au nom de l'évêque. Le renouvellement de la loi se faisait tous les ans le jour de la purification de la Sainte-Vierge.

Une petite forteresse élevée près de la porte de maître Adam, servait de résidence à un châtelain qui représentait le roi dans cette partie d'Arras. Ce châtelain reçut plus tard le titre de *Capitaine de la cité*.

Nous avons dit plus haut que le corps échevinal de la cité était présidé par un prévôt nommé par l'évêque. Ses attributions étaient les mêmes que celles du *Mayeur*. Nous citerons ici les noms des Prévôts de la cité d'Arras que nous avons pu retrouver.

1372. Jacques de Huleu.

1373. Godefroy de Noyelle, écuyer.

1379. Regnier de Quevauvillers, ayant pour lieutenant Thomas de Mont-Saint-Eloi.
1395. Pierre de Saint-Pol, sire de Honvalet de Bretencourt, prévôt de la cité et garde de toute juridiction temporelle de révérend père en Dieu, monseigneur l'évêque d'Arras, Jean Canardi.
1407. Jean de Biache, dit Lancelot, commis de par le roi notre sire de la cité et garde, prévôt de toute, etc., etc., etc., 8 janvier 1450.
1418. Isembard d'Aisnicourt, écuyer, etc.
1450. Rasse de le Vacquerie, licencié ès lois.
1508. Jean de Ranchicourt.
1526. Guy Brice, licencié ès-lois, sous Eustache de Croy, 22 octobre.
1590. Thomas Vaucelle(1)
1630. Boudot François, chevalier seigneur, de Lebarque, frère de l'évêque d'Arras, Paul Boudot, I. de Longueval François, écuyer, seigneur de Braches en Marquion, capitaine d'une compagnie d'infanterie Wallonne au service du roi d'Espagne (2).
1711. De Thieuloye Louis.

La ville avait toujours été séparée de la cité, toutes deux avaient leur administration distincte : mais par un édit de 1749, Louis XV, qui était venu cinq ans auparavant à Arras, réunit la ville à la cité et décida qu'à l'avenir le corps échevinal serait composé du grand bailli, du mayeur, de deux conseillers pensionnaires, de neuf échevins, d'un procureur du roi et syndic, d'un substitut, d'un greffier civil et criminel, d'un argentier et d'un lieutenant de bailli. L'exécution des ordonnances et juge-

(1) L'on voit encore dans la rue des Bouchers-de-Cité un hospice connu sous le nom de Sainte-Barbe ; il fut fondé le 2 septembre 1630, par Barbe Wallart, femme de Thomas Vaucelle, prévôt de la Cité, pour cinq personnes âgées qui devaient être choisies de préférence parmi ses parents. Cet hospice fut administré jusqu'à la révolution par le curé et les marguilliers de Saint-Nicolas-en-l'Atre ; les bâtiments furent reconstruits en 1830 sous l'administration de M. Dudouit.

(Les rues d'Arras par A. d'Héricourt et Alexandre Godin, page 217.)

(2) Le vingt-septième jour du mois de décembre de cet an mil six cent trente-neuf, 1639, est allé de la vie à la mort, noble et vertueuse demoiselle Marguerite Febvrier, elle vivante veuve de feu très noble personne François de Longueval, lui vivant écuyer, sieur de Braches en Marquion, capitaine d'une compagnie infanterie Wallonne pour le service de guerre du roi catholique d'Espagne, tenant garnison en la ville de Hesdin, fort sis sur la rivière de Cange au pays et comté d'Artois, qui à son tour fut échevin et après aussi prévôt de la cité de la ville d'Arras en Artois.

*Mss. du P. Ignace. Addition aux mémoires. T. VI. p. 168.*



ments du corps échevinal était confiée à douze sergents dont six à verges. Les conseillers pensionnaires, le procureur du roi ou syndic et son substitut, étaient à la nomination du roi, et leur office, viager; des neuf échevins, deux étaient gentilshommes, cinq avocats et deux notables. Le roi s'en réservait la nomination pour la première fois, mais à l'expiration de leurs fonctions, c'est-à-dire au bout de la troisième année d'exercice, un gentilhomme, trois avocats et un notable sortaient de charge; la nomination du gentilhomme et du notable appartenait à l'évêque; les autres magistrats étaient soumis à l'élection dans les formes ordinaires. Toutefois, il ne pouvait y avoir dans l'administration municipale, plus de deux échevins nommés par l'évêque. On ajoutait au serment, l'obligation de garder et de maintenir les droits du prélat (1).

Les mayeurs d'Arras, Bouquel et de Wismes, voulurent s'emparer de l'office de maire de la Cité : le premier se fit même donner à ce sujet des lettres patentes qui lui confirmaient la possession du casuel de cette charge : ils furent déboutés de leurs prétentions par un arrêt de la Cour de Paris (2).

(1) Cet édit imprimé se trouve dans un grand nombre de collections particulières et notamment dans celle de M. A. Godin.

(Les *Rues d'Arras* par A. d'Héricourt et A. Godin, page 116, année 1856.)

(2)

#### COUTUMES DE LA CITÉ D'ARRAS, 1693.

GUY DE SÈVE obtint le 26 mars 1693 un arrêt du Conseil contre les sieurs Bouquel et de Wismes et les mayeur et échevins d'Arras. Le sieur Bouquel s'était fait adjuger aux parties casuelles la charge de Maire de la ville d'Arras et par des lettres postérieures, il y avait fait joindre celle de la cité. Le dit sieur Bouquel prétendit d'être en droit du dit office de maire en la cité, mais il en fut empêché par le dit seigneur évêque et par ses officiers en la dite cité. Le dit sieur Bouquel céda la mairie de la cité au dit sieur de Wismes, lequel trouva la même opposition qui fut portée au conseil du Roi. Dans cette instance intervinrent les mayeurs et Echevins de la ville d'Arras. Le dit seigneur évêque représenta à sa majesté en son conseil que la levée de ce prétendu office de maire de la cité n'était qu'une surprise faite en sa religion, puisque l'évêque d'Arras, comme seigneur temporel de la cité avait le droit de nommer les maire, échevins en la dite cité; que la cité était une ville séparée de celle d'Arras, qu'elle avait son hôtel commun, qu'elle avait ses octrois, qu'elle étoit convoquée aux états de la Province par lettres de cachet de sa majesté, qu'elle y avait rang et séance distincts séparé de celui du magistrat d'Arras, qu'elle y portait même voix délibérative et que par conséquent, s'il plaisait à sa majesté créer un maire en la cité, il ne devait pas être confondu avec le maire de la ville d'Arras. Que cependant voulant bien entrer en quelque idée de dédommagement en faveur des dits sieur Bouquel et de Wismes, il leur fit offrir de deux choses, l'une ou de remboursement sur les 50 milles livres que le dit Bouquel avait données pour les deux charges de Maire, ou seulement 6000 fr. pour le prétendu office de Maire de la cité et comme l'usage est établi par titre et concordat que la cité contribue pour un 6° en restournes choses et pour un 7° en d'autres dans les charges ou impositions nécessaires pour le service du Roi. Le dit sieur, au moyen de cette répartition et de l'offre de 6000 fr. au dit sieur Bouquel, le dédommageait à proportion des 50000 fr. Le roi ordonna, par arrêt, que les sieurs Bouquel et Wismes se contenteraient des 6000 fr. que le prélat avait bien voulu leur offrir pour dédommagement de la finance du prétendu office de Maire en la cité, ce qui prouve que les souverains ont toujours regardé la cité, comme ville distincte et est séparée de la ville d'Arras.

(Recueil des chartes, édits et arrêts, etc., page 324, année 1773.)

# TABLE

## ALPHABÉTIQUE

des

### PRINCIPAUX NOMS PROPRES

---

#### A

Ablain-St-Nazaire, 24.  
 Acquembronne (d'), 107.  
 Aire, 60, 88.  
 Aisicourt (Isembard d'), 141.  
 Aix (famille d'), 118, 121.  
 Aix de Remy (baron d'), 118.  
 Albert et Isabelle, 84, 86, 89.  
 Alost, 28.  
 Alpeteren (d'), 85, 87, 88.  
 Amiens, 2, 21, 117.  
 André, doyen d'Arras, 55.  
 Anchin, 74.  
 Antoine, duc de Brabant, 71.  
 Anvers, 80.  
 Anving, Anvin (Guillaume d'), 55.  
 Armagnac (d'), 74.  
 Assonleville, Assonville (Pontus d'),  
 81, 82, 91.  
 Assonville (Anne d'), 89.  
 Auchy-au-Bois (Marie d'), 89.  
 Audrehen (maréchal d'), 62.  
 Augrenon (Mikiel, Michel), 66.  
 Ausque (famille d'), 89, 90.  
 Avelinne, 100.  
 Averdeingt, 54.  
 Avette (comte d'), 103.

#### B

Bacler (Hector), 37.  
 Baillet, 112.  
 Bapaume, 81.  
 Barante (de), 125.  
 Bataille, 121.  
 Baudalet, 121.  
 Baudouin (François), 142.  
 Bauduin de Hénin, 50.  
 Bauduin, chatelain d'Arras, 55.  
 Bavincourt, 83.  
 Bayard-Gautau (de), 192.  
 Béatrix, dame d'Averdeingt, 54.  
 Beaumont, 2, 61.  
 Beaudoin-Dirolin, 46.

Beaufort (de), 107, 111, 112, 113.  
 Beaumarché (de), 116.  
 Beaumetz (Jehan de), 65.  
 Beaumont (Jehan de), 76.  
 Beaumont (Roger de), 56.  
 Beaurains (de), 98.  
 Beauregard (de), 81.  
 Beauvais, 2, 10.  
 Beauvais, 134.  
 Beck, 134.  
 Bellacourt, 95.  
 Belle Forière, 74.  
 Belloi (du), 7.  
 Belvalet (Antoine de) 94, 95.  
 Belvalet (Ignace de), 36, 96.  
 Bergaigne, 137.  
 Bernemicourt (Hugues de), 74.  
 Bernemicourt (Michel de), 74.  
 Bergues, 89, 90.  
 Bertin, 134.  
 Bertonet (de), 112, 115.  
 Béthune, 74.  
 Béthune-Hesdigneul (de), 111.  
 Biache (Jean de) dit Lancelot, 143.  
 Billon, 134.  
 Bloquel de Croix (Adrien), 110, 111,  
 114, 115.  
 Blondel (de), 81.  
 Boiry St-Martin, 102.  
 Boiset (Jean), 34.  
 Bondus (de), 121.  
 Borgne (le), 56, 66, 72, 76.  
 Bouchel (Thomas), 66.  
 Boudart de Mingoval, 96, 121.  
 Boudot (François), 143.  
 Boullart (Hugues), 55.  
 Bouquel, 36, 100, 101, 102, 103, 105, 144.  
 Bourbourg, 90.  
 Bourdon, 121.  
 Bourguignon (le), 89, 90.  
 Bourslette (Isabeau), 68.  
 Boursier (Jean le), 60.  
 Bouteillier (Guy), 16.  
 Bouvines, 50.  
 Brandt (de Marconne de), 121.  
 Brandt (de Galametz de), 118.  
 Bras, 134.

## II

Brassart (Charles-Dominique), 122, 123.  
 Breteuil (de), 105.  
 Brice (Guy), 143.  
 Briez (Toussaint), 45.  
 Briois (de), 121.  
 Brœucq (de), 90.  
 Bruges, 28.  
 Brusset (Louis), 90.  
 Bruxelles, 103.  
 Bruyant, 123.  
 Bruyn (de), 88, 89, 90.  
 Bucquoy (de), 81.  
 Buckènes (de), 55.  
 Bus (Valentine de), 96.

## C

Callau, 112.  
 Cambrai, 4.  
 Camps (Adrien), 36.  
 Canais, 103.  
 Canée, 80.  
 Canettemont (de), 121.  
 Caperoul (Jacques), 89.  
 Cardevacque (de), 81.  
 Carlier (Gilles), 123.  
 Carnuel, 115.  
 Caron, architecte, 24.  
 Carraut (François), 123.  
 Caudron (Nicolas), 36.  
 Cauroy, (Seigneur du), 103.  
 Cavois, 134.  
 Charles-le-Chauve, 39.  
 Charles le Téméraire, 34, 35, 73, 74.  
 Charles IV, dit le Bel, 60.  
 Charles V, 39.  
 Charles VI, 34, 72, 89.  
 Charles VIII, 76.  
 Charles-Quint, 80, 81.  
 Chaulnes (de), 54.  
 Chauvelin, 101.  
 Chelers, 105.  
 Choiseul (duc de), 110, 111, 112, 114.  
 Chevalier, 134.  
 Chollet (rène), 37.  
 Clermont, 120.  
 Cohen (de), 89.  
 Cojeul (le), 118.  
 Colard de Paris, 66.  
 Colin (Maurice), 26, 31, 33, 41.  
 Comius, 2.  
 Corbeil, 72.  
 Cordier, 133.  
 Cornaille, 88, 91.  
 Cornuel de la Gape, 112.  
 Courcol (Pierre), 23.  
 Couronnel, 88, 90.  
 Courtin, 97, 98.  
 Courtrai, 58.  
 Couthon, 101.  
 Couturelle (sgr de), 96.  
 Crevecœur (Philippe de), 74.  
 Crespieul (de), 112.  
 Crignon, 133.  
 Croisettes (Marie de), 71.

Croix d'Assinghen (Guillaume de), 101, 102.  
 Crugeot (Jean), 98.  
 Cuinchy, 51, 81, 90.  
 Cupère (de), 107.

## D

Daillet (Xavier), 127, 130.  
 Dambrines (Claude), 36.  
 Damens (Nicolas), 36.  
 Dancoisne, 39, 40.  
 Daniel (le père), 18.  
 Dantin, 131, 133.  
 David (Laurent), 25.  
 Decroix, 112.  
 Degay, 112.  
 Delacroix, 112.  
 Delannoy de Beaurepaire, 111.  
 Delaporte, 27.  
 Delattre, 84, 96, 116.  
 Deleau (Guillaume), 52.  
 Delegorgue, 115.  
 Deleville, 134.  
 Demory, 134.  
 Demuliez, 127, 131.  
 Denainville, 37.  
 Denis (Philippe), 98.  
 Denisart, 41.  
 Dervillers (Antoine), 83.  
 Deslyons, 96, 100.  
 Detaloo, (A.), 85.  
 Deusy, 141.  
 Develle, 117.  
 Dion (de), 121.  
 Divion (Jeanne de), 57.  
 Dodon de Lens, 8.  
 Douay, 75.  
 Douay (Nicolas de), 98.  
 Dourlens, 121.  
 Drogon, 16.  
 Dubois (Laurent), 82.  
 Dubois de Fosseux, 120, 121, 122, 129.  
 Ducange, 27.  
 Duberut, 141, 143.  
 Duglas (comte de), 103.  
 Dunkerque, 28.  
 Duponchel, 123, 129, 130.  
 Dupuich, 112, 115.  
 Dupuich de Meplau, 103.  
 Dupuis (Jean-Eraucois), 36.  
 Duval (Jacques), 88, 90, 92, 93, 94.  
 Duval (Mathieu), 88.  
 Duval (Nicolas), 87, 88, 89, 93, 95.  
 Duval (Robert), 88.

## E

Ecluse (Catherine de l'), 84.  
 Enlard de Grandval, 120, 121.  
 Epinoy (le prince d'), 96.  
 Ervillers (Pierre d'), 82, 83.  
 Espanel (seigneurie d'), 103.  
 Esquirres, 103.  
 Eudes, roi de France, 39, 61.

### III

#### F

Faikières (maître de), 57.  
 Famechon (seigneur de), 36, 94.  
 Farbus (seigneur de), 71.  
 Faverel (Gilles), 57.  
 Faverel (Jean), 65.  
 Faverel (Simon), 52, 53, 54, 55, 57, 63, 66.  
 Félix du May (de), 116.  
 Fénin (Pierre), 89.  
 Ferrière, 61.  
 Ferté (de la), 115.  
 Feuchères, 96.  
 Fleschin (Antoine de), 89.  
 Fontaine (Antoine de), 88.  
 Fontaine (Jehan de), 88.  
 Fontenelle (de), 100.  
 Frévin-Capel (seigneur de), 74.  
 Fromentin de Sartel, 122, 132.  
 Fronsures (de), 98.  
 Fueutès (le comte de), 83.

#### G

Gaucherel (Léon), 33.  
 Gérard (Robert), 77.  
 Géry (Maximilien), 36.  
 Ghistelle (Isabelle de), 25, 63.  
 Givenchy (Broard de), 55.  
 Givenchy (Jacques de), 23.  
 Godefroy, 51, 56.  
 Godefroy (Ignace), 116.  
 Godin (A.), 25, 33, 53, 65, 84, 143, 144.  
 Gorlier, fondeur, 37.  
 Gosse, 121, 137.  
 Gosson (François), 98.  
 Gosson (Nicolas), 81, 82.  
 Goulatre (Pierre), guetteur, 30, 32.  
 Grard de Hannescamp (le comte), 66.  
 Gremet (Jehan), bourgeois d'Arras, 25.  
 Grenet (Marie), 68.  
 Griet (Jacqueline), 87.  
 Grimbert, 115.  
 Grincourt (de), 107.  
 Grespée (François de), 94.  
 Guesnon, 57.  
 Guffroy (Antoine), 98, 125.  
 Guffroy, 121.

#### H

Hacot, 129.  
 Hallot (Jacques), 33.  
 Hanriot (Michel et Jean), 36.  
 Hapiot (Jacques), 88.  
 Harbaville, 57, 121.  
 Harduin, 77, 106, 115.  
 Hauteclouque, 116.  
 Hanteclocque (Léopold le baron), 140.  
 Hauteclôte (de), 95.  
 Haverskerke, 89.  
 Havrincourt, 81.  
 Haynin (baron de), 108.

Hénin-Liétard, 51.  
 Hérlcourt (le comte Achmet d'), 15, 20, 65, 71, 74, 143, 144.  
 Herman (Martial), 123.  
 Hermant, 39.  
 Hesdin, 48, 90.  
 Hezecque (famille d'), 88.  
 Houdain, 33.  
 Hourdequin (Philippe), 98.  
 Hugues-Capet, 7.  
 Hugues, mayeur d'Arras, 8.  
 Huleu (Jacques de), 142.

#### I

Ignace (le père), 42, 63, 70, 81, 79, 80, 81, 101, 103, 104, 106.  
 Inchy (baron d'), 80.  
 Incourt (seigneur), 36.  
 Ingelburge de Danemarck, 50.  
 Isabelle de Hainaut, 50.  
 Isenghien (prince d'), 102, 104.  
 Isque (seigneur d'), 90.

#### J

Jean-le-Bon, roi de France, 62.  
 Jean-sans-Peur, 67, 68.  
 Jeanne, épouse du roi Eudes, 60.  
 Jehan le Bailly, 45.  
 Joncqué, 112.  
 Jonglet, Jean, 23.

#### K

Koeck, fondeur, 28.

#### L

Lallart, 80.  
 Lallart de Lebucquières, 112, 115, 121, 139.  
 Lambert de St-Vaast, 43.  
 Lancry, 136.  
 Landru, 112.  
 Lannoy (de), 116, 117, 118.  
 Lantoine (Hippolyte), 31.  
 La Salle (Jeanne de), 81.  
 Laustier (Mathieu), 59.  
 Lebel (Marie), 79.  
 Lebon (Joseph), 117, 120, 122, 123, 125, 126, 129, 131.  
 Lebouchier, 80.  
 Lecesne (E.), 67, 174.  
 Lecocq, 122, 131.  
 Lecornu (Jacques), 56.  
 Lecuyer, 95.  
 Lefebvre-Cayet, 132, 134.  
 Lefebvre (Guillaume), 72.  
 Lefebvre (Jacques), 74.  
 Lefebvre (Nicolas), 98.  
 Lefebvre de Gouy, 112.  
 Lefetz, 125, 127.

## IV

Lefot (Nicolas), 80.  
 Lefranc, 121, 134.  
 Lefrançois du Fetel, 111, 112.  
 Lejosne-Contay, 119.  
 Lejosue (Jacques), 72.  
 Lejosne (Robert), 72.  
 Leleu (Jean-François), 37.  
 Lemaire (Jean) dit Grisart, 35, 76, 77, 78, 79.  
 Lemaire (Louis), 25 78.  
 Lemerchier, 85, 86, 87, 88, 89.  
 Lens, 83.  
 Leroi de Buneville, 121.  
 Leroi d'Hurtebise, 121.  
 Leroi (Pierre), 77.  
 Leroux Duchatelet, 115, 121.  
 Leroux (Jérôme), 36.  
 Lesergeant (Alexandre), 36.  
 Lesenne, 112.  
 Lesoing, 112, 135.  
 Liencourt, 116.  
 Liestres, 89.  
 Liévin, 83.  
 Lille, 85.  
 Linas (de), 69.  
 Lione (Simon), 66.  
 Lobel (Jacques), 75.  
 Locon (seigneur du), 96, 100.  
 Locre (Ferry de), 7.  
 Longueval (de), 81, 143.  
 Lothaire, 39.  
 Louchard, 68.  
 Loueuse, (Jean de), 80, 81.  
 Louis VI, 5, 6, 10, 18, 19.  
 Louis VIII, 17, 43, 45, 48.  
 Louis XI, 34, 73, 74, 75, 73, 78.  
 Louis XIV, 43, 95, 96, 98.  
 Louis XV, 100, 102, 105, 107, 115, 118, 120.  
 Louis XVI, 121.  
 Louvigny (de), 119.  
 Luste (de), 88.  
 Lyanne (de), 84.

## M

Machault (de), 96.  
 Madre (de), 121.  
 Magnier (Hubert le), 88.  
 Magret, 34.  
 Mahaut, 58, 71.  
 Mahieu, 16.  
 Mahieux (Martin), 25.  
 Mailles (des), 66.  
 Maioul (Gabriel), 36.  
 Maioul de Sus-Saint-Léger, 139, 140.  
 Marchand, 80.  
 Marconville (de), 83, 98.  
 Marguerite de Bourgogne, 21, 63, 66, 67.  
 Marie (la princesse), 74, 75.  
 Marles (de), 83.  
 Marquet (horloger), 33.  
 Martigny (de), 36, 80, 81.  
 Mauduis, 115.

Mauvergue (Robert), 23.  
 Maximilien, (roi des Romains), 77.  
 Mercator, 56.  
 Mernes (de), 88, 89.  
 Merville, 107.  
 Meurville, 110, 112.  
 Monchaux (de), 87, 100, 121.  
 Mondicourt, 107.  
 Mons, 28, 98.  
 Montbertauldt (seigneur de), 68.  
 Montegnard, 141, 115.  
 Montpezat (de), 79.  
 Mont-St-Eloy, 83, 104.  
 Motte (Charles de la), guetteur, 30.

## N

Napoléon 1<sup>er</sup>, 135, 136.  
 Natoy (de), 87, 88, 89, 92.  
 Nicolas (Mayeur), 51.  
 Nicot, 27.  
 Nodier, (Charles), 27.  
 Noircarmes (de), 91.  
 Norman (Constantin), 134.  
 Nourquier (le), 90.  
 Noyelles (Godefroy de), 142.

## O

Occoche (François d'), 90.  
 Othon IV, 58.  
 Oudart, 81.  
 Ozenne, 110, 112, 114, 115.

## P

Païage (Etienne du), 55.  
 Palisot, 36.  
 Parenty (Auguste), 66.  
 Paris (Jean) dit Dragon, 72.  
 Paris, 123, 125, 126, 129, 130.  
 Pascal, n, 8, 40.  
 Pasquier, 27.  
 Payen, 95, 96, 103.  
 Petit, official, 34.  
 Petit, 96.  
 Philippe-Auguste, 8, 11, 17, 20, 40, 42, 49, 50, 68, 104.  
 Philippe II, 24, 25, 78, 81, 82, 85.  
 Philippe d'Alsace, 8, 9, 50.  
 Philippe de Valois, 60, 62.  
 Philippe le Beau, 50, 59, 80.  
 Philippe le Bon, 29, 41, 72, 73.  
 Philippe le Hardi, 67.  
 Philippe le Long, 63.  
 Pieron-Velu, 132.  
 Pieron, 134.  
 Pipelaert (Robert), 72.  
 Plichon (Hippolyte), 37, 141.  
 Ploich (Marie du), 89.  
 Poissart (Jehan), conseiller, 66.  
 Portier, 62, 90.  
 Poix (de), 102.  
 Pommera, 95.

# V

Pontus-Heuterus, 77.  
Postel, 36, 100.  
Prevost (Jacques-François), 36.  
Prevost (le), 25, 81.  
Prouille de la Comté, 121.  
Proyart (l'abbé), 74.

# Q

Quarré du Repaire, 102, 103, 105, 106, 118.  
Quarré (François), 98.

# R

Rasse de la Vacquerie, 143.  
Ranchicourt (Jean de), 143.  
Raulin de Belval, 116, 117, 118.  
Regnier de Quevauvillers, 145.  
Renard, 132.  
Rihet (Jehan), 45.  
Robert II, comte d'Artois 50, 51, 52, 54, 55, 56, 66, 67.  
Robert de Penin, 24.  
Robespierre (de), 123, 126, 130.  
Roche fort (Gui de), 78.  
Rombais (marquis de), 83.  
Rouvres (Philippe de), 46.  
Rouvroi (Xavier), 135.  
Royon (marquis de), 104.  
Ruhoult (château de), 55.

# S

Sacquespée, 68, 69, 71, 72.  
Sanghem (de), 95.  
Ste-Aldegonde (de), 55.  
St-Denis, 38.  
St-Louis, 43, 50.  
St-Omer, 55, 60, 88, 107.  
St-Pol, 77, 101.  
St-Pol (Pierrede), 143.  
St-Preuil, 93.  
St-Remy, 131.  
St-Vaast (de), 71.  
St-Vaast, abbaye, 4, 5, 9, 20, 21.  
St-Vinditien, 4.  
Saladin, 121.  
Sapignies (seigneur de), 98.  
Sarton, 105.  
Saternault (sieur de), 96.  
Saulty (seigneur de), 96.  
Semerpont, 103.  
Senlis, 24.  
Sensée (la), 118.  
Sève, (Gui de), 144.

Sigismond d'Autriche, 73.  
Simencourt (seigneur de), 71.  
Soissons, 2.  
Souastre (de), 80.  
Stoups, 112.

# T

Tailliant, 4.  
Taquet (Jehan), 67.  
Taquet, 123.  
Tardinghem, 107.  
Terninck, 71.  
Thellierde Sars 121.  
Thierry III, 4.  
Thieuloye (de), 74, 96, 143.  
Thillo (seigneur de), 118.  
Thomas, 121.  
Tour (de la), 95.  
Tour d'Auvergne (de la) 71, 147.  
Tournay, 2, 17, 120.  
Traxler, 31.  
Trèsèle (Simon), 56.  
Trochet (Jehan), 76.  
Trudaine (de), 106.

# V

Vaillant, 138.  
Valentin I, 4.  
Valhuon, 105.  
Valois (Jacques), 65, 72.  
Valois (Jeanne de), 68.  
Vaudelicourt (seigneur de) 102, 103.  
Van Drival, 82.  
Van Thol, 89.  
Vaucelle (Thomas), 143.  
Vaux (baron de), 81.  
Venant (de), 96.  
Vedulphe (St) 4.  
Vignon, 83, 95, 96.  
Villers sir Simon, 103.

# W

Warembourg (marquis de), 83.  
Wartel (Pierre), 77.  
Wartelle (baron d'Herlencourt, 138.  
Wattelet, 135, 136, 137.  
Willemant, 98.  
Wirvigne, 88.  
Wismes (de), 90, 110, 112, 113, 114, 144.  
Wisques, 107.  
Woomrs (de), 136.  
Worms, 15.

# TABLE DES MATIÈRES



## CHAPITRE. 1<sup>er</sup>

	Pages
Arras sous la domination romaine. — Ville et cité d'Arras. — Charte de Thierry III. — Régime des franchises municipales. . . . .	1

## CHAPITRE II.

Constitution intérieure de la commune d'Arras. — Charte de Philippe Auguste. — Magistrats pris parmi les bourgeois. — Juridiction. — Milice bourgeoise et travaux de défense. — Beffroi, cloches, Hotel de Ville. — Sceau de la commune. — Amoiries. — Droit de battre monnaie . . . . .	11
--	----

## CHAPITRE III.

Organisation des pouvoirs communaux à Arras. — Des rap- ports de la commune avec le gouvernement du prince. — Du grand Bailly ou autre délégué de l'autorité. . . . .	40
---	----

## CHAPITRE IV

Administration municipale sous les Comtes d'Artois. . . . .	50
---	----

## CHAPITRE V.

Les maires d'Arras sous les ducs de Bourgogne. . . . .	67
--	----

## CHAPITRE VI.

La ville d'Arras sous la domination française. . . . .	94
--	----

## CHAPITRE VII.

La mairie d'Arras pendant la révolution. . . . .	119
--	-----

## CHAPITRE VIII.

Les maires d'Arras depuis le consulat jusqu'à nos jours. . . . .	135
--	-----

## CHAPITRE IX

L'administration municipale de la Cité . . . . .	141
Table alphabétique des principaux noms propres. . . . .	1







3 2044 015 721 905

A FINE IS INCURRED IF THIS BOOK IS  
NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON  
OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED  
BELOW.

MAR 2 1973

47 2 8837

BOOK DUE

CF 33274

MAY 9 1973

APR 11 1973

FILE

RECEIVED  
MAY 10 1973  
ADULTS  
CANCELLED



